LA PENSÉE

SOMMAIRE

DU NUMERO 54 (MARS-AVRIL 1954).

Georges COGNIOT :
La lutte contre l'esprit de décadence dans la science et la culture 3
Georges et Maïe Politzer 7
La Chine nouvelle et son passé.
I. — La libération du peuple chinois, par Marcel CACHIN 9
II. — La révolution économique dans la Chine nouvelle, par Henri DENIS... 11
III. — La culture chinoise, par Claude ROY 20
C. et G. WILLARD :
L'U.R.S.S., la Finlande et les Etats baltes en 1939-1940 30
M. BENCHETRIT, J. VOGT et J. TRICART :
Algérie et Porto-Rico. I.......... 45
Joë NORDMANN :
Les juristes et les libertés démocratiques 61
A. CORNU :
Les œuvres de jeunesse de Karl Marx (1840-1844) 66
Gilbert BADIA :
« Le Capital » est-il illisible ? 75
Joël LEFEBVRE :
Trois ouvrages de Georg Lukacz 83
Juan FLOREZ :
Le Concordat et l'enseignement en Espagne 95
Paul LABÉRENNE :
David Wolkowitsch 100
CHRONIQUE D'HISTOIRE LITTÉRAIRE :
I. — L'héritage classique, par Jean VARLOOT 103
II. — Où va la littérature comparée ? par C.L. 107
CHRONIQUE LITTÉRAIRE :
Remarques sur « le Cheval roux » d'Elsa Triolet, par Marc SORIANO 110
CHRONIQUE D'HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE :
I. — A la recherche du vrai Socrate, par Jean-Pierre VERNANT 113
II. — Une étude sur Hegel, par A. CORNU 116
CHRONIQUE DES LETTRES ALLEMANDES :
Plievier et von Salomon, deux faux-témoins de leur temps, par Gilbert BADIA.. 119
CHRONIQUE HISTORIQUE :
I. — La nouvelle revue des historiens progressistes d'Allemagne, par S. KAHN 125
II. — L'Orient et la Grèce, par Jean BABY 131
DOCUMENTS :
I. — « La Pensée » complote contre l'école laïque, par René MAUBLANC 134
II. — Du rôle des rébus dans l'histoire de la morale, par René MAUBLANC.... 136
LES REVUES :
Par Roger MAYER et R. MAUBLANC 137
LES LIVRES :
Par G. BADIA, L. DE VILLEFOSSE, Fr. RICCI, G. LYON-CAEN, R. MAYER, J. DAUTRY, M. COHEN, P. MEIER, R. FRANCÈS, M. SORIANO, J.-L. LECERCLE, M. BRUNELLE et J. DUCROUX 139

NOTE DE LA RÉDACTION

Notre Colloque sur « Lénine philosophe et savant » a eu lieu le lundi 1er mars, à la salle des Sociétés savantes, avec un très grand succès. Un certain nombre de nos amis étaient venus de province pour y participer, et l'on notait la présence dans la salle de beaucoup d'étudiants. Dans les deux séances du matin et de l'après-midi, sous la présidence d'Eugène Aubel, des exposés extrêmement riches et substantiels ont été entendus et une discussion s'est engagée notamment sur les problèmes de la psychologie, discussion qu'il a fallu interrompre pour permettre aux orateurs inscrits d'intervenir ; malgré cette précaution, plusieurs d'entre eux n'ont pas pu prendre la parole. Il a été décidé de consacrer aux sciences humaines le prochain Colloque de la Pensée. *Le soir, la séance de clôture, présidée par Marcel Cachin, a été consacrée à de magnifiques discours d'Henri Wallon et Georges Cogniot.*

Les débats de ce Colloque seront édités en un numéro de la Pensée, *probablement le numéro de juillet-août ; ce numéro contiendra également les conférences faites précédemment sur le même sujet par Jean Orcel et Henri Lefebvre (conférences qui ont été imprimées et distribuées avant le Colloque sous forme de tirages à part), ainsi que les interventions qui n'ont pu être faites le 1er mars et que leurs auteurs rédigeront pour nos lecteurs. C'est dire que ce numéro dépassera fortement nos* 160 *pages ordinaires et devra être vendu à un prix supérieur ; mais* il sera fourni sans augmentation de prix à tous nos abonnés. *Nous espérons que beaucoup de nos lecteurs tiendront à s'abonner dès à présent pour profiter de cet avantage.*



Notre troisième conférence de 1953-1954 *a lieu le lundi* 5 *avril, sous la présidence de Georges Cogniot. Pierre George et Henri Claude y posent une question de grande actualité :* Crise économique aux Etats-Unis ?



Nous publierons dans notre prochain numéro un texte d'une valeur exceptionnelle ; il s'agit d'un inédit de Diderot sur les problèmes économiques de son temps : Apologie de l'abbé Galiani.

L'abondance des matières nous empêche de publier aujourd'hui la suite de la Chronique musicale, qu'avait commencée Marc Soriano dans notre numéro 52. *D'autre part des discussions fort importantes se déroulent actuellement en U.R.S.S. sur les problèmes de la musique. Nous avons en conséquence différé la publication du rapport Hubov, que Marc Soriano avait annoncée. Notre ami en donnera dans un numéro prochain de larges extraits, dans le cadre d'un recensement des textes essentiels sur la musique, depuis Lénine et Jdanov jusqu'aux dernières interventions de Chostakovitch et Khatchatourian récemment publiées par* les Lettres françaises. *Il amorcera aussi, dans sa Chronique des disques, un panorama de la musique russe et soviétique enregistrée.*

LA LUTTE CONTRE L'ESPRIT DE DÉCADENCE DANS LA SCIENCE ET LA CULTURE

par Georges COGNIOT

Comme nous le disons d'autre part, un numéro prochain de la Pensée *contiendra le texte intégral de notre Colloque du 1er mars. Mais en attendant, nous tenons à publier dès aujourd'hui un fragment de l'intervention qui a clôturé le débat : notre ami Georges Cogniot y tire les conclusions actuelles de l'étude qui y fut faite de l'œuvre de Lénine, dans notre lutte en faveur de la science et de la philosophie françaises, contre les campagnes pessimistes de démission de la France. — N.D.L.R.*



OUS devons nous efforcer de faire de notre revue une arme toujours plus efficace dans la grande lutte pour ce qui naît contre ce qui dépérit, pour les idées progressistes contre les idées obscurantistes, pour l'humanisme contre la décadence. Nous suivrons par là l'admirable exemple de lutte contre la théorie et la pratique de l'abaissement et du reniement, de l'impuissance et de la décadence qu'a donné Lénine en écrivant *Matérialisme et Empiriocriticisme.*

Le mérite incomparable de Lénine est d'avoir défendu jalousement le trésor de pensée progressiste du marxisme contre toute atteinte des idées réactionnaires, en un temps où l'idéologie de la réaction était de pénétrer dans la forteresse philosophique du marxisme. Lénine a arraché le masque. Quelle belle et grande leçon, surtout aujourd'hui où, malgré l'énorme différence des circonstances politiques générales, malgré le renversement du rapport des forces, les idées de décadence cherchent encore obstinément à s'imposer aux intellectuels français, à la jeunesse de notre pays et à tout notre peuple !

Lénine a toujours affirmé la liaison étroite des sciences et de la philosophie, et montré que sans le secours de la réflexion philosophique, les sciences de la nature sont incapables de se tirer d'affaire. Aussi n'est-ce pas par inconséquence, mais en vertu de la logique stricte de leur position et de leur pensée que les professeurs communistes de philosophie, tous les enseignants marxistes et aussi les représentants du Parti Communiste au Parlement ont pris, il y a quelques mois et avec une belle ardeur, la défense de l'enseignement de la philosophie et condamné les projets de pseudo-réforme de l'enseignement qui voulaient priver la majorité des élèves des lycées de la fréquentation de la classe de philosophie.

Beaucoup de philosophes professionnels, de professeurs de philosophie de l'université, qui enseignent personnellement des théories idéalistes, ont manifesté de la suprise devant le fait que les marxistes faisaient l'éloge de l'enseignement de la philosophie et assumaient sa défense.

C'est que les marxistes ne sont pas les ennemis des philosophes, même idéalistes, considérés personnellement. Notre ennemie, c'est la philosophie obscurantiste, et la classe réactionnaire et dépérissante qui nourrit l'obscurantisme. Notre ennemie, c'est l'idéologie de reniement de la France et de décadence nationale qui apparaît toujours, dans l'expérience concrète, solidaire des tendances philosophiques rétrogrades.

Ce que deviendrait l'enseignement de la philosophie dans une France « américanisée », un exemple suffira à le montrer. Voici un numéro tout récent de la *Revue de l'enseignement philosophique*, bulletin de l'Association des professeurs de philosophie (octobre-novembre 1953). Vous y trouverez un article instructif, intitulé « La philosophie aux examens aux U.S.A. ». Son auteur, M. Jean Brun, du lycée de Londres, n'appartient pas, à ma connaissance, au courant d'opinion marxiste. Ce professeur communique quelques sujets d'examens de philosophie aux Etats-Unis :

Les étudiants qui répondent aux questions posées ont environ 22 ans ; ils ont fait quatre années d'études dans un « College » (c'est-à-dire une Faculté), à raison de quatre heures de philosophie par semaine. Des feuilles dactylographiées sont remises aux candidats qui n'ont qu'à inscrire leur nom et répondre aux questions par des numéros ou par un signe indiquant la solution juste. Ces épreuves ne demandent donc aucune mise en pages, aucune rédaction. Notre traduction ne présente que des extraits de ces questionnaires, mais le nombre des questions posées ne change pas l'esprit dans lequel elles sont abordées.

1er exercice :

Mettez une croix dans la marge devant les affirmations que vous considérerez comme vraies. Une croix mise devant une affirmation fausse est considérée comme une faute. Plus d'une affirmation peut être vraie dans un même groupe.

Philosophie
— ne se distinguait pas, à l'origine, de la science ni de la religion ;
— s'occupe des causes premières et des premiers principes de toute chose ;
— naquit chez les Perses ;
— se distingue de la science en ce qu'elle utilise la révélation pour résoudre ses problèmes.

Monisme
— enseigne que la réalité est composée d'une multitude d'êtres fondamentalement différents ;
— peut être matérialiste ou idéaliste.

....

Platon
— enseignait que les essences universelles, ou idées connues par l'intellect, sont la seule réalité ;
— pensait que ces idées, qui sont seules réelles, existent seulement dans l'esprit de l'homme ;
— avait un certain mépris pour la matière et disait que le corps était la cause de tous les maux des hommes ;
— enseignait que tout le savoir est une réminiscence de ce que l'âme avait déjà su dans une existence antérieure ;
— était estimé par Alcibiade pour son grand courage et son endurance physique.

....

(Cette épreuve comportait 28 groupes de questions, chaque groupe présentait de 2 à 7 réponses possibles entre lesquelles le candidat devait choisir.)

3e exercice :

Mettre dans les parenthèses de droite le numéro des rubriques de la colonne de gauche qui correspondent le mieux à celles de la colonne de droite.

1. polygone d'un million de côtés ;
2. étudiant de Trinity College venant de Moscou ;
3. érable ;
4. mode subjonctif ;
5. porte ;
6. carré à six côtés.

10. êtres de raison ; ( )
11. êtres possibles ; ( )
12. êtres réels. ( )

....

(Cet exercice comportait 42 questions dans la colonne de droite.)

Tout le texte semble tiré d'un sottisier du baccalauréat ! Les bras nous en tombent, non pas tellement parce que nous sommes des marxistes, mais simplement parce que nous sommes des Français.

Nos collègues comprendront pourquoi nous avons défendu dans le pays la classe de philosophie, tout en sachant qu'à l'heure actuelle, la grande majorité des professeurs enseigne l'idéalisme. C'est parce que nous sommes attachés à deux choses qui nous paraissent simples : d'un côté, la dissertation philosophique dans laquelle on peut voir si un jeune homme sait raisonner, tandis qu'avec les épreuves américaines je vous défie de le voir ; d'autre part, le recours direct de l'élève aux textes des grands auteurs. Sur ces deux points, nous sommes d'accord avec tous les professeurs de philosophie de ce pays.

Je ne peux pas croire que ce soit un hasard si dans ce même numéro où paraît cette critique (volontaire ou involontaire) du pseudo-enseignement philosophique américain, je trouve au sommaire parmi les principaux articles : « Note sur le matérialisme dialectique » du philosophe marxiste bien connu Louis Althusser, agrégé-répétiteur à l'Ecole normale supérieure...



Les marxistes dénoncent et dénonceront toutes les formes et toutes les sources de l'idéologie de décadence nationale. Hier, c'était Gœbbels ; aujourd'hui, c'est la propagande américaine aux multiples canaux, qui répand cette conception paralysante, ce mensonge utile aux dominateurs. Les Etats-Unis prennent en fait toutes les mesures pour affaiblir et abaisser la France, tandis que dans l'Allemagne d'Adenauer, de qui ils font leur fidèle lieutenant en Europe, ils développent, sur le plan moral, l'idée de la grandeur nationale, ou plutôt l'esprit de chauvinisme et de revanche et, sur le plan pratique, les facteurs économiques et financiers d'un essor.

Le thème de l'abaissement de la France, c'était celui de Laval et de ses acolytes il y a vingt ans. Mais un homme, un ouvrier français leur a répondu en montrant dans un rapport présenté au Congrès de son Parti, en janvier 1936, à Villeurbanne, que Laval, en parlant de l'abaissement de la France, ne faisait que colporter des mensonges utiles à l'étranger et à la réaction fasciste. Cette réponse, vous la trouverez au tome onze des Œuvres de Maurice Thorez. Le même Maurice Thorez répond aujourd'hui à cette question dans l'interview qu'il vient d'accorder au journal des jeunes *l'Avant-Garde*.

Les difficultés économiques, la misère du peuple, les déchéances politiques ne sont pas le fait d'une décadence française. La France, l'un des pays les plus riches et les plus beaux du monde,

n'apparaît faible et décadente qu'en raison de la politique de démission nationale, de soumission à l'étranger pratiquée par nos gouvernants depuis 1947... La France est en mesure de se comporter comme une grande nation souveraine.

Nous combattrons, nous aussi, les propagandistes de la démission nationale. Nous les combattrons partout où ils se trouvent, soit qu'ils se rangent derrière un Georges Bidault, qui abaisse délibérément la France comme grande puissance au profit d'une « Europe » vaticane, soit qu'avec Guy Mollet ils se réfèrent à un Léon Blum, appelant dans son livre *A l'échelle humaine* la nation française à se « sacrifier » au profit « d'une dépendance vis-à-vis d'un ordre de réalité supérieur », parce que — goûtez cette humilité chrétienne — notre pays doit « expier... une œuvre trop belle, trop vaste et surtout trop généreuse pour les forces d'une nation seule ».

Quant à nous, nous sommes sûrs que ne sont pas nombreux les savants et les intellectuels socialistes ou chrétiens décidés à consommer, ou plutôt à laisser continuer le « sacrifice » et l' « expiation », l'holocauste de la science française sur l'autel de la guerre, au profit des budgets de la Communauté Européenne de Défense. Avec nous, comme nous, ces collègues socialistes et chrétiens désirent le changement d'orientation grâce auquel la nouvelle floraison de la pensée scientifique se ferait rapidement et magnifiquement sentir dans une France redevenue maîtresse de ses destinées, dans une France indépendante et pacifique qui aurait licence de consacrer aux œuvres de vie et de création les ressources vouées maintenant aux œuvres de mort et de destruction.

La science française est aujourd'hui frustrée de ses droits. Sa faiblesse est provoquée et organisée. Qu'aucun intellectuel français n'aille confondre cette situation, parfaitement corrigible et réparable, avec on ne sait quelle fatalité de l'histoire ; qu'aucun intellectuel français ne se laisse aller au malheur de douter de son pays, quand tout nous montre l'avenir ouvert, quand une jeunesse d'étudiants actifs et enthousiastes qui sait se battre pour les crédits de la science, prépare une relève digne des belles œuvres du passé et des belles tâches de l'avenir !

Lénine disait de la science qu'elle est la grande fierté de l'humanité. Nous luttons pour le socialisme afin que la science devienne le bien du peuple et serve ses seuls intérêts. Nous luttons afin que cette science soit, dans tous les cas et dans tous les domaines, une science critique et créatrice, qui ne s'arrête jamais, mais pousse à des résultats nouveaux, une science véritable, honnête devant les faits et courageuse. Nous luttons, convaincus de la vérité profonde qui retentit dans cette phrase de Lénine :

Devant l'alliance des représentants de la science, du prolétariat et de la technique, aucune force obscure ne peut résister.

GEORGES ET MAÏE POLITZER

Nous extrayons aussi de l'intervention de Georges Cogniot à notre Colloque du 1er mars le passage suivant, relatif à l'inqualifiable outrage que le gouvernement vient d'infliger à la mémoire de Georges Politzer, fusillé à Suresnes, et de sa femme Maïe, morte en déportation :

Ce Colloque, nous avons essayé de le tenir en esprit de fidélité aux intentions du fondateur de notre revue, en union à la pensée toujours si vivante de Paul Langevin. Nous l'avons organisé en nous inspirant du souvenir du plus proche collaborateur de Paul Langevin, son gendre Jacques Solomon, fusillé comme combattant de la Résistance, dont la mémoire est inséparable de celle de Georges Politzer.

Il est nécessaire de rappeler ce soir, par un esprit de piété, le souvenir de Georges Politzer et de Jacques Solomon, que nous ne séparons pas de celui de beaucoup d'autres collaborateurs de *la Pensée* d'avant-guerre qui ne sont plus parmi nous. C'est d'autant plus nécessaire que le ministre des Anciens combattants vient de refuser la carte d'interné et de déporté résistant, à titre posthume, à Georges Politzer et à sa femme Maïe Politzer, par décision du 25 janvier 1954.

La belle-mère de Politzer avait demandé un réexamen des droits du fils de notre grand disparu ; or, bien que Georges Politzer soit homologué au grade de capitaine au titre de la Résistance intérieure française et Maïe Politzer homologuée au grade de sous-lieutenant, ils n'ont pas mérité que leur acte de décès à tous deux porte la mention « Morts pour la France » ! Le gouvernement actuel vient d'avoir l'indécence de refuser cette demande, et d'écrire sur l'ampliation des actes : Georges Politzer, *décédé* à Suresnes, et Maïe Politzer, *décédée* à Auschwitz.

Nous comprenons sans peine qu'il existe une logique de la honte, et qu'un gouvernement qui se prépare à ramener des garnisons de l'ex-Wehrmacht hitlérienne à Paris, et sans doute à caserner des contingents allemands au fort du Mont-Valérien afin qu'ils puissent chanter le *Deutschland über alles* dans la Clairière des Fusillés, ne peut qu'essayer d'insulter à la mémoire de Georges et de Maïe Politzer. Mais il faut que partout, vous qui êtes des hommes dignes et fidèles au culte du souvenir, vous suscitiez une telle tempête d'indignation qu'elle impose l'hommage de la reconnaissance nationale dû à Georges et Maïe Politzer. Faisons savoir bien haut que nous, universitaires et intellectuels, nous n'avons pas le cœur assez bas pour admettre le refus de la mention glorieuse à ceux qui sont morts en héros de légende pour l'indépendance, la souveraineté et la dignité de la France.

DEUX AMIS DE LA « PENSEE »

D'émouvants hommages ont été rendus dernièrement à deux membres du Comité de patronage de *la Pensée* : Marcel Cohen et Léon Moussinac.

Le mercredi 17 février, à la Maison de la Pensée française, les amis de Marcel Cohen se réunissaient pour célébrer son soixante-dixième anniversaire, à l'appel de l'Association France-U.R.S.S., l'Union française universitaire, la Fédération nationale de l'enseignement C.G.T., le Syndicat de l'enseignement supérieur, l'Université nouvelle, l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, les revues *Europe* et *la Pensée*. Une brochure éditée par l'Union française universitaire reproduira les discours prononcés à cette occasion en l'honneur du grand linguiste, collaborateur fidèle de notre revue, dont on connaît en particulier les livres récents parus aux Editions sociales sur *le Langage* et *l'Ecriture*, et aussi du militant syndical exemplaire et du courageux combattant de la Résistance qu'est Marcel Cohen.

Le mardi 9 mars, à la Salle des Horticulteurs, on se pressait pour fêter les trente ans de vie militante de Léon Moussinac, poète, romancier, journaliste et éditeur, historien du cinéma, directeur de l'Ecole des Arts décoratifs, défenseur acharné et lucide de la pensée et de l'action progressistes, du peuple français et de la culture française. Georges Cogniot, Aragon exaltèrent son œuvre et son action, et dans une improvisation bouleversante, Moussinac, évoquant en particulier la mémoire de Paul Vaillant-Couturier, rappela toutes les luttes auxquelles il prit part depuis le début du siècle.

De nombreux collaborateurs de *la Pensée* assistaient, avec les dirigeants du Parti communiste français, auquel Moussinac adhéra en 1924, et des personnalités du monde intellectuel, à cette fête à laquelle on associa justement sa courageuse compagne, Jeanne Moussinac.

LA CHINE NOUVELLE ET SON PASSÉ

La conférence donnée le 14 décembre dernier a eu un très grand et très légitime succès. Nous donnons ci-dessous l'allocution prononcée par Marcel Cachin, qui présidait la réunion, et les deux études du professeur Henri Denis et de Claude Roy.

I

LA LIBÉRATION DU PEUPLE CHINOIS

par Marcel CACHIN

Nous sommes reconnaissants à nos camarades de *la Pensée* de nous avoir réunis ce soir aux Sociétés Savantes pour nous entretenir du miracle de la Chine en 1953 et de ses conséquences.

Nul sujet plus que celui-là ne s'impose à l'attention de tous.

Deux voyageurs qui reviennent de là-bas ont mission de nous renseigner sur l'état présent de ce grand pays.

Ils le feront honnêtement, impartialement, scrupuleusement, en réalistes sympathiques.

Le professeur Henri Denis, éminent spécialiste de l'étude de l'économie mondiale, nous dira les résultats des réformes profondes en cours d'exécution dans la République Populaire de Pékin.

Un artiste, un poète, un érudit à l'œil aigu, Claude Roy, nous ouvrira, avec des clefs à lui, les portes du plus vieux monde aujourd'hui libéré, en marche vers un avenir digne de son passé glorieux.

Il évoquera la grande figure de Mao Tsé-toung qui proclama le 1er octobre 1949, au Palais impérial de Pékin, l'avènement de la nouvelle République Populaire Chinoise.

Vous avez hâte de les entendre.

Peut-être pourrais-je vous soumettre quelques brèves réflexions sur la récente et prodigieuse histoire de la Chine ainsi ressuscitée.

En 1920, j'ai eu le rare privilège d'entendre Lénine au second Congrès historique de l'Internationale Communiste, qui connut en France un retentissement si décisif.

Dans son discours inaugural, notre grand camarade invita les congressistes présents à méditer sur les dix jours qui avaient ébranlé le monde trois ans auparavant dans sa propre nation. Il annonça aussi qu'il prévoyait des événements plus décisifs encore dans l'Asie mystérieuse et à l'intérieur de tous les pays de l'univers encore colonisés et asservis par les impérialistes.

Ce qui se préparait partout, c'était, affirmait-il prophétiquement, un prochain et inévitable effort de libération et d'indépendance de ces peuples écrasés,

accablés, affamés. Lorsque des centaines de millions d'êtres humains se seront débarrassés des pillards cruels et impitoyables qui vivent depuis des siècles de leur misère et de leur esclavage, on assistera à l'effondrement du capitalisme tout entier, qui sera par là frappé à mort.

C'est ainsi, prévoyait Lénine, que se décidera le sort du monde moderne.

C'est de l'Orient que viendra la lumière !

Déjà, depuis 1917, dans la Russie elle-même qui était jusque-là une véritable colonie mise au pillage par le capital cosmopolite, le peuple soviétique avait donné l'exemple en prenant le pouvoir à Pétrograd et à Moscou. Il avait restitué aux peuples de Russie les biens et les richesses accaparés et exploités par des bandes de banquiers et de monopoleurs internationaux.

Et voilà que, trente ans après, la Chine, confiante en elle-même, se juge assez forte pour imiter l'exemple soviétique.

Grâce à l'union des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des démocrates unis, la Chine a pu chasser de son vaste territoire tous les brigands de l'impérialisme insatiable. Ils les ont vaincus au prix de sacrifices sans nombre et d'une abnégation sans limite. Ils ont chassé d'abord les capitalistes japonais qui les avaient sauvagement agressés ; puis ce fut le tour des Américains et de leur valet, le sinistre Chang Kaï Chek, traître au Kuomintang, au Parti du Peuple de Sun Yat Sen. Ils sont devenus les maîtres chez eux.

En vain les Américains se flattent-ils de l'espoir d'une revanche et d'un retour offensif. *Ils ne rentreront jamais en Chine par la force, non plus qu'en Union Soviétique* !

C'est ainsi que des centaines de millions d'hommes et de femmes, que près d'un milliard d'êtres humains ont bouleversé déjà le vieux monde de l'exploitation au cours des années que nous venons de vivre.

Et nous pouvons le dire désormais : ce n'est là qu'un début prometteur d'avenir.

Le triomphe définitif de l'héroïque Chine Populaire, après celui de l'Union Soviétique, ce ne sont que des prémisses, des préludes, des avant-coureurs d'événements mondiaux plus définitifs, plus grandioses.

Partout, à cette heure même, en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, en Amérique Centrale, c'est un élan de plus en plus général et contagieux, c'est une volonté de plus en plus précisée de libération qui soulèvent sous toutes les latitudes les hommes et les femmes contre les dernières formes de domination d'un impérialisme condamné, d'un capitalisme parasitaire et pourrissant.

Il n'est plus de force humaine, il n'est plus de violences capables d'endiguer ce courant irrésistible. C'est la prochaine victoire de tous les peuples résolus à s'affranchir, à vivre libres, eux aussi, à vivre en paix, à réaliser une civilisation humaine qui sera enfin digne de ce nom.

Quel est l'apport de la vieille Chine à cette exaltante aventure d'une humanité nouvelle ? Henri Denis et Claude Roy vont vous le dire, pièces en mains. Ils ont vu de leurs yeux la Chine libre, la Chine qui ne sera plus insultée.

II

LA RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DANS LA CHINE NOUVELLE

par Henri DENIS

L'UNE des principales questions agitées aujourd'hui par les économistes en France, ou dans les pays anglo-saxons, est celle des pays « sous-développés ». On s'interroge gravement sur les facteurs qui peuvent expliquer la faiblesse du « revenu national » et du niveau de vie aux Indes, en Afrique ou en Amérique du Sud. On calcule avec une grande minutie le volume des capitaux dont il faudrait disposer pour industrialiser et équiper de telles régions, on dresse sur le papier de merveilleux plans d'investissement international. Mais en pratique aucune solution n'est donnée au problème posé.

A quoi tient donc la stérilité de ces discussions et de ces projets ? Tout simplement au fait qu'elles se déroulent dans l'abstrait, parce qu'on ne veut absolument pas se référer aux conditions historiques qui expliquent la situation lamentable des pays « sous-développés », et encore moins poser franchement la question des conditions politiques qui doivent être réunies si l'on veut modifier cette situation.

Les famines de l'Inde, la misère de l'Afrique ou de l'Amérique latine sont la conséquence de l'exploitation éhontée, du véritable pillage auquel se livrent dans ces régions les puissances capitalistes dominantes. Et aucun changement durable ne pourra s'y produire tant que les féodalités indigènes, soutenues par le capital étranger, n'auront pas été remplacées par un pouvoir populaire indépendant.

De cette thèse, que je viens d'exprimer, nous avons aujourd'hui une démonstration vivante : la Chine, nation numériquement la plus puissante du monde, qui vivait misérablement jusqu'en 1949 sous le joug étranger, réalise aujourd'hui, sous la direction de son gouvernement démocratique, une révolution économique qui lui permet d'année en année d'améliorer le niveau de vie de sa population. Il est donc inutile d'insister, je pense, sur l'immense intérêt que présentent ces transformations économiques de la Chine nouvelle pour quiconque se soucie de l'avenir des centaines de millions d'hommes, nos contemporains des régions arriérées, qui n'ont pu parvenir encore à une existence humaine.

En quatre années, la Chine a mené à bien la réforme agraire la plus considérable, sans aucun doute, de toute l'histoire de l'humanité. Elle s'est attaquée au problème de la protection de son sol contre les calamités naturelles qui le dévastaient, et l'a déjà pratiquement résolu. Elle a pris en main, au profit du peuple, les établissements industriels et les moyens de transport exploités autrefois par les étrangers, assurant la reconstruction de ce qui avait été détruit et réalisant déjà un développement important de son équipement. Elle s'est employée à améliorer la condition de vie des travailleurs, notamment par l'amélioration des conditions d'hygiène et de logement. J'ai eu le privilège de voir de mes yeux les résultats obtenus dès à présent dans ces divers domaines, et je voudrais essayer d'évoquer quelques souvenirs du voyage d'un mois que nous avons fait

à travers la Chine, de Pékin à Changhaï et à Nankin, sur l'initiative de l'Association des Amitiés franco-chinoises.

La réforme agraire

La Chine, aujourd'hui encore, est un pays principalement agricole.

Voyageant par le train de Pékin à Changhaï, nous avons traversé la grande plaine de la Chine du Nord, où se trouvent les terres les plus fertiles du monde, traversées par les deux grands fleuves Houang Ho et Yank tse Kiang.

Sur les 1.200 kilomètres que nous parcourons, la Chine nous apparaît comme un immense jardin, cultivé à peu près à la manière des maraîchers de chez nous. Ce qui, autour de nos villes, forme une ceinture de quelques kilomètres de profondeur représente ici un territoire plus grand que la France entière. La densité de la population correspond au travail incroyable qui s'accomplit dans ces plaines. Tout proches les uns des autres, les villages se succèdent, entourés d'arbres aux feuillages légers.

La terre est découpée en carrés minuscules par les multiples canaux d'irrigation et parsemée de monticules qui sont les tombes des ancêtres. Dans ce cadre pour nous si surprenant s'est déroulée la grande réforme agraire.

Jetons un coup d'œil rapide sur le régime foncier de l'ancienne Chine (celle d'avant 1949). Et utilisons notamment à cet effet les indications données par le spécialiste français le plus connu des problèmes agraires en Extrême-Orient, M. Pierre Gourou.

Dans son ouvrage *La terre et l'homme en Extrême-Orient*, publié en 1947, M. Gourou indique qu'il y a en Chine plus de 50 millions d'exploitations agricoles. La superficie moyenne de l'exploitation est de 1 hectare 1/2 et la superficie cultivée en moyenne par un travailleur adulte de 45 ares seulement.

La moitié des terres, à peu près, sont possédées par des propriétaires fonciers non exploitants. Le fermier paie, selon M. Gourou, la moitié du revenu brut de la terre, plus des charges diverses et de nombreux cadeaux en diverses circonstances. Et néanmoins c'est lui qui supporte toutes les dépenses d'outillage, d'achat de bétail et de semences.

Le paysan, qu'il soit propriétaire d'un minuscule lopin de terre ou qu'il soit fermier, doit payer de lourds impôts. Sa condition est des plus précaires. Souvent il doit déposer au Mont de piété pendant l'hiver ses instruments de production afin d'obtenir de quoi payer ses semences. Pour ces prêts on lui prend de 40 à 80 % d'intérêt par an et, lorsqu'il s'adresse à des prêteurs privés, jusqu'à 100 % pour 6 mois.

La misère immense du paysan chinois apparaît encore dans son régime alimentaire :

> Pressés par la nécessité, écrit M. Gourou, les paysans mangent les produits de qualité inférieure et vendent les denrées les plus fines... Le paysan chinois vend son blé et consomme du Kao Liang — un sorgho qui donne une nourriture grossière...
>
> La consommation du sucre en Chine est presque nulle : dans les campagnes on ne sait ce qu'est un morceau de sucre...
>
> Pendant les périodes de chômage, les paysans pauvres entrent dans une sorte d'hibernation forcée, dorment beaucoup et mangent peu ; souvent ils ne font qu'un repas par jour ; si la disette menace, on se nourrit de soupe d'herbes sauvages qu'on enrichit de quelques pincées de farine ou de quelques grains de riz...

M. Gourou était, en 1947, extrêmement pessimiste quant à l'avenir de la paysannerie chinoise :

La pauvreté des quatre cent millions de paysans de l'Extrême-Asie, écrivait-il, est due à ce qu'ils sont trop nombreux pour l'étendue cultivée. On peut envisager certaines améliorations des techniques, mais il ne faut pas attendre de ces améliorations une modification profonde du sort du paysan extrême-oriental.

Un tel pessimisme, pourtant, n'était nullement justifié. Les chiffres mêmes que cite M. Gourou nous en fournissent la preuve.

Il indiquait notamment que le rendement en blé était en Chine de 8 quintaux à l'hectare seulement et que 27 % seulement du sol était cultivé. Un tel rendement était en fait extrêmement faible, eu égard à la qualité de la terre, et ne pouvait s'expliquer que par l'absence d'instruments de production modernes et l'absence d'engrais. Par ailleurs, la faible proportion représentée par la surface cultivée s'expliquait notamment par le déboisement intégral des collines et des zones montagneuses, ce qui n'était nullement irrémédiable.

De grands progrès étaient donc réalisables dans l'agriculture chinoise, mais à la condition que l'on éliminât les propriétaires fonciers non exploitants, qui se montraient uniquement soucieux de leurs fermages et indifférents aux méthodes de culture. Il fallait aussi qu'un gouvernement soucieux de l'intérêt commun donnât l'impulsion et l'aide indispensables.

Ces deux conditions sont aujourd'hui réunies. De 1948 à 1952, toutes les terres possédées par des propriétaires oisifs (c'est-à-dire la moitié à peu près) ont été distribuées aux paysans pauvres. Dans les villages le règne des notables a pris fin. Ils ont été remplacés par une organisation municipale démocratique, qui s'appuie sur les couches les plus pauvres de la paysannerie et agit par conséquent dans le sens des intérêts de la masse, tandis que le gouvernement central met tout en œuvre pour promouvoir l'élévation du niveau de vie à la campagne.

Les résultats déjà obtenus, nous avons pu les constater en visitant le petit village de Tien-Tsen près de Pékin. Les chiffres que je donnerai concernent seulement ce petit village. Mais l'immense paysannerie chinoise se compose de centaines de milliers de villages tout à fait semblables à celui que nous avons vu, et les mêmes transformations se sont produites partout.

Le village de Tien-Tsen compte 395 foyers et 1.664 habitants. On y exploite 2.814 « mous » de terre, soit à peu près 194 hectares, dont le 1/4 en rizières.

Avant la réforme agraire, 18 familles de propriétaires fonciers possédaient ensemble 1.448 « mous », plus de la moitié des terres du village. Beaucoup de paysans ne possédaient en propre qu'un minuscule carré ou ne possédaient aucune terre. Ils devaient travailler sur les terres des grands propriétaires fonciers pour des salaires de famine : 150 livres de céréales par an. Ils n'avaient aucune part à l'administration du village, mais étaient assujettis à de multiples corvées. Lorsque les Japonais arrivèrent et obligèrent encore le paysan à travailler aux fortifications, la misère dépassa tout ce que l'on peut imaginer.

L'armée rouge du peuple chinois est accueillie en libératrice au mois de décembre 1948. La réforme agraire intervient au cours de l'hiver de l'année suivante. Après que les grands propriétaires fonciers ont été expropriés, les familles des paysans pauvres reçoivent 2 mous 1/2 de terre par personne. Le gouvernement accorde une aide de 24 milliards de yens par an aux familles nécessiteuses. Du coup le paysan redresse la tête et reprend espoir. La productivité augmente grâce, notamment, au développement de l'usage des engrais artificiels, à peu près inconnus auparavant. Elle passe de 75 kgs de céréales par an et par mou (en deux récoltes) à 110 kgs. Les crédits du gouvernement permettent de creuser 4 nouveaux puits, de construire 28 moulins à eau, d'acheter 47 têtes de bétail et de réparer 76 pièces d'habitation. 67 familles s'organisent en « groupes d'en-

traide ». 18 familles adhèrent à une coopérative de production, qui cultive 205 mous de terre, dont 40 de rizières.

Après que ces indications nous aient été données, nous nous divisons en plusieurs petits groupes qui vont rendre visite chez eux aux paysans du village. Pour ma part j'entre chez Tsang-Re-koun, paysan moyen, propriétaire de 16 mous de terre. Il n'a pas augmenté sa propriété lors de la réforme agraire, mais se déclare très satisfait des facilités nouvelles qui lui sont données pour son travail. Avec deux autres familles il a organisé une équipe d'entraide pour le labour. La coopérative créée dans le village facilite la vente de ses produits et lui fournit des articles industriels. D'un meuble bas il tire fièrement une écuelle pleine d'une poudre chimique : de l'engrais artificiel. Voilà une chose toute nouvelle, grâce à laquelle le rendement de ses terres a déjà presque doublé. Il est heureux.

Tandis que nos voitures nous ramènent vers Pékin à travers les chemins fort malaisés, nous échangeons nos impressions. Plusieurs d'entre nous ont rendu visite à des paysans pauvres, premiers bénéficiaires de la réforme agraire. Ceux-ci leur ont montré cette chose tout à fait inconnue autrefois pour eux : d'importantes réserves de tabac, de riz, de maïs, de blé. Profondément émus, nous songeons qu'aujourd'hui il nous a été donné de voir les premiers fruits d'une révolution agraire qui donne à des centaines de millions d'hommes ce minimum de sécurité sans lequel la vie n'est qu'un pénible fardeau.

Mais nous songions aussi que cette réforme agraire n'est qu'une étape sur le chemin qui doit conduire à un développement prodigieux du rendement de la terre chinoise, grâce au travail coopératif, au groupement des parcelles, à l'utilisation des moyens mécaniques modernes dans le cadre de la grande culture. En même temps il est certain que les conditions de vie à la campagne seront profondément modifiées. La campagne chinoise y perdra un peu de son pittoresque, mais nul ne le regrettera en présence des résultats immenses qui, sur le plan du développement humain, ne peuvent manquer d'être obtenus.

La lutte contre les calamités naturelles

Le complément de la réforme agraire, c'est, en Chine, la lutte contre la sécheresse et l'inondation. La plaine du Ho-Pei, où Pékin fut construite, est arrosée par le fleuve Young-Ting. En dépit de ce vocable qui signifie « stabilité éternelle », le fleuve ne manquait pas, tous les trois ans en moyenne, de franchir ses rives, dévastant les récoltes, noyant des milliers de paysans. Depuis longtemps on parlait d'en régulariser le cours. Mais le travail n'était pas « rentable », la vie du paysan comptant pour rien. Le régime nouveau est parti de principes différents. Le peuple doit être préservé des calamités naturelles. Les travaux nécessaires pourront être réalisés grâce au travail enthousiaste du peuple.

Nous voici donc, après une randonnée en autocar sur des routes redoutables, à quelque 130 km de Pékin, direction nord-ouest. C'est un paysage de loess nouveau pour nous. La terre friable est profondément ravinée par les eaux. Le Young-Ting naît à 30 km d'ici de la réunion de deux rivières. Nous le voyons faire son entrée au milieu des montagnes dans une étroite gorge qu'il suivra pendant 113 km avant de déboucher dans la plaine et vers la mer. C'est ici qu'on achève la construction du barrage de Kouan-Ting, qui désormais retiendra les eaux au moment des crues.

La Chine manque de ciment, comme de beaucoup d'autres choses. On a donc construit, sur les conseils des ingénieurs soviétiques, un barrage en terre d'une épaisseur de 365 mètres à la base pour une hauteur de 45 mètres. La largeur de l'ouvrage est de 290 mètres. Les eaux se déversent par un canal souterrain muni de 8 écluses. Par précaution un canal d'écoulement en béton a également été construit à l'air libre. L'ouvrage pourra retenir 2,2 milliards de m^3 d'eau, formant un lac d'une superficie de 200 km^2.

Ces chiffres sont froids. Mais l'accueil des travailleurs du barrage nous permet de nous faire quelque idée de la façon dont l'ouvrage a été exécuté.

Dès que nous approchons d'un groupe de travailleurs, dans cet immense chantier que nous parcourons de long en large et de haut en bas, les applaudissements éclatent. On nous acclame, on nous tend les mains. Combien ces hommes sont fiers de nous montrer le fruit de leur labeur !

Ils sont d'autant plus heureux que la tâche fut fort difficile. Pendant deux années, 30.000 hommes répartis en trois équipes ont accumulé, avec des moyens primitifs, cette montagne de terre et obligé le fleuve à la contourner. L'hiver, la température descend ici à 20° au-dessous. Maintes fois il a fallu travailler dans un mètre d'eau. Les derniers moments furent les plus dramatiques. Au cours de l'été dernier, alors que le barrage est encore loin d'atteindre la hauteur qu'on veut lui donner, une crue exceptionnelle s'annonce, qui menace de tout emporter. Chacun comprend le danger. En soixante jours, 700.000 m^3 de terre sont déplacés, qui permettent de conjurer le péril.

Dans ce domaine des grands travaux, j'ai parlé d'abord de ce que j'ai vu moi-même. Mais sur l'immense territoire de la Chine, d'autres tâches ont été déjà accomplies, beaucoup plus grandioses encore. Ce sont notamment les fameux travaux du fleuve Huaï, comportant 13 réservoirs et 17 bassins de retenue, avec une capacité totale de 20.000 millions de m^3. Et il faudrait aussi parler de tous les travaux de réfection et d'accumulation des digues dans l'ensemble du pays, ainsi que des 700.000 nouveaux puits qui ont été creusés pour préserver les cultures de la sécheresse.

Voici la description que donne M. Pierre Gourou des calamités naturelles qui sévissaient en Chine il y a quelques années :

> La sécheresse ruine les récoltes sur une vaste étendue de la Chine du Nord... Chacun vend ce qu'il possède... et des paysans vendent leurs enfants et même leurs femmes... Mais l'argent que les paysans obtiennent de la sorte ne peut souvent être échangé contre des vivres, qui font absolument défaut ; il faut manger des herbes, des racines ; des cas d'anthropophagie se produisent inévitablement. Un grand nombre de paysans s'enfuient vers les villes, foule dépenaillée qui laisse derrière elle une traînée de mourants et de morts. Les affamés trouvent à la ville quelque occupation mal rémunérée qui leur permet de ne pas mourir ; ils peuvent mendier, obtenir des citadins le riz brûlé qui est collé au fond de la marmite et dont le bourgeois aisé ne veut pas. Une bonne partie de la population a péri. Ceux qui subsistent ont atteint les limites de la souffrance morale et physique.
>
> Les inondations peuvent avoir des effets plus brutaux que la sécheresse : celle-ci ne détruisant que la récolte, tandis que l'inondation noie les hommes et anéantit les approvisionnements existants...

Et voici maintenant un jugement, peu suspect de partialité en faveur de la Chine, sur la situation présente. Il est tiré d'une étude de M. Jounin intitulée « La Chine au seuil de son premier plan quinquennal » et publiée par la *Revue de l'Action Populaire* éditée par les Pères Jésuites (n° de Mars 1953) :

> L'ère des grandes famines semble close en Chine. Les inondations qui détruisaient les récoltes de provinces entières ne semblent déjà plus à craindre. Les progrès de l'irrigation réduisent le danger de la sécheresse. Des millions d'hectares de nouvelles terres sont découvertes, aptes à la culture. Les

techniques agricoles se modernisent, de nouvelles voies de communication réunissent les provinces les plus lointaines... Des centaines de millions d'hommes mangeront à leur faim.

Une telle appréciation permet de mesurer le chemin déjà parcouru par la Chine nouvelle. Tout commentaire ne pourrait qu'en affaiblir la portée.

Le développement industriel et l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière

Dans le domaine industriel, la tâche accomplie par la République populaire chinoise n'est pas moins importante. Et il est indispensable de souligner qu'elle a pu être réalisée grâce aux conseils techniques et à l'aide financière de l'U.R.S.S. C'est l'expérience soviétique qui a permis de toute évidence de mettre en route, dès l'année 1953, le premier plan quinquennal de la République populaire chinoise.

La production industrielle chinoise avant la Révolution n'avait jamais dépassé plus de 10 % de la valeur totale de la production nationale. Elle était entre les mains, d'une part des capitalistes étrangers, européens ou japonais, d'autre part des quatre grandes familles capitalistes chinoises. Il en était de même pour les moyens de transport. A la veille de la libération, l'importance des destructions était considérable. En 1947, la production industrielle était tombée à 10 % de la production la plus haute atteinte dans le passé.

La nouvelle démocratie eut d'abord à reprendre en main tout le secteur industriel détenu par le capital étranger et les quatre familles. Ainsi fut créé un secteur d'Etat qui est le plus important à l'heure actuelle, puisqu'il représente 70 % de la production industrielle totale. Cependant le secteur privé de son côté est incité à développer ses activités et il y parvient en réalisant d'importants investissements sous le contrôle de l'Etat.

Dans ce cadre, la reconstruction industrielle a été rapidement menée à bien. Dès aujourd'hui les chiffres les plus élevés atteints avant 1949 ont été dépassés dans toutes les branches. Le dépassement prévu pour 1952 était de 15 % pour l'électricité, 57 % pour l'acier, 48 % pour le ciment, etc... En fait ces prévisions ont été le plus souvent elles-mêmes dépassées, puisque les chiffres récemment communiqués indiquent que l'industrie dans son ensemble a réalisé à 112 % son plan de 1952.

Il reste évidemment beaucoup à faire. En 1936-37 il n'y avait encore en Chine que 2 millions 1/2 d'ouvriers dans les entreprises industrielles modernes, contre 12 millions de travailleurs artisanaux et 30 millions de coolies et bateliers. Bien que la proportion des ouvriers d'industrie proprement dits soit certainement plus forte aujourd'hui, il est certain que l'héritage du passé marque encore fortement l'industrie chinoise. Nous avons pu nous en apercevoir au cours de notre voyage.

Les villes chinoises sont toujours peuplées par les artisans groupés par métiers. A Pékin ou à Changhaï, on peut voir la rue des fabricants de lanternes, celle des fabricants de violons ou de fleurs artificielles pour les mariages, etc... Des milliers de travailleurs consacrent à la fabrication d'objets traditionnels une somme de travail extrêmement élevée.

Les rues principales d'autre part appartiennent encore dans une large mesure aux portefaix qui transportent leurs charges sur des chariots ou bien suspendues aux extrémités d'un bambou tenu en équilibre sur l'épaule.

Enfin il faut avoir vu le port de Changhaï le soir pour se rendre compte de l'étendue des problèmes posés par la modernisation de l'économie chinoise. Les rivières, les canaux qui aboutissent au Wang-Pou, affluent du Yan-Tsé, sont littéralement couverts des milliers de jonques qui assurent le transport des marchandises depuis l'intérieur du pays. Les familles de bateliers y vivent et dorment le soir sur le pont des bateaux, à peine abritées par une bâche. C'est un spectacle poignant, par tout ce qu'il traduit des immenses besoins et aussi des immenses possibilités du peuple chinois.

Dès à présent, le gouvernement populaire s'est résolument attaqué au problème de la satisfaction de ces besoins et de l'utilisation de ces possibilités. Il travaille ardemment à améliorer les conditions de vie des masses humaines. Nous avons pu nous rendre compte des résultats déjà obtenus en visitant, notamment, la cité ouvrière de Tchao-Yang, dans la banlieue ouest de Changhaï.

La cité a été fondée au printemps de 1951. Actuellement 30.000 personnes, formant 5.900 foyers, y sont logées. On trouve ici quatre écoles qui reçoivent 2.500 écoliers, deux jardins d'enfants, une coopérative, trois bains publics, trois marchés, un dispensaire, une banque du peuple, un bureau de poste et huit « boutiques d'eau chaude » (ces derniers établissements sont l'équivalent des « buvettes » de chez nous). Une crèche va encore être ouverte, nous dit-on, ainsi qu'un nouveau dispensaire. Des terrains sont réservés pour la construction d'un cinéma et d'un hôpital. Une ligne d'autobus joint la cité à la ville proche.

Nous demandons à pénétrer dans les maisons, à interroger les habitants. Ils s'y prêtent de bonne grâce et nous livrent des renseignements fort instructifs.

Voici par exemple Tchen-Yung-ken, ouvrier de choc à la fabrique nationale de machines. Trente-deux ans, mais paraissant pour nous beaucoup plus jeune, comme il arrive la plupart du temps. Il dispose d'une pièce dans une maisonnette qui abrite trois familles au rez-de-chaussée et autant à l'étage. La cuisine et le lavabo sont communs à tous. Ces conditions de logement peuvent nous sembler encore bien étroites. Mais en nous parlant, le visage de l'intéressé rayonne de satisfaction. Avant le 25 juin de l'an dernier, il habitait à Changhaï une mansarde crasseuse et insalubre. Il occupe maintenant une pièce propre et bien éclairée. Ses quelques meubles modernes bien cirés y tiennent aisément, ainsi que ses malles chinoises entassées les unes sur les autres et qui doivent servir, je suppose, de garde-robes. Son loyer ne dépasse pas 3 % du salaire qu'il obtient à l'usine. Il est heureux.

Nous visitons également le quartier des magasins, où nous apercevons un bazar fort bien achalandé, un tailleur « sur mesures », un salon de coiffure ultra-moderne ; il est clair que la traditionnelle misère est ici définitivement vaincue et que l'on s'achemine peu à peu vers une existence aisée.

On mesure la transformation prodigieuse qui s'accomplit en Chine quand on croise, dans cette cité ouvrière, les représentants des petits métiers traditionnels. A Tchao-Yang, le cuisinier ambulant, par exemple, continue à exercer son activité. Il va de maison en maison, transportant ses fourneaux accrochés aux deux extrémités d'un bambou. Cela forme un contraste saisissant avec les maisons et les magasins nouvellement construits. On est en train de parcourir ici en quelques années une distance que l'Occident a mis des siècles à franchir.

Le peuple chinois atteindra le but qu'il s'est fixé

La Chine réalisera-t-elle les projets qu'elle nourrit à l'heure actuelle ? J'en suis convaincu, pour ma part, car j'ai pu constater les qualités humaines exceptionnelles de sa population.

Enthousiasme, vie débordante ; et en même temps sagesse, sens aigu des exigences de la vie collective, amour spontané de l'ordre : bien des fois nous avons vu ces traits opposés réunis chez les mêmes personnes et dans les mêmes groupes.

De plus grands connaisseurs de la civilisation chinoise révèleront la source de ces qualités. Il me suffit de savoir qu'elles existent et qu'elles garantissent à la Nouvelle Démocratie un avenir exceptionnellement brillant dans tous les domaines.

Certes la tâche à accomplir est immense. Voici un pays qui possède une population douze ou quinze fois plus importante que la nôtre et qui, à l'heure actuelle, ne produit pas davantage d'acier que la France. Il s'agit pour lui de développer rapidement l'industrie lourde afin d'équiper le pays.

La population ouvrière devra devenir beaucoup plus nombreuse. Elle ne pourra être nourrie que si l'augmentation du rendement des terres permet de diriger vers les villes d'importants excédents des denrées agricoles.

Il faudra aussi développer les moyens de communication, voies ferrées et routes.

Tout cela sera accompli grâce à l'enthousiasme populaire. Car ce qui frappe avant tout, en Chine, c'est la mobilisation, déjà réalisée, de toute la puissance créatrice qui réside dans le peuple.

Depuis toujours, on aime ici à désigner à l'aide de formules frappantes l'esprit d'une époque, ou les objectifs d'une politique. La politique des Japonais, c'était, disait-on, « les trois tout » : « brûlez tout, pillez tout, massacrez tout ». Maintenant le développement de l'âge nouveau se réalise sous le signe des « cinq amours » : « amour de la patrie, amour du peuple, amour du travail, amour de la science, amour de la propriété publique ». Nous avons pu constater que ces mots vivent dans la masse des travailleurs.

Il faudrait ici pouvoir parler de l'admirable effort, que l'on devine, des cadres du nouveau régime, en particulier des militants du Parti communiste chinois. Il n'est pas facile, au cours d'un voyage semblable à celui que nous avons fait, d'obtenir sur ce point beaucoup de renseignements, car les hommes dont il s'agit sont d'une extrême modestie. Pourtant il est certain que cette pâte immense que constitue le peuple chinois ne pouvait être mise en mouvement que par un puissant levain.

L'impulsion est maintenant donnée et le mouvement ne s'arrêtera pas. Ce qui m'en donne la certitude, c'est en particulier le fait qu'en toute circonstance les personnes que l'on rencontre là-bas se montrent extrêmement anxieuses de recevoir des critiques afin d'améliorer leur travail.

Au terme de notre voyage à Changhaï, le personnel des chemins de fer qui nous était spécialement affecté nous invita, à la fin d'une charmante cérémonie d'adieux, à critiquer son travail. Il nous eût été bien impossible de trouver la moindre chose à dire. Nous sortîmes de ce mauvais pas en entonnant de nouvelles chansons françaises, fort goûtées de nos amis.

De ces souvenirs, je ne puis manquer de rapprocher les appréciations portées par Paul Claudel sur ce qu'il nomme « le caractère chinois ». Rédigeant il y a une cinquantaine d'années un rapport sur la Chine [1], il parle de

1. Voir *Sous le signe du Dragon*, La Table ronde, 1948.

la démesurée, l'incomparable vanité, l'incxpugnable orgueil, l'amour-propre exaspéré, qui forment le trait le plus général et le plus marquant du caractère chinois... Jamais le Chinois n'avouera, précise-t-il, jamais il ne s'avouera à lui-même sincèrement une faute, une erreur, une infériorité quelconque... C'est... la grande raison qui s'oppose en Chine à tout progrès sérieux.

A ces jugements anciens, le présent oppose, de toute évidence, le démenti le plus catégorique. Mais il n'est pas difficile de comprendre où gît l'erreur de l'écrivain français. Il assimile le peuple chinois à la caste orgueilleuse des seigneurs et des lettrés qui le dominait totalement autrefois, et transforme en défauts permanents d'une race ce qui est en réalité la conséquence d'un certain état social. C'est la confusion habituelle aux conservateurs.

Celui qui ne voyait dans les centaines de millions de paysans chinois qu'un vulgaire bétail, et ne voulait prêter attention qu'aux mandarins et aux féodaux, était bien incapable, il y a cinquante ans, de prévoir ce qui allait se passer dans cet immense Empire. Maintenant que le peuple de Chine a secoué le joug qui l'écrasait, il montre ce dont il est capable. Il nous appartient maintenant de revendiquer hautement le droit de nouer avec ce peuple les relations suivies d'échanges et d'amitié qui s'imposent, dans l'intérêt de notre pays et pour la paix du monde.

Note de la rédaction. — Le journal rennais *Ouest-Matin* a publié une brochure illustrée de 50 pages, *Rencontre avec la jeune Chine*, où Henri Denis fait le récit complet de son voyage : un récit simple et vivant, dont la lucidité, la sincérité, la largeur de vues sont impressionnantes. On y trouvera notamment des témoignages précis sur les problèmes de l'instruction dans la Chine populaire, sur la libération de la femme chinoise, sur la situation de l'Eglise catholique, ainsi que l'aspect des rues de Pékin, de Changhaï, de Nankin, les représentations théâtrales et la fête nationale chinoise. Il est difficile en si peu de pages d'ouvrir de si larges perspectives et de faire mieux réfléchir le lecteur sur l'immensité de l'œuvre qui s'accomplit là-bas. — *R. M.*

III

LA CULTURE CHINOISE

par Claude ROY

SI nous avions des yeux pour ne pas voir, et des oreilles pour ne pas entendre, si le coin de la rue suffisait à nous cacher la misère de la plupart des nôtres, l'humiliation de beaucoup, cette grande étendue stagnante de silence et de désespoir au sein de laquelle nous vivons ; si les prédicateurs de résignation et les professeurs d'immobilité avaient raison ; s'il était vrai que la France fût un jardin de bonheurs médiocres mais savoureux, et de jardiniers pas si à plaindre que cela ; s'il était vrai que la France fût un pays où chacun jouerait sans en souffrir le rôle qu'une immuable Providence lui assigna, parce que l'ordre du monde veut que les rues de la cité soient pour les uns un milieu de flânerie, et pour les autres une étendue à balayer, parce qu'il faut que chacun soit à sa place, et que la place des uns est de *servir* les machines, et la place des autres de *se servir* des machines ; s'il était vrai qu'il faille de tout pour faire une patrie, et que de toute éternité il est une race qui naît pour accomplir de basses besognes, et une caste qui naît pour goûter les plaisirs raffinés ; s'il était vrai que personne parmi nous n'aurait jamais songé à se plaindre de son sort si des esprits criminels n'avaient osé révéler aux dénués leur dénuement, aux exploités leur exploitation, aux abandonnés leur abandon ; si les uns avaient en effet tout à fait tort de se plaindre et les autres tout à fait tort de plaindre les premiers — eh bien ! la doctrine de ceux qui prétendent que le mieux est toujours l'ennemi du bien, qu'il y aura toujours des fils de Marthe et des fils de Marie, que le sort de chacun au demeurant est *bon*, cette doctrine serait encore un mensonge absolu. L'image d'une France de petits jardiniers de Candide, de petits rentiers et de petits propriétaires, de petits bonheurs, et de petite sagesse, est fausse ; l'image d'une Angleterre où tout le monde reçoit équitablement sa ration de thé, de toasts, de roastbeef et de football, est fausse ; l'image d'une Amérique du Nord où tout le monde jouit équitablement des délices d'un frigidaire, d'une machine à laver, d'une auto et d'une télévision, est fausse ; l'image d'une Italie où le soleil brille pour tout le monde, éclairant avec impartialité les chemises de soie des uns et le torse nu des autres, est fausse. Mais, ces images seraient-elles exactes, les déductions qu'en tirent les empêcheurs d'entreprendre et les décourageurs d'espérer seraient encore inacceptables. Si tous les hommes d'Occident mangeaient à leur faim, vivaient leur vie jusqu'à son terme naturel, respiraient librement, espéraient raisonnablement — ce bonheur particulier serait encore payé de la faim, de la misère, du désespoir des deux tiers restant de l'humanité. Lorsque nous savons que pendant les trente dernières années du XIXe siècle, vingt millions d'Hindous sont morts de faim, tandis que le port de Calcutta exportait des millions de tonnes de céréales — qu'un Français qui naissait en 1900 avait 80 chances sur 100 de vivre jusqu'à l'âge de 55 ans et qu'un petit Chinois à la même époque avait 95 chances sur 100 de ne pas dépasser

25 ans — lorsque nous lisons sous la plume d'un géopoliticien américain, William Vogt, qu'

> il y a peu de chances que le monde échappe à l'horreur de longues famines en Chine, dans les années à venir, mais [que] pour le monde cela est non seulement désirable, mais indispensable [écrit en 1948],

comment ne pas songer, devant ce partage de l'univers, qui fait du plus déshérité des nôtres un privilégié, par rapport aux hommes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du sud, comment ne pas songer à la parole du roi Richard II dans Shakespeare, comparant son sort à celui de son rival heureux, et considérant la vie

> comme un puits profond auquel sont attachés deux seaux remplis l'un après l'autre : l'un vide, s'agitant sans cesse en l'air, l'autre en bas, disparu et plein d'eau. Le seau d'en bas, plein de larmes, c'est moi, abreuvé de douleurs ; le seau qui monte, c'est vous.

Dans une économie socialiste, ce qu'a l'un, il ne le prend pas à l'autre. Mais dans le système capitaliste, quand monte en effet pour les uns le seau de la satiété et du confort, baisse inexorablement pour les autres le seau des larmes, de la faim, de la nuit de ces vivants qui n'auront jamais été, de la naissance au tombeau, que des morts en sursis.

Si le capitalisme n'était pas sous nos yeux mêmes ce grand désordre insolent et cruel étalé somptueusement, s'il n'était pas ici, sur notre continent, l'incessant engendreur du chaos, des massacres, des guerres, s'il avait réussi à assurer *notre* sécurité, *notre* paix, *notre* harmonie, il serait encore un monstrueux système de rapine et de pillage, la règle du jeu qu'entrevirent Chamfort quand il disait : « *Les pauvres sont les nègres de l'Europe* », Léon Bloy quand il disait : « *L'or, c'est le sang des autres* », et dont Lénine a dénudé à jamais les principes dans sa théorie de l'impérialisme.



Aussi, aux questions dont on le presse, le voyageur qui revient de Chine aujourd'hui peut et doit faire, *d'abord*, une réponse monotone et entêtée, monotone comme la réalité chinoise de chaque jour, entêtée comme l'énergie du peuple chinois. Si on me demande ce que j'ai vu là-bas, avant de répondre à ceux qui me questionnent pêle-mêle sur les grands travaux et l'opium, la culture et les inondations, la peinture chinoise et les pousse-pousse, avant de répondre aux grandes questions et aux petites curiosités, je ne peux que répéter, comme le professeur Denis, comme tous ceux qui ont parcouru la Chine : « J'ai vu là-bas des hommes qui avaient faim, et qui aujourd'hui mangent ; des hommes qui avaient froid et qui aujourd'hui ont un toit et un feu ; des hommes qui étaient nus et qui aujourd'hui sont vêtus ; des hommes qui gardaient le silence et qui aujourd'hui parlent ; des hommes qui ne savaient pas seulement ce que pouvait être ce sentiment qu'on nomme l'espérance, et qui aujourd'hui espèrent ; des hommes qui étaient condamnés à mourir tôt après avoir mal vécu, et qui sont aujourd'hui promis à durer beaucoup après avoir vraiment vécu. J'ai vu là-bas des hommes dont la masure était notre remords, la faim notre crime, dont le dénuement et le délaissement étaient dans notre chair comme une écharde vive, et qui aujourd'hui sourient à leur destin et sourient à leurs frères. Et

comme à la fin de la tragédie d'Electre, je peux reprendre la parole de Giraudoux..., et si on me demande : « Comment est-ce, la Chine de ce milieu de siècle ? » je crois avoir le droit de dire :

Cela a un très beau nom. Cela s'appelle l'aurore.

Le jour qui se lève en Chine ne se lève pas seulement pour les dizaines de millions d'hommes auxquels la réforme agraire, la révolution démocratique enfin accomplie, les premières réalisations du socialisme assurent là-bas, dès à présent, un destin meilleur, et promettent un avenir exaltant — le jour qui se lève en Chine se lève aussi pour nous. Le sort de ces cinq cent millions d'hommes, auxquels nous avons en apparence si peu affaire, est aussi notre affaire. Chaque fois qu'un être dans le monde cesse d'être une tête de bétail dans le troupeau des asservis, pour devenir un homme libre dans la foule des vainqueurs, chaque fois qu'un homme passe de la posture d'un esclave à la stature d'un conquérant du bonheur, c'est aussi *nos* épaules qu'il soulage d'une part de leur fardeau, c'est aussi *notre* liberté qu'il dégage d'une part de ses lisières, c'est aussi *notre* bonheur qu'il préserve d'une part de ce qui le menace et le nie.

Mais parce que la Chine est désormais cette aurore se levant sur ceux qui stagnaient dans la nuit, ce continent d'hommes dont la plupart étaient hier courbés ou à genoux, et que voici debout, pouvons-nous oublier de quelles clartés séculaires le monde est cependant redevable à la Chine d'autrefois ? Il entre beaucoup d'inconscience et quelque canaillerie dans l'image rassurante que beaucoup d'hommes de culture occidentaux se faisaient de la Chine, ne consentant à accueillir d'elle que les fruits rares, très purs et très délectables, du loisir de ses princes, du génie de ses artistes et de l'ingéniosité de ses artisans. Mais ces fruits, pouvons-nous les ignorer, et devons-nous les dédaigner ? Les hommes de Chine, depuis quatre mille ans, nous ont offert quelques-unes des images les plus belles où l'homme ait réfléchi la nature et soi-même, une prodigieuse moisson de poésie et de peinture, de philosophie et de sagesse. Ils ont mis au point quelques-unes des recettes les plus sublimes que l'humanité ait conçues pour organiser ses relations avec les arbres et le ciel, nos semblables et nos sentiments, la société des vivants et la continuité des morts. La Chine ancienne nous transmet certes, également, des techniques d'asservissement et des formules d'évasion, une culture qui fut souvent l'instrument du despotisme, un art qui fut souvent l'auxiliaire des tyrannies et le complice des asservissements. Mais, comme la Grèce antique, la Chine d'autrefois nous lègue aussi un irremplaçable trésor de questions justement posées et de réponses sagaces, l'art admirable de prendre nos distances avec les peurs qui dégradent l'esprit et de nous affronter aux forces qui assurent notre bonheur d'hommes.

Et parce que, comme le dit Paul Eluard du poète et de son lecteur, la poésie et la culture ne naissent point

sans un brin d'oisiveté, sans un temps d'arrêt, un temps d'attente délibérée, de réflexion ou de rêverie,

c'est sans doute mal poser le problème que de se demander si ce réveil des hommes silencieux, auquel nous assistons, ne met pas en péril l'œuvre de ceux qui savent parler un langage très pur, si cette victoire sur la faim remportée par des centaines de millions d'êtres ne remet pas en question ces victoires sur le chaos, remportées par quelques milliers de peintres et de sculpteurs,

de poètes et de sages. Mais c'est une question qui nous est chaque jour posée, et elle ne date pas d'hier. Déjà, à l'aube de la Révolution française, les défenseurs d'un système de privilèges assuraient que, si les fruits de ce système étaient pour les uns le pain noir, la vie noire et la mort lente, ils étaient aussi pour d'autres, les chefs-d'œuvre de l'architecture, de la peinture, du théâtre, de la musique. Les philosophes de l'aristocratie affirmaient que dans le plateau de la balance, la misère des paysans que décrivit La Bruyère, les coups de bâton aristocratiques qui rossaient indistinctement le manant de village et le bourgeois des villes, Martin le laboureur et Voltaire le poète, les dragonnades et la gabelle, ne pesaient pas plus que Versailles, que Poussin, que Couperin, et que *Bérénice* enfin *justifiait* la Bastille. A quoi Chamfort répondait déjà :

Il faudrait considérer qu'acheter de belles tragédies, de bonnes comédies, au prix de tous les maux qui suivent l'esclavage civil et politique, c'est payer un peu cher sa place au spectacle.

Mais le choix qui nous est ainsi proposé, cette balance qu'on voudrait établir entre l'aristocratie de l'art et la démocratie du bonheur, entre les victoires particulières des créateurs et la victoire générale des masses, l'expérience historique nous prouve que c'est un marché fallacieux et un choix de dupes. Un homme dont la vie s'est passée dans la méditation de son échec et l'amertume de sa défaite, l'aventurier et écrivain anglais Lawrence s'était proposé la méditation d'un apologue à la fois féroce et absurde. S'il me fallait choisir, se demandait-il, entre anéantir Notre-Dame et anéantir une petite fille qui joue au cerceau sur le parvis, que choisirais-je de détruire, le chef-d'œuvre ou l'enfant ? C'est un dilemme aussi artificieux que cruel, un dilemme que nous refusons même de nous poser. Nous n'avons pas à choisir entre l'imperfection des vivants et la perfection des pierres, entre la beauté des œuvres de l'art et la fragilité des œuvres de la chair humaine, entre la cathédrale et l'enfant. La cathédrale n'a plus de sens si nul ne vit et joue à son ombre, et les chefs-d'œuvre de l'art sont, au même titre que les enfants qui jouent et que les peuples qui peinent, les enfants de l'humanité.



★

Avant de nous demander si la révolution qui s'accomplit en Chine sous nos yeux est, ou sera, préjudiciable à l'épanouissement d'une culture chinoise dont la tradition est si ancienne, et la fécondité si évidente, avant de nous demander si les peintres du siècle de Mao Tsé-toung sont ou seront dignes des peintres du siècle de l'empereur T'ai Tsoung, il faut nous demander d'abord à quoi tendent l'effort du poète et celui du peintre, à quoi servent l'œuvre d'art, l'écriture, la philosophie, l'usage accompli du langage et des images. A quoi, sinon à établir entre les hommes une communication aussi profonde que possible, à quoi, sinon à réduire et à nier les obstacles qui séparent les hommes des hommes ? Il est peut-être des artistes qui pratiquent leur art comme d'autres pratiquent les tours de cartes ou le bilboquet, et pour qui leurs talents ne sont, au sens le plus limité du terme, que des *talents de société*, d'une certaine société. Mais le talent vrai, et le génie, sont l'art admirable de porter à sa perfection la vie sociale, d'accomplir et de couronner la société des hommes. De même que la ligne droite est le plus court chemin d'un point à un autre, de même l'œuvre d'art, en particulier, et la culture, en général, ne sont que le plus court chemin d'un homme à ses semblables. Mais comment le génie le plus pur ne serait-il

pas tenté par le désespoir, et persuadé de la vanité de son entreprise, quand il sait que celle-ci demeure, pour l'immense majorité de ceux qui l'entourent, *lettre morte* ? Entre le peintre qui capture sur sa toile ou sur son parchemin la beauté d'un instant privilégié, la lumière d'un paysage ou celle d'un visage, et le paysan qui poursuivra de sa naissance à sa mort le même monotone chemin du bœuf aveugle attelé à la roue de la *noria*, il n'y a pas seulement la distance qui sépare l'homme qui voit de l'aveugle, l'homme qui entend du sourd — il y a cette étendue semblable à la mort, qui s'appelle l'ignorance. Il s'est trouvé, il se trouve encore des apologistes de la bonne, de la sainte ignorance, de cette ignorance dont on assure qu'elle serait aussi une grâce, qu'elle préserverait de bien des maux, de bien des malheurs, pour murmurer que les fruits de la connaissance apportent aux lèvres autant d'amertume que de fraîcheur. Mais ces savants qui prêchent (pour les autres) l'inculture, ces lettrés qui prônent (pour les autres) l'analphabétisme, méconnaissent ou nient une vérité très simple : c'est que l'ignorance est d'abord celle des hommes entre eux, qu'elle est essentiellement une solitude, que l'ignorant n'ignore pas seulement qu'il y a les lois de la science et les beautés de l'art, les sommets de la pensée et les événements de l'histoire, mais qu'il ignore d'abord qu'il a des semblables. C'est que l'ignorance, enfin, ne résout les problèmes de celui qu'on lui abandonne, que comme la mort résout les problèmes de l'agonisant, par le silence définitif et la nuit absolue.



La Chine d'aujourd'hui propose à ses témoins plus d'une forme d'héroïsme, et quand je songe aux hommes que j'ai rencontrés là-bas, je ne sais quel style de la grandeur élire d'abord. Mais s'il faut me borner à un seul visage de l'héroïsme, c'est ceux que j'ai rencontrés partout, et qui sont aux prises avec le monstre sans forme de l'ignorance, que je voudrais célébrer. Etudiants de ces écoles normales ouvertes depuis la libération, qui ont décuplé d'importance, où le gouvernement populaire compte former en cinq ans un million et demi de ces instituteurs qui manquent encore à trente millions d'enfants chinois. Elèves, de quinze à quatre-vingts ans, de ces écoles du soir ou de ces classes d'hiver ouvertes dans les usines, les ateliers, les chantiers, les régiments, les villages, où les visages se tendent pour conquérir cette dimension nouvelle de la liberté qui s'appelle la lecture et l'écriture. Moniteurs bénévoles, étudiants, intellectuels, qui vont hiverner dans les villages, dans les grands chantiers, pour enseigner à leurs frères ce qu'ils savent, partager leurs richesses, donner ce qu'ils ont reçu. Hommes exemplaires, hommes sublimes et modestes, je garde d'eux un souvenir vivant, le souvenir des plus grands bâtisseurs de pont que l'humanité ait connus, car ils sont ceux-là qui jettent un pont du passé chinois à l'avenir chinois, de la culture des privilégiés à la culture de chacun, ceux qui font de la *lettre morte* de l'héritage la *lettre vivante* du partage, et permettent à tous de se désaltérer à la source découverte par quelques-uns. Suivant l'exemple inauguré par la Russie soviétique, la Chine moderne est en train d'accomplir une tâche absolument sans précédent. Nous avons pu voir les pays colonialistes donner parcimonieusement, prudemment, à quelques-uns de leurs colonisés accès à la culture, ouverture sur une certaine connaissance. Mais comment nier qu'il y ait une différence non pas seulement de quantité, mais de qualité, entre la formation de ce qu'on nomme, avec une affreuse nuance de dédain et une percep-

tible teinte de méfiance, des « élites indigènes » et les semailles immenses des germes premiers de la culture dans la profondeur entière d'un peuple innombrable ? Dans un système d'instruction inégal, celui qui a reçu l'instruction est celui qui est *différent* des autres. Il n'en va pas de même quand l'instruction est un bien commun, comme c'est le cas en Chine. Ainsi se réalise en Chine, au milieu de ce siècle, le souhait que formulait Stendhal au milieu du siècle dernier :

> Plantez un jeune arbre au milieu d'une épaisse forêt, privé d'air et de soleil par ses voisins, ses feuilles seront étiolées, il prendra une forme élancée et ridicule qui n'est pas celle de la nature. Il faut planter à la fois toute la forêt.

Les hommes de la Chine nouvelle plantent en ce moment à la fois toute la forêt, la grandiose forêt de l'homme qui *saura*, l'homme d'une société où le savoir ne sera plus un apanage, mais une communion, parce que la santé et le loisir ne seront plus un privilège, mais le lieu commun de tous.

Je m'adresse à vous, intellectuels français, à ceux parmi vous qui sont encore ligotés dans les bandelettes du scepticisme et encagés dans l'armure du dédain, et que cela fait sourire qu'on puisse saluer comme un événement sans précédent dans l'histoire le murmure sous les tentes du Kirkhize ou du Mongol des enfants et des vieillards ensemble ânonnant l'alphabet, qu'on puisse dire qu'un nouvel âge du monde commence, parce que les bergers des tribus Miao et les repiqueurs de riz de la Chine centrale, les dockers de Shanghaï et les métallos de Moukden essaient de leurs doigts gourds, avec leurs ongles noirs et leurs mains calleuses, de dessiner sur leur cahier d'écoliers adultes les caractères de leur langue, et les signes que le pinceau des poètes fit chanter jadis. Mais à vos sourires narquois, à vos haussements d'épaules, je préfère l'angoisse de Saint- Exupéry, quand il considérait le pur visage d'un enfant auprès de ses pauvres parents épuisés de vivre et corrodés de misère, et que, devant l'adorable visage du petit inconnu, il s'écriait :

> Voici un visage de musicien, voici Mozart enfant, voici une belle promesse de la vie. Les petits princes des légendes n'étaient point différents de lui : protégé, entouré, cultivé, que ne saurait-il devenir ? Quand il naît par mutation dans les jardins une rose nouvelle, voilà tous les jardiniers qui s'émeuvent. Mais il n'est point de jardiniers pour les hommes. Mozart enfant sera marqué comme les autres par la machine à emboutir. Mozart est condamné.

J'aurais voulu conduire avec moi Saint-Exupéry, s'il était encore parmi nous, de la Sibérie à Canton, le plonger dans cette moisson prodigieuse de visages attentifs et passionnés, dans cet apprentissage grandiose que des centaines de millions d'êtres sont en train de faire de leur épanouissement, et lui répondre : non, là-bas, Mozart enfant n'est plus condamné, et il y a des jardiniers pour les hommes. Ce vieil ouvrier de Shanghaï que j'ai vu apprendre à lire dans les petits livres d'images simples et clairs qu'on imprime en Chine par dizaines de millions d'exemplaires, et dont une de mes amies m'écrivait la semaine dernière qu'il vient d'acheter une grande anthologie de la poésie chinoise éditée récemment à Pékin, et qu'elle l'a trouvé la lisant les larmes aux yeux, je sais qu'il n'a pas perdu, mais déjà tout gagné, au passage de la nuit à l'aurore, de l'ignorance au premier déchiffrement du grand livre de la culture humaine. Et je sais que son fils, demain, sera peut-être celui qui ajoutera une page à ce grand livre, que dans cet enfant chinois, si le génie par miracle sommeille, il ne sera pas étouffé par principe avant d'avoir pu ouvrir les yeux.

C'est cela l'essentiel, et c'est là une grandeur hier encore inimaginable, une promesse hier encore chimérique, et que voilà déjà tenue. A quel prix, c'est ce qu'il faudrait avoir le loisir de dire, et que j'ai indiqué ailleurs. Je n'entends pas seulement le prix d'efforts humains, d'abnégation, le dévouement total de ces hommes qui se sont en effet voués, corps et âmes, à ce fabuleux ensemencement des esprits et des cœurs. La diffusion de la lecture en Chine pose des problèmes d'une extrême complexité : qu'on imagine la difficulté qu'il y a à enseigner un système d'écriture idéographique à des millions d'hommes simples, les questions que soulève l'existence en Chine d'une langue littéraire classique et d'une langue parlée, qui se divise elle-même en nombreux dialectes. L'ingéniosité, l'intelligence, la finesse apportées à résoudre ces problèmes sont merveilleuses.



Mais il est d'autres aspects de cette grande révolution de la culture dont j'aimerais brièvement vous entretenir. J'ai tenté ailleurs de décrire le public des théâtres et les danses des paysans, la fraternité des intellectuels et des hommes du peuple, des grands écrivains de la Chine contemporaine, qui trouvent dans la révolution l'élargissement de leurs ressources, et de ces nouveaux créateurs, nés du peuple, qui déjà se dessinent et s'affirment. J'ai souhaité évoquer l'atmosphère de cette grande fermentation morale et intellectuelle qui promet à la Chine une Renaissance éblouissante. J'ai essayé de faire patiemment l'inventaire des immenses profits et des inévitables pertes qui accompagnent la libération du quart des hommes vivants, des grandeurs qu'assume et des dangers que surmonte la nouvelle Chine populaire sur le plan de la culture. Les premiers besoins de l'artiste sont les premiers besoins de l'homme : il a besoin comme tous de pain et de liberté. On prétend que la Chine aurait perdu avec la révolution sa liberté, parce qu'elle a renoncé à son anarchie. Il n'en est rien. Il serait bien naïf et très présomptueux de croire que dans les jardins des hommes, les fleurs poussent hâtivement, qu'on puisse les forcer sans dommage, et les contraindre sans qu'elles dépérissent. Les vrais jardiniers savent les vertus de la patience et la nécessité du respect. Les écrivains, les artistes, les savants, les philosophes ne créent pas à coups de directives, ils créent parce qu'on leur donne une direction, et la Chine nouvelle a pris tout entière la direction de la liberté, la direction du soleil. Les écrivains, les artistes, les philosophes ne produisent pas les chefs-d'œuvre à coup de décrets, mais parce qu'ils vivent et sentent à l'unisson de leur peuple, au diapason de l'espoir et de l'énergie de tous, et la Chine nouvelle, c'est cinq cent millions d'hommes dressés pour juguler les maux séculaires qui les écrasaient.

Les écrivains, les artistes, les philosophes n'ont pas besoin de recevoir des ordres, mais de sentir autour d'eux que le monde est en train de trouver son ordre, et la Chine nouvelle est en train d'établir l'ordre de la justice, l'ordre de la vérité humaine. Les écrivains, les artistes, les philosophes ne sont pas ceux que la parole ou l'action créatrice emportent au delà, en dehors de l'humanité qui les baigne, mais ceux qui se sentent profondément les porte-parole de cette humanité, et dont la fonction, portés par elle, et l'emportant, est de la conduire plus avant sur le chemin de la libération et de la joie — et la Chine nouvelle, c'est l'élan irrésistible de tout un peuple qui monte véritablement à l'assaut du ciel.

Ce qu'il faut peut-être mettre en relief dans l'entreprise chinoise actuelle, c'est la vérité et la fécondité d'une conception de la culture qui ne fait pas de celle-ci, comme ce fut le cas dans la Chine antique, le bien d'une poignée de *happy few*, mais le pain de tous. Les grands intellectuels chinois que j'ai vus se plonger avec enthousiasme dans la vie des paysans pendant de longs mois, j'ai été frappé de l'aisance, du naturel de leur attitude. A l'appel de Mao Tsé-toung qui leur fixait pour tâche première « *d'être le bœuf du prolétariat, du peuple et des masses* », comme devoir urgent, non pas, selon le proverbe chinois, « *d'ajouter des fleurs à une tapisserie luxueuse* », mais, selon un autre dicton, « *d'apporter du charbon aux gens qui gèlent dans la neige* », les intellectuels chinois ont répondu avec ferveur. Mais presqu'aucun d'entre eux ne donne le sentiment, désagréable, d'être de ces hommes naïfs, bien intentionnés, et maladroits, qu'on a vu, par exemple en France, à l'époque héroïque des Universités Populaires de l'Affaire Dreyfus, s'appliquer à « aller au peuple », à se mettre au niveau du peuple, à se dépouiller de leur plus valable richesse pour rencontrer les représentants de cette race étrange, barbare et redoutable, les hommes du peuple. C'est une grande, c'est une belle expression que celle-ci : les simples gens. Mais comment se fait-il que certains, quand ils entendent le mot simple, ce n'est pas tant l'idée admirable, la réalité magnifique de la *simplicité*, qui leur vient à l'esprit — mais tout autre chose. Pour ceux-ci, les simples sont *simplets*, pour ne pas dire un peu bêtes, et se mettre sur le plan des simples, cela consiste alors à s'*abêtir*, et pas seulement au sens pascalien du terme ; se mettre à l'école du peuple, cela consiste à se faire totalement vide, vacant, faussement ignorant, faussement naïf, faussement *simple*. Eh bien ! cela, les intellectuels chinois n'y consentent pas. Ils s'efforcent de parler à leur peuple un langage que celui-ci entende, mais ne cherchent pas à imiter ces grandes personnes qui se croient tenues de parler aux enfants le langage *bébé*, c'est-à-dire le langage de la niaiserie. Ils savent que, dès que l'homme est sorti de la misère élémentaire, de la satisfaction de ses besoins primordiaux, il crée de la culture comme il respire, et ils sont attentifs et pleins de respect pour cette magnifique culture populaire chinoise, qui s'exprime dans les danses et les chants, le théâtre et les fables, pour cette culture populaire qui n'est pas différente d'essence de la grande culture classique chinoise, dans ce que celle-ci a de plus valable, de plus fertile. Ces chansons, ces poèmes, les écrivains chinois savent les écouter, et parler, apprendre du peuple et enseigner au peuple, et concevoir l'univers de la culture comme un et indivisible, comme une colossale échelle de Jacob dont tous les degrés, de ceux d'en bas à ceux d'en haut, sont baignés de la même lumière, et conduisent au même but, la libération humaine.



Aussi est-il frappant de constater qu'en Chine, aujourd'hui, l'effort de *popularisation* de la culture, et de raffinement de celle-ci n'est pas contradictoire, et que l'urgence de la tâche qui consiste à porter du charbon à ceux qui grelottent n'interdit pas d'ajouter encore des fleurs à la luxueuse tapisserie, ou de raviver la couleur des fleurs que les siècles ont flétrie ou ternie. La même semaine voit paraître à Pékin le premier livre d'un soldat paysan et le premier tome d'une gigantesque anthologie de la poésie chinoise depuis les origines, qui est un

des aspects de cette prodigieuse tentative de *réévaluation* du patrimoine national que les intellectuels chinois ont entrepris. Car il est absurde de croire qu'on puisse à la fois mépriser les masses et respecter les chefs-d'œuvre, et que l'ignorance où on laisse croupir le plus grand nombre puisse s'accompagner de la prospérité des beaux-arts et des lettres. La culture chinoise était en fait, depuis plus d'un siècle, un jardin désert que nul ou presque ne parcourait vraiment. Les poètes étaient tentés d'imiter toujours les mêmes modèles exténués, les peintres de toujours recommencer la même peinture, devenue académique, mécanique, vidée d'âme et de sens. Aujourd'hui, le peuple chinois reprend à bras-le-corps ses richesses, et se replonge dans sa ressource séculaire. Et, en même temps qu'un pauvre paysan fait ses premiers pas dans l'art de l'expression, écrit son premier roman, on voit d'autres jeunes écrivains faire leurs débuts, et ce sont de jeunes écrivains qui sont morts il y a dix, cinq ou trois siècles, mais qu'on avait laissés doublement mourir, parce qu'ils n'étaient plus, et que leur œuvre était oubliée. On ne donne pas seulement la possibilité de vivre aux contemporains, on ressuscite ces grands contemporains que sont les génies méconnus, méconnus parce qu'ils semblaient séditieux ou redoutables aux maîtres provisoires d'hier, parce que ce qu'ils disaient déjà, il y a dix, cinq ou trois siècles, c'est ce que les hommes d'aujourd'hui ont besoin d'entendre pour mieux vivre, pour mieux lutter, pour vaincre. Et quand j'évoquais tout à l'heure le vieil ouvrier chinois qui sait lire depuis deux ans et déjà se plonge dans cette anthologie, il nous propose l'image d'un homme non seulement uni à tout l'exaltant présent de son peuple, mais qui a renoué aussi avec le profond et grandiose passé de sa patrie.



Il y aurait encore tant de richesses à analyser, tant de raisons d'admiration à développer, mais comment y parvenir ? Je voudrais seulement vous avoir donné le désir de mieux connaître, de davantage approfondir la réalité chinoise d'aujourd'hui, d'aller vous-mêmes aux sources qui nous sont trop chichement encore accessibles. En lisant les livres sur la Chine parus récemment en France, les traductions du chinois qu'on commence à publier, vous ne découvrirez pas un peuple très éloigné de nous, une culture et des hommes indéchiffrables. Vous découvrirez au contraire un trésor d'expériences fraternelles et de grandeurs universelles, et vous serez sans doute amené comme moi à faire suivre une première et nécessaire connaissance de la Chine d'une profonde *reconnaissance* envers la Chine pour l'exemple et la chaleur qu'elle nous dispense.

Car il est encore possible à un petit gouvernement de petits hommes, qui ne connaissent en géographie que la ligne aérienne qui conduit de Paris à Washington, via Bonn, qui ne connaissent en histoire que la tradition des capitulations, qui ne savent écrire que pour quémander et mentir, il est encore possible au gouvernement des fantômes qui prétendent régner sur la France, de ne pas accepter la reconnaissance de la Chine populaire, parce qu'ils appartiennent à cette caste historique qui n'a jamais su reconnaître que la terre tourne, que l'histoire avance et que les hommes marchent. Mais il dépend de nous que cette honte et cette sottise cessent enfin, et de nous, intellectuels, singulièrement. Connaître la Chine, celle d'hier, celle d'aujourd'hui, ce n'est pas seulement s'enrichir l'esprit et le cœur, se donner quelques-unes des joies les plus pures qu'on puisse connaître. Connaître la Chine, c'est aussi aider à triompher la

cause de la vérité, et celle de la justice, la cause du bonheur et celle de la paix. Sur le chemin qui mène à la reconnaissance par les diplomates, la connaissance par les intellectuels est une étape nécessaire, primordiale. Et de même qu'il n'est déjà plus possible aujourd'hui en France d'avancer sans faire sourire certains mensonges sur l'Union soviétique, parce que la connaissance de la réalité soviétique est de plus en plus répandue parmi nous, de même il faut substituer aux mythes, aux fables et aux mensonges qui sont répandus sur la Chine nouvelle l'éclat radieux de la vérité.

RELATIONS CULTURELLES

La Pensée a publié dans son numéro 46 (janvier-février 1953) un article de Jean Dresch, professeur à la Sorbonne, sur « l'exploitation des ressources minières en Afrique du Nord et le Congrès international de géologie d'Alger ». Cet article a attiré l'attention d'un groupe d'étudiants de géologie à la Humboldt-Universität de Berlin. Traduit par Thomas Kaemmel, il a paru en octobre dernier dans la *Bergakademie,* revue de la science minière et de la métallurgie éditée par l'Ecole des Mines de Freiberg (Saxe). En envoyant à Jean Dresch le tirage à part de cet article, son traducteur nous exprime l'intérêt qu'il a suscité parmi les géologues de la République démocratique allemande et ajoute qu'ils espèrent par cette publication avoir contribué à l'amitié franco-allemande.

La diffusion des articles de notre revue est une forme des relations culturelles que nous souhaitons tout particulièrement voir se développer.

L'U.R.S.S., LA FINLANDE ET LES ETATS BALTES EN 1939-1940[1]

par C. et G. WILLARD

LES rapports de l'U.R.S.S. avec les Etats de la Baltique, notamment le retour des petits pays baltes (Esthonie, Lettonie, Lithuanie) dans l'Union soviétique et la guerre finno-soviétique ont été grossièrement falsifiés, pour servir d'armes à la propagande anti-soviétique en 1939-40. Les gouvernants bourgeois tentaient de soulever l'opinion publique contre le « colosse soviétique » qui, après avoir « partagé » la Pologne avec l'Allemagne hitlérienne, voulait étrangler la Finlande. Que d'articles et de discours « émouvants », appelant à soutenir « ce vaillant petit peuple » et son chef, le général Mannerheim, devenu le symbole de la défense de la démocratie !

On pourrait croire qu'ensuite les faits ont balayé de façon décisive ces calomnies. Il n'en est rien. Ceux qui veulent continuer la guerre d'Hitler et préparer les esprits à une nouvelle croisade antisoviétique puisent dans le vieil arsenal. Dans la très officielle *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, le général Bourcart, dans un article récent, ose écrire ces quelques phrases qui sont autant de mensonges :

> Le pacte germano-russe laissait à la Russie les mains libres en Finlande. L'U.R.S.S. présenta immédiatement à la Finlande, à titre de garantie, des exigences que celle-ci n'accepta pas... Les Russes firent assez piètre figure ; la vaillance de ce petit peuple, et le sort tragique qui l'attendait, excitèrent un intérêt presque universel... Seule l'Allemagne, qui était liée à la Russie, demeura indifférente[2].

Pourtant les documents de sources très diverses — mémoires d'hommes politiques ou de journalistes, documents diplomatiques, etc... — ne manquent pas et permettent de démontrer la justesse de la politique soviétique.



Pour bien comprendre les problèmes posés en 1939, il faut rappeler l'évolution des pays de la Baltique entre les deux guerres mondiales.

De par leur situation géographique sur les frontières nord-ouest de l'U.R.S.S., la Finlande et les petits Etats baltes devaient servir à former le fameux « cordon sanitaire » contre la Russie bolchévik. Le *Times* l'exprime crûment :

---

1. L'excellent livre de BOUVIER et GACON, *La vérité sur 1939*, paru après la rédaction de cet article, brosse de toute la politique extérieure de l'U.R.S.S., de Munich à juin 1941, un tableau extrêmement clair et documenté. Voir la chronique de Jean Dautry dans le nº 53 de *la Pensée*, pp. 97 à 103.
2. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1953.

Si nous regardons la carte, nous verrons que la mer Baltique est la voie la plus favorable pour accéder à Pétrograd et que le chemin le plus court et le plus facile pour y arriver est celui de la Finlande. La Finlande est la clef de Pétrograd, et Pétrograd celle de Moscou [1].

Aussi les puissances impérialistes, lors de leur intervention militaire contre l'U.R.S.S., soutiennent-elles les grands propriétaires fonciers, organisés en « gardes blancs », dans les trois petits Etats baltes et en Finlande, et les aident-elles à écraser les mouvements révolutionnaires. Ces pays sont désormais en mesure de jouer le rôle qui leur a été assigné. Dès 1919, les « gardes blancs » participent à l'assaut lancé par Youdénitch contre Pétrograd. Curieuse façon pour les gouvernants finlandais de manifester leur gratitude à la jeune République soviétique qui, en application de la « Déclaration des droits des peuples de Russie », avait reconnu, en décembre 1917, l'indépendance de la République finlandaise, réclamée par la Diète bourgeoise !

Après l'échec de l'intervention militaire, les capitales des Etats baltes, notamment Helsinki et Tallin, deviennent des centres actifs d'espionnage ; les agents secrets franchissent la frontière [2] et les provocations antisoviétiques se multiplient.

Les Etats baltes et la Finlande, en théorie Etats indépendants et neutres, sont en réalité sous l'influence économique et politique de l'Angleterre : elle domine notamment le système bancaire et le commerce extérieur. En 1937, l'*Economist*, grand journal de la City, peut écrire :

Aujourd'hui l'Angleterre est devenue leur métropole commerciale et sous bien des rapports aussi leur métropole politique [3].

En 1939, d'après le Navy List, il n'y a que deux officiers de marine anglais, mis à la disposition de gouvernements étrangers : l'un en Grèce, l'autre en Finlande [4].

L'Angleterre dispose donc de moyens de pression efficaces pour contrecarrer l'influence grandissante des nazis. Mais, fidèle à sa politique munichoise, l'impérialisme britannique va laisser Hitler, champion de la politique antisoviétique, s'assurer de solides bases d'agression contre l'U.R.S.S.

Dans ces quatre pays, la pénétration allemande se renforce, avec l'aide directe de la classe réactionnaire des propriétaires fonciers : plusieurs de ces « barons baltes » sont d'ailleurs des aristocrates allemands, descendants des Chevaliers Teutoniques. D'autre part, de nombreux « gardes blancs » finlandais ont été incorporés dans l'armée allemande, pendant la guerre d'Intervention et ils y ont forgé des « amitiés ».

Cette pénétration allemande s'opère d'abord sous la forme d'un développement de ligues fascistes. Dès 1930 se crée en Finlande le mouvement Lapua, dont le noyau est l'ancienne « Garde blanche », organisée (légalement) dans les « gardes civils ». Un des dirigeants du mouvement Lapua, Svinhufund, qui avait, aux côtés de l'Allemagne, combattu en 1918 le gouvernement social-

---

1. *Times*, 17 avril 1919, cité par POTIEMKINE, *Histoire de la diplomatie*, tome III, p. 77.
2. C'est en franchissant la frontière finlandaise que le « maître-espion » britannique Sidney Reilly est abattu en septembre 1925 (cf. *La grande conspiration contre la Russie*, de SAYERS et KAHN, pp. 182-183).
3. *Economist* (27 mai 1937), à propos du voyage de lord Plymouth (sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office) dans les quatre pays.
4. C'était l'ancien commandant des forces navales britanniques de la mer Noire pendant la guerre d'Intervention.

démocrate finlandais, devient premier ministre en juillet 1930, puis en 1931 président de la République de Finlande. Les fascistes du mouvement Lapua, étroitement aidés par les 100.000 gardes civils du maréchal Mannerheim, et suivant les traces des bandes nazies en Allemagne, établissent en Finlande un régime de terreur, pour étouffer le mouvement démocratique. Même quand, sous la pression des masses populaires, les ligues fascistes sont dissoutes, leur dissolution reste purement nominale, d'autant plus que la Garde civile reste légale.

La Finlande n'a donc, en 1939, de la démocratie que l'apparence et le nom. Il n'est que d'étudier les dirigeants du pays. Certes les chefs socialistes de droite participent au gouvernement. Mais quels socialistes ! Tanner, par exemple, qui, premier ministre en 1927, préside une manifestation destinée à commémorer la défaite du gouvernement socialiste de 1918 ! Et, en 1939, quand le leader social-démocrate Karl Wiik ose réclamer la suppression de la cinquième colonne, la dissolution de la Garde civile, la liquidation des bandes fascistes, il n'a même pas la majorité dans son propre parti, qui l'exclut [1].

Mais la personnalité la plus représentative, celle dont on a fait le symbole de la « lutte nationale et démocratique » en 1939-40, est Mannerheim. Le *Daily Mail*, en octobre 1939, le qualifie de « roi non-couronné de Finlande [2] ». Il est en effet maréchal, président du Conseil national de la défense, généralissime de l'armée finlandaise et chef de la Garde civile. Noble suédois, général de l'armée tsariste, Mannerheim a derrière lui une longue carrière de « patriote et de démocrate » : dès 1905, il prend parti pour le tsar contre le mouvement de libération nationale finlandais et approuve la répression féroce qui s'ensuit. En 1917, pour maintenir la domination des propriétaires fonciers, menacés par l'action révolutionnaire du peuple finlandais, il entre dans la Garde blanche, dont il devient le chef, et il accueille en ces termes les « libérateurs » allemands :

La puissante et victorieuse armée allemande a débarqué en Finlande pour aider ce pays contre les infâmes bolchéviks et pour resserrer les liens d'amitié que le peuple finnois a toujours entretenus avec le noble Kaiser et la puissante nation allemande [3].

Avec l'aide de l'étranger, Mannerheim écrase le mouvement populaire et fait périr dans les camps de concentration plus de 30.000 Finlandais. D'où son surnom de « boucher ». On retrouvera, en 1939, à ses côtés, certains de ses anciens officiers d'Etat-Major [4]. C'est sans doute aussi par amour de la démocratie que Mannerheim fait partie du comité directeur de l'« Entente internationale contre la IIIe Internationale », à laquelle le général Franco avait adhéré, avant sa rebellion contre la République espagnole [5]. Et le journaliste américain, Waverley Root, est contraint de reconnaître, bien qu'en termes mesurés :

Plusieurs leaders finlandais importants étaient beaucoup moins impressionnés par le danger nazi que par le danger communiste, entre autres le maréchal Mannerheim [6].

---

1. Gregory MEIKSINS : *The Baltic Riddle*, New-York, 1943, p. 151.
2. *Daily Mail*, 17 octobre 1939.
3. Cité par Didier DE ROUSSILLON : *Vérités sur la Finlande*, Paris, 1946, p. 26.
4. Notamment le général Oesch (chef de l'Etat-major finlandais, qui avait reçu sa formation militaire en Allemagne), son adjoint le général Hugo Ostermann (qui, jusqu'en 1917, était officier de l'armée allemande), Erkko (ministre des affaires étrangères).
5. Ce fait est rapporté dans le *Journal de Genève* (10 janvier 1940).
6. Waverly ROOT : *The Secret History of the War*, New-York, 1945, p. 40.

Mannerheim, constate Gamelin, est

naturellement (*sic !*) reconnaissant à l'Allemagne du concours qu'elle lui avait apporté en 1918 [1].

Les trois petits Etats baltes ont, eux aussi, suivi la même évolution : en 1939, les gouvernements y sont fascistes ou profascistes. Si bien que grâce à la trahison de classe des barons baltes et finlandais, grâce à la complaisance britannique,

à la fin de 1938, l'hitlérisme avait complètement gagné le contrôle de toute la Baltique orientale, de Petsamo à Königsberg [2].



A partir de 1938, la pénétration militaire ouverte des nazis se renforce.

Le gouvernement soviétique sait fort bien, par exemple, la manière curieuse qu'a l'armée lettone de comprendre ses obligations nationales. Le jour où l'occupation de Memel amène les armées hitlériennes tout près de la frontière lettone, le commandant de l'armée et son chef d'Etat-major partent en Finlande pour des manœuvres. Quant au commandant de la grande garnison frontière de Liépaja, il assiste ce jour-là, à Berlin, à une cérémonie en l'honneur de Hitler. Non moins curieuse est la disposition stratégique des forces lettones : elles sont entièrement concentrées le long des frontières russes, une division seulement gardant les frontières sud, dont les Allemands ne sont éloignés que d'une quarantaine de kilomètres [3]. En même temps, la cinquième colonne orchestre une campagne de soumission à l'Allemagne hitlérienne : au cours de l'été 1939, une pétition est lancée simultanément en Esthonie et en Lettonie pour demander « de ne pas permettre d'effusion de sang et de ne pas résister à la puissante Allemagne ». A la tête du mouvement se trouve la propre femme du ministre des Affaires étrangères de Lettonie, Münsters. Et le président du palais de justice de Kaunas expose cyniquement les raisons de la trahison nationale des classes dirigeantes lithuaniennes :

Si les Allemands viennent, ils détruiront la nation lithuanienne, mais laisseront intactes nos maisons et nos propriétés, tandis que les Soviets laisseront intacte la nation lithuanienne, mais confisqueront maisons et propriétés. Je préfère les premiers [4].

Tous ces faits prouvent que les armées nazies peuvent, quand elles le veulent, occuper ce glacis, qui menace la frontière soviétique sur près de 500 kilomètres.

Encore plus dangereuse peut-être est la pénétration militaire allemande en Finlande. Dès 1935, le gouvernement finlandais remet en question la fortification des îles d'Aland (démilitarisées par convention internationale) et parle d'installer des canons lourds sur la côte arctique finlandaise, face au grand port soviétique de Mourmansk (bien qu'une clause du traité finno-soviétique de 1920 l'interdise). De plus en plus nombreux, des techniciens et des militaires nazis transforment la Finlande en base d'agression : aménagement de 23 aérodromes, « visite » de la flotte allemande dans les ports finlandais en août 1938 et surtout

---

1. Gamelin : *Servir*, tome III, p. 188.
2. Meiksins : *op. cit.*, pp. 74-75.
3. Article du journal *Briviba*, organe du parti socialiste letton, cité par Meiksins, p. 103.
4. Cité par Meiksins, *op. cit.*, p. 117.

contrôle de la construction de la ligne Mannerheim [1] ; en été 1939, le général Halder, chef de l'Etat-major de Hitler, vient l'inspecter. Le gouvernement nazi, sachant reconnaître les services rendus, décore son « collaborateur », le général Oesch, chef de l'Etat-major finlandais, de l'ordre de la Croix de fer. En même temps, se multiplient les provocations, les incidents de frontière, pouvant à tout moment fournir un prétexte de guerre. Ainsi le gouvernement soviétique voyait peu à peu se réaliser le plan que s'était fixé Mannerheim, dès 1919 :

Je me suis efforcé sciemment et délibérément d'établir les bases de nos relations futures avec la Russie, relations qui consisteront en une action militaire ayant pour objet la libération de la capitale de l'ancienne Russie et d'un territoire suffisamment étendu pour qu'il soit possible d'y instituer un gouvernement russe bien pensant. Je vois dans cette politique une mission à la fois humanitaire et patriotique, confiée à mon pays [2].



Comment l'U.R.S.S. peut-elle agir, face à cette menace ? L'U.R.S.S. doit agir seule. En effet, la politique de sécurité collective a été, peu à peu, sapée par les « puissances occidentales », au profit de la politique dite de « non-intervention ». Cette politique a pour but de laisser l'agression fasciste se développer contre l'Union Soviétique. Le professeur américain Frédérik Schuman peut écrire :

Des millions d'Américains, d'Anglais et Français en étaient arrivés à croire que pour avoir la paix, il fallait refuser de combattre, tout en jetant les enfants des autres aux loups. Une grande partie des classes possédantes des nations atlantiques admirait le fascisme et pensait que ses propres intérêts seraient servis par le maintien et l'expansion du fascisme. Un groupe important de leaders politiques, en plus, espérait vivement et croyait avec ferveur que si on laissait les mains libres à la Triplice fasciste, elle attaquerait l'U.R.S.S., qu'ainsi la « civilisation » serait sauvée du bolchévisme et que France, Angleterre et Amérique pourraient rester neutres, tandis que fascisme et communisme se détruiraient ou que les Etats fascistes se battraient sur le cadavre de l'U.R.S.S. [3].

L'échec des négociations anglo-soviétiques de l'été 1939 consacre l'abandon définitif de la politique de sécurité collective. Et c'est justement la question de la garantie des Etats baltes et de la Finlande, qui fournit un des prétextes de la dérobade anglo-française. L'U.R.S.S., à qui on demande notamment de garantir les frontières de la Belgique, des Pays-Bas et de la Suisse, réclame une garantie internationale identique pour les Etats baltes et la Finlande. Churchill a lui-même reconnu la justesse des revendications soviétiques :

Les exigences des Russes pour que ces Etats — Lithuanie, Esthonie, Finlande — soient inclus dans la garantie tripartite, sont bien fondées. Il n'y a aucune raison pour que la cause de la paix ait une fissure [4].

---

1. « ...la ligne Mannerheim, étalée sur plusieurs kilomètres de profondeur tout le long de la frontière soviétique et ayant des emplacements pour l'artillerie lourde à un point qui n'était qu'à 34 kilomètres de Léningrad. A la différence de la ligne Maginot, la ligne Mannerheim n'avait pas été conçue uniquement dans un but défensif, mais aussi pour servir de lieu de concentration à une importante masse offensive. » (SAYERS et KAHN, *op. cit.*, p. 383.)
2. Interview accordée au *Times* en octobre 1919.
3. Frederick SCHUMAN : *Soviet Politics*, p. 282.
4. W. CHURCHILL, article du *Daily Telegraph and Morning Post* (8 juillet 1939).

Les Etats baltes et la Finlande refusent cette garantie ; Erkko, ministre des Affaires étrangères de Finlande, répond :

Je sais que les garanties demandées par l'U.R.S.S. ont pour objet d'assurer sa propre sécurité, car l'U.R.S.S. a peur qu'une nation puisse se servir du territoire finlandais pour l'attaquer. Mais la Finlande rejette tout le système de garantie parce qu'accepter ces garanties serait incompatible avec la politique de neutralité [1].

Une « neutralité » qui, rappelons-le, permet pourtant au gouvernement finlandais d'accepter la tutelle allemande. Mais les Occidentaux sautent sur le prétexte et empêchent ainsi la conclusion d'une alliance défensive avec l'U.R.S.S.

Cette attitude des puissances occidentales amène l'U.R.S.S. à conclure avec l'Allemagne un pacte de non-agression : elle écarte ainsi momentanément le danger d'agression allemande (qu'elle aurait alors affronté seule) et rompt le cercle de la guerre antisoviétique bouclé à Munich. Mais, comme le rappelle Molotov, dans son discours du 31 août 1939,

ce pacte ne saurait diminuer notre vigilance pour la défense des intérêts de l'Union soviétique... Il doit assurer de nouvelles possibilités pour l'accroissement de nos forces, la consolidation de nos positions.

En particulier, il faut que l'U.R.S.S. protège sa frontière du nord-ouest, en empêchant que les Etats baltes et la Finlande ne servent de base de départ à une agression nazie. Elle engage donc des pourparlers avec ces puissances.



En septembre-octobre 1939, le gouvernement soviétique conclut avec l'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie des accords d'assistance mutuelle. Deux points essentiels dans ces accords : installation d'unités de l'Armée Rouge dans les ports de la Baltique et en quelques points stratégiques (que les armées baltes ne peuvent défendre efficacement contre les nazis), transfert en Allemagne des minorités allemandes des Etats baltes, qui servent de base à la cinquième colonne hitlérienne.

L'U.R.S.S. crée ainsi, comme le dit Churchill, « un front de l'Est contre l'Allemagne nazie [2] ». Et la revue très antisoviétique *l'Illustration* est obligée d'avouer :

Ce faisant, les Russes s'assurent une position très forte dans la Baltique, contrôlant à la fois le golfe de Finlande et la baie de Riga. Mais contre quel pays la précaution est-elle prise, sinon contre l'Allemagne ? [3]

La capitulation du Reich devant les Soviets est un événement extraordinaire dans l'histoire... On peut considérer que l'emprise de la Russie sur les pays baltes est une des défaites les plus graves que l'Allemagne ait essuyées [4].

Dans l'éditorial du *Temps*, organe du Comité des Forges, on peut lire :

---

1. Cité par MEIKSINS, *op. cit.*, p. 151.
2. CHURCHILL : *L'orage approche*, tome II, p. 52.
3. *Illustration*, 7 octobre 1939.
4. *Illustration*, 21 octobre 1939.

Ce qui frappe peut-être le plus dans les traités d'assistance mutuelle qui viennent d'être conclus avec les Etats baltes, c'est que toutes leurs dispositions — toutes sans exception — sont nettement dirigées contre la puissance allemande [1].

En plus, comme le note Meiksins, les Soviétiques « rendaient un inestimable service aux habitants en les débarrassant des barons allemands détestés » [2].

Notons que l'Armée Rouge reste cantonnée dans les places définies par l'accord et n'intervient à aucun moment dans les affaires intérieures des Etats baltes. La meilleure preuve est que les gouvernements de ces pays continuent à mener une politique profasciste (répression, antisémitisme). A la fin de septembre 1939, à Riga, la police tire sur une manifestation ouvrière, faite en l'honneur de l'Armée Rouge ; bien qu'indignée, celle-ci ne bouge pas. Le gouvernement letton adopte une série de décrets antisémites ; des pogroms se déroulent à Vilna. Mais, en même temps, les contacts entre l'Armée Rouge, dans les centres où elle est cantonnée, et la population font peu à peu disparaître les calomnies antisoviétiques dont le peuple était abreuvé depuis 1917. Le mouvement populaire antinazi grandit.

L'attitude ouvertement complaisante à l'égard de l'Allemagne des gouvernements baltes contraint le gouvernement soviétique à agir plus fermement. Au moment de l'invasion de la France par les armées nazies, l'U.R.S.S. sait que l'attaque allemande va se produire dans des délais rapprochés ; elle ne doit plus courir de risques : l'Armée Rouge, à la mi-juin 1940, entre en Esthonie, Lettonie, Lithuanie.

Ce fut le signal de l'action populaire. On vit aussitôt que, sans l'aide de l'Allemagne, les gouvernements « de fer » étaient sans pouvoir... L'opposition ne venait pas seulement, comme on l'attendait, des socialistes légaux ou semi-illégaux, des communistes et des groupes de front uni. Elle était vigoureusement soutenue par la moyenne bourgeoisie patriote, les intellectuels, et même des officiers [3].

Des gouvernements de front populaire s'installent, où les communistes sont d'ailleurs en minorité [4]. Les diètes élues proclament les trois Etats baltes républiques soviétiques. Les trois nouvelles républiques sont admises, en août 1940, au sein de l'U.R.S.S., comme républiques fédérées, égales en droits. Une vie nouvelle commence dans les trois pays.

Alors que la presse bourgeoise des pays atlantiques se déchaîne contre « l'impérialisme rouge », certains hommes d'Etat sont obligés de reconnaître le caractère véritable de la politique soviétique : organiser une défense solide contre l'Allemagne nazie. Ainsi, Cordell Hull, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, malgré ses tendances réactionnaires et antisoviétiques, écrit dans ses Mémoires :

Elle [l'U.R.S.S.] cherchait évidemment à augmenter sa protection contre les nations étrangères ; et l'examen de la situation militaire montrait que ce ne pouvait être contre les Alliés, puisque la Baltique leur était fermée par la puissance allemande... Nous sympathisions avec les efforts des Russes pour se protéger contre l'Allemagne [5]...

---

1. *Temps*, 13 octobre 1939.
2. Meiksins : *op. cit.*, pp. 116-117.
3. Meiksins : *op. cit*, pp. 118-119.
4. *Id.*, p. 129.
5. Cordell Hull : *The Mémoirs*. New-York, 1948, p. 701.



La guerre soviéto-finlandaise fit crier encore beaucoup plus fort les bons apôtres de la « démocratie » et du « droit des nations ». Mais elle est surtout l'occasion des premières tentatives sérieuses pour transformer la guerre « fratricide » contre l'Allemagne en une croisade commune contre le monde du socialisme.

Pour comprendre le caractère de la guerre soviéto-finlandaise, deux faits essentiels doivent être soulignés. D'abord, nous l'avons vu, la situation intérieure de la Finlande, avec son régime profasciste, sa complaisance à l'égard de l'Allemagne nazie, dont la pénétration en Finlande est toujours plus profonde. En second lieu, les conditions générales dans lesquelles se déroule la « drôle de guerre » : au lieu de faire la guerre à l'Allemagne hitlérienne, les dirigeants occidentaux veulent commencer la guerre contre l'Union Soviétique. Certaines personnalités regrettent ouvertement la déclaration de guerre, dévoilant ainsi les buts politiques profonds des cercles impérialistes. Dans un journal américain, Dorothy Thompson écrit :

> Cette guerre est une guerre civile qui a pour but de forcer l'Allemagne à rentrer dans la sphère de la civilisation occidentale, et ensuite de réorganiser et de fortifier cette civilisation par un effort collectif, en oubliant le passé [1].

Dans le même journal, Walter Lippman, porte-parole de la banque Morgan, explique :

> La question suprême de cette guerre est de savoir si l'Allemagne rentrera dans la société des nations occidentales en défenseur de l'Occident [2].

Le *Times*, grand journal de la bourgeoisie anglaise, appelle, lui aussi, à la « défense de la civilisation européenne » [3]. Et les offensives de paix se multiplient. Partout — Pays-Bas, Roumanie, Etats-Unis, Vatican, Espagne — on négocie : entretiens de « personnalités », voyages « d'hommes d'affaires », notamment américains. La guerre de Finlande va être utilisée à fond par les puissances occidentales pour intensifier leur politique antisoviétique.

Churchill, lui-même, explique très clairement le but des négociations engagées par l'U.R.S.S. avec la Finlande :

> Les forces armées des Soviets avaient rapidement barré aux ambitions éventuelles de l'Allemagne tant la route du sud menant à Léningrad que la moitié du golfe de Finlande. Seul, l'accès par la Finlande restait ouvert [4].

Le gouvernement soviétique offre donc, en octobre 1939, au gouvernement finlandais de conclure un traité à des conditions avantageuses pour les deux Etats [5] :

---

1. *New-York Herald Tribune*, 12 octobre 1939.
2. *Ibid.*
3. *Times*, 26 septembre 1939.
4. CHURCHILL : *L'orage approche*, tome II, p. 148.
5. Discours de Molotov du 31 octobre 1939.

1° Recul de la frontière finlandaise dans l'isthme de Carélie de quelques dizaines de kilomètres, pour assurer la sécurité de Léningrad : en échange, le gouvernement soviétique propose de céder à la Finlande un territoire deux fois plus étendue en Carélie soviétique.

2° Prise à bail d'un secteur du territoire finlandais à l'entrée du golfe de Finlande pour y installer une base navale russe ; en échange, le gouvernement abandonne ses objections à la militarisation des îles Aland, si la Finlande la fait seule.

3° Désarmement des régions fortifiées de la frontière finno-soviétique.

4° L'U.R.S.S. n'insiste pas sur la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle, auquel le gouvernement finlandais répugne.

Les Soviétiques, durant les négociations, multiplient les concessions, si bien, note Meiksins, que les pourparlers ne semblent pas se dérouler entre une grande puissance et un petit Etat de 3.800.000 habitants [1].

Ces propositions, reconnaît à la radio le premier ministre de Finlande, « ne compromettent pas l'indépendance du pays [2] ». Le but que poursuit le gouvernement soviétique est clair : il ne peut s'agir d'une politique impérialiste, contraire à la nature d'un pays socialiste — le traité de paix conclu au lendemain de la guerre finno-soviétique en fera foi —, mais bien de consolider la sécurité de l'Union Soviétique. C'est ce que comprend le journaliste américain Waverley Root :

> Pour la même raison qu'elle avait occupé la Pologne et les Etats baltes, la Russie voulait des avant-postes stratégiques en Finlande pour la guerre qui, elle le savait, éclaterait tôt ou tard avec l'Allemagne [3].

De même, le grand écrivain britannique Bernard Shaw :

> Il ne s'agit nullement de la Russie, grande puissance, s'efforçant de soumettre la Finlande, petite puissance. Il s'agit d'une Russie qui recherche sa propre sécurité [4].

Pourquoi le gouvernement finlandais refuse-t-il donc les propositions soviétiques ? C'est qu'il y est vivement poussé.

> Encouragés par l'intérêt que leur marquent les Etats-Unis..., les Finlandais jouent la partie diplomatique avec beaucoup de sang-froid et de résolution [5].

Mais les Etats-Unis ne sont pas seuls dans la coulisse. Le *Temps* du 24 octobre déclare que la Finlande

> peut compter sur l'appui de toutes les forces morales (*sic*) du monde civilisé (*resic*).

Un rôle primordial est alors dévolu à la Suède, principal Etat de l'Entente nordique. Sur ce terrain « neutre » s'entremêlent des influences diverses. L'im-

---

1. Meiksins, *op. cit.*, p. 154.
2. Cité par Roussillon, *op. cit.*, p. 74.
3. Waverley Root : *op. cit.*, p. 40 ; *id.* dans Meiksins, *op. cit.*, pp. 153-154.
4. Interview accordée au *Daily Mail* (2 décembre 1939), et dont la reproduction est alors interdite en France.
5. *Le Temps* (17 octobre 1939).

portant homme d'affaires suédois Wenner Gren symbolise ces liaisons : à la tête notamment d'un grand monopole, la « Svenka cellulose [1] », il est en rapports étroits avec les trusts germano-américains. Homme politique influent, il possède un journal, où il prêche les vertus du nazisme et la nécessité de l'union des pays nordiques, y compris la Finlande [2]. Il joue un rôle essentiel dans les coulisses de la conférence de Stockholm qui réunit, le 17 octobre 1939, les représentants des quatre Etats nordiques (Danemark, Suède, Norvège, Finlande). Une autre personnalité marquante, en marge de cette conférence, est Sven Hédin, aventurier suédois, explorateur au Tibet, espion nazi et conseiller personnel de Hitler. Fait curieux, il arrive directement de Berchtesgaden à Stockholm, après avoir passé plusieurs jours chez le Führer [3]. La diplomatie « occidentale » tout entière guide ainsi les décisions de la Conférence. Le *Daily Mail* du 17 octobre peut écrire :

> Si le président Kallio [représentant la Finlande] peut obtenir des assurances formelles d'assistance militaire, aussi bien que morale et financière, la Finlande tiendra bon.

L'attitude du gouvernement finlandais ne s'explique que par l'octroi de telles assurances. Non seulement son intransigeance fait échouer les négociations, mais il multiplie les provocations, allant jusqu'à canonner les troupes soviétiques au delà de la frontière.

Aussi le chef du gouvernement soviétique, Molotov, dans un discours radiodiffusé, le 29 novembre 1939, annonce que l'Armée Rouge a reçu l'ordre de mettre fin aux entreprises de la clique militaire finlandaise ; et Molotov réfute les calomnies de la presse bourgeoise étrangère, qui prétend que l'U.R.S.S. poursuit des buts de conquête :

> Nous marquons notre ferme volonté de voir le peuple finlandais régler lui-même ses affaires intérieures comme il le jugerait utile... Nos dispositions ont pour unique objet d'assurer la sécurité de l'Union soviétique et surtout de Léningrad, avec ses trois millions et demi d'habitants.

Et Meiksins souligne bien ce caractère de la campagne soviétique en Finlande :

> Aujourd'hui [il écrit ce livre en 1943], les opérations préventives des Russes et des Anglais en Iran, des Anglais en Syrie, Irak, Madagascar, des Etats-Unis en Islande et Afrique du nord, sont acceptées et approuvées. La campagne de la Russie contre la Finlande, bien que compliquée par la résistance finlandaise, n'était pas différente en principe [4].

Et pourtant, nous assisterons à ce touchant spectacle : les pays de l'Axe et les Alliés volant au secours de « la pauvre petite Finlande ». Préfiguration de l'Union Européenne !

L'Italie aide ouvertement la Finlande. Le ministre des Affaires étrangères Ciano promet des armes, le 8 décembre 1939, et il

---

1. Ce monopole dispose de 33 usines, qui fabriquent annuellement 6.000 tonnes de pâte à papier. Wenner Gren contrôle aussi les principales usines d'appareillage électrique et de frigidaires dans le monde, y compris aux Etats-Unis.
2. Waverley Root : *op. cit.*, pp. 625-626.
3. Merpin : Suède 1940, p. 13.
4. Meiksins : *op. cit.*, p. 152.

persuade le Duce de laisser partir des volontaires pour la Finlande, où l'on a surtout besoin de pilotes de chasse et d'artilleurs [1].

L'Allemagne hitlérienne, en raison du pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939, ne peut agir aussi ouvertement. Mais elle dispose de multiples moyens. Le journaliste H. B. Elliston [2], alors en Finlande, expose l'attitude complaisante des nazis envers le gouvernement finlandais : ils lui permettent d'utiliser les lignes allemandes pour ses émissions de radio ; des officiers hitlériens envoient de l'argent aux quêtes faites en Suède. L'aide militaire allemande, bien que soigneusement camouflée, est elle aussi active. Hitler

fournit des armes à la Finlande, en les prélevant sur le butin capturé lors de la campagne de Pologne [3].

Il permet aux avions italiens, destinés à la Finlande, de passer au-dessus de l'Allemagne ; une partie du matériel de guerre des usines Skoda va en Finlande. Elliston ajoute même :

J'ai l'impression que Hitler a dû donner une sorte de signal tacite aux Suédois quand, le 21 décembre, les Suédois envoyèrent le premier contingent de volontaires [4].

Ainsi Hitler se préparait

à assumer le rôle de chef d'une croisade antibolchévik qui lui permettrait de terminer la guerre à l'ouest, d'écraser la Russie, d'éviter la menace d'un second front. Ses troupes massées en Tchécoslovaquie et en Pologne attendaient le moment opportun [5].

Cette politique est encouragée et accueillie avec joie par les classes dirigeantes de France et d'Angleterre. La guerre avec l'Allemagne nazie se transforme tout à coup en une guerre d'aide à la « petite nation démocratique » finlandaise, contre « l'ogre bolchévik, allié de l'Allemagne ».

Une tempête indescriptible souleva les consciences bourgeoises. L'esprit de croisade souffla en furie... Il n'y eut qu'un cri : guerre à la Russie ! Du coup, les plus pacifistes devinrent les plus bellicistes. Ceux qui n'avaient pas voulu « mourir pour Dantzig » voulurent « mourir pour Helsinki ». Ceux qui avaient démontré qu'on ne pouvait pas se battre contre l'Allemagne seule avec ses 65 millions d'habitants prouvèrent qu'on pouvait se battre contre l'Allemagne grossie de la Russie avec 245 millions d'habitants. Ceux qui avaient préconisé l'immobilité derrière la ligne Maginot supplièrent qu'on envoyât une armée se battre vers le Pôle Nord... A la commission des Affaires étrangères du Parlement, un député mit 30 minutes à démontrer qu'on ne pouvait battre Hitler, qu'après avoir « écrabouillé » Staline et découpé la Russie en tranches... C'est à ce moment, qu'en pleine guerre avec l'Allemagne, l'idée du danger allemand achève de disparaître et que toutes les pensées, toutes les haines, toutes les frénésies se braquèrent sur Moscou [6].

Paul Reynaud lui-même, qui contribuera à organiser l'aide militaire à la Finlande, reconnaît :

C'étaient d'ailleurs surtout les « pacifistes » de 1939 — ceux-là qui ne voulaient pas se battre contre Hitler — qui rêvaient maintenant d'en découdre avec Staline [7].

---

1. Ciano : *Journal politique 1939-43*, tome I, p. 195.
2. Dans son livre, *Finland Fights*, p. 399.
3. Ciano (op. cit., p. 183) rapporte ici une confidence faite par le ministre de Finlande à Rome.
4. Elliston, op. cit., p. 399.
5. Waverley Root : op. cit., p. 620.
6. De Kérillis : *Français, voici la vérité*. New-York, 1942, p. 102.
7. P. Reynaud : *La France a sauvé l'Europe*, t. II, p. 13.

Le délire antisoviétique, développé en sous-main par les nombreuses organisations de propagande et d'espionnage nazies, atteint des proportions inouïes.

Le *Journal de Genève* du 5 janvier 1940 écrit :

> C'est bien en effet d'une véritable croisade qu'il s'agit.

Et le 14 février J. Martin, directeur du journal, intitulera son article : « Le futur front d'Orient ». Maurras veut arrêter les « hordes rouges » aux « Thermopyles de la civilisation »[1].

Un plan militaire est élaboré — soigneusement étudié celui-là ! *Le Temps* du 10 janvier en donne les lignes essentielles :

> L'intervention en Finlande devrait être conjuguée avec une puissante diversion effectuée sur une autre partie de l'immense empire soviétique. La région tout indiquée pour une semblable opération est la mer Noire.

C'est l'avis du généralissime Gamelin :

> Personnellement j'estime que nous avons intérêt à poursuivre rapidement ces études de l'attaque sur Bakou et Batoum (spécialement par l'aviation). Les opérations à mener dans cet ordre d'idées seraient un heureux complément de celles à conduire en Scandinavie. Mais si ces dernières se trouvaient entravées, ce serait une raison de plus pour agir en Transcaucasie[2]

Weygand, qui « estime capital de casser les reins à l'U.R.S.S. en Finlande... et ailleurs[3] » est chargé de préparer les opérations de l'armée de Syrie, qu'il commande, contre le Caucase. Ainsi, comme l'avoue le ministre des Affaires étrangères de Suède, Gunter :

> L'envoi de ce contingent de troupes fait partie du plan général d'agression contre l'U.R.S.S. qui entrera en action à partir du 15 mars contre Bakou, et avant cette date en Finlande[4].

De Gaulle propose d'envoyer en Finlande un corps expéditionnaire motorisé, qui « aurait tôt fait de bousculer les hordes désorganisées de la Russie et de marcher sur Léningrad »[5]. Mais l'intervention se déroule sous d'autres formes : envoi massif de matériel et de volontaires. Daladier, dans un discours du 10 mars 1940, se vante d'avoir envoyé 175 avions, 496 canons, 5.000 fusils-mitrailleurs, 200.000 grenades, 20 millions de cartouches et, tout dernièrement, des avions de bombardement ultra-modernes[6]. Chamberlain, activement soutenu par les travaillistes[7], comme Daladier en France par les chefs socialistes, fournit des avions de chasse, de bombardement et de reconnaissance[8]. En même temps les dirigeants de France et d'Angleterre préparent un corps expé-

---

1. *Action française*, 2 janvier 1940.
2. Note de Gamelin à Daladier (12 mars 1940), reproduite dans *Die Geheimakten des französischen Generalstabes*, n° 25, p. 228.
3. Lettre de Weygand à Gamelin (fin janvier 1940), reproduite par GAMELIN : *Servir*, tome III, p. 199.
4. *Livre blanc*, p. 119 (mémoire de Gunter du 2 mars 1940).
5. KÉRILLIS : *De Gaulle dictateur*. Editions de la liberté retrouvée, p. 205 (Kérillis connaît ce fait par une lettre de Reynaud).
6. *Le Temps*, 11 mars 1940.
7. *Le Temps*, 8 février 1940.
8. *Le Temps*, 8 décembre 1939.

ditionnaire de 100.000 hommes, prêt à partir au début de mars, alors que Mannerheim n'en réclamait que 30.000 et pour le mois de mai [1].

Churchill, qui déclare « éprouver la plus ardente sympathie pour les Finlandais et donner son appui à toutes les propositions faites en vue de leur venir en aide » [2], doit cependant reconnaître qu'au moment où les services d'espionnage alliés

signalaient le renforcement continu des troupes sur le front occidental, cet effort dépassait ce que la prudence eût permis [3].

Et Churchill de passer à un autre aveu :

Mais alors que le gouvernement britannique avait répugné naturellement à commettre même une violation de pure forme des eaux territoriales norvégiennes en mouillant des mines dans les « canaux », pareille action n'étant dirigée qu'à son seul profit à l'encontre de l'Allemagne, il n'hésita pas, cédant à un sentiment généreux [sic] qui n'avait qu'un rapport indirect [?] avec nos opérations militaires, à adresser une demande beaucoup plus grave à la Norvège et à la Suède : le libre passage des hommes et du ravitaillement destinés à la Finlande [4].

La Suède sert toujours de terrain « neutre » où, à côté des rencontres diplomatiques, s'opère maintenant la concentration des fonds, du matériel, des « volontaires », venus d'Allemagne, d'Italie, de France et d'Angleterre, pour sauver la « civilisation ».

Des détachements étrangers, encore vêtus en civil mais marchant déjà au pas, traversent quotidiennement Stockholm et les ports du sud. Les voies ferrées allant vers le nord sont encombrées par les trains transportant du matériel de guerre [5].

Mais malgré cette aide, malgré les dures conditions dans lesquelles se déroule la guerre (50° au-dessous de 0), la fameuse ligne Mannerheim est brisée. Les mensonges de la presse occidentale qui traitait l'Armée Rouge de « hordes incapables d'assurer l'exécution d'un plan militaire soigneusement établi [6] », qui parlait de « l'état de désordre et de décomposition où se débat le régime stalinien [7] », sont dévoilés.

Quand la défaite finlandaise apparaît inévitable, un vent de prudence souffle sur certaines puissances, notamment la Suède et l'Allemagne. Jugeant selon les normes de la politique impérialiste, elles s'attendent à une occupation totale de la Finlande. Le 16 février 1940, Wenner Gren arrive à New-York et entreprend

de persuader l'Amérique d'intervenir pour faire la paix en Finlande. Il annonça qu'il était autorisé à dire que le gouvernement allemand était là pour la paix [8].

Mais les dirigeants français et anglais ne l'entendent pas de cette oreille.

---

1. Discours de Chamberlain du 19 mars (*Le Temps*, 21 mars 1940).
2. CHURCHILL : *L'orage approche*, tome II, p. 152.
3. *Ibid.*, p. 184
4. *Ibid.*, p. 152.
5. MERPIN : *op. cit.*, p. 93.
6. Editorial du *Temps* (4 janvier 1940).
7. Editorial du *Temps* (15 février 1940).
8. Waverley ROOT : *op. cit.*, p. 626.

Ils ne renoncent pas à l'idée de transformer la guerre de Finlande en une guerre de « l'Europe » contre l'U.R.S.S. Aussi exhortent-ils le gouvernement finlandais à ne pas signer la paix.

Le gouvernement finlandais a reçu l'assurance que, s'il choisit de combattre, la France et l'Angleterre sont prêtes à envoyer des renforts considérables en hommes et en munitions [1].

Mais l'armée finlandaise est incapable de continuer la guerre : elle a perdu, en tués et en blessés, plus de la moitié de ses effectifs. Le gouvernement finlandais doit demander la paix, qui est signée le 12 mars 1940. Nouvelle occasion, pour la bourgeoisie occidentale, de crier à « l'impérialisme soviétique ». Churchill qui, lorsqu'il écrit ses Mémoires, a largement eu le temps d'étudier le traité de mars 1940 et les événements qui l'ont suivi, ose déclarer :

La Finlande avait été broyée et réduite en esclavage [2].

Falsification grossière : alors qu'il a la possibilité d'occuper toute la Finlande, le gouvernement soviétique, fidèle à sa politique, se contente de modifier la frontière soviéto-finlandaise, de façon à assurer la sécurité de Léningrad et de Mourmansk. De plus, les deux gouvernements s'engagent à ne pas s'attaquer mutuellement et à ne pas participer à des alliances dirigées contre l'une des deux parties contractantes. Que la Finlande ait gardé son indépendance totale est amplement prouvé par sa politique ultérieure. Dès le 13 mars 1940, le maréchal Mannerheim, dans un ordre du jour, parlait de

la mission sacrée de l'armée d'être un avant-poste de la civilisation occidentale à l'Est. --

De nouvelles fortifications sont construites en hâte. Dès septembre 1940, les troupes nazies reçoivent la permission de traverser la Finlande. Une véritable occupation allemande de la Finlande commence [3]. Et en mai 1941, deux journalistes — un Américain et un Français [4] — dénoncent simultanément cette occupation et concluent :

Il est impossible de croire que les leaders finlandais, comme Mannerheim, ne connaissent pas le but réel de ces préparatifs [5].

L'avance de toutes les frontières occidentales de l'U.R.S.S. a une importance décisive dans la guerre que déclanche, en juin 1941, l'Allemagne hitlérienne, aidée notamment de la Finlande :

Que serait-il advenu si l'U.R.S.S. n'avait pas constitué, dès avant l'agression de l'Allemagne, un front « est » passant bien loin à l'ouest des anciennes frontières de l'U.R.S.S. ?...

Cela aurait précipité l'avance allemande dans l'intérieur de l'U.R.S.S., accéléré la chute de Kiev et de l'Ukraine, abouti à la prise de Moscou par les Allemands et à la prise de Léningrad par les forces réunies des Allemands et des Finlandais ; force eût été à l'U.R.S.S. de passer à une défensive de longue durée, ce qui aurait permis aux Allemands de libérer à l'est une cinquantaine

---

1. *Daily Express*, 11 mars 1940.
2. Churchill : *L'orage approche*, tome II, p. 191.
3. Meiksins, *op. cit.*, pp. 186-188.
4. W. Root et P. Lazareff.
5. W. Root, *op. cit.*, pp. 41-42.

de divisions en vue d'opérer un débarquement dans les Iles britanniques et de renforcer le front germano-italien dans la zone de l'Egypte. Il est fort probable que le gouvernement britannique aurait dû se replier vers le Canada, cependant que l'Egypte et le canal de Suez seraient tombés sous la domination de Hitler.

Mais ce n'est pas tout. L'U.R.S.S., pour renforcer sa défense, aurait été contrainte de porter sur le front « est » une grande partie de ses troupes de la frontière mandchourienne, ce qui aurait permis aux Japonais de libérer jusqu'à 30 divisions en Mandchourie et de les lancer contre la Chine, les Philippines, le sud-est de l'Asie en général, et en fin de compte, contre les forces armées américaines de l'Extrême-Orient.

Tout cela aurait abouti à prolonger les hostilités de deux ans au moins [1].

Il arrive que certains reconnaissent la justesse de la politique soviétique « du point de vue soviétique », tout en déplorant que les « intérêts nationaux », de la Finlande par exemple, aient été lésés. C'est ne rien comprendre au sens profond de la guerre contre le fascisme et à l'identité des intérêts nationaux de l'U.R.S.S. avec les intérêts des autres nations :

Il ne s'agissait point de léser ou de ne pas léser les droits nationaux de la Finlande, de la Lithuanie, de l'Estonie et de la Pologne, mais d'organiser la victoire sur les nazis pour empêcher la transformation de ces pays en colonies entièrement asservies à l'Allemagne hitlérienne.

Il s'agissait, dans toutes les régions où cela était possible, de dresser un barrage pour arrêter l'avance des troupes allemandes, d'organiser une défense solide pour ensuite passer à la contre-offensive, battre les troupes hitlériennes et permettre ainsi à ces pays de se développer en toute liberté.

Il n'y avait point d'autres moyens d'assurer la victoire sur l'agression hitlérienne [2].

---

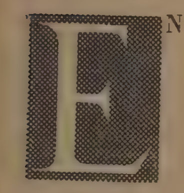
1. *Les falsificateurs de l'histoire*, Editions en langues étrangères, Moscou, 1948, pp. 52-53.
2. *Ibid.*, p. 51.

ALGÉRIE ET PORTO-RICO

COLONIALISME FRANÇAIS ET COLONIALISME AMÉRICAIN

par M. BENCHETRIT, J. VOGT et J. TRICART

Les coups de revolver tirés le 1er mars à la Chambre des représentants de Washington par trois Porto-Ricains qui criaient : « Libérez Porto-Rico ! » et déployaient leur drapeau national, ont attiré l'attention sur la situation tragique de cette colonie américaine. Nous sommes heureux de publier à ce sujet un important travail, qui est né d'un exposé fait par Jean Vogt en juin 1953 au cercle des géographes marxistes de Strasbourg : « Problèmes d'une économie tropicale : l'exemple de Porto-Rico », et de la discussion qui a suivi. — N.D.L.R.



N Afrique et en Asie, les impérialismes coloniaux français et britannique ont à lutter contre l'énergique opposition américaine qui tend à saper par tous les moyens d'une lutte occulte, mais tenace et efficace, la main-mise de ces puissances sur leurs possessions d'outre-mer. L'anticolonialisme n'est pas un des moindres attributs de principe dont affecte de se parer la « grande démocratie américaine ».

Et cependant, les Etats-Unis n'ont pas manqué de participer à la grande poussée expansionniste des dernières années du XIXe siècle. A l'époque où M. Chailley-Bert s'écriait au Parlement français :

> A ce que nous avons déjà nous souhaitons le complément nécessaire. Le Maroc doit être à nous... Le Siam doit être à nous... Qu'attendons-nous pour agir ? Aurions-nous des scrupules ?... Le temps est passé d'être les gendarmes du droit sur la terre... Cette politique glorieuse ne peut plus être la nôtre, nous le savons. Pratiquons donc une politique fructueuse. Travaillons pour l'avenir de notre nation. Agissons [1].

les Etats-Unis, eux aussi, « agissaient ». Ils annexaient Hawaï, les Philippines, Porto-Rico et devenaient ainsi puissance coloniale. Mais à la politique de « rapine » des vieilles puissances européennes, les théoriciens américains opposaient déjà la politique généreuse et émancipatrice des Etats-Unis. Le grand historien H. W. Elson par exemple, s'efforce ainsi, dans son *Histoire des Etats-Unis*, de trouver un esprit anticolonialiste à la doctrine coloniale américaine :

> Les Etats-Unis répudient l'impérialisme militaire qui entraîne la sujétion des peuples et l'accaparement des territoires. Ils ne se cachent pas de pratiquer l'impérialisme économique qui ne prive les populations ni de leur liberté ni de leurs territoires, mais leur donne l'occasion de développer leur production, de s'enrichir et de se civiliser, tout en ouvrant des débouchés à l'industrie et au gouvernement américains [2].

---

1. Discours à la Chambre, 25 nov. 1899.
2. H.-W. Elson : *Histoire des Etats-Unis*. Paris, Payot éd. 1930.

On reconnaît là un des thèmes favoris de la propagande américaine : le caractère exceptionnel du capitalisme des Etats-Unis.

Le paradoxe d'une puissance coloniale anti-colonialiste est ainsi justifié par l'originalité « exemplaire » que l'on prête à la politique coloniale américaine. Si elle existe, cette originalité exemplaire devrait apparaître nettement dans la comparaison que l'on peut faire entre Porto-Rico par exemple, colonie américaine depuis plus d'un demi-siècle, et la plus importante des colonies françaises, l'Algérie, si profondément marquée par 125 ans de colonisation. L'introduction à *Dynamite sur le seuil des Etats-Unis* de W. Brown souligne « l'analogie singulière des remous passionnels et des courants politiques qui se forment dans les deux pays »[1].

L'abondante et hétérogène production d'ouvrages et d'articles sur Porto-Rico permet, en dépit de son caractère officiel ou officieux et du malthusianisme qui l'imprègne, de dégager les grands traits du bilan d'un demi-siècle d'impérialisme colonial américain, succédant à la tutelle espagnole.

Certes, les habitudes de pensée formelle qui servent de bouclier à la bourgeoisie attirent de prime-abord notre attention sur les différences, voire les contrastes qui opposent les deux pays : l'Algérie, vieille terre islamique qui a reçu un fort contingent d'immigrants européens, terre brûlée entre la Méditerranée et le désert saharien ; Porto-Rico, île des Grandes Antilles dont la population métissée descend essentiellement d'anciens esclaves, pays de plantations anciennes aux paysages tropicaux. Mais il est un point commun entre les deux pays, c'est d'avoir subi et de subir toujours l'emprise de l'exploitation coloniale : leur économie est fondée sur le *Pacte colonial*. Nous nous proposons ici de montrer dans quelle mesure cette similitude de situation politique fondamentale entraîne une similitude de situation économique et sociale et des problèmes analogues d'émancipation, de tenter un essai de géographie régionale comparée marxiste.

I. — LE PACTE COLONIAL

Porto-Rico et l'Algérie sont, sous des formes diverses, des colonies camouflées : départements français, territoire américain ; citoyens français, citoyens américains, etc... Mais dans l'infrastructure économique apparaît nettement leur situation coloniale : *économies satellites*, subordonnées aux métropoles, et *économies bouleversées* par la mainmise et la tutelle des métropoles. De ce déséquilibre économique permanent résulte toute une série de problèmes sociaux et humains (démographiques), nés de la colonisation et s'aggravant avec son développement, propres aux pays dépendants.

Economies satellites

Les deux grands instruments de la sujétion économique de l'Algérie sont : le monopole du pavillon qui l'oblige à canaliser tous ses produits à destination de la France sur des lignes de navigation françaises, et l'Union douanière en vertu de laquelle tout produit algérien est admis en franchise en France (sauf le tabac, dont l'importation est prohibée en raison du monopole), tandis que toute

1. W. Brown : *Dynamite sur le seuil des Etats-Unis*. Alger, 1945.

marchandise française ou marchandise étrangère nationalisée en France pénètre en franchise en Algérie.

Ainsi, malgré son apparente autonomie constitutionnelle en matière financière, l'Algérie n'a aucune individualité économique et se trouve dans une dépendance totale de l'économie métropolitaine. Elle ne peut pas choisir elle-même ses clients et fournisseurs. Et quand bien même l'Algérie voudrait s'orienter vers les marchés extérieurs, elle ne pourrait le faire parce que sa production est trop coûteuse, du fait de sa dépendance économique vis-à-vis de la métropole.

Malgré quelques différences fiscales qui pourraient favoriser l'Algérie, malgré d'énormes facilités de main-d'œuvre, malgré ses abondantes ressources en matières premières industrielles (alfa, phosphates, etc.), la production algérienne est une production coûteuse. En effet, presque tout ce que l'Algérie consomme, tout ce qui constitue les frais d'établissement, d'entretien et d'exploitation de ses entreprises vient de France, est acheté aux prix français, majorés des frais de transport et des bénéfices élevés des intermédiaires obligés. Les prix de production sont ainsi en majeure partie conditionnés par les prix français.

De même, le crédit à court, moyen et long terme auquel l'agriculture algérienne a eu nécessairement recours a été un crédit extrêmement coûteux. Ainsi, l'Algérie n'est pas plus maîtresse de l'orientation de son commerce que de sa destinée économique. L'importance des échanges avec la métropole ne vient pas de ce que les économies seraient complémentaires, mais est artificiellement imposée par l'Union douanière et les tarifs prohibitifs français : l'Algérie est le plus gros acheteur de la France après la Grande-Bretagne (respectivement 66,2 et près de 70 milliards de francs en 1948), uniquement du fait des mesures protectionnistes de la France à l'égard des marchandises étrangères. De même, l'Algérie n'est un des principaux fournisseurs de la France que parce que ses produits, marqués par les prix français, ne peuvent guère trouver preneurs à l'étranger (le vin par exemple). Ainsi 83 % des exportations algériennes se font vers la France et 73 % des importations proviennent de la métropole.

Les chiffres correspondants concernant Porto-Rico sont encore plus forts : en 1949-50, 89 % des exportations porto-ricaines vont aux Etats-Unis qui fournissent 93 % des importations !

Avant l'annexion de l'île, si l'Espagne grevait de droits prohibitifs l'importation de produits essentiels comme la quinine et les produits d'équipement des moulins à sucre, si elle prélevait des droits d'entrée sur les produits alimentaires, elle permettait cependant une large participation étrangère au commerce porto-ricain (cela parce que l'état économique peu florissant de l'Espagne ne lui permettait pas d'imposer son autorité d'une façon complète). A la veille de l'annexion, l'Espagne fournit, en valeur, moins du tiers des importations, les Etats-Unis et l'Empire britannique sont représentés chacun pour un quart environ. De même, le quart seulement des exportations va vers l'Espagne, moins d'un quart vers Cuba, tandis que les Etats-Unis, la France et l'Allemagne en reçoivent chacun un dixième. En particulier les 2/3 du sucre porto-ricain vont aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont vite fait d'accaparer le commerce porto-ricain : de 1901 à 1928, les importations de produits espagnols passent de 9 à 0,7 %, les exportations vers l'Espagne de 7 à 0,3 %, les exportations vers Cuba de 13 à 0,1 %. En même temps les exportations vers les Etats-Unis passent de 65 à 93,5 %. Ces derniers absorbent le sucre porto-ricain qui trouve dans la métropole un marché protégé et qui représente en moyenne la moitié des exportations. Par

contre, le café, non protégé aux Etats-Unis et invendable dans la métropole, a simplement été sacrifié.

A la veille de la dernière guerre, selon les statistiques officielles, 42 % du revenu national porto-ricain servaient aux importations, 44 % étaient exportés. Pour les Etats-Unis, les pourcentages correspondants ne sont que de 3,2 et 3,4 % ! En 1938, les exportations se chiffraient à 48 dollars par tête, les importations à 46 dollars, chiffres qui seront de 106 et 157 dollars en 1949-50.

Une telle subordination de l'économie porto-ricaine aux intérêts de la métropole s'est faite par les mêmes mécanismes que pour l'Algérie : par des droits prohibitifs conçus pour la métropole et par des lois sur le cabotage. Jusqu'à la dernière guerre, le marché américain est profitable en premier lieu aux propriétaires pour une bonne part américains des centrales sucrières. Il explique les dividendes réputés extrêmement élevés des compagnies sucrières jusqu'à la crise de 1929. Le marché porto-ricain absorbe des produits américains (riz, haricots, chaussures, etc.) vendus à l'abri de barrières douanières étanches et renchéris par le droit de pavillon et la structure même du commerce, exactement comme pour l'Algérie.

La situation apparaît plus dramatique encore si l'on considère le revenu du consommateur. Pour un salaire colonial, le travailleur porto-ricain doit acheter des produits américains importés : le décalage flagrant entre salaires coloniaux et prix des produits métropolitains est le trait fondamental du Pacte colonial, pour Porto-Rico comme pour l'Algérie. Les Porto-Ricains, les heures d'illusion passées, ont dénoncé très tôt cet aspect de la « falacia yankee ». Un voyageur espagnol résume le « système » en 1928 : le système est parfait ; les capitaux américains s'emparent des meilleures terres qui ne portent plus de cultures vivrières ; ainsi le colonisé est tributaire par son travail et par sa consommation de l'économie métropolitaine. L'île est comparée aux « cantines obligatoires » de certaines mines espagnoles [1]. Trait caractéristique des coloniaux, la prétendue prospérité est seulement celle des capitalistes étrangers et elle engendre la misère des autochtones.

La subordination de l'économie, sa brutale réorientation en fonction des seuls intérêts de la métropole, provoquent en effet un bouleversement profond de la structure régionale de l'activité économique du pays colonisé.

Economies bouleversées

A la fin du XIX[e] siècle, le café est la base de l'économie porto-ricaine, le sucre ne venant qu'en second lieu : la région de loin la plus active est la partie occidentale des montagnes, région du café. L'annexion américaine a entraîné un essor prodigieux de la canne à sucre qui occupe les meilleurs sols des plaines côtières et des fonds de vallées de l'intérieur de l'île ; elle provoque la déchéance de la montagne productrice de café. En même temps le tabac, négligeable jusqu'ici, prend de l'importance dans la partie orientale de la montagne, qui n'avait pas connu de développement appréciable de l'économie spéculative.

Ainsi, on assiste à une inversion du rôle économique des diverses régions :

---

1. Voir Balbas Capo : *Puerto Rico a los diez anos de americanizacion*. San Juan, 1910.

inversion entre l'ouest de la montagne et les plaines d'une part, entre l'ouest et l'est de la montagne de l'autre.

En Algérie, l'économie pré-coloniale, élaborée tout au long des sept siècles d' « arabisation » qu'a connus le pays, se caractérisait assez simplement par la coexistence de deux types de régions et d'économies pratiquement « fermées » l'une par rapport à l'autre : celle des plaines et celle des montagnes. Les plaines sont essentiellement des terrains de parcours pour les troupeaux, activité principale des occupants arabes à laquelle s'adjoint toutefois une culture itinérante sur brûlis. Les montagnes sont en majeure partie recouvertes de forêts et inhabitées. De petites colonies de Berbères sédentaires se sont installées dans quelques vallées et y ont transporté leurs cultures, leurs plantations et leur petit bétail. Le bouleversement de l'économie par la colonisation française a encore accusé cette opposition de la plaine et de la montagne : les plaines accaparées par la grande exploitation spéculative des colons européens, les montagnes devinrent le refuge de leurs anciens occupants indigènes et sont actuellement surpeuplées et sur-exploitées, complètement défrichées et soumises à une érosion des sols intense.

Là aussi, inversion du rôle économique des régions : les plaines deviennent le domaine de l'agriculture spéculative, les montagnes celui de la surexploitation vivrière.

Mais les formes prises par ces bouleversements économiques dans les deux colonies ne sont pas semblables. Cela tient conjointement aux différences du milieu géographique et aux particularités propres des deux impérialismes dominants.

A Porto-Rico

Le bouleversement économique tient dans la brusque variation de l'importance relative des trois productions insulaires : déchéance du café, instabilité du tabac et spéculation sur le sucre, qui résultent de la substitution des intérêts du vigoureux impérialisme américain à ceux de l'impérialisme espagnol décrépit et, de ce fait, moins exigeant.

La déchéance du café

Le café est la grande culture commerciale de l'île au XIXe siècle. Du milieu à la fin du siècle, les superficies auraient quintuplé. En 1896 Porto-Rico exporte, en valeur, 3 fois plus de café que de sucre ; le caféier occuperait à ce moment une superficie double de celle de la canne à sucre. La récolte du café attire les petites gens de la plaine dans la montagne.

Les Etats-Unis ne songent pas à protéger la culture qui fournit à l'île le plus clair de ses revenus et occupe une part considérable de sa population. Or, les ravages des cyclones rendent particulièrement nécessaires des débouchés stables : seul un marché assuré justifie les frais de remplacement des arbustes perdus. Après le cyclone de 1899 on replante partout ; les exportations, qui avaient été en moyenne de près de 500.000 quintaux de 1892 à 1896, atteignent à nouveau 400.000 quintaux en 1907 et dépassent, à la veille de 1914, 500.000 quintaux.

Mais déjà la politique commerciale intransigeante des Etats-Unis fait surgir des difficultés sur le marché européen. Pour calmer l'île, un Président déclare que la Maison Blanche ne consomme que du café porto-ricain ! Mais un journal

4

de San Juan propose le boycott des produits américains et conseille aux planteurs de café de suivre l'exemple des vignerons du Languedoc.

La première guerre entraîne une crise d'envergure : le marché européen absorbant traditionnellement le café de remarquable qualité, mais cher, comme le Yauco, que produit Porto-Rico, se dérobe de plus en plus tandis que le marché américain reste le domaine du Brésil, ménagé pour des raisons politiques. De 1924 à 1926, les exportations baissent à moins de 250.000 quintaux. Le découragement est tel que de nombreux « cafeteros » abandonnent leur cafetal après le cyclone dévastateur de 1928. Ceux qui le reconstituent doivent s'endetter pour de longues années. La crise accentue la mévente. Il s'y ajoute enfin les destructions du cyclone de 1932. On s'explique que les exportations de 1935-36 ne représentent plus que le vingtième de celles des années précédant l'annexion : 25.000 quintaux. A la veille de la guerre, la production ne suffit même plus à la consommation locale et le traditionnel exportateur de café qu'est Porto-Rico en est réduit à acheter du café dominicain, voir brésilien. En 1949-50, la production ne dépasse pas 250.000 quintaux, la moitié de la quantité exportée autrefois. L'étendue du drame se mesure au fait que Cuba, exportateur de café au milieu du XIXe siècle, puis devenu importateur de café (entre autres porto-ricain) avec l'essor de la canne à sucre, réussit en pleine crise économique à se suffire et même à exporter grâce à une politique nationale de protection et d'organisation commerciale.

Comment réagissent les petits planteurs ruinés et la masse des jibaros, des petits montagnards ? Exceptionnellement, le tabac remplace le caféier ; la hausse du sucre incite à faire de la canne, que l'on doit abandonner après quelques récoltes car, sur des parcelles trop raides, l'érosion en nappe enlève en deux ou trois ans la plus grande partie du sol productif.

Le plus souvent, de pauvres cultures vivrières réclamées par une population qui ne cesse de croître ou de maigres pâturages nourrissant un famélique bétail remplacent le café ; du bois, on tire du charbon vendu dans la plaine. D'une façon générale, le caféier recule à proximité des routes et souvent, en ces années critiques, la construction d'une route signifie la fin du cafetal proche. Les arbres éloignés ne reçoivent plus de soins ; ils ne valent la peine d'être récoltés que si le gouvernement accorde des subventions ; on renonce à remplacer les arbustes trop vieux.

Mais les graves conséquences de la ruine du caféier débordent la région et intéressent l'ensemble de l'île. Le caféier et les légumineuses qui lui donnaient leur ombre s'étaient substitués à la forêt et protégeaient les pentes. Celles-ci dénudées, l'érosion s'en empare ; les éboulements se multiplient et coupent les chemins ; le régime des cours d'eau, courts et rapides, devient plus torrentiel, dans le sud surtout ; l'infiltration des eaux de pluie est réduite et des crues dévastent les vallées à la suite des averses ; les lacs de barrage servant à l'irrigation et à la production d'électricité sont rapidement comblés.

L'instabilité du tabac

Dans la partie orientale de la montagne, la fréquence et l'intensité des cyclones rend impossible la culture du caféier. Avant l'annexion, on faisait du tabac sans grand succès, malgré la venue de spécialistes de Vuelta Abayo ; les meilleures feuilles, produites autour de Cayey, étaient expédiées à Cuba et vendues avec gros bénéfices aux Etats-Unis sous la forme de cigares de la Havane.

L'annexion américaine permet le développement de cette spécialisation. Les capitaux américains, négligeant la production trop aléatoire (la crise économique a fait sombrer la seule tentative de grande plantation), se sont emparés du commerce et de la manufacture du tabac.

Appoint décisif pour une foule de petits propriétaires et de métayers, le tabac ne fournit, du fait des bénéfices des compagnies exportatrices américaines, qu'un revenu instable ; prix et superficies oscillent sans cesse. De 1929 à 1932, les surfaces diminuent des trois quarts : la consommation américaine de cigares baisse subitement au profit de la cigarette. Les planteurs essaient de se défendre en boycottant le commerce. De 1939 à 1942, les superficies triplent, pour tomber à un plus du cinquième seulement l'année suivante ; en 1945, la reprise est rapide. Mais après la guerre, la production est invendable ; les stocks s'accumulent ; la crise est telle que l'on passe au contingentement.

De telles oscillations, favorables à la spéculation, sont une aubaine pour le grand commerce exportateur. Le tout petit producteur domine : sur une vingtaine de milliers de planteurs, la moitié produit moins de 400 livres, un tiers de 400 à 1.000 livres, 12 % seulement de 1.000 à 2.000 livres, 4 % de 2.000 à 3.000 livres, etc. On ne compte que 250 producteurs de 5.000 à 7.000 livres. Ainsi les trois quarts du contingent reviennent à ceux qui n'ont droit qu'à moins de 5.000 livres. Cette pulvérisation de la production est un fait récent : les gros producteurs ont abandonné le tabac pour la canne à sucre plus rémunératrice, toujours protégée.

La spéculation sur le sucre

Tandis que se ruine la partie de la montagne autrefois la plus active, les plaines côtières se couvrent de canne à sucre, notamment celle du Nord, qui devient un immense « canaveral » où l'habitat est refoulé sur les pitons karstiques et les sables des cordons littoraux.

Bien que le sucre ait été au début du XIXe siècle le principal produit d'exportation de l'île, les plantations n'occupaient que des superficies modestes. Dans la seconde moitié du siècle, elles ne résistèrent pas à la concurrence du sucre de betterave. Le taux d'extraction des moulins traditionnels était trop faible et les droits d'entrée grevant les machines gênaient la modernisation. A la place de la canne, des friches et des pâturages s'étendirent ; les voyageurs américains qui sillonnent l'île notent de nombreux moulins abandonnés.

L'annexion crée d'un coup des conditions favorables à l'essor de la canne. Malgré l'opposition des planteurs de betterave, Porto-Rico est incorporé dans le système douanier américain : son sucre est protégé au même titre que celui de la Louisiane. Dès lors, le prix du sucre double et ce que les betteraviers de l'ouest appellent « le trust du sucre » de Nouvelle Angleterre exploite rapidement cette conjoncture. Le petit propriétaire cède à l'attrait des hauts prix qui lui sont offerts et vend sa parcelle, quitte à devenir ensuite ouvrier de plantation. Les petites plantations en déconfiture sont rachetées, fusionnées, agrandies. On en crée de nouvelles dans des régions que la canne n'avait pas encore occupée. Cette mainmise des capitaux de Boston et de New-York sur les meilleures terres de l'île est grandement facilitée par l'ouragan de 1899, fatal à de nombreux petits moulins « marginaux ».

En peu de temps est construit un réseau de puissantes centrales disposant de voies ferrées, réparties d'une façon telle qu'il ne saurait s'établir une concurrence sérieuse entre elles, et qui contrôlent la plus grande partie de la produc-

tion de sucre. L'une de ces centrales dessert dès la première guerre un territoire portant les ruines d'une trentaine de moulins de type traditionnel. Le phéno-mène de la concentration, plus encore que de la transformation de la propriété, est du même ordre que celui, mieux connu, qui se passe alors à Cuba.

Les superficies de canne à sucre montent en flèche. La construction de barrages et d'irrigation dans le Sud, le drainage des sols noirs de mangrove dans le Nord en permettent l'extension. La canne monte à l'assaut des basses collines aux sols profonds et pénètre loin dans la montagne. La production se développe plus rapidement encore, du fait de l'accroissement des rendements : au lieu d'une centaine de milliers de tonnes de sucre en 1900, près de 300.000 en 1908, environ 500.000 vers 1920, et de 1.100.000 à 1.300.000 après la guerre. Un contingente-ment modéré et d'abondantes subventions permettent à l'industrie sucrière de traverser la crise et de rester le fondement de la nouvelle économie porto-ricaine. L'Etat bourgeois aide généreusement les capitalistes coloniaux, tandis que le planteur indigène de café et de tabac se débat dans la crise. Il est vrai que sa misère est le fondement essentiel de la prospérité coloniale.

A la veille de la guerre, la structure de cette industrie sucrière est extrême-ment concentrée : 37 centrales (35 en 1949, dont 30 produisent plus de 10.000 t.) aux mains de 30 propriétaires contrôlent la moitié des superficies de canne et fournissent 60 % de la production. Mais parmi ces 30 propriétaires, 4 compa-gnies possèdent à elles seules 10 centrales, et produisent 45 % du sucre porto-ricain, qu'elles tirent pour les 2/3 de leurs propres plantations. Ensemble, elles exploitent environ 185.000 acres, la participation américaine y dépasse 85 % : la Fajardo Sugar Co., la Central Aguirre Association, l'Eastern Sugar Associa-tion et la Southern Porto-Rico Sugar Co. qui fabrique également du sucre dans la République dominicaine (Central Romana).

Ainsi, la principale production porto-ricaine, celle qui dispose d'un marché sûr, pour laquelle sont exécutés de grands travaux hydrauliques aux frais des contribuables et qui donne les plus gros bénéfices, est largement, à la veille de la guerre, aux mains de compagnies américaines, auxquelles s'est alliée l'aristo-cratie locale. Sous forme de dividendes, une grande partie des bénéfices émigre au lieu de s'investir dans d'autres productions agricoles ou industrielles.

En définitive, à la montagne surpeuplée et qui se ruine, s'oppose la plaine surexploitée, vouée à la grande exploitation spéculative. Tel est l'aboutissement de la colonisation américaine à Porto-Rico.

Tel est également l'aboutissement de la colonisation française en Algérie.

En Algérie

Le développement de la colonisation y a été plus lent qu'à Porto-Rico et la surexploitation spéculative est précédée ici de l'occupation effective des meilleures terres par une importante population coloniale d'origine européenne et de l'éviction brutale de leurs propriétaires indigènes. A la veille de la première guerre mondiale, l'occupation du Tell algérien est pratiquement terminée et commence alors la phase de la grande exploitation des cultures d'exportation (agrumes, vignes, etc.).

L'occupation des terres

L'occupation rapide de toutes les plaines et même des marges bordières des chaînons telliens ne fut possible que par le *refoulement* des tribus arabes qui les parcouraient avec leurs troupeaux et le *cantonnement* de ces tribus et de leurs troupeaux soit vers le sud (Hautes plaines steppiques), soit dans les massifs telliens médians.

Au début, l'armée procéda elle-même aux expropriations et aux évictions. Les officiers décidaient de tout sans transactions préalables :

Nous ne pouvons faire la colonisation européenne, écrivait le général Bugeaud, qu'en spoliant les Arabes quand ils sont propriétaires de la tribu ou en les resserrant quand ils n'ont d'autres titres que ceux de la longue jouissance. Les resserrer équivaut à une spoliation [1].

C'est ainsi qu'en 1861, 211 centres étaient créés et 365.000 ha concédés à des colons (environ 25.000 concessions). C'étaient de grandes concessions individuelles : on visait avant tout à l'occupation plus qu'au peuplement. A partir de 1863, l'occupation des terres prit un essor considérable, un sénatus-consulte confirma la propriété des tribus et des individus et par conséquent l'aliénabilité générale de leurs terres. La voie était dès lors ouverte à la libre spéculation soutenue par la pression exercée par l'administration sur les nouveaux « propriétaires » arabes qui vendirent en masse leur terre contre « compensations » en argent ou en terres dans les montagnes. Ainsi furent délimitées 374 tribus constituées en 656 douars ; la surface soumise à la délimitation était de 5.700.000 ha.

Alors s'ouvrit la période des grandes spéculations sur les terres et des grandes concessions aux Sociétés financières : Sté de l'Habra (24.000 ha), Sté générale algérienne (100.000 ha), etc. Les plus belles forêts de la colonie (plus de 160.000 ha), comprenant tous les massifs de chêne-liège accessibles, sont concédés à une trentaine de bénéficiaires, « dans des conditions qui revenaient à un geste d'abandon » [2].

Dans les trente dernières années du siècle, près de 700.000 ha sont encore concédés. La colonisation s'étend dans le Constantinois, sur les terres séquestrées à la suite des insurrections de 1871 (d'un coup, 500.000 ha), et vers le sud, moins dans un but agricole que pour servir de base à des installations commerciales, à l'exploitation de l'alfa et à l'élevage.

Si aux 1.600.000 ha de la propriété européenne en 1901, on ajoute les 2.700.000 ha de forêts domaniales et communales et les 800.000 ha du Domaine, on voit que les indigènes ont perdu, en une cinquantaine d'années, la jouissance de plus de 5 millions d'ha. Leur nombre faisait en même temps beaucoup plus que doubler.

Il est difficile, écrivait J. Ferry à cette époque, de faire entendre au colon européen qu'il existe d'autres droits que les siens en pays arabe et que l'indigène n'est pas une race taillable et corvéable à merci. Bien rares sont les colons pénétrés de la mission éducatrice et civilisatrice qui appartient à la race supérieure [*sic*], plus rares sont ceux qui croient à une amélioration possible de

---

1. Bugeaud : *Quelques réflexions sur trois questions fondamentales de notre établissement en Afrique*. Paris, 1846, p. 46.
2. P. de Peyerimhoff : *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle* (1871-1895). Alger, 1906, 2 vol.

la race vaincue. Ils la proclament à l'envi incorrigible et non éducable, sans avoir jamais rien tenté cependant depuis trente années pour l'arracher à sa misère morale et intellectuelle.

Ils ne comprennent guère, vis-à-vis de ces trois millions d'hommes, d'autre politique que la *compression*... Avec les années le souvenir des luttes sanglantes s'effacerait ; ce qui le perpétue, ce sont les mesures économiques injustes et mal conçues, les rigueurs du régime forestier, l'expropriation du sol natal, les séquestres qui ne se liquident pas, l'exploitation des douars indigènes par les communes de plein exercice, le poids incessamment accru des impôts et l'arbitraire dans la perception [1].

Mais les colons se crurent assez forts pour ne pas tenir compte de ces conseils de modération et loin de se ralentir, l'évolution que nous venons de résumer se précipita à partir du début du xxe siècle.

La surexploitation spéculative

L'essor de la colonie, si tardif fût-il, se dessina vers la fin du siècle dernier. Du moment que les descendants des vieux pionniers africains, aguerris par leur accoutumance du bled, eurent quelques ressources, que leurs représentants disposèrent du budget de la colonie, que les relations commerciales gagnèrent en régularité et en rapidité entre les ports métropolitains et algériens, que l'outillage agricole et industriel devint moins insuffisant, alors l'évolution se précipita. La cause algérienne était gagnée : *la colonisation fut désormais une affaire heureuse et un bon placement* [2].

Le mécanisme de la colonisation est dès lors comparable à celui d'une pompe aspirante et foulante : à mesure qu'elle se développe, elle attire davantage de colons et de capitaux. De plus en plus, les terres sont accaparées et les Arabes de plus en plus comprimés dans les massifs telliens impropres à la colonisation européenne, mais seule « réserve » où ils puissent transporter leurs cultures et leurs troupeaux sur des espaces restreints conquis sur la forêt.

On a calculé que la forêt algérienne devait couvrir normalement près de 8.000.000 d'ha (taux de boisement = 30 %) avant la colonisation romaine. Les colonisateurs européens ont trouvé cette forêt presque intacte : elle couvrait encore au moins 6.000.000 d'ha, et notamment toutes les chaînes telliennes presque entièrement boisées ; d'immenses espaces qui avaient été mis en culture par les Romains il y a 2.000 ans, étaient à nouveau couverts de forêts. En 1941, la superficie boisée était ramenée à moins de 2.900.000 ha (dont 50 % dans le département de Constantine), et le taux de boisement n'était plus que de 11 %. La colonisation a donc entraîné la destruction de 3.000.000 d'ha de forêt, et sur les 2.900.000 ha qui composent le domaine forestier actuel, les 4/5 au moins ne comportent en réalité que de maigres broussailles.

Une première conséquence de la surexploitation coloniale est donc la destruction de l'économie forestière des chaînes telliennes. Le développement violent et extrêmement rapide d'une intense érosion des sols en résulte dans ces régions où a été cantonnée l'agriculture indigène. De plus, le développement de la colonisation a profondément déséquilibré l'économie agricole algérienne.

La répartition globale des terres cultivées, est actuellement la suivante :

Surfaces appartenant aux colons européens : 2.818.530 ha.
Surfaces appartenant aux indigènes : 10.107.100 ha [3].

---

1. J. Ferry : *Le gouvernement de l'Algérie*. Paris, 1892, pp. 79-82.
2. V. Demontes : *L'Algérie économique*. Paris, 1922.
3. Dont plus de 50 % en terrains de pacage et parcours.

Or la population rurale est approximativement la suivante :

Européens : 200.000.

Indigènes : 7.000.000.

Les exploitants agricoles indigènes, 35 fois plus nombreux que les exploitants européens, ne disposent que de 3,5 fois plus de terres. L'essentiel du problème algérien est là.

Dès que les productions spéculatives (vignes, agrumes) se développent, grâce à l'arrivée des capitaux et aux grands travaux de barrage et d'irrigation, non seulement toutes les terres disponibles sont accaparées par les colons en place, mais encore la concurrence qui se développe sur une grande échelle entre eux, parallèlement au développement de la production, entraîne l'élimination des moins habiles et des moins favorisés, et la concentration des terres en grands domaines entre les mains d'un nombre de plus en plus restreint de propriétaires.

Depuis le début du XXe siècle surtout, deux économies complètement dissociées s'opposent de plus en plus violemment, aspect géographique de la lutte des classes. L'économie des montagnes, où une population indigène surcomprimée (densité double de celle des plaines) a installé ses cultures de céréales (blé dur, orge) et ses troupeaux, ou bien, en Algérie orientale (Kabylie) ses plantations d'arbres fruitiers (figuiers, oliviers) ; économie traditionnelle ne disposant que de très faibles moyens financiers et fondée sur des techniques qui restent archaïques. Et l'économie des plaines, où sont installées les grandes exploitations, essentiellement tournées vers l'exportation.

90 % des 410.000 ha que couvrent les vignes sont aux mains des colons européens, et les 10 % restant appartiennent à de grands propriétaires musulmans « européanisés ». Sur les 14.467.300 hl. récoltés en 1949, 9.030.000 ont été exportés (63 %).

94 % des 2.690.700 qx d'agrumes produits en 1951 viennent des domaines européens. 70 % de cette production est exportée.

Même chose pour les cultures maraîchères. Par exemple les pommes de terre dites de « primeur » parce que récoltées très tôt (de décembre à avril) : 80 % des 1.245.860 qx récoltés en 1951 proviennent des domaines européens, et 80 % de cette production sont exportés.

Par des voies différentes, la colonisation française aboutit donc en Algérie à une situation très comparable à celle de Porto-Rico après cinquante ans de colonisation américaine. La phase d'impérialisme économique et de surexploitation spéculative, que Porto-Rico a subie dès la conquête américaine, a été précédée au XIXe siècle en Algérie de l'occupation du pays par de petits colons qui ont « défriché », « déblayé le terrain ». Mais très vite, la grande exploitation capitaliste s'est organisée en Algérie comme à Porto-Rico, et les résultats ont dès lors été identiques :

1° Destruction de l'économie traditionnelle du pays : déchéance de la culture traditionnelle du café à Porto-Rico ; destruction des forêts en Algérie et éviction des cultures de céréales, des plantations fruitières et des troupeaux qui occupaient les plaines telliennes.

2° Développement d'une production agricole d'exportation : plantations de canne à sucre à Porto-Rico qui envahissent toutes les plaines et détruisent l'équilibre économique de l'île au profit des intérêts coloniaux ; développement des vignes et des cultures d'agrumes et maraîchères (« primeurs ») en Algérie, qui envahissent également les meilleures terres des plaines, et n'alimentent qu'un commerce fructueux pour un petit nombre de gros propriétaires et de spéculateurs.

3° Bouleversement de la structure régionale : opposition de deux économies complètement dissociées : économie coloniale, riche, moderne, disposant de puissants moyens techniques, et s'étalant largement dans les plaines, et économie indigène, misérable, refoulée dans les montagnes et ne disposant que de moyens archaïques. De cette contradiction fondamentale des économies coloniales, il naît toute une série de problèmes sociaux et humains d'une gravité particulière.

Les problèmes sociaux et démographiques

La figure du Kabyle, jeune ou vieux, « marchand de tapis », est désormais bien connue en France, et pleine de « pittoresque ». On ignore le drame social qu'elle cache, ou l'on ferme les yeux sur lui. Tout un quartier à New-York, le « Spanish Harlem », est surpeuplé d'immigrants porto-ricains. Même drame social.

Comme celle de tous les pays musulmans, la population algérienne s'accroît à un rythme très rapide. Evaluée à 2.328.000 en 1856, elle a plus que doublé en 1921 (4.890.800), elle atteint 5.550.000 en 1931, 6.160.700 en 1936, et 7.600.000 en 1948 (plus 67.000 musulmans marocains et tunisiens): L'accroissement annuel est d'environ 130.000 individus par an. A Porto-Rico, la population double également depuis l'annexion américaine : 950.000 en 1899, 1.300.000 en 1920, plus d'un million et demi en 1930, 1.870.000 en 1940, 2.150.000 en 1948.

Le milieu social islamique encourage la natalité par l'ensemble des croyances et des institutions familiales. L'excédent des naissances sur les décès est ainsi très élevé, malgré une mortalité infantile extrêmement forte : en 1949 par exemple, le mouvement de la population a été le suivant :

Naissances vivantes :	259.616
Morts-nés :	2.409
Décès d'enfants de moins de 1 an :	24.748
Décès au total :	112.812
Excédent des naissances :	146.804

A Porto-Rico, le taux de naissances se maintient depuis la fin du XIXe siècle aux environs de 40/1.000, tandis que la mortalité passe de 23,5/1.000 en 1899-1910 à 12/1.000 en 1948. L'accroissement naturel y atteint ainsi une valeur considérable : 19,2/1.000 en 1932, 22/1.000 en 1935, 31,4 en 1947. L'on y assiste ainsi au passage d'une situation démographique de pays jeune, mal équipé en hôpitaux, qui est encore celle d'une grande partie du Brésil ou du Mexique, à une situation exceptionnelle en Amérique latine tropicale : taux de naissances de pays que les démographes américains qualifient d'arriérés, de primitifs, et mortalité globale très faible malgré l'importance de la mortalité infantile [1]. Ainsi Porto-Rico n'a pas adapté le taux des naissances à la diminution de la mortalité : c'est là le grand reproche que lui adressent les démographes américains !

Dans les deux pays cet accroissement démographique qui ne peut trouver

1. En 1942, 93,3/1.000 naissances (40,4/1.000 aux Etats-Unis). En 1942, mortalité maternelle de 41,7/10.000 naissances (5,4/10.000 aux Etats-Unis).

de compensation ni dans un accroissement de la production, du fait de l'occupation des meilleures terres des plaines par les exploitations spéculatives coloniales, ni dans l'industrie, du fait du « Pacte colonial », se traduit par un accroissement de misère et par l'émigration.

Pour expliquer l'émigration massive des Algériens vers la France, on a voulu la mettre sur le compte de « la tendance naturelle au nomadisme des populations algériennes ». Or les émigrants proviennent presque exclusivement des éléments sédentaires de la population indigène (Kabyles, Chaouïas et Berbères arabisés d'Oranie). Ils proviennent surtout des régions les plus pauvres : les massifs montagneux surpeuplés et surexploités. La commune mixte de Fort-National, par exemple, en Kabylie [1], compte une population de 82.833 indigènes sur une superficie de 34.000 ha (dont 20.000 seulement peuvent être cultivés), soit une densité de 245 au km², contre 236 en 1936. En 1948, la récolte de céréales de la commune mixte n'est que de 2.000 qx, dont 80 % d'orge, ce qui ne représente que quelques jours de vivres !

Les céréales qui couvraient, dans toute l'Algérie, 2,8 millions d'ha en 1901, et 3,1 en 1930, reculent très rapidement à partir de ce moment devant les progrès des cultures spéculatives d'exportation (agrumes, vignes, etc...), et n'atteignaient plus en 1946 que 2,1 millions d'ha. En 1951, elles occupent à peine 3 millions d'ha (dont 2,2 aux indigènes). Dès 1935, le Gouvernement général doit lutter contre la famine en prélevant 100.000 qx de blé sur le « stock de sécurité pour le ravitaillement des populations indigènes nécessiteuses » [2]. En 1945, une très mauvaise récolte de céréales provoque une véritable famine dans la population indigène.

On a calculé que chaque année, par suite du simple accroissement de la population, 200.000 qx supplémentaires de céréales sont indispensables. En 1871, chaque indigène disposait de 5 qx par an ; en 1904, il n'avait déjà plus que 4 qx ; en 1940, 2,5 qx, et actuellement, en année de bonne récolte, il n'a même pas 2 qx pour assurer sa subsistance.

La famine devient dès lors chronique et le paysan doit essayer d'aller ailleurs pour vivre. Il quitte la montagne surpeuplée, le douar misérable, aux petites huttes de terre battue et tente de trouver du travail dans les plaines ou dans les villes. Mais les exploitations européennes des plaines n'emploient qu'un sous-prolétariat strictement limité, et généralement pendant une partie seulement de l'année. Le vignoble est le principal débouché : la culture de la vigne nécessite en effet un ouvrier par hectare pendant toute l'année. Le vignoble emploie donc environ 410.000 ouvriers agricoles qui touchent les salaires les plus élevés de l'agriculture algérienne : 250 francs par jour.

Les villes ont également attiré une quantité considérable de miséreux sans travail et sans aucune qualification, et se sont ceinturées d'épouvantables « bidonvilles » ou « villages nègres » (?) où des familles entières vivent parfois du seul travail des enfants qui se font « petits cireurs » ou marchands de journaux. Délinquance juvénile, prostitution, etc... consomment régulièrement la ruine d'une jeunesse perdue.

Le musulman quitte alors non seulement son pays, sa famille, tout le milieu

---

1. P. Demondion : « L'émigration de la commune mixte de Fort-National ».
2. J.-J. Rager : « L'émigration des musulmans algériens en France ». (*Documents Algériens*, déc. 1950).

traditionnel, mais il sort du « Dar-el-Islam », de la vieille terre islamique, et s'exile en France, où il ne pourra jamais trouver une condition pire que celle qu'il connaît dans son pays lorsqu'il se décide à tout laisser et à partir avec quelques centaines de francs en poche et sans contrat de travail.

En 1912, une enquête officielle estimait à 4 ou 5.000 le nombre des Algériens employés en France. Ils travaillaient dans les raffineries, savonneries et docks marseillais et dans les mines du nord, ainsi que dans quelques grandes entreprises parisiennes et sur les chantiers du Métropolitain. La guerre de 1914 provoqua le recrutement ou plus exactement la « réquisition » de 78.000 travailleurs algériens pour remplacer les ouvriers français envoyés au front. La reconstruction attira ensuite des contingents de plus en plus élevés : la seule année 1924 en vit arriver 71.028 ! 100.000 Algériens et 16.000 Marocains sont alors installés en France. Des mesures restrictives sont alors prises et l'émigration se ralentit considérablement. La crise en 1930 frappa durement la main-d'œuvre non qualifiée nord-africaine, et le nombre des retours est très élevé : il n'y a plus que 65.000 ouvriers algériens en France en 1932, 50.000 en 1934 et 32.000 en 1936.

L'émigration s'arrête complètement pendant la guerre, de 1942 à 1945, et l'on a pu dire que la Kabylie ne survécut que grâce au marché noir de l'huile. Au lendemain de la Libération, un gros appel de main-d'œuvre en France pour la reconstruction provoqua un véritable exode des travailleurs algériens : près de 35.000 en 1946, 67.244 en 1947, 80.822 en 1948, 83.757 en 1949. Emigration véritablement anarchique : la plupart de ces chômeurs partaient sans contrats de travail, et sans même savoir que faire ni où aller exactement. La plus grande partie est obligée de revenir : 55.000 retours en 1948, 75.000 en 1949.

La durée de l'émigration est assez variable. L'absence dure 1, 2 ou 4 ans, mais bien que les émigrants soient généralement mariés et pères de famille, ils ne reviennent presque jamais définitivement au pays, où ils ne rentrent que pour de courts séjours et enfin pour y finir leur vie. Ils sont actuellement environ 180.000 en France (chiffre officiel correspondant aux travailleurs inscrits et recensés ; mais le nombre réel des Algériens travaillant en France est très supérieur, peut-être double).

La situation des Porto-Ricains présente des analogies frappantes. Dans les montagnes de l'ouest de l'île, le journalier, occupant une case rudimentaire dans un recoin d'une petite plantation de café, cultivant une parcelle exiguë et médiocre concédée par le propriétaire, ne peut pas davantage subvenir à ses besoins bien élémentaires. Affaibli par la sous-alimentation, souvent miné par l'uncinariasis (hookworm), sujet à la dysenterie qui sévit à la suite du cyclone de 1928, on nous le décrit comme un névrosé [1]. Le travail saisonnier à la tâche dans le « cafetal » qui lui fournissait un appoint indispensable vient à lui manquer. Ainsi, avec la déchéance du café, de nombreuses familles de « jibaros », de montagnards, fuient la montagne surpeuplée pour essayer de s'installer dans la plaine, qui exerce sur eux une grande attraction. Les plantations sucrières, comme les vignobles en Algérie, offrent au journalier un salaire deux fois plus élevé que celui de la montagne, mais le laissent à l'abandon pendant la longue saison morte ou en cas de réduction des superficies imposée par les mesures de contingentements. Les planteurs de canne aiment à recruter des montagnards

1. Cette façon de présenter les choses est typique de la psychologie asservie des pseudo-savants américains : faire croire que le mal est de caractère individuel et peut se guérir par la psychanalyse, afin d'éviter de poser le problème social et économique. Les tentatives de nos colonialistes pour suivre la même voie ne sont pas encore allées aussi loin.

pour maintenir les salaires au plus bas en opposant aux ouvriers des lieux, revendicatifs, une main-d'œuvre qui ne discute pas.

De nombreux montagnards cherchent le salut dans les villes de la côte qui se ceinturent de bidonvilles : slums de Ponce, d'Arecibo, de San Juan (La Perla, Shanghaï, Puerta de Tierra) où, faute de travail, les secours accordés sous le New Deal permettent de végéter. Nous renvoyons à la saisissante description qu'a faite Wenzel Brown des conditions de vie et d'habitat de la population « névrosée » et sous-alimentée des slums de Ponce.

Les plaines sucrières, les régions « prospères » de l'île, posent de redoutables problèmes sociaux. Pour l'ouvrier, les conditions de vie sont différentes de celles qui régnaient dans la petite plantation artisanale. La situation de l' « agregado » est déplorable : sur des sols impropres à la canne, il habite des cabanes d'une ou de deux pièces, parfois bâties sur pilotis, souvent sans cheminée, couvertes de paille puis de tôle. Ce sont là, à peine modifiés par quelques apports modernes, les « poulaillers » dont parle un auteur du XVIIIe siècle. Moins libre que l'agregado de la finca caféière, l'ouvrier des plaines sucrières ne cultive guère pour ses propres besoins ; s'il élève sa hutte sur les terres de la plantation et est ainsi à la merci du propriétaire, la culture lui est fréquemment interdite ; en conséquence, nombreux sont ceux qui ne savent travailler que la canne.

Le revenu de l'agregado est irrégulier ; la saison morte explique son perpétuel endettement. A la liquidation de la plantation Lafayette en 1936, 32 % des ouvriers ne travaillent que de 35 à 38 semaines, 26 % de 31 à 34 semaines. Ne pouvant guère cultiver lui-même, l'agregado consacre le plus clair de son faible revenu à l'alimentation : la même enquête sur la plantation Lafayette montre que 200 familles étudiées dépensent en aliments 5 des 6,75 $ qui représentent leur revenu hebdomadaire moyen. C'est avec un revenu colonial que l'on achète des produits américains renchéris par le droit de pavillon et l'organisation commerciale : riz, haricots secs, qui sont, avec le café et le poisson salé, les bases d'une alimentation déséquilibrée, presque sans légumes verts, souvent sans lait. En 1936, de 860 familles installées à la plantation Lafayette, 40 % ne consomment pas de lait du tout ! Médiocrité de l'habitat et déficiences alimentaires rendent compte de l'état sanitaire de la population des plaines : les enquêtes révèlent partout une forte proportion d'anémiques ; de nombreux individus hébergent des parasites (Ascaris, Tricinis) ; le paludisme s'y ajoute.

Médiocrité de l'habitat, de l'alimentation, de la santé, et par conséquent faible rendement de la main-d'œuvre, ce sont là les éléments sans originalité d'un tableau déjà classique. L'exemple de Porto-Rico montre cependant que l'on aurait tort de ranger le mode de vie de l'ouvrier des plantations sucrières, mode de vie agregado, parmi les survivances : il est dans une large mesure le fait de ce siècle.

Très tôt Porto-Rico a eu recours à l'émigration : au début du siècle, quelques milliers de Porto-Ricains s'en vont travailler dans les plantations de Hawaï. A partir de 1927, ils colonisent Saint-Croix où ils sont aujourd'hui 3.000, le quart de la population, à pratiquer un dumping du travail. Le gros des émigrants se dirige cependant vers les Etats-Unis, New-York en particulier. En 1920, 12.000 Porto-Ricains seulement résident aux Etats-Unis ; en 1930, après les années de prospérité, ils sont plus de 50.000. La crise économique produit un ralentissement du mouvement de migration, de sorte que l'on ne compte encore que 70.000 Porto-Ricains en 1940, dont 90 % à New-York. Au lendemain de la guerre, c'est un véritable rush qui se produit et l'on estime aujourd'hui l'élément porto-ricain à 400.000 individus, dont 325.000 à New-

York (1950). Jusqu'en 1945, 87.000 Porto-Ricains au total avaient émigré ; en 1946, ils sont 39.000 à se rendre aux Etats-Unis, près de 25.000 l'année suivante. Ce courant de migration est rendu possible par l'utilisation d'avions militaires désaffectés, surchargé et naviguant dans des conditions de sécurité douteuses ; ils permettent en 1946 jusqu'à 2.000 arrivées par semaine. On a pu dire à propos de cette immigration par les airs que ce type d'avion était devenu la variante moderne de l'entrepont... [1].

La majorité des immigrants s'entasse dans le quartier porto-ricain de New-York, le « Spanish Harlem », les autres dans certains quartiers de Brooklyn. Ils représentent la dernière venue de ces minorités, à la fois raciales et sociales, qui se recroquevillent sur elles-mêmes. Débarquant sans la moindre formation professionnelle, ignorant souvent l'anglais, s'adaptant difficilement à la vie américaine et au climat new-yorkais, la plupart de ces immigrants constituent un prolétariat instable entassé dans des taudis loués à des taux usuraires, trouvant du travail dans la confection, dans les restaurants, etc.

On s'explique que les Porto-Ricains soient tuberculeux dans une proportion anormalement élevée, que la délinquance juvénile, le trafic des stupéfiants, la prostitution soient développés parmi eux. Noirs ou non, ils sont tous assimilés aux gens de couleur, mais sans avoir de contacts avec les Noirs. L'Office porto-ricain de Washington s'efforce d'expliquer à l'Américain moyen le cas de l'immigrant, présenté comme le dernier des pionniers, qui a l'avion pour « Mayflower », mais qui a cette originalité d'être citoyen américain avant de mettre pied à terre. Le pianiste, le professeur et le militaire qui ont réussi aux Etats-Unis sont mis en épingle, comme l'on ferait d'un joueur nord-africain dans une équipe de football française.

Outre New-York, Chicago (15.000), Bridgeport (4.000), Philadelphie (2.500) et Lorrain (3.000) ont des colonies porto-ricaines ; quelques immigrants ont réussi comme mineurs à Bingham. Une minorité de saisonniers travaille dans les exploitations maraîchères de New-Jersey et de Pensylvanie. En 1926 une tentative d'employer des Porto-Ricains dans la région cotonnière de l'Arizona a échoué. L'expérience a été renouvelée dans des conditions meilleures en 1950 : 5.000 Porto-Ricains transportés par avion ont participé à la récolte de la betterave sucrière dans le Michigan pendant vingt jours.

Comme l'émigration algérienne, l'émigration porto-ricaine est donc largement urbaine ; même situation de minorité raciale et sociale ; même prolétariat instable, férocement exploité et souvent en chômage. Une différence capitale cependant : l'émigration algérienne est masculine, tandis qu'il y a presque autant de femmes que d'hommes qui quittent Porto-Rico ; souvent même, c'est la femme, trouvant plus facilement du travail, qui émigre la première et prépare l'arrivée du reste de la famille. Ainsi s'explique la différence entre le nombre des immigrants et celui des Porto-Ricains résidant aux Etats-Unis. L'Algérien laisse sa famille au village et est prêt à la rejoindre, le Porto-Ricain s'incruste aux Etats-Unis.

(A suivre).

---

1. A.-N.-J. Den Hollander : *Die Emigratie van Puerto Rico naar New-York. Tijdschrift van het kon. ned. aardrijkskg. Genootschap*, 1952, n° 4.

LES JURISTES ET LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

par Joë NORDMANN

Récemment a eu lieu à Vienne une Conférence internationale des juristes pour la défense des libertés démocratiques. Me Joë Nordmann, avocat à la Cour de Paris, secrétaire général de l'Association internationale des Juristes démocrates, y a prononcé un important discours, où il a situé les problèmes des libertés démocratiques, de la lutte pour ces libertés et des entraves qui leur sont apportées, dans le cadre général de la lutte et la victoire des peuples durant la seconde guerre mondiale. Nous sommes heureux de donner ici de très larges extraits de son discours.



LA lutte pour les libertés démocratiques a une tradition, liée pour notre génération à la lutte que les nations du monde entier ont menée contre le fascisme.

La grande coalition des peuples contre l'hitlérisme et le militarisme japonais n'a pas eu seulement pour but d'écraser les agresseurs. Elle a su rétablir la foi de l'humanité dans les droits fondamentaux de l'homme, dans le droit à l'indépendance et à l'égalité de tous les peuples et, par cela même, dans la possibilité de coexistence pacifique des nations.

La tension internationale de ces dernières années ne doit pas nous faire oublier l'union des peuples pour la défense de la démocratie et de la paix contre le fascisme et l'agression.

Or, les conclusions tirées par les peuples de l'expérience de leur lutte commune sont à la base de documents fondamentaux, tant sur le plan international que national : la Charte des Nations Unies, ainsi que d'autres documents internationaux et d'importantes constitutions promulguées tant à l'Ouest qu'à l'Est.

Ces documents expriment la légalité démocratique que nous défendons en commun.

Il s'agit de défendre le droit ainsi créé contre les forces de ceux qui s'engagent à nouveau dans la voie du fascisme et de la guerre.

Ces forces voudraient imposer la révision de la Charte des Nations Unies, la révision des dispositions démocratiques incorporées par exemple dans les nouvelles constitutions de France et d'Italie et dans la loi fondamentale de Bonn. Elles s'emploient à en paralyser l'application et à les rendre caduques : elles ont réussi déjà à introduire dans la législation de nombreux pays des textes d'exception ou un système juridique de type fasciste ; elles présentent comme un anachronisme le principe de la responsabilité pénale des criminels de guerre, en même temps qu'elles réhabilitent en fait et justifient les criminels ; pour faciliter leur travail de désagrégation, elles propagent le nihilisme juridique, l'abandon de toute règle objective.

Il s'agit donc pour nous de nous opposer à la revision des Droits de l'Homme et du Citoyen et du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Il

s'agit de maintenir et de consolider la légalité démocratique, d'en obtenir l'application, de soutenir les exigences des peuples coloniaux privés des droits les plus élémentaires, malgré des promesses solennelles faites au lendemain de la victoire contre l'hitlérisme et le militarisme japonais.

Ainsi le programme de la coalition anti-hitlérienne et les normes juridiques nationales et internationales qui en sont issues nous permettent de trouver dans la diversité des opinions particulières, un langage commun. Les principes auxquels nous sommes tous attachés sont devenus règles de droit. C'est en consolidant et en protégeant ces règles sanctionnées par la volonté commune des nations qu'il nous sera plus facile de contribuer à défendre la liberté et la sécurité des individus et des peuples.

Permettez au Secrétaire Général de l'Association Internationale des Juristes Démocrates, association née au lendemain de la deuxième guerre mondiale, de la rencontre de juristes qui ont pris part à la lutte de leurs peuples contre l'oppression nationale et la suppression de toutes les libertés démocratiques, de se référer encore, à d'autres points de vue, à cette expérience récente.

Je veux parler de la liaison qui existe entre le problème de la défense des libertés démocratiques et les problèmes de l'indépendance nationale et de la coexistence pacifique des nations. La lutte contre le fascisme a rendu ces liens très clairs. Ils sont apparus à ceux-là même des juristes qui n'en avaient pas pris conscience encore.

L'hitlerisme a prouvé que la suppression des libertés démocratiques dans un pays n'est qu'une manifestation d'une politique s'attaquant aux régimes démocratiques dans les autres pays. Il ne s'est pas contenté d'assurer à ses inspirateurs les avantages tirés de la discrimination de certains citoyens en Allemagne et de la liquidation terroriste de la démocratie allemande. Il aspirait à la domination mondiale. Il devait conduire à la guerre, donc à la suppression du droit des nations à vivre en liberté et en sécurité, en même temps qu'au droit de chaque individu à jouir des libertés civiques et de la garantie même de son existence.

Ce problème de la lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationales s'est toujours posé comme un problème aigu et vital pour les nations coloniales et subjuguées. L'hitlérisme a posé ce problème à des nations qui avaient acquis un niveau élevé de développement économique et politique. Dans ces pays également, les juristes patriotes se sont unis aux masses populaires pour défendre à la fois l'indépendance nationale et les libertés démocratiques.

Ces juristes ont compris que la défense de la sûreté personnelle ne se limite pas, comme beaucoup de praticiens étaient portés à le croire, à la protection des droits des inculpés d'infractions de droit commun, mais que les atteintes portées à la légalité par le développement de la discrimination sociale et politique, menacent la liberté de tous les citoyens, quelle que soit leur origine, et les droits de la Nation tout entière.

Ils ont compris que la dépendance politique et économique, la ruine de l'industrie et de l'agriculture — par exemple, l'expropriation de la paysannerie nationale —, l'abaissement du niveau de vie de toute la population, entraînent la dégradation et l'abolition de toutes les libertés démocratiques.

L'expérience du fascisme a montré l'effrayante rapidité avec laquelle les conquêtes les plus certaines de la civilisation pouvaient être remises en cause de la façon la plus totale, les hommes considérés comme des matériaux bruts, réduits à la condition d'esclaves, en attendant que leurs dents, leurs cheveux et leurs os soient récupérés comme des matières premières.

Elle a montré aussi le danger des théories néfastes, échafaudées en particulier par certains juristes, pour faire admettre la révision des garanties des droits de l'homme et du citoyen et du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

« N'examinons pas les choses anciennes, a dit Montesquieu, pour redevenir des anciens, mais pour user de nos propres choses ». Il est évident qu'aujourd'hui comme hier, la défense des libertés démocratiques est inséparable de la défense, du rétablissement ou de la conquête de la souveraineté et de l'indépendance nationales, de la coexistence pacifique des nations, de la détente internationale.

Dans l'Allemagne de l'Ouest l'hitlérisme renaît à son foyer même, que les puissances occupantes ont refusé d'éteindre.

Dans son discours d'hier, le représentant de l'Allemagne a tracé une image saisissante de ses manifestations législatives et judiciaires dans la République Fédérale Allemande : les partis et les organisations démocratiques qui revendiquent l'unité du pays et l'entente avec leurs compatriotes de l'Est, brutalement persécutés, les adversaires de la politique du Gouvernement au pouvoir frappés au moyen de lois d'exception inconstitutionnelles et d'une jurisprudence contraire à la loi ou qui en dénature le sens, le slogan hitlérien « Recht ist was Führer spricht » (le droit est la volonté du chef) remis pratiquement en vigueur.

Des auteurs s'efforcent de persuader les tribunaux qu'ils ont à juger, non sur des faits, mais suivant l'appartenance politique de l'accusé. Ils échafaudent des théories telles que celles de la « conscience égarée » ou des « conflits de devoir » qui ont pour but la réhabilitation de criminels de guerre et la condamnation des gens qualifiés « sans conscience », c'est-à-dire des démocrates et des partisans de la Paix.

Ces théories font écho à l'évolution qui se poursuit aux Etats-Unis et que les juristes attachés à la défense des libertés démocratiques doivent étudier avec la plus vigilante attention.

Aux Etats-Unis, une jurisprudence s'instaure et des lois sont promulguées, proclamant la présomption de culpabilité d'une catégorie de personnes en raison de leurs opinions politiques ou de leur participation à des organisations qui, par une hypocrisie caractéristique de ce système, n'ont pas cessé d'être légales.

La constitution américaine protège formellement la liberté de croyance et d'expression, et le premier amendement interdit de porter atteinte à ce droit fondamental. Mais les tribunaux admettent que la défense de ce principe constitutionnel et des principes de la Charte des Nations Unies met en « danger imminent » l'ordre établi, qu'en se réclamant de la loi, l'on porte atteinte à l'autorité légale.

La loi McCarran-Wood prescrit l'enregistrement des organisations désignées comme communistes par le Procureur Général, et prévoit la possibilité d'arrêter toute personne susceptible à ses yeux de devenir dangereuse et de commettre un crime dans l'avenir.

La pratique fasciste des camps de concentration est ainsi rétablie par la loi américaine. Elle tend à l'être dans la législation de l'Allemagne Fédérale. Elle existe dans un nombre croissant de pays, tout particulièrement dans les pays coloniaux.

L'évolution suivie aux Etats-Unis depuis la loi Taft-Hartley de juin 1947

qui refuse aux syndicalistes supposés membres d'une organisation communiste, toute protection légale, et qui fait entrave à l'exercice du droit de grève, jusqu'à l'arrêté d'avril 1953 permettant de licencier sur le champ un fonctionnaire fédéral suspect d'opinion déloyale montre que la protection des droits syndicaux est étroitement liée à la défense de l'ensemble des libertés démocratiques.

Les pratiques de discrimination, dans presque tous les pays, commencent par des attaques dirigées contre les droits des travailleurs. Ceux-ci, lorsqu'ils défendent leur droit de revendiquer de meilleures conditions d'existence et leur droit de lutter, défendent en même temps les libertés et la dignité de tous les citoyens.

L'exemple de l'Union Sud-Africaine fait apparaître les conséquences légalité démocratique, quelles que soient par ailleurs leurs opinions politiques et sociales, de défendre contre toutes les atteintes les droits des travailleurs.

Ces juristes accueilleront sans doute avec sympathie la décision prise par le 3e Congrès des Syndicats d'élaborer la Charte des Droits Syndicaux des masses travailleuses, et beaucoup seront disposés à collaborer à la préparation de cet important document.

L'exemple de l'Union Sud-Africaine fait apparaître les conséquences extrêmes pouvant être tirées de la discrimination contre la partie la plus exploitée de la population.

Dans l'Union Sud-Africaine, les Noirs et les Indiens ne peuvent être embauchés que comme manœuvres ; l'accès des écoles supérieures et professionnelles, et même des écoles primaires leur est fermé. Il leur est interdit de s'associer en syndicats. Ils sont privés, non seulement du droit de grève, mais même du droit de choisir librement leur domicile, de posséder une propriété foncière, de participer à la vie politique. En vertu notamment de la loi anticommuniste, l'administration peut appliquer la loi martiale, arrêter un citoyen sans mandat judiciaire ; appliquer des lois rétroactives, soumettre à la répression, non seulement les actes mais les intentions et même la lecture de certains livres — ce dernier crime pouvant être retenu à charge comme un acte préparatoire au renversement de l'ordre établi.

Le système de discrimination révélé par cet exemple se retrouve à des degrés divers dans tous les pays coloniaux. Les forces antidémocratiques tentent de l'introduire, dans la mesure du possible, dans tous les pays où elles exercent leur action. Il n'existe pas, entre ce système et ce qu'il est convenu d'appeler le McCarthysme, de différence de nature. Le McCarthysme, s'il n'est pas combattu victorieusement, restreint toujours davantage le groupe bénéficiaire de la protection légale, jusqu'à identifier ce groupe, comme au temps d'Hitler, à celui des détenteurs des grands monopoles et de leurs serviteurs entièrement dévoués et soumis. Le McCarthysme se retourne contre ses propres partisans, et l'on a vu le Président Truman — qui institua en 1947 le « Loyalty Programm » — convoqué lui-même en 1953 pour répondre de son propre loyalisme.

La discrimination ne concerne donc pas seulement les classes et les peuples exploités, mais toutes les classes et tous les peuples.

Et l'on ne rappellera jamais assez que les guerres auxquelles conduit la discrimination des groupes humains et des Nations, apportent à tous d'indicibles souffrances.

Je désirerais ajouter une observation concernant un aspect de droit international des questions que nous abordons.

La protection des libertés démocratiques relève en principe du droit cons-

titutionnel, donc de la compétence interne de chaque Etat. L'individu n'est pas sujet de droit international.

Mais la Charte des Nations Unies appelle à la coopération de tous les Etats dans ce domaine.

Un pacte international des Droits de l'Homme, entre tous les Etats, indépendamment de leur régime politique, en vue de la réalisation des principes ayant force obligatoire en vertu de la Charte des Nations Unies dans l'ensemble du monde civilisé, est aujourd'hui parfaitement réalisable.

La Déclaration Internationale des Droits de l'Homme peut servir de point de départ à l'élaboration d'une telle convention fondée sur la souveraineté et l'égalité de toutes les Nations, sur leur droit à disposer d'elles-mêmes.

Par contre, la Convention sur les Droits de l'Homme, élaborée à Strasbourg par le Conseil de l'Europe, constitue un important recul. Ce projet, relatif à un nombre limité d'Etats, passe sous silence un certain nombre de droits sociaux et politiques, va jusqu'à distinguer dans l'exercice des libertés démocratiques entre les métropoles et les territoires dépendants. Il reflète l'abandon des principes adoptés à San-Francisco par toutes les Nations Unies.

Ces principes, auxquels il convient de revenir et qui doivent être mis en pratique, constituent pour tous les juristes attachés aux libertés démocratiques une base de compréhension et d'action commune.

LES ŒUVRES DE JEUNESSE DE KARL MARX (1840-1844)

par A. CORNU

KARL Marx est devenu hegelien pendant sa première année d'études à l'Université de Berlin en 1837-1838. La philosophie de Hegel dominait alors les esprits captivés par sa grandiose conception du développement organique du monde, qui mettait fin à la conception dualiste, jusqu'alors prédominante, qui séparait, en les opposant l'un à l'autre, la pensée et l'être, l'homme et le monde.

Hegel était parvenu à cette conception organique du monde en partant du problème de l'aliénation qui rend l'homme étranger à son milieu naturel et social. Il résolvait ce problème en considérant que l'homme prend conscience au cours de son développement historique que ce milieu a un caractère rationnel et est de ce fait conforme à sa propre essence, et il ramenait ainsi l'évolution historique à un changement d'attitude de la conscience humaine vis-à-vis de son objet qu'elle considère tout d'abord comme étranger à sa propre nature et qu'elle s'assimile ensuite progressivement, en concevant qu'il est de même essence qu'elle-même.

Ramenant ainsi le développement historique au développement de la conscience, il faisait de l'Esprit l'élément essentiel du monde, réduisant l'ensemble du réel à des concepts qui avaient chez lui un caractère non pas abstrait, mais concret, du fait qu'ils exprimaient l'essence même du réel.

Dans l'élaboration de son système, il partait de la forme religieuse de la conception du monde, dont il donnait une interprétation philosophique.

Remplaçant la notion de Dieu par celle d'Idée Absolue, il montrait comment celle-ci, à l'instar de Dieu qui réalise son essence par la création du monde, parvient à la conscience d'elle-même par l'extériorisation de son essence, qui constitue l'histoire du Monde.

L'évolution historique a de ce fait un caractère essentiellement spirituel ; le développement de l'Esprit, qui, sous la forme de concepts concrets, constitue l'essence du réel, détermine en effet le développement du monde, qui, réduit, pour ce qui est de l'essentiel, à un développement de concepts, prend le caractère d'un développement logique.

Du fait de cette interpénétration de la Logique et de l'Histoire, la Logique prend chez Hegel un caractère profondément différent de celui de la Logique formelle, qui, fondée sur le principe d'identité et adaptée à une conception statique du monde, était impuissante à expliquer le développement de celui-ci.

Pour expliquer ce développement, Hegel faisait appel à une Logique nouvelle, à la dialectique, fondée, à la différence de la Logique formelle, non sur le principe d'identité, mais sur celui de négativité, de contradiction. Par un renversement des valeurs, ce principe prenait, en tant qu'élément moteur du monde, sous la forme d'opposition, de contradiction, une valeur positive, tandis

que l'identité, élément positif de la Logique formelle, prenait, par l'arrêt de tout développement qu'elle implique, un caractère négatif.

Le développement dialectique du Monde, conçu par Hegel sous la forme d'une réalisation progressive de l'Idée absolue, ne comportait en soi aucune limite, étant par principe infini comme cette idée même. Mais Hegel, dont le système définitif se formait sous le régime de la Sainte-Alliance, inclinait de plus en plus à partager les positions réactionnaires de celle-ci. Dans son désir de justifier les institutions prussiennes de son temps, qui répondaient dans leur ensemble à son idéal politique et social, il leur conférait un caractère absolu, en faisant de la religion chrétienne et de l'Etat prussien l'expression définitive et parfaite de l'Idée absolue.

Marx et les Jeunes Hegeliens

Cependant après sa mort la situation politique, économique et sociale devait évoluer rapidement sous les effets de la Révolution de 1830 et de la création en 1834 du Zollverein, qui provoquait un rapide développement industriel et commercial, et son système allait être, de ce fait, progressivement battu en brèche.

L'essor économique et la montée de la bourgeoisie favorisaient le développement du libéralisme, qui trouvait en Prusse sa forme spécifique dans le mouvement Jeune Hegelien, auquel Karl Marx prit une part active. Ce mouvement se forma par une dissociation de l'Ecole hegelienne, qui se divisa en une droite conservatrice, fidèle à la doctrine du maître, et une gauche libérale qui, dans son désir d'adapter la philosophie hegelienne aux aspirations politiques de la bourgeoisie et d'en faire une arme de combat, faisait éclater la contradiction incluse dans cette philosophie entre sa conception du développement dialectique du monde et son système politique réactionnaire. Rejetant ce système, les Hegeliens libéraux, les Jeunes Hegeliens lui opposaient la conception dialectique et révolutionnaire de l'histoire, considérée dans son infini développement.

Comme il n'y avait alors en Prusse ni régime parlementaire, ni partis politiques et que les Jeunes Hegeliens, à la différence des Encyclopédistes français du XVIII[e] siècle, ne trouvaient pas de puissant appui dans la bourgeoisie allemande qui, du fait du développement du prolétariat, manifestait de prime abord des tendances semi-conservatrices, le mouvement Jeune Hegelien prit un caractère essentiellement idéologique. Impuissants à exercer une action politique directe, les Jeunes Hegeliens étaient amenés, dans leur désir de participer au combat en faveur du libéralisme, à concevoir à la manière hegelienne le développement historique comme un mouvement de caractère essentiellement spirituel et à transposer aussi la lutte sur le plan idéologique.

Réduisant la marche de l'histoire au développement de l'Esprit, ils se proposaient d'utiliser la dialectique hegelienne pour la détermination de l'avenir et transformaient à cet effet l'Esprit du Monde de Hegel en une Conscience universelle qui devenait chez eux l'élément moteur de l'histoire.

Contrairement à Hegel, qui avait posé en principe l'union indissoluble de la pensée et de l'être, du sujet et de l'objet, de l'Esprit et du Monde, ils montraient, par un retour à Fichte, comment cette conscience universelle se développe, à la manière du Moi fichtéen, par une opposition constante à la réalité qu'elle crée et qu'elle détruit sans cesse pour s'élever à un degré toujours plus élevé par la création d'une réalité nouvelle et plus haute.

Ce développement qui déterminait celui de l'histoire devait, pensaient-ils, être favorisé par la critique incessante des éléments du réel devenus irrationnels. Faisant ainsi de la critique l'arme politique essentielle, ils considéraient qu'elle devait être alors particulièrement dirigée contre la religion chrétienne et l'Etat prussien, devenus les principaux obstacles au progrès.

Karl Marx qui était avec Fr. Engels un des promoteurs les plus enthousiastes et les plus ardents de ce mouvement, partageait dans leur ensemble les conceptions libérales et idéalistes des Jeunes Hegeliens. Il se séparait cependant d'eux sur un point essentiel. A la différence des autres Jeunes Hegeliens, il était avec Fr. Engels de tendance non simplement libérale, c'est-à-dire spécifiquement bourgeoise, mais démocratique, et se proposait de ce fait de prime abord de lutter non pour le seul libéralisme, c'est-à-dire pour les intérêts de classe de la bourgeoisie, mais pour la démocratie, c'est-à-dire pour l'émancipation effective du peuple tout entier.

Cela l'amenait à ne pas se contenter, comme les autres Jeunes Hegeliens, qui limitaient l'essentiel de leur action à la critique, d'un changement théorique de la situation politique et sociale, mais à lutter pour la transformation effective de celle-ci. C'est ce qui explique le caractère profond de toutes ses œuvres de jeunesse, quel que soit l'aspect apparemment abstrait et éloigné de la réalité présente qu'elles puissent revêtir, et son effort constant pour se libérer de l'idéalisme des Jeunes Hegeliens, qui réduisaient l'action à une activité spirituelle sans portée pratique.

Rupture avec les Jeunes Hegeliens

Cela apparaît déjà dans son premier ouvrage, dans sa thèse de doctorat sur la philosophie de la Nature chez Démocrite et chez Epicure, où il commence à prendre position à la fois contre l'Hegelianisme et contre la philosophie critique des Jeunes Hegeliens dans la question essentielle des rapports entre la pensée et l'être, entre l'homme et le monde extérieur, qui était déterminante pour la conception que l'on devait se faire de l'action.

Dans sa critique d'Epicure, qui pensait que l'homme ne peut accéder à la liberté et la conserver qu'en s'isolant du monde, comme le fait l'atome par la déclinaison, Karl Marx montrait que cette opposition constante au monde, qui constituait également un des éléments fondamentaux des Jeunes Hegeliens, entraîne une séparation entre l'homme et son milieu et que cette séparation, si elle peut donner à l'homme une liberté toute théorique et abstraite, ne lui permet pas d'agir sur le monde pour le transformer et l'amène, du fait qu'il se retranche pratiquement de lui, à s'en faire, comme l'avait montré Hegel, une conception erronée et utopique.

Cette critique permettait à Karl Marx d'accéder à une conception nouvelle de l'histoire, qui le faisait dépasser à la fois Hegel et les Jeunes Hegeliens. Se refusant à opposer d'une manière constante, comme le faisaient ceux-ci par un retour à Fichte, l'esprit à la réalité concrète, l'homme au monde, et à expliquer le développement de l'histoire par cette constante opposition non suivie d'intégration, il pensait, restant en cela fidèle à la conception hegelienne, que le développement de l'histoire ne peut être déterminé que par une dialectique interne, promouvant en même temps la réalité spirituelle et la réalité matérielle.

Mais, à la différence de Hegel qui, en réduisant l'essentiel de l'être à

l'Esprit, faisait de celui-ci l'élément moteur de l'histoire, il montrait comment l'esprit et le monde se développent par une sorte d'interpénétration et d'interaction incessantes, et comment leur développement se conditionne réciproquement. Uni au monde, quand celui-ci a un caractère rationnel, l'esprit forme avec lui une totalité concrète ; lorsque le monde prend au cours de son développement un caractère irrationnel, l'esprit, se séparant du monde, s'oppose à lui sous forme de volonté, pour le transformer, et devient, de ce fait, une totalité abstraite, jusqu'au moment où, le monde reprenant un caractère rationnel, l'esprit s'intègre à nouveau en lui et redevient aussi une totalité concrète.

Cette conception nouvelle du développement historique brisait, comme la philosophie critique, le système politique réactionnaire de Hegel en montrant la nécessité du développement dialectique infini de l'histoire, sans toutefois rompre comme cette philosophie l'union organique de la pensée et de l'être, de l'esprit et du monde, union qui commençait à revêtir chez Marx la forme d'interpénétration et d'interaction.

Cette tendance à prendre vis-à-vis du réel une position concrète et active était déterminée chez lui par la volonté sans cesse accrue de transformer effectivement le régime politique et social d'alors qui le portait, avec Fr. Engels, à la pointe extrême du mouvement Jeune Hegelien et elle devait être renforcée par sa collaboration au grand journal d'opposition libérale, la *Gazette rhénane*, qui paraissait à Cologne.

Son passage de Berlin à Cologne, centre de la région économique la plus développée de l'Allemagne, l'amenait dans un milieu tout différent, où l'on ne traitait plus, comme chez les Jeunes Hegeliens de Berlin, de questions religieuses et politiques considérées d'un point de vue philosophique, mais de questions concrètes de caractère économique et social.

Devenu bientôt, malgré son jeune âge — il n'avait alors que 24 ans — rédacteur en chef de ce journal qu'il devait diriger dans les conditions les plus difficiles et sous le contrôle d'une impitoyable censure, il n'avait plus à débattre de questions théoriques abstraites, mais à mener un incessant combat politique. Il lui apparaissait de plus en plus clairement, au cours de ce combat, que les questions politiques et sociales ne pouvaient pas être résolues, comme il l'avait cru jusqu'alors, d'un point de vue philosophique, essentiellement théorique et que leur solution impliquait une âpre lutte politique, visant à transformer l'Etat, qu'il considérait encore, avec Hegel, comme l'élément déterminant du développement de l'histoire.

Cela devait entraîner sa rupture avec les Jeunes Hegeliens de Berlin qui, contrairement à lui, se retiraient peu à peu du combat politique par crainte de la répression et qui, faisant de la critique une fin en soi, sans portée pratique, inclinaient de plus en plus vers l'individualisme et l'anarchisme.

Ayant à traiter de questions économiques et sociales (lois réprimant les délits forestiers, situation des vignerons de la Moselle), il était d'autre part progressivement amené à considérer, par un dépassement du libéralisme, que la question essentielle n'était ni la question religieuse ni la question politique, mais la question sociale, dont la solution seule pouvait donner satisfaction à ses aspirations démocratiques, et que cette question ne pouvait pas être résolue, comme il l'avait jusqu'alors pensé, sur un plan simplement juridique et politique, mais seulement par une profonde transformation de la société et de l'Etat.

La suppression brutale de la *Gazette Rhénane*, au début de 1843, lui montrait

que l'Etat, qu'il avait considéré jusqu'alors avec Hegel comme l'incarnation de la Raison qui se réalise en lui au cours de son développement, n'avait pas ce caractère rationnel et ne jouait pas ce rôle essentiel dans la marche de l'histoire. Cela devait l'amener à reviser sa conception de l'Etat et des rapports de celui-ci avec la société, qui avait dirigé jusqu'alors son action politique.

Il allait entreprendre cette revision au moment où, à côté du mouvement libéral bourgeois, dont il se détournait, commençaient à se propager en Allemagne les doctrines socialistes et communistes venues de France, qui trouvaient un écho de plus en plus grand dans le prolétariat naissant et dans le milieu artisanal de plus en plus prolétarisé.

La revision de ses conceptions fondamentales ne s'est pas faite en effet pour des raisons essentiellement intellectuelles et de façon linéaire, comme une évolution progressive, mais s'est opérée de manière dialectique, par un changement de plan social, sous l'influence de son passage au communisme, au moment où, cessant de défendre avec le libéralisme les intérêts spécifiques de la bourgeoisie, il commence à prendre la défense des intérêts de classe du prolétariat.

Séjournant en Allemagne et ne participant encore directement à la lutte prolétarienne, Karl Marx devait, comme Fr. Engels, — pour passer d'un libéralisme démocratique inspiré de l'idéal révolutionnaire de Marat et de Robespierre, au communisme, qui, le détournant de l'idéalisme, allait en même temps l'engager dans la voie du matérialisme dialectique et historique, — être aidé par la critique que L. Feuerbach venait de faire de l'idéalisme et de la religion ainsi que des conséquences sociales de celle-ci.

Contrairement aux Jeunes Hegeliens qui avaient donné à l'Esprit de Hegel un caractère subjectif en l'opposant au monde et accentué ainsi l'idéalisme hegelien, Feuerbach, rejetant l'idéalisme, lui avait opposé le matérialisme par un renversement des rapports entre la pensée et l'être. Après avoir dénoncé la tare fondamentale de l'idéalisme qui, séparant l'idée de l'être, fait d'elle une entité pour accorder le primat à l'Esprit, Feuerbach avait analysé le procédé de mystification auquel recourent la religion et l'idéalisme pour justifier ce primat en faisant de l'homme le produit de Dieu ou de l'Idée absolue. Dans *L'essence du christianisme* (1841), Feuerbach avait montré que la religion, par un renversement des rapports entre Dieu et l'homme, fait de l'homme, qui crée Dieu en aliénant en lui les qualités éminentes de l'espèce humaine, le produit de Dieu. Appliquant ensuite les principes de cette critique à une analyse de la philosophie idéaliste, en particulier de la philosophie hegelienne, il montrait dans les *Thèses provisoires pour la réforme de la Philosophie* (1843) comment, par un renversement analogue du sujet et de l'attribut, la philosophie idéaliste fait de l'idée l'élément créateur et régulateur du monde.

Cette critique de l'idéalisme conduisait Feuerbach à une conception matérialiste assez semblable à celle du XVIII[e] siècle et qui avait, comme celle-ci, un caractère non pas historique et dialectique, mais mécaniste. Comme les matérialistes du XVIII[e] siècle, il mettait au premier plan les rapports de l'homme avec son milieu, mais concevait, comme eux, celui-ci moins sous la forme de la société, qui est le véritable milieu de l'homme, que sous la forme de la nature. Faisant de l'homme un produit de la nature et des relations humaines des relations essentiellement naturelles et non des relations sociales, il n'arrivait pas à concevoir l'activité humaine, considérée sous son aspect social, comme lien entre l'homme et son milieu et l'interaction de l'homme et du milieu

comme élément essentiel du développement dialectique de l'histoire, ce qui l'amenait à une conception sentimentale et utopique du monde.

Rejetant le côté mécaniste de ce matérialisme, qui ne tenait pas compte des rapports de l'homme avec la société, Karl Marx ne devait retenir de lui que son principe général, le renversement des rapports entre la conscience et l'être. C'est en s'inspirant de ce principe et des critiques faites par Feuerbach de la religion et de l'idéalisme, qu'il allait résoudre les deux grands problèmes qui se posaient à lui après la suppression de la *Gazette Rhénane*, le problème de l'Etat et celui des rapports de l'Etat avec la société.

Critique de « la Philosophie du Droit »

Il entreprenait à cet effet une critique de *la Philosophie du Droit* de Hegel, dont il avait tiré jusqu'alors l'essentiel de ses conceptions politiques et sociales, et montrait dans cette critique, restée à l'état de manuscrit, que Hegel avait construit sa *Philosophie du Droit* sur le modèle de sa Logique, en faisant de l'Etat, considéré comme incarnation de l'Idée absolue, l'élément créateur et régulateur du Droit. Opérant, à la manière de Feuerbach, un renversement total de la *Philosophie du Droit*, il soutenait que, contrairement à ce que pensait Hegel, l'élément déterminant était non l'Etat, mais la société, et que l'Etat, loin d'avoir la valeur et le caractère absolus que lui prêtait Hegel, était en fait déterminé par l'organisation sociale, par la société.

Analysant de façon détaillée l'Etat prussien d'alors, il montrait que l'Etat sous sa forme moderne, l'Etat politique distinct de la société et opposé à elle, était déterminé dans sa formation et dans ses traits essentiels par la société bourgeoise et jouait vis-à-vis de celle-ci un rôle analogue à celui du ciel vis-à-vis de la terre. Dans la société bourgeoise, disait-il, les hommes vivent de leur vie réelle, qui est individualiste et égoïste, ils mènent dans l'Etat politique une vie collective conforme à leur être véritable, mais de façon illusoire, à la manière dont les hommes qui vivent sur terre de leur vie réelle mènent dans le ciel une existence idéale.

Pour supprimer cette opposition entre la société et l'Etat et, avec elle, la dualité d'existence qui ne permet aux hommes de mener la vie collective, seule conforme à leur vraie nature, que de manière illusoire, il faut, disait Karl Marx, transformer à la fois la société bourgeoise et l'Etat politique, en donnant à la vie sociale un caractère collectif et en conférant à l'Etat ce même caractère de façon non plus illusoire mais réelle.

Dans cette critique de la *Philosophie du Droit* de Hegel, Karl Marx n'accédait pas encore au communisme, mais parvenait seulement à la conception d'une démocratie radicale, qu'il voulait réaliser par des réformes ne dépassant guère en fait le cadre de la démocratie bourgeoise. Cette critique lui permettait cependant de se libérer de l'emprise de Hegel en brisant l'armature de sa *Philosophie du Droit* et d'accéder à une conception nouvelle de l'Etat et de ses rapports avec la société.

Par le renversement de l'idéalisme et le rejet du libéralisme qu'elle impliquait, cette conception lui ouvrait la voie qui allait le mener à une première forme du matérialisme dialectique et historique et du communisme.

Il dépassait en effet sa conception première de l'interaction, qu'il concevait non plus sous la forme d'interaction entre l'esprit et le monde, déterminant

la marche rationnelle de l'histoire, mais sous la forme des rapports entre la société et l'Etat, et le but posé à la transformation de ces rapports était non plus un vague idéal de rationalité et de liberté, mais la réalisation d'un nouveau mode de vie politique et social, permettant aux hommes de mener une vie conforme à leur vraie nature.

Amené, par l'intérêt de plus en plus grand qu'il apportait à l'étude des doctrines socialistes et communistes, à déterminer de façon plus précise ce nouveau mode de vie, il passait alors rapidement de la conception de la démocratie radicale, à laquelle il s'était arrêté à la fin de sa critique de la *Philosophie du Droit*, au Communisme.

Ce passage devait s'effectuer dans les deux articles des *Annales franco-allemandes* publiés en mars 1844 à Paris : *La question juive* et *Introduction à la critique de la Philosophie du Droit de Hegel.*

L'aliénation

Dans ces deux articles, Karl Marx s'inspirait également de L. Feuerbach, non plus des *Thèses provisoires pour la réforme de la philosophie*, où celui-ci avait montré comment la philosophie idéaliste se fonde sur un renversement des rapports entre le sujet et l'attribut, mais des *Principes de la philosophie de l'Avenir* qu'il venait de publier.

Dégageant dans ces *Principes* une doctrine sociale de sa critique de la religion, Feuerbach exposait comment celle-ci, en aliénant en Dieu l'essence de l'homme, les qualités éminentes de l'espèce humaine, isole l'homme de l'espèce et fait de lui, par cet isolement, un individu égoïste. Pour lui rendre sa nature vraie qui est la vie de l'espèce, la vie collective, et lui permettre de vivre en communion avec les autres hommes, il faut, disait Feuerbach, supprimer l'aliénation religieuse qui l'isole de l'espèce et remplacer le mode de vie actuel individualiste et égoïste par un mode de vie collectif. Considérant moins les rapports sociaux que les rapports naturels entre les hommes, Feuerbach aboutissait à une doctrine sentimentale et utopique, à la doctrine de l'« humanisme », qui faisait de l'amour la loi suprême qui devait régler les rapports entre les hommes et régénérer ceux-ci par la suppression de l'égoïsme.

Dans son passage au communisme, Karl Marx partait de la notion feuerbachienne de l'aliénation de l'essence humaine et de la nécessité de supprimer cette aliénation pour réaliser l'émancipation véritable et totale des hommes. Mais considérant, à la différence de L. Feuerbach, non les relations naturelles mais les relations sociales entre les hommes, il rejetait l'humanisme sentimental de Feuerbach, n'en retenant que le principe général, la nécessité de supprimer l'aliénation pour permettre aux hommes de mener une vie collective qui réponde à leur vraie nature.

Mettant au centre de ses conceptions cette notion d'aliénation, il s'attachait, dans ses deux articles des *Annales franco-allemandes*, à montrer le caractère non pas religieux mais social de l'aliénation et les conditions et le mode de sa suppression.

Dans le premier article *La Question juive*, écrit encore en Allemagne pendant l'été 1843, immédiatement après la *Critique de la Philosophie du Droit de Hegel*, il partait de l'opposition qu'il avait établie entre l'Etat politique et la société bourgeoise et montrait comment tous deux tiraient leur origine et

leur caractère de la propriété privée et avaient leur raison d'être dans celle-ci.

La société bourgeoise, disait-il, est caractérisée par le régime de la propriété privée qui fait des hommes des individus isolés, opposés les uns aux autres par la concurrence et la recherche du profit. Dans leur désir de mener une vie collective conforme à leur être véritable, qu'ils ne peuvent réaliser dans la société bourgeoise, ils sont portés à extérioriser et à aliéner leur essence et à réaliser cette existence collective dans l'Etat politique, où ils ne peuvent cependant vivre de cette vie que de façon chimérique et illusoire, comme ils le font, sur le plan religieux, dans le ciel.

De là naît l'opposition entre le bourgeois, c'est-à-dire l'homme réel qui, en tant que membre de la société, vit dans celle-ci d'une vie véritable, et le citoyen, homme idéalisé qui mène dans l'Etat une vie illusoire ; opposition que Karl Marx illustrait par une analyse pénétrante des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Cette étude de la société bourgeoise et de l'Etat politique l'amenait à poser — ce qu'il n'avait pas fait dans sa *Critique de la Philosophie du Droit de Hegel* — la question de l'émancipation totale et effective des hommes, émancipation qui nécessitait que disparût l'aliénation de l'essence humaine dans l'Etat politique, par une transformation de la société qui devait se faire non plus par l'organisation d'une démocratie radicale, mais par l'abolition de la propriété privée.

De même qu'il tirait dans *la Question juive* les conclusions qui découlaient de sa *Critique de la Philosophie du Droit*, il dégageait, dans son deuxième article des *Annales franco-allemandes* : *Introduction à la critique de la Philosophie du Droit de Hegel*, la conclusion impliquée par *la Question juive*, à savoir que l'abolition de la propriété privée ne pourrait être que l'œuvre d'une révolution prolétarienne instaurant le communisme.

Vers le matérialisme historique

Il écrivit cet article à la fin de 1843 et au début de 1844, à Paris où il s'était rendu en octobre 1843 et qui devait jouer dans son développement spirituel, politique et social un rôle beaucoup plus considérable et décisif que ne l'avait fait Cologne. Paris était alors, avec Londres, un des deux grands centres du mouvement prolétarien. Sous l'influence de ce mouvement, auquel il commencera à participer activement, et de l'extraordinaire diffusion de doctrines socialistes et communistes que ce mouvement engendrait, il se libéra rapidement, comme Fr. Engels venait de le faire en Angleterre, des restes de l'idéologie Jeune-Hegelienne, passant d'une conception encore semi-idéaliste à une conception de plus en plus matérialiste du monde et concevant le communisme, non plus, comme il l'avait fait jusqu'alors, sous la forme d'une théorie plus ou moins abstraite, mais comme le but positif et pratique de la lutte de classe du prolétariat, but qui devait être atteint et réalisé par une révolution sociale.

Ce sont ces conceptions nouvelles qu'il exprimait dans son article *Introduction à la critique de la Philosophie du Droit de Hegel*. Complétant sur un nouveau point le renversement de la doctrine idéaliste hegelienne, il montrait que l'élément déterminant dans le développement de l'histoire était, avec le progrès idéologique, lui-même lié à l'évolution économique et sociale, la lutte de

classes qui réalise en fait ce développement. Analysant la situation de l'Allemagne, il considérait que ce qui seul pouvait déterminer le progrès de ce pays, vu son retard sur le plan économique et social, était la critique de la *Philosophie du Droit* de Hegel. Critiquer cette philosophie, qui s'élevait sur le plan idéologique au niveau des nations les plus avancées, équivalait en effet à la critique de la société et de l'Etat bourgeois sous leur forme la plus évoluée. Cette critique, qui devait conclure à la nécessité de transformer la société et l'Etat bourgeois, était à elle seule, à vrai dire, inopérante et devait, si elle ne devait pas rester impuissante et stérile, trouver l'appui de masses capables de la transférer, par leur action, dans les faits. Cet appui, elle allait, disait Marx, le trouver dans le prolétariat révolutionnaire qui, étant exclu de la propriété privée, pouvait seul mettre en œuvre cette critique en abolissant la société bourgeoise pour la remplacer par une société communiste.

Il terminait son article en disant que la révolution sociale émancipatrice naîtrait de l'alliance des penseurs révolutionnaires et du prolétariat.

S'il mettait dans cet article l'accent sur la lutte de classe prolétarienne, faisant ainsi un pas décisif dans la voie qui devait le mener au matérialisme dialectique et historique et au socialisme scientifique, il concevait encore le communisme d'un point de vue plus philosophique et politique qu'économique et social et le prolétariat encore un peu à la manière d'une force antithétique destinée à réaliser le progrès social.

Pour arriver à une notion plus exacte du prolétariat, de la lutte de classes et du communisme, il devait entreprendre, ce qu'il n'avait pas fait jusqu'alors, une analyse précise du fondement de la société bourgeoise, c'est-à-dire du régime de production capitaliste et du développement de celui-ci.

Il devait commencer cette étude dans son manuscrit *Economie politique et Philosophie*, rédigé à Paris en 1844 après la publication des *Annales franco-allemandes*. Ce manuscrit fera l'objet de notre prochain article.

« LE CAPITAL » EST-IL ILLISIBLE ?

par Gilbert BADIA

INAUGURANT le colloque sur Marx et le Marxisme organisé les 24 et 25 mai derniers par *la Pensée*, Marcel Prenant rappelait ce que lui disaient, du temps qu'il était étudiant, des gens aux intentions plus ou moins pures : « N'ouvrez pas *le Capital*, c'est illisible ! »[1].

Je ne suis pas sûr que cette opinion ne soit pas encore largement répandue. Elle s'explique d'ailleurs. Nier que *le Capital* soit une œuvre parfois difficile à lire, que la pensée de Marx soit souvent subtile, compliquée même, serait à tout le moins farder la vérité. La majeure partie de ces difficultés ne tient nullement au style de Marx, mais tient à la complexité des notions qu'il s'efforce d'élucider. La distinction valeur d'usage, valeur d'échange, qu'il éclaire sous une infinité d'aspects, dans de longues et difficiles pages de sa *Contribution à la critique de l'économie politique*, qui devait servir d'introduction au *Capital*, n'est pas quelque chose qui tombe sous le sens, si l'on n'y prête point réflexion. De même pour les métamorphoses de la marchandise, de l'argent, l'analyse du procès de production, etc. Donc le sujet lui-même est complexe. Et en lisant *le Capital*, on mesure mieux encore la profondeur du génie de Marx, qui a su démêler l'entrelacs des phénomènes économiques de son temps, pour parvenir, à travers cet enchevêtrement, jusqu'aux principes moteurs du mode de production capitaliste.

La langue de Marx n'est pas toujours facile. Son souci d'exactitude est tel, qu'il n'avance jamais une idée sans l'assortir aussitôt de précisions, sans la retourner, sans l'éclairer sous toutes ses faces. D'où parfois l'impression lassante qu'il répète presque la même chose. En réalité, si Marx n'avance que lentement dans le maquis des phénomènes économiques, il progresse à pas sûrs. On voit bien que la principale difficulté tient au sujet traité et non à l'auteur, quand Marx passe à l'illustration de sa démonstration abstraite, quand il explique les phénomènes tels qu'ils se présentent dans la réalité historique. Alors la langue elle-même se fait plus alerte ; l'humour de Marx, sa culture encyclopédique — qui vous frappe de stupeur à chaque chapitre du *Capital* — apparaissent dans tout leur éclat.

A ces difficultés objectives, s'en ajoute une autre — majeure — pour le lecteur français : il n'existe pas, il n'existait pas jusqu'ici de traduction valable, sérieuse, scientifique, des deux tiers de la plus importante œuvre de Marx.

Dans quelle édition lire « le Capital » ?

On connaît l'économie générale du *Capital*. Quatre livres. Un seul publié du vivant de Marx, les deux suivants édités par Engels avec la piété et la rigueur scientifique qui lui sont propres, respectivement en 1885 et 1894. Le quatrième

1. *La Pensée*, n° 51, novembre 1953, p. 7.

fut publié (et abrégé) par Kautsky de 1908 à 1910 sous le titre *Théories de la plus-value.* Le premier livre traite du procès de production du capital, le second du procès de circulation (capital fixe et circulant, rotation du capital, etc.), le troisième du procès d'ensemble de la production capitaliste (notamment tranformation de la plus-value en ses diverses formes et en ses divers éléments : étude du profit, de l'intérêt, de la rente foncière, du crédit, du commerce, etc.) (cf. lettre à Engels du 30 avril 1868). Dans le quatrième livre il est question de l'histoire des théories économiques.

Dans une lettre à la femme de son ami Kugelmann (30 nov. 1867), Marx conseillait, pour aborder son œuvre, de commencer par le livre I et dans ce livre par les chapitres 8, 11, 12, 13 et 24 de l'édition allemande, de lecture plus facile, parce qu'ils décrivent, exposent des faits historiques. Ce qui, naturellement, ne saurait dispenser de lire ensuite les développements théoriques.

Au lecteur français, le premier livre n'offre pas de difficulté de langue particulière.

De plus nous avons la certitude qu'il est absolument fidèle à la pensée de Marx, puisque c'est lui-même qui a revu la traduction.

> Les mots qui se trouvent sur la page de titre du *Capital* : « entièrement revisé par l'auteur » ne sont pas une simple phrase, car j'ai eu un travail du diable avec cette traduction,

écrit-il lui-même à Sorge le 21 juin 1872. De fait, Marx ne se borna pas C'est pourtant la seule dont disposaient jusqu'ici les économistes français, qui ici et complétant là. De sorte que sur plusieurs points la traduction française se trouva être plus complète que l'édition allemande, qui lui avait servi de base. C'est cette traduction, dont l'appareil critique a été mis à jour à la lumière des travaux les plus récents, qui a été rééditée par les Editions sociales en 1948 et qui constitue les trois premiers tomes de l'édition complète du *Capital*, dont la publication se poursuit depuis cette date à intervalles réguliers.



Il n'existe qu'une traduction française des trois livres du *Capital*. Elle a été assurée par J. Molitor et publiée chez Alfred Costes en 1926. Tout le monde s'accorde à reconnaître que cette taduction est loin d'être exacte et scrupuleuse. C'est pourtant la seule dont disposaient jusqu'ici les économistes français, qui n'avaient pas la possibilité de se reporter aux éditions critiques en langue étrangère.

Les plus récentes — les plus complètes — sont les éditions de l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou, qui a publié dès 1932 une édition allemande complète, et depuis plusieurs éditions en langue russe, plus riches encore. On mesurera l'immensité du travail accompli quand on saura qu'il ne s'agissait pas seulement d'établir un texte pour lequel on dispose des notes manuscrites de Marx, des diverses éditions, des épreuves corrigées par Engels, etc. Il fallait aussi vérifier des milliers de références, de citations tirées d'ouvrages anglais, français, allemands, etc.

Molitor ne disposait pas de ces éditions, quand il entreprit sa traduction. Mais cela n'explique pas les contre-sens, ni les négligences énormes, qui rendent certains passages de l'édition Costes absolument incompréhensibles. Dans cette

mesure ceux qui disaient à Marcel Prenant que *le Capital* était « illisible » n'avaient point tout à fait tort. Il est vraisemblable cependant que cet adjectif, ils voulaient l'appliquer à l'œuvre de Marx elle-même, et non à la version française.

Les imperfections de l'édition Costes

Nous voudrions maintenant marquer plus en détail les imperfections de l'édition Costes du *Capital*. Nous nous bornerons à en donner quelques échantillons pris essentiellement dans le tome IX de l'édition Costes : chapitre premier (Le prix de revient et le profit), chapitre II (Le taux de profit) et chapitre III (Taux de plus-value et taux de profit), soit les pages 51 à 117 (pages 47 à 89 de l'édition allemande de 1932, Livre III, 1re partie). La démonstration pourrait d'ailleurs être faite à propos de n'importe quel autre chapitre.

L'appareil critique est à peu près inexistant. Une note sur deux manque. Les citations, les renvois aux deux autres livres du *Capital* sont ou bien purement et simplement supprimés, ou bien tronqués, quand il n'y a pas entre plusieurs notes une confusion qui les rend toutes sans intérêt.

Exemple : A la page 59 de l'édition allemande, Marx cite deux extraits du livre de R. Torrens : *An Essay on the Production of Wealth*. Et en note ce titre est suivi de la référence exacte : London, 1821, pages 51-53, p. 349. Un peu plus loin, Marx indique que sur ce point Malthus se réfère à l'autorité de Torrens et on lit en note : Malthus : *Definition in Political Economy*. London, 1853, pp. 70-71. Ce qui donne dans l'édition Costes à la page 70 la note suivante à propos de la première citation : R. Torrens : *An Essay*, etc., London, 1821, pp. 51-53 et 70-71.

Ces erreurs purement matérielles sont extrêmement fréquentes. Il apparaît, en confrontant la traduction de Molitor au texte allemand, que les épreuves d'imprimerie n'ont tout simplement pas été relues, ou qu'elles l'ont été très mal.

Exemple page 62, 5 lignes avant la fin de la page (éd. Costes) : le capital fixe annoncé de 1200 l. st. ; il faut lire le capital fixe avancé (vorgeschossen) ; p. 70 (21e l.) : marchandises fines pour marchandises finies (fertige Ware) ; p. 71 (2e l.) : continuer pour constituer (bilden) ; p. 67 (2e l.) : simplement pour en même temps (gleichzeitig), Molitor devait avoir écrit simultanément ; p. 97 (4e l.) : taux de la valeur pour taux de la plus-value (Mehrwertsrate, p. 76 de l'édition allemande) ; p. 107 (4e l.) invariable au lieu de variable. On mesure facilement qu'une erreur comme celle-ci rende la pensée de l'auteur totalement incompréhensible au lecteur qui ne dispose que du texte français.

Dans le troisième des chapitres que nous considérons, Marx étudie le rapport du taux de profit au taux de plus-value. Il est amené, pour épuiser tous les cas possibles, à faire varier successivement les différents facteurs du problème : pl' (taux de plus-value) c (capital constant) ; v (capital variable), C (capital total). Le profit est désigné par pr, le taux de profit par pr'. Pour comparer deux capitaux, il appellera le premier C et le second C_1 : Tous les facteurs de ce second capital seront désignés en conséquence respectivement par v_1, pl_1, c_1, pr_1, pl'_1 et pr'_1. Marx aboutit à des formules assez compliquées qui établissent, pour chaque cas considéré, les variations du taux de profit. On conçoit l'importance qu'il y a à ne pas confondre deux signes conventionnels ; si pr_1 est remplacé par erreur par pr' ou pl par pl_1, toute la démonstration sera absolument incom-

préhensible. C'est comme si dans une équation on confondait variable et constante, si on mettait x pour y ou x' pour y', etc.

Or, les épreuves n'ayant pas été relues, le cas s'est produit dans l'édition Costes à plusieurs reprises. D'où un mélange épouvantable de signes... qui ne signifient plus rien. On peut poser en principe que la majeure partie des équations de Marx sont ainsi rendues inutilisables et sans intérêt dans la traduction Molitor, dès lors qu'elles comportent un assez grand nombre de termes. Nous n'en donnerons que deux exemples.

P. 97 (je recopie exactement) :

$$pr'_1 : pr'_1 = pl' \frac{v}{C} : pl' \frac{v_1}{C} = v : v_1$$

On voit immédiatement l'erreur, puisque le premier terme de la formule tel qu'il est posé ici devrait être égal à l'unité. Marx a écrit :

$$pr' : pr'_1 = pl' \frac{v}{C} : pl' \frac{v_1}{C} = v : v_1$$

P. 109 (Marx étudie la variation du taux de plus-value) :

Texte Molitor : $pr' : pr'_1 = pl' \frac{v}{C} : pl' \frac{v_1}{C_1}$, ce qui donne

$$pr'_1 = \frac{pl_1}{pl_1} \times \frac{v_1}{v} \times \frac{C}{C_1} \times pr'.$$

Il fallait lire :

$pr' : pr'_1 = pl' \frac{v}{C} : pl'_1 \frac{v_1}{C_1}$, ce qui donne

$$pr'_1 = \frac{pl'_1}{pl'} \times \frac{v_1}{v} \times \frac{C}{C_1} \times pr'.$$

Deux lignes plus loin les confusions se multiplient encore (pl' est variable, $\frac{v}{C}$ constant) :

Texte Molitor : $pr' = pl' \frac{v}{C'}$; $pr'_1 = pl' \frac{v}{1C'}$.

Chez Marx on lit : $pr' = pl' \frac{v}{C}$; $pr'_1 = pl'_1 \frac{v}{C}$.

Inutile de multiplier les citations. Ajoutons simplement que les erreurs de chiffres abondent. Page 102 on lit en haut 8 1/2 pour 8 1/3 (dans la même page en bas pr_1 pour pr'_1), page 64 le texte français indique 480, c'est 580 qu'il fallait lire. Bref le lecteur est arrêté à chaque pas par ces erreurs et ces difficultés matérielles. Celui qui s'obstine ne peut lire ces passages du *Capital* qu'en refaisant lui-même tous les calculs, qu'en récrivant toutes les formules.

Epreuves non relues et termes impropres

Il n'y a pas que des erreurs matérielles. On sait avec quel souci d'exactitude Marx choisit les termes qu'il emploie. Chaque expression a pour lui un sens fort précis et, sous peine de falsifier sa pensée, on ne saurait les prendre l'une pour l'autre. Or, si le lecteur peut déceler facilement un pr' mis pour pr_1,

il n'est pas toujours évident au premier coup d'œil qu'il fallait lire, au lieu de « le prix de la même quantité de travail » (p. 57, ligne 20), « le prix de la même somme de force de travail », ni surtout que (p. 71, 4 lignes avant la fin de la page), « la vente des marchandises au-dessus de leur prix » correspond chez Marx à « la vente des marchandises au-dessus de leur valeur ».

Il suffit parfois d'un simple changement de nombre, d'un pluriel mis à la place d'un singulier, pour introduire une erreur. Marx, étudiant le prix de revient, parle du capital constant, qui entre dans la valeur de la marchandise. Puis il passe au second élément du prix de revient : le capital variable. Molitor écrit : « Il en va tout autrement *des* autres éléments du prix de revient » (p. 56, 2ᵉ par.), là où Marx parlait « du second élément » de ce prix de revient.

Encore un exemple de confusion entre les termes : Au bas de la page 51 du texte allemand on lit : « *die Verwandlung des... Kapitalwerts v in eine fliessende Grösse, also einer konstantenGrösse in eine variable* », ce qui signifie : « la transformation de... la valeur-capital *v* en une grandeur fluide, donc d'une grandeur constante en une grandeur variable », et non pas la transformation « de la valeur-capital *v* en une grandeur circulante », comme l'écrit Molitor (p. 64; 4ᵉ l.). La notion de capital circulant n'a rien à voir ici. Il s'agit uniquement de l'opposition entre grandeur variable et constante.

Traduttore, traditore

La traduction du *Capital* pose les difficultés de toute transposition d'une langue dans une autre. Les deux exigences — presque contradictoires — de toute traduction sont les suivantes : D'abord rester fidèle à la pensée de l'auteur traduit, fidèle jusqu'au scrupule. Il ne s'agit pas d'interpréter mais de traduire, ce qui signifie, pour l'allemand par exemple, rendre jusqu'aux nuances marquées par l'emploi de telle particule choisie par l'auteur de préférence à telle autre. Il convient aussi de rendre le style même de l'écrivain. De calquer, chaque fois que faire se peut, la phrase française sur la phrase étrangère, de tenir compte de l'ordre des mots, etc. Mais, d'autre part, le but de toute traduction est de rendre l'œuvre accessible à un public qui n'entend pas la langue de l'original. Il faut donc faciliter la lecture au maximum, faire en sorte que la traduction ne sente pas l'huile, que le lecteur ne s'aperçoive pas que le texte qu'il lit n'a pas directement été écrit dans sa langue, qu'aucune difficulté syntaxique ne l'arrête, qu'il n'accroche pas sur une tournure lourde ou insolite. C'est la conciliation de ces deux exigences souvent opposées qui fait les bonnes traductions, dont on a des exemples merveilleux, mais rares, comme la traduction des Sonnets de Louise Labbé par R. M. Rilke.

Pour le traducteur de Marx, la tentation est grande de « simplifier » ses phrases. Lui-même ne nous y invite-t-il pas ? Il écrivait à Danielson, le 28 mai 1872, à propos de la traduction du premier livre du *Capital* :

> Quoique l'édition française [...] soit l'œuvre d'un parfait connaisseur des deux langues, Roy a souvent traduit *trop verbalement*. Je me vois donc forcé de récrire des passages entiers en français, pour les rendre accessibles au public français.

Mais on comprend l'écueil qui guette celui qui, sous prétexte de ne pas s'en tenir à une transposition trop littérale, de traducteur se muerait en adaptateur. Kautsky lui aussi avait prétendu faciliter la lecture du *Capital* en allégeant,

récrivant les formules marxistes. Son édition allemande des trois livres (1914, 1926, 1929) est d'un falsificateur. A première vue, il ne semble pas y avoir eu, dans la publication de l'édition Costes, d'intention délibérée de fausser le texte de Marx. Pourtant les erreurs, les omissions, les contre-sens sont parfois si graves qu'on peut se le demander. On est en tout cas bien obligé de penser au dicton italien : traduttore traditore. Traduire ici, c'est trahir.

De la « simplification » à la falsification

Le besoin de simplifier la phrase de Marx hante visiblement Molitor. Le résultat, quelquefois heureux, est le plus souvent déplorable. Ici encore nous nous bornerons à quelques exemples.

Page 66, Molitor écrit :

> Mais, d'autre part, la valeur-capital avancée ne saurait former la plus-value puisqu'elle a été dépensée et constitue par conséquent le prix de revient de la marchandise. A ce titre précisément, elle ne forme qu'un équivalent du capital dépensé. Et elle forme de la plus-value, non pas à cause... etc...

Cela paraît assez clair. Le texte de Marx est cependant beaucoup plus précis. En le serrant de plus près, on obtient :

> Mais d'un autre côté, ce ne peut pas être parce qu'elle a été dépensée, et partant constitue le prix de revient, que la valeur-capital qu'on a avancée, crée la plus-value. Car précisément, si elle constitue le prix de revient de la marchandise, elle ne crée pas de plus-value, mais un simple équivalent, une valeur de remplacement du capital dépensé. Si elle crée de la plus-value, ce n'est pas en sa qualité... etc...

Page 55, simplification et confusion de termes. D'où chez Molitor :

> Supposons que la valeur produite par un ouvrier dans une journée moyenne de travail soit de six heures.

Phrase absurde. La valeur ne s'exprime pas en heures. Marx avait écrit :

> Supposons qu'une somme d'argent de 6 shillings = 6 marks représente la valeur produite en moyenne par un ouvrier dans une journée de travail social.

Mais la simplification peut aller jusqu'au non-sens. Ainsi page 68 :

> Si la marchandise est donc vendue à sa valeur, on réalise un profit égal à l'excédent de la valeur de la marchandise.

Ce qui proprement ne signifie rien. Or Marx avait écrit :

> Par conséquent, si la marchandise est vendue à sa valeur, on réalise un profit égal à la fraction dont cette valeur dépasse [excède] le prix de revient, donc égale à la totalité de la plus-value contenue dans la valeur de la marchandise,

ce qui ne prête à aucune équivoque. Selon Molitor, « la plus-value a pour mesure la valeur du capital total avancé pour sa production » (p. 81). Ce qui est au moins amphibologique. Si l'on entend que la plus-value est égale à ce

capital total, la formule ne tient pas debout, sinon elle est fort obscure. Rétablissons le texte : « Dans l'expression $\frac{pl}{C}$, on rapporte la plus-value à la valeur du capital total avancé, etc. » C'est une évidence, une constatation, une formulation du rapport $\frac{pl}{C}$, tout simplement.

Jusqu'ici nous avons choisi nos exemples exclusivement dans une vingtaine de pages de la traduction du *Capital.* Non que les erreurs cessent ensuite. Mais plutôt pour montrer leur densité. Voici tout un passage emprunté cette fois au tome X de la traduction Molitor (p. 112 ; fin du chapitre sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ; édition allemande, Livre III, 1re partie, p. 293). On lit dans la traduction :

Elle [la production capitaliste] n'est à aucun titre la forme absolue du développement des forces *naturelles* ni de la production de la richesse ; au contraire *il y a parfois conflit.* Ce conflit apparaît en partie dans les crises périodiques qui forcent tels et tels ouvriers à ne plus travailler de leur ancien métier. Il a pour limite le temps *dont les ouvriers ne savent plus que faire*, mais *n'est pas influencé par* l'excédent absolu du temps gagné par la société. *Le développement de la force productive n'a d'importance, dans la mesure où il accroît le surtravail de la classe ouvrière et non pas dans la mesure où il diminue le temps nécessaire à la production matérielle.*

Cette dernière phrase, notons-le tout de suite, est rendue incompréhensible par une omission. Je présume que Molitor avait traduit : « n'a d'importance *que* dans la mesure... ». Mais tel qu'il est, ce texte est bourré d'erreurs, au point de prendre le contre pied de la pensée marxiste. Marx vient de démontrer non qu'il y a *parfois* conflit, mais que les *crises sont inévitables* en régime capitaliste. Il ne parle pas des forces *naturelles*, mais des forces *productives.* Il ne dit pas que les ouvriers *ne savent que faire de leur temps*, et il ne l'a jamais dit. Cette formulation ne peut être le fait que d'un défenseur du système capitaliste, de quelqu'un qui pense qu'il ne faut pas réduire le temps de travail des ouvriers, puisqu'ils ne savent comment occuper leurs loisirs. N'avez-vous pas entendu des formules de ce genre, en 1936, au moment où fut votée la loi sur les congés payés, et depuis lors ?

Marx ne dit pas que le développement de la force productive n'a d'importance que dans la mesure où il accroît le surtravail de la classe ouvrière. Il dit que *pour la production capitaliste*, il en est ainsi. Ce n'est pas tout à fait la même chose, on en conviendra.

Ce passage montre d'évidence que l'édition Costes présente, à côté d'omissions et de négligences, des falsifications caractérisées. Et il n'est pas possible *a priori* d'écarter la pensée que ces falsifications ont été voulues, qu'elles s'expliquent par des préoccupations politiques. Voici le passage précédent traduit aussi fidèlement que possible :

La production capitaliste n'est en aucune manière la forme absolue du développement des forces productives et de la création de richesses ; au contraire elle entre en conflit avec elles à un certain point de son évolution. On a un aperçu partiel de ce conflit dans les crises périodiques qui résultent du fait qu'une partie de la population ouvrière, tantôt ici, tantôt là, se trouve être en excédent dans son ancienne branche. La limite de cette production, c'est le temps excédentaire des ouvriers. L'excédent de temps absolu qui profite à la société ne l'intéresse nullement. Pour elle, le développement de la productivité n'est important que dans la mesure où il augmente le temps de surtravail de la classe ouvrière et non pas où il diminue le temps de travail nécessaire à la production matérielle en général ; ainsi elle est enfermée dans ses contradictions.

On comprend après cet exemple que M. Henri Denis, professeur à la Faculté de Droit de Rennes, ait pu écrire :

> L'unique traduction, en notre langue, des livres II et III du *Capital* est émaillée d'un si grand nombre de grossiers contre-sens qu'elle décourage le lecteur le mieux disposé [1].

Ainsi on serait bien près de donner raison à ceux qui tenaient le *Capital* pour illisible, même s'ils le disaient du texte de Marx (ce qui est faux) et non pas seulement de sa traduction (ce qui est vrai en partie).

Ce qui n'est déjà plus vrai depuis la publication par les Editions sociales d'une nouvelle édition du *Capital*, assurée par une équipe de traducteurs sous la direction d'Emile Bottigelli.

Le quatrième tome, c'est-à-dire la première partie du Livre II, a paru voici plus d'un an. La deuxième partie de ce livre (t. V), qui traite de la production et de la circulation de l'ensemble du capital social, va paraître dans quelques semaines. Il serait présomptueux de prétendre que les traducteurs ont heureusement résolu toutes les difficultés : il faudrait être à la fois germaniste, philosophe, économiste pour se mouvoir avec une aisance totale dans la pensée de Marx. Au moins la traduction nouvelle offre-t-elle cet avantage d'être un outil de travail sérieux, scientifique. Le texte est pourvu d'un appareil critique abondant. Le lecteur français bénéficie de l'immense travail accompli depuis plusieurs décades par l'Institut Marx-Engels-Lénine sur ce sujet. Ce 5e tome notamment est pourvu d'un index fort important qui facilitera les recherches des économistes.



Faut-il redire encore une fois en conclusion que *le Capital*, malgré la rigueur et la profondeur de son analyse, n'est nullement une œuvre réservée à des spécialistes ? Ni aux seuls économistes ?

A la fin de la préface de l'édition populaire allemande (sur la base de l'édition de l'Institut Marx-Engels-Lénine), V. Adoratski écrit, pour caractériser *le Capital* :

> Sans aucun doute c'est l'œuvre la plus profonde et la plus révolutionnaire de la littérature mondiale. Il fait connaître aux prolétaires de notre temps les découvertes de Marx, bouleversant l'ordre établi ; il met à leur portée les ultimes résultats d'une évolution millénaire de la science ; il leur fournit un manuel de dialectique matérialiste, de la conception matérialiste de l'histoire en général et de l'application de cette théorie au système capitaliste en particulier. Mais son but n'est point de faire du lecteur un érudit, un rat de bibliothèque, qui s'adonnerait à la science pour l'amour de la science ou pour son propre plaisir. Le lecteur du *Capital* ne doit jamais oublier que le marxisme commande *de lier la théorie à la pratique* et que c'est à la pratique révolutionnaire que revient la *première* place. La lecture du *Capital* ne saurait être, pour l'ouvrier révolutionnaire, une fin en soi. Elle doit l'inciter à agir, à lutter pour le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme.

---

1. Préface à *La conception marxiste du Capital*, de Jean Bénard, Sedes, Paris, 1952.

TROIS OUVRAGES DE GEORG LUKACZ

LE ROMAN EST UNE ÉPOPÉE

par Joël LEFEBVRE

LE lecteur français connaît déjà du philosophe hongrois Georg Lukacz la *Brève histoire de la littérature allemande* et *Gœthe et son époque*. Ces essais ont aidé bon nombre d'étudiants à estimer à sa véritable valeur le fatras de la critique bourgeoise allemande et à jeter par-dessus bord certaines mystifications savamment entretenues ; ils leur ont donné une vue plus juste, une vue progressiste de la civilisation et de la littérature allemandes.

Trois œuvres de Lukacz, écrites directement en allemand, ont été publiées en ces dernières années dans la République démocratique allemande [1]. Elles constituent, étayée par l'immense culture de l'auteur, une contribution importante à la critique marxiste de la littérature. Sans doute ne peut-il être question ici que d'esquisser en les résumant quelques-unes des idées de Lukacz. Il ne peut s'agir ni de les exposer dans la richesse de leur argumentation ni de les discuter et d'examiner à fond dans quelle mesure la méthode de Lukacz répond aux exigences du matérialisme dialectique. Mais les suggestions qu'il apporte sont assez riches pour mériter notre attention.



Sans doute est-il important de signaler dès l'abord que la plupart des chapitres de ces trois ouvrages ont été écrits avant 1939 : les plus anciens remontent à 1934, les plus récents sont de 1949-51 et traitent de la littérature soviétique. Car le propos de Lukacz n'est point tant l'examen critique du passé littéraire de la bourgeoisie que de montrer comment le réalisme soviétique, et plus généralement le réalisme socialiste, peut, en unissant les meilleures traditions esthétiques bourgeoises à la connaissance approfondie du réel fournie par le matérialisme dialectique, représenter pour nous la phase ultime et supérieure de toute l'évolution littéraire. Ce sont donc, en dernier ressort, les 250 pages consacrées à la littérature soviétique qui viennent éclairer toute l'œuvre antérieure du critique et la situer dans son véritable sens. Lukacz déclare dans l'introduction à *Balzac* :

> Le but de l'humanisme prolétarien est l'homme intégral, la reconstitution de la totalité de l'existence humaine, le dépassement réel, dans la pratique, de la mutilation et du morcellement de cette existence, provoqués par une société divisée en classes [2].

C'est à la lumière de cette conception de l'homme qu'il étudie les œuvres des grands réalistes, reflet direct des problèmes posés par les formes capita-

---

1. *Balzac et le réalisme français*, Edition Aufbau, 1951 ; *le Réalisme russe dans la littérature mondiale*, Aufbau, 1951 ; *Réalistes allemands du XIXe siècle*, Aufbau, 1952.
2. *Balzac et le Réalisme français*, p. 7.

listes de la vie ou même tentatives de dépassement de ces formes sur le plan de l'art.

L'évolution à son point d'achèvement jette une lumière rétrospective sur sa propre origine [1].

Ces trois livres déroulent devant le lecteur tout le processus de l'évolution littéraire de la société capitaliste depuis l'époque de la Révolution de 1789. Le roman réaliste est, selon Lukacz, l'expression littéraire spécifique de l'époque capitaliste, il est le prolongement de l'ancienne épopée, il est l'épopée de l'époque bourgeoise. Les grands réalistes ont tous cherché à intégrer à leur œuvre cette « Totalität der Objekte » par quoi Hegel définit l'essence du poème épique. Et s'ils ont pu saisir le réel sous ses aspects les plus divers et la vie sociale de l'homme dans toute son ampleur, en montrant la racine sociale des conflits psychologiques, c'est qu'aux débuts du capitalisme, le romancier vivait pleinement (miterleben) la vie de son temps (Goethe, Stendhal, Balzac, nous rappelle Lukacz, ont été mêlés directement aux événements politiques et sociaux) et pouvait donc saisir l'infinie multiplicité des interférences dialectiques pour parvenir jusqu'à l'essence des phénomènes. Cette condition objective du réalisme, jointe à la sincérité absolue du romancier — condition subjective —, nous fait entrevoir, à travers les personnages *typiques*, les rapports réels des classes en présence à l'époque considérée. C'est l'existence du *type* qui définit le grand réalisme bourgeois.

Mais par suite de l'emprise de plus en plus profonde du capitalisme sur la vie, l'écrivain perd cette situation privilégiée qui lui permettait de lever le voile trompeur des apparences. Le problème capital de l'esthétique du réalisme est alors de savoir si le romancier « nagera contre le courant » (l'expression est de Lukacz) ou se laissera porter par l'évolution : Stendhal regrette l'époque « héroïque » de la bourgeoisie — idéologie des Lumières, guerres révolutionnaires et napoléoniennes — ; Balzac conçoit le caractère nécessaire, inévitable du processus, mais s'accroche à l'idéologie de la féodalité terrienne. Plus l'évolution se précise, et plus se creuse chez les romanciers l'écart entre la réalité prosaïque et l'utopie. Le thème essentiel devient alors la résignation, le renoncement à une réalisation totale des talents individuels : Balzac (*les Illusions perdues*), Flaubert (*l'Education sentimentale*), Gottfried Keller (*Henri le Vert*) ont pris pour centre de leurs romans ce thème du renoncement déjà annoncé par Goethe dans le sous-titre des *Années de voyage de Wilhelm Meister*.

L'échec des révolutions de 1848 marque une nouvelle étape et le début d'une décadence. Le romancier devient un écrivain en chambre. Coupé de la vie, il perd le sens des racines sociales de l'homme. Ne vivant plus son temps, il prend pour idéal l'impassibilité conçue comme condition de la recherche du beau (Flaubert). Il se trouve déjà sur la pente fatale qui conduit au naturalisme : les formes nouvelles de la vie entraînent l'apparition d'un style nouveau ; les êtres et les objets ne sont plus saisis dans leurs interactions dialectiques ; le romancier naturaliste ne décrit plus que ce qu'il voit devant lui, et remplace la recherche en profondeur par l'accumulation des *détails* (le « mauvais infini » de la description naturaliste, contre lequel Lukacz déploie toutes les ressources de sa verve polémique) ; la nature devient un décor, et la société un « milieu ». Le général ne se reflète plus dans le singulier ; la totalité épique, si elle existe encore, car elle est de plus en plus difficile à appréhender, se trouve séparée du

1. *Le Réalisme russe dans la littérature mondiale*, p. 47.

destin individuel des personnages. C'est la fin du *type* du grand réalisme. Tout comme son créateur, le personnage se confine dans sa vie privée et dans ses problèmes individuels : le héros du roman naturaliste est un *homme moyen* (durchschnittlich).

Lukacz résume ainsi les aspects négatifs du réalisme de l'Europe de l'Ouest après 1848 :

Premièrement, le mouvement réel, dramatique et épique, des événements sociaux disparaît. Des personnages « privés », isolés, réduits à un petit nombre de traits, se meuvent au centre d'un décor sans vie, d'un milieu décrit avec virtuosité. Deuxième point : les rapports réels des hommes entre eux, les conditions sociales qui déterminent, sans qu'ils en aient conscience, leurs actions, leurs pensées, et leur sensibilité, s'appauvrissent de plus en plus. On pousse alors au premier plan, avec une ironie courroucée ou sentimentale, cette pauvreté de la vie, ou bien on remplace ces rapports sociaux réels par des symboles exsangues, figés et bouffis de lyrisme. Troisième point (qui découle directement des deux précédents) : les détails minutieusement observés et reproduits avec virtuosité dispensent de faire ressortir les traits essentiels de la réalité sociale, des transformations de la personnalité humaine dans le processus d'évolution de la société [1].

De cet éclatement du grand réalisme sortiront les formes diverses de la « décadence » : naturalisme donc, mais aussi subjectivisme, psychologisme, symbolisme... Lukacz revient sans cesse sur ces problèmes d'esthétique posés par ce qu'il appelle le « monde achevé du capitalisme », « le nivellement capitaliste de la vie ». Gottfried Keller est l'un de ceux qui furent assez lucides pour pressentir le début d'une littérature de l' « humour » désabusé. D'une manière générale, l'incapacité de créer des *types* marque la fin du réalisme.

Il est d'ailleurs évident que ce phénomène, étant donné l'inégalité de développement des Etats capitalistes, ne se produit pas simultanément dans tous les pays. Après l'Angleterre, la France fut la première à créer son réalisme propre. L'Allemagne par contre persistait dans son retard économique. Marx dit des Allemands :

Nous sommes les contemporains philosophiques de l'époque présente sans en être les contemporains historiques [2] ;

et encore :

Un beau matin, l'Allemagne se trouvera au niveau de la décadence européenne avant de s'être jamais trouvée sur le plan de l'émancipation de l'Europe [3].

Bref, la bourgeoisie allemande était pratiquement inexistante en tant que force économique et sociale. Lukacz montre les conséquences de ce fait pour le romancier :

La vie allemande ne fournissait pas une matière appropriée à une grande œuvre épique [4].

C'est seulement après 1830 que commencent à apparaître les linéaments d'un réalisme spécifiquement allemand (Heine-Immermann). Encore la défaite de la démocratie en 1848 va-t-elle couper court à ces efforts, de sorte que le seul grand réaliste de langue allemande sera un Suisse : Gottfried Keller.

---

1. *Le réalisme russe*, p. 169.
2. Cité dans l'Introduction aux *Réalistes allemands*, p. 6.
3. *Ibid.*, p. 7.
4. *Ibid.*, p. 9.

Son œuvre témoigne de ce qu'aurait pu devenir la littérature allemande si la révolution démocratique de 1848 avait vaincu. Cette victoire aurait signifié la fin des maladies idéologiques de la pensée allemande et, du même coup, de celle de la littérature [1].

Le décalage de la Russie par rapport au réalisme occidental est encore plus grand. Mais il explique comment Tolstoï a pu s'élever à la hauteur des grands classiques du réalisme, à une époque où le réalisme lui-même entre en pleine décomposition. C'est seulement dans la deuxième partie du siècle que l'empire tsariste se transforme en un Etat capitaliste, avec ses formes spécifiques, et que commencent à se poser les problèmes déjà « figés » en Europe occidentale. Les romanciers de l'Ouest voient alors en Tolstoï l'incarnation actuelle d'un idéal depuis longtemps perdu pour eux. D'où son influence.

Ces décalages historiques sont pour Lukacz l'occasion de comparaisons multiples et brillantes entre les auteurs des différentes nationalités : Pouchkine et Manzoni — Pouchkine et Büchner — Balzac et Dickens — Balzac et Goethe (Méphisto et Vautrin) — Raabe et Dickens — Fontane et Thackeray — Fontane et Ibsen — Keller et Gorki — Dobrolioubov et Diderot — Tchernichevski et Heine (et d'autres encore, à l'intérieur de chaque littérature nationale : Balzac et Stendhal, Diderot et Balzac : *le Neveu de Rameau* et *les Illusions perdues*) — Zola et Victor Hugo — Beck et Tolstoï (*la Chaussée de Volokholamsk* et *Guerre et Paix*). Motivées par la méthode critique générale et constamment rattachées au terrain social particulier à chaque œuvre, ces parallèles perdent le caractère de jeu gratuit qu'ont souvent les exercices comparatistes, et permettent de situer avec précision les formes et les contenus respectifs des romans étudiés.

En somme, ces trois ouvrages de Lukacz constituent le premier essai marxiste d'histoire de la littérature européenne, du moins à notre connaissance.



Il est également possible de discerner, dans la foule des matériaux fournis par Lukacz, les fondements possibles d'une théorie générale marxiste de l'œuvre littéraire. Celle-ci se définit par l'unité de la forme et du contenu, avec l'accent mis sur ce dernier.

La forme n'est qu'un moyen du contenu [2]. Les particularités de la forme sont déterminées par celles du contenu.

Lukacz nous montre comment chaque genre, chaque style, chaque forme d'expression — roman, drame ou nouvelle — répondent à des problèmes nouveaux posés par la matière traitée. Le romancier manie les moyens d'expression et agence son œuvre non en vertu d'un quelconque libre arbitre, ni à la suite d'influences qu'on ne s'expliquerait pas bien, mais pour répondre aux nécessités de son objet. D'où il résulte qu'il n'y a pas d'histoire indépendante des formes littéraires.

Ainsi, le grand roman bourgeois est l'héritier de l'épopée antique. La richesse du contenu social et l'évidence — relative — des interactions permettent encore au romancier, en approfondissant le cas individuel, d'atteindre la loi générale d'évolution.

1. *Ibid.*, p. 13.
2. *Le Réalisme russe*, p. 522.

Les anciens romans étaient des faisceaux plus ou moins lâches d'aventures, ou même des enchaînements de faits à caractère de nouvelles, dont la cohérence provenait de l'unité des personnages principaux et du problème central. C'est seulement lorsque les lois de l'existence sociale deviennent si évidentes que chacun doit s'y heurter dans les événements les plus courants de la vie quotidienne, qu'apparaît ce reflet poétique dont l'expression littéraire est la concentration rigoureuse, l'action cohérente du roman. Chez Balzac, l'expérience de cette nécessité historique cohérente du développement social est si profonde qu'il se trouve conduit à adopter la forme du cycle romanesque, du récit monumental, dans lequel l'ensemble des lois achève de pénétrer l'infinie diversité des destins individuels [1].

De plus, le caractère aigu des contradictions sociales encore facilement perceptibles amène nécessairement l'auteur à donner à chaque « nouvelle » constituant le cycle un caractère dramatique, de sorte que *la Comédie Humaine*, englobant tous les autres genres, est l'expression la plus complète du réalisme.

Par suite de la difficulté croissante de l'appréhension du réel, à mesure que s'accroît la décomposition de la société qui renforce le caractère contingent des faits individuels [2], la nouvelle tend à prendre une existence indépendante : l'Allemagne, par exemple, qui n'a pu créer un style romanesque, adopte cette forme d'expression comme position de repli. Par contre, Tolstoï, qui se trouve en présence des luttes de classes d'une époque pré-révolutionnaire, est en mesure de retrouver — mutatis mutandis — le caractère épique qu'avait à l'origine le roman, et cela après la période d'éclatement qui caractérise le XIXe siècle. De même Gorki, s'il adopte la nouvelle comme point de départ, dépasse cette limitation et retrouve (*l'Œuvre des Artamonov*), malgré les difficultés du contenu, la totalité épique primitive.

Cette restauration se poursuit dans le roman soviétique à partir du *Don paisible* de Cholokov : Le roman soviétique, dont les thèmes sont tirés des grands événements historiques contemporains, des luttes de classe, de la guerre civile, et plus récemment, de l'édification du socialisme, tend vers l'épopée dans sa structure générale. C'est, une fois de plus, la société dans laquelle naît l'artiste, qui lui fait ou non la « tête épique ».

En outre, le roman soviétique réintroduit le personnage du *héros positif*, caractéristique de l'ancienne épopée. Ce héros n'est plus le personnage contradictoire et tragique du roman bourgeois, mais l'homme soviétique, le communiste. Le roman ne nous présente plus sa recherche et ses hésitations, il développe ses qualités humaines au contact de l'expérience. Cet élément nouveau va de pair avec la résurrection littéraire du *type*. Sur ce point, les conclusions de Lukacz concordent avec la définition que Malenkov a donnée de ce concept esthétique :

Le typique n'est pas seulement ce que l'on rencontre le plus fréquemment, c'est ce qui exprime avec le plus de plénitude et de relief l'essence même d'une force sociale donnée. Le typique, ainsi que le comprend le marxisme-léninisme, n'est nullement une sorte de moyenne statistique... Une exagération voulue, une présentation plus aiguë de l'image n'excluent pas son caractère typique [3].

Cette affirmation du typique, ainsi que la forme épique nouvelle du réalisme socialiste, s'opposent à la désagrégation du contenu en une collection d'instantanés que nous proposent les diverses tendances naturalistes.

---

1. *Réalistes allemands*, p. 188.
2. Citation de Marx. *Ibid.*, p. 274.
3. MALENKOV : Rapport au XIXe Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S.



Il est impossible de rendre compte de toutes les vues originales de Lukacz et de citer tout ce qui mériterait de l'être dans ces trois livres. Nous avons seulement tenté de présenter un résumé des fils directeurs de son étude, qui compte près de mille pages pour les trois volumes. Mais il est temps de retrouver le concret en prenant des exemples.

Le roman de Balzac *les Paysans* est le théâtre de cette « victoire du réalisme » dont parle Engels, et qui conduit le romancier à dévoiler le réel avec beaucoup plus d'exactitude que ne le voudrait son idéologie personnelle. Le sujet, c'est la « tragédie de la propriété parcellaire paysanne »[1]. Balzac a saisi de façon extraordinairement précise la dialectique du processus économique de morcellement des terres après 1789, alors que son propre idéal politique était un compromis de classes entre la grande propriété foncière et le capitalisme[2]. L'utopie balzacienne, ce fut d'abord — dans *le Curé de village* et *le Médecin de campagne* — de vouloir transposer en France les lois de l'évolution bourgeoise de l'Angleterre. Mais le caractère atypique des héros de ces deux romans montre qu'il ne croyait pas à la réalisation de ces rêves. Dans *les Paysans*, par contre, il décrit les rapports de forces réellement existants à la campagne. Les trois éléments du triangle : grande propriété, paysannerie parcellaire, capitalisme usuraire, sont indissolublement liés l'un à l'autre et en même temps en lutte constante. La parcelle, centre du roman, est prise entre deux feux : en se libérant des grands propriétaires, le petit paysan doit choisir entre sa disparition ou l'exploitation par la classe naissante, les capitalistes. Tragédie de la petite propriété, mais en même temps élégie balzacienne sur la disparition nécessaire de l'aristocratie foncière.

Ces thèmes forment d'ailleurs le tissu de toute *la Comédie Humaine* :

> La conception grandiose de *la Comédie Humaine* repose sur cette compréhension profonde de l'unité de cette évolution. Révolution, Empire, Restauration, Monarchie de Juillet, Balzac voit dans tout cela les étapes d'un processus unique et contradictoire : l'évolution de la France vers le capital[3].
>
> Les forces sociales ne sont jamais chez Balzac des monstres fantastiques, romantiques, des symboles dépassant l'homme, comme chez Zola[4].
>
> Le fondement du réalisme balzacien est la constante mise à nu de la réalité sociale, base de la conscience[5]...

Les formes de sensibilité, l'idéologie des personnages sont fonctions de leur appartenance à une classe (Gobseck, Grandet, Rigoux). Le roman de Balzac est le reflet direct de la réalité objective ; il est une science du concret.

Cette marche vers le capital détruit les illusions héroïques de la période antérieure et atteint la vie de l'esprit. Le talent devient une marchandise, un objet de spéculation. Le destin de Lucien de Rubempré dans *les Illusions Perdues* exprime cette destruction de la culture par le capitalisme et fait de ce livre le grand roman du renoncement social au XIXe siècle (« Etre un coquin ou être un imbécile », dit Vautrin). Il inaugure en outre la série française des romans d'éducation prenant pour thème l'individu à la recherche de lui-même dans la société capitaliste (Hegel, dans un passage cité à la p. 208 des *Réalistes Allemands*, avait

---

1. Balzac, p. 19.
2. *Ibid.*, p. 20.
3. *Ibid.*, p. 39.
4. *Ibid.*, p. 40.
5. *Ibid.*, p. 41.

déjà vu que ce serait là le caractère commun à toute la production romanesque de la période qu'il voyait poindre).

C'est donc en Balzac que culmine — et Lukacz insiste sur ce point — tout le développement de la littérature réaliste bourgeoise. Les comparaisons qu'il établit avec Stendhal, Flaubert ou Zola n'ont pour but que de préciser les différents aspects de la méthode balzacienne. Après elle, il ne peut y avoir que la décadence. Ainsi, les douze pages consacrées à Zola sont l'analyse de cette dégradation de la méthode réaliste :

[Les grands réalistes] vivaient à une époque où l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat, centre de tout le mouvement social, n'occupait pas encore de façon manifeste le premier plan de la scène historique. Ils pouvaient donc dévoiler complètement et faire entrer sans ménagements dans leurs œuvres les contradictions profondes de la société bourgeoise. Par contre, cette manière directe, cette profondeur de la critique sociale auraient nécessairement conduit leurs successeurs à une rupture totale avec leur classe [1].

La méthode qu'élabore Zola est donc une sorte de position de repli qui devait lui permettre de serrer de près le réel sans mettre en cause les fondements mêmes de la société :

Zola rejette, en la taxant de non scientifique, de romantique, la dialectique vigoureuse et naturelle de Balzac, son analyse véhémente et visionnaire des contradictions du capitalisme. Il la remplace par une méthode « scientifique » qui — en dernière analyse — conçoit la société comme un ensemble *harmonieux* et ne comprend la critique que sous la forme d'une lutte contre les éléments malsains de l'organisme social, une lutte contre les « mauvais côtés » du capitalisme [2].

En somme, l'écart entre le naturalisme et le réalisme est celui qui existe entre positivisme et matérialisme dialectique [3].

Lukacz montre comment Zola sentit constamment les défauts de sa méthode, et il concède qu'il a réussi parfois à la dépasser, mais parfois seulement. La plupart du temps, il est victime de cette absence d'interaction entre l'homme et le milieu et tombe dans « le genre monumental et rhétorique de la description hugolienne » :

car il n'y a que deux voies qui permettent de dépasser la médiocrité monotone du naturalisme : ou bien mettre à nu l'essence de l'homme et de la société en étudiant les luttes mêmes de la vie pour les élever ensuite sur le plan de l'art (la voie balzacienne), ou bien exagération pittoresque et rhétorique des descriptions d'arrière-plans, sans lien avec le sens humain des événements décrits (la voie de Hugo).

Par contre, — et Gœthe l'avait déjà remarqué à propos de *la Peau de Chagrin* — chez Balzac les éléments romantiques, le grotesque, le fantastique, le laid et le bizarre, l'exagération ironique ou pathétique sont toujours au service du réalisme [4].

Ici comme chez tous les auteurs qu'étudie Lukacz, « l'attitude » du romancier et la forme de ses romans sont une conséquence nécessaire de la matière sociale à maîtriser. Le tragique de Zola, c'est d'avoir subi le contre-coup de l'évolution capitaliste. Le capitalisme est la mort de l'art, et au premier chef du réalisme. telle est la pensée permanente de Lukacz. En ce qui concerne plus précisément

1. *Ibid.*, p. 89.
2. *Ibid.*, p. 89.
3. *Ibid.*, p. 95.
4. *Ibid.*, p. 98.

Zola, on pourra se reporter à l'ouvrage de J. Fréville, au numéro spécial d'*Europe* et aux conférences de *la Pensée* pour examiner si les conclusions de Lukacz concordent avec celles de la critique française contemporaine (le chapitre sur Zola remonte à 1940). Cette confrontation serait d'ailleurs plus aisée si Lukacz avait étudié plus en détail une œuvre précise de Zola, alors que son argumentation, si prenante soit-elle, n'en reste pas moins sur le plan des idées générales. Zola ne disait-il pas dans sa correspondance à propos de « la Terre » : « J'y veux montrer toute la question sociale de la propriété » ? Reste à examiner — ce que Lukacz ne fait pas — si ce dessein a été mené à bien.



« Le roman est la forme littéraire des capitales bourgeoises occidentales. » Au début du XIXe siècle, l'Allemagne n'avait ni capitale réelle ni classe bourgeoise réellement constituée. Les auteurs sont à la recherche d'un style réaliste : le style « monumental » (drames de Gœthe et de Schiller), la nouvelle fantastique (Hoffmann) sont des tentatives en ce sens. La conclusion de toute cette « période artistique » (Heine en situe la fin à la mort de Gœthe) est que le roman est impossible en Allemagne. Le réalisme critique, en dehors de la période classique, n'a fait que de brèves apparitions sporadiques : Kleist (*Michel Kohlaas, la Cruche Cassée*), Eichendorff, Büchner, à chacun desquels Lukacz consacre un chapitre. C'est la philosophie et non le roman qui sera l'expression supérieure de la bourgeoisie allemande.

Après 1848, on assiste en Allemagne, soit à une idéalisation du capitalisme — « la période apologétique » — soit à la fuite de la littérature dans le provincialisme étroit et réactionnaire, caractérisé par l'incapacité de conférer aux sujets tirés de la vie de province la portée typique et représentative de la nation qui révèle le réalisme de grand style. Le romantisme se prolonge sous forme de survivance dans le culte de la forme pour la forme. La psychologie séparée de la vie nationale entre dans la voie de la décadence (Wagner).

Seul Gottfried Keller comprend que la démocratie est la condition du réalisme :

> Il aurait pu être le porte-parole du réalisme démocratique dans une vaste communauté de langue allemande.

Il est le prolongement de l'humanisme classique, mais les limites de son époque font en même temps de lui un point terminal, tout comme Feuerbach est le prolongement et la fin de l'idéalisme classique. Néanmoins, l'îlot de démocratie, la Suisse, où revint se réfugier Keller, lui permet de mettre en œuvre son réalisme propre. Feuerbach, qui lui a donné le sens du réel, l'a conduit à analyser « la pure interaction des passions humaines et des conflits nécessaires », à aller à l'essentiel. Il réussit à rester sur le plan du typique, mais doit renoncer au cycle romanesque : il n'y aura plus chez lui que le cycle de nouvelles épisodiques, d'une part, et, de l'autre, le grand roman d'éducation (*Henri le Vert*). Tout en mettant ses espoirs dans un vaste projet de rénovation théâtrale, une sorte de grande comédie populaire de genre aristophanesque, Keller doit se résigner au reflet fragmentaire de la vie sociale. Ce renoncement imprègne toute son œuvre. Il y aura toujours chez lui, comme chez ses personnages, le sentiment intime de n'avoir pu réaliser pleinement sa vie (c'est, nous dit Lukacz, l'époque

où la philosophie pessimiste de Schopenhauer commence à être à la mode). Ainsi :

Keller est réellement un nouvelliste né. Mais nous constatons que ce talent inné n'est que le résultat d'une action complexe des forces sociales à ce moment de l'histoire [1].

Par la suite, le caractère petit-bourgeois de la littérature s'accentue : Raabe va chercher ses thèmes dans le passé allemand, dans les régions lointaines des idéaux détruits ; Fontane suit de près les luttes des classes de son temps, mais son scepticisme foncier ne leur accorde aucune place dans ses œuvres. Il ne pose plus les problèmes que sur le plan de la vie privée, le mariage par exemple (*Effi Briest*). La « Totalität der Objekte » se fait de plus en plus mince. Seules les œuvres de Thomas Mann et de Heinrich Mann seront de la lignée du grand réalisme critique.



L'influence de Tolstoï sur la littérature européenne n'est pas le fait du hasard. Elle est de même nature que la vogue de la littérature scandinave à la même époque :

Grand style de la composition et des figures romanesques ; niveau intellectuel élevé des problèmes traités ; hardiesse de la conception d'ensemble et prises de position radicales [2].

Engels, dans une lettre à Paul Ernst (citée p. 159 du *Réalisme Russe*), montrait déjà ce fait à propos d'Ibsen. Les lecteurs européens par contre n'ont vu en Tolstoï que le porte-parole de la noblesse de la vieille Russie. Mais c'est précisément lorsqu'il prend pour thème les aspirations de la paysannerie pré-révolutionnaire qu'il se rapproche le plus de la forme balzacienne. Par la suite,

la Russie en évolution vers le capitalisme, malgré les formes « asiatiques » de ce phénomène, s'oriente de plus en plus vers les formes générales du capitalisme à un stade avancé. La distance s'amenuise alors entre la matière traitée par Tolstoï et celle dont le reflet littéraire a déjà produit en Europe occidentale la dissolution naturaliste des formes du grand réalisme [2].

Et ce seront *Anna Karénine* et *la Sonate à Kreutzer* (que Lukacz compare à *Madame Bovary* et à *Effi Briest*). Et pourtant Tolstoï est en mesure de rester toujours, par le maniement souverain des caractères et des situations typiques, au niveau des grands réalistes, avec une certaine difficulté, il est vrai. Il sera réservé à Gorki, alors que les contours de l'époque se précisent, et que la lutte des classes entre dans une phase aigüe, d'être le « Balzac du capitalisme russe ».



Les formes de la vie socialiste posent à la création littéraire des problèmes entièrement nouveaux. La vie individuelle prend, dans la société en marche vers le communisme, des aspects jusqu'alors inconnus : le champ d'action du hasard est de plus en plus réduit. Les contradictions entre l'individu et la société s'apaisent et l'homme évolue vers un type « achevé », vers la réalisation de

---

1. *Réalistes allemands*, p. 203.
2. *Le Réalisme russe*, p. 193.

l'essence humaine. Le romancier sait que les contradictions encore existantes doivent se résoudre — ou le sont déjà — au sein d'une totalité harmonieuse, et se trouve conduit à utiliser le « happy end » considéré par la critique bourgeoise comme la pierre de touche de la mauvaise qualité littéraire, car elle est incapable de comprendre les transformations du climat de la vie sociale. De plus, les questions idéologiques se trouvent placées au centre de la vie quotidienne. Autant d'éléments nouveaux qui entraînent une modification de la forme romanesque. Les études de Lukacz sur *les Dix-neuf* de Fadiev, *Solitude* de Wirta, *le Don Paisible, le Chemin de la Vie, Terres défrichées, la Chaussée de Volokholamsk* et *Printemps sur l'Oder* posent ces questions avec une grande franchise critique.

Le mérite d'avoir restitué au roman toute sa richesse épique revient à Cholokhov. Chez lui déjà :

> le moindre événement local est fonction des événements du pays tout entier et même du monde international [1].

Son roman *le Don Paisible* est « l'Odyssée d'une classe : la paysannerie cosaque » à l'époque de la guerre civile.

> C'est l'épopée de la victoire de la dictature du prolétariat sur l'individualisme des paysans cosaques, sur l'anarchie et les traditions tsaristes [2].

L'indication, dès le début de l'œuvre, de l'issue des événements (caractère essentiel du style épique), le destin du personnage principal, ballotté par les événements, et qui n'a d'autre issue que de finir dans le banditisme (destin non tragique par excellence), toute la matière historique donc contribue à faire de ce roman une épopée.

De même, le roman *Terres Défrichées* est l'épopée de la naissance d'une classe : celle de la paysannerie collectiviste [3]. Ici non plus, le « happy end » (historiquement réel) n'a pas empêché l'auteur de camper des personnages vivants et fortement individualisés, et, qui plus est, de les camper avec *humour*. Lukacz le souligne :

> Est-ce un hasard si les propos des grands dirigeants bolchéviks, Lénine et Staline, sont constamment imprégnés d'humour ? Aucunement. Cet humour — d'essence nouvelle, de contenu et partant, de forme qualitativement différents de l'humour de la période classique de la bourgeoisie — exprime l'unité indivisible de la supériorité réelle, politique et historique, du communisme, et de sa supériorité intellectuelle, morale et humaine... Cet humour exprime la confiance inébranlable et justement fondée en la victoire finale [4].

Notons que ce problème de l'*humour* (et de la satire) a suscité récemment encore de nombreuses discussions en U.R.S.S. L'écrivain Simonov, rédacteur en chef de la *Literaturnaïa Gazieta*, a donné à ce sujet une réponse adéquate dans une interview accordée à un journaliste américain [5].

Lukacz ne cache d'ailleurs pas les dangers qu'a su éviter Cholokhov, mais qui peuvent se présenter à tout romancier traitant une matière analogue :

1. *Ibid.*, p. 355.
2. *Ibid.*, p. 357.
3. Luckacz justifie l'emploi de cette formule, pp. 452-53.
4. *Ibid.*, p. 472.
5. Le texte de cette interview est reproduit in extenso dans le journal autrichien *Tagebuch*, n° du 28 février 1953.

Une certaine monotonie du récit ; tel ouvrage reproduira de façon exhaustive et bien agencée le contenu idéologique, mais sans lui faire subir cette transmutation qui fait la forme vivante, ou, pire, en le faisant passer à l'état de généralité abstraite, esthétiquement parlant. Le rôle de premier plan joué par la « cause » enlèvera aux personnages leur plein développement humain. Ils ne seront plus que de pâles schèmes abstraits, simples représentants d'une classe ou d'une tendance [1].

Lukacz s'interroge en outre :

Quel est le héros de roman « intéressant » et riche : celui qui est « achevé », ou celui qui évolue encore dans ses contradictions, le héros éventuel ?

La vérité est que c'est le premier qui est représentatif de la société soviétique : le *type* est maintenant l'homme communiste.

Dans la société capitaliste, déchirée par les contradictions, société qui détruit ou mutile l'humain, seul l'homme saisi dans son évolution couronnée de succès, ou l'homme qui échoue dans ses velléités d'évolution, peut éveiller un intérêt durable...

Dans la société socialiste, par contre,

la voie de l'accomplissement personnel, du développement maximum des talents individuels, conduit nécessairement à l'harmonie entre l'individu et la société. Or, étant donné que l'intérêt littéraire et la séduction artistique sont précisément fonction de l'unité organique des traits individuels et du typique social, il est clair qu'en général, et abstraction faite des cas exceptionnels, par suite de la transformation socialiste du contenu artistique, le problème de l'*intérêt* en littérature prend un tout autre aspect : c'est l'harmonie entre l'individu et la société qui devient le cas typique, d'où son intérêt, tandis que les problèmes personnels ne sont que des moments transitoires que l'on peut et doit dépasser.

C'est pourquoi le héros soviétique Loubentzov du roman *Printemps sur l'Oder* est plus « intéressant » que l'évolution de son partenaire Tchochov qui cherche encore sa voie. De même, « la fin optimiste des romans soviétiques est le juste reflet d'un grand processus historique » [2] : le « happy end » — la fin de la guerre et la victoire — n'empêchent nullement l'intérêt littéraire. Il s'agissait précisément de montrer pourquoi et comment l'armée soviétique devait nécessairement vaincre les armées nazies. Le but du romancier n'est pas alors la vision extensive et superficielle de la guerre telle qu'on la trouve chez Plievier [3] mais l'étude de la supériorité humaine du combattant soviétique. *La Chaussée de Volokholamsk* est un des romans qui ont pour sujet l'influence éducatrice d'un commandant de l'Armée Rouge sur ses hommes au cours de la retraite vers Moscou. Ici encore, la richesse du contenu est infinie.



Ces trois volumes, nous l'avons vu, se présentent sous la forme d'une somme de monographies précises écrites à différentes époques. Les préfaces, écrites à des dates récentes, ont voulu pallier cet inconvénient. Mais il y aurait eu avantage, nous semble-t-il, à effectuer une refonte des différents fragments. L'ensemble eût perdu ce caractère rhapsodique qu'il garde malgré tout. En même temps, il eût été possible de faire mieux apparaître les lignes générales

1. *Ibid.*, p. 476.
2. *Ibid.*, p. 460.
3. Voir la comparaison, p. 513.

de l'exposé et de la méhode, tout en évitant les redites. C'est aussi ce style critique de haute volée qui nous prive des références précises que le lecteur souhaiterait trouver après chacune des nombreuses citations.

Quoi qu'il en soit, son apport à une théorie générale du réalisme, et du réalisme socialiste en particulier, est d'importance. La simple lecture de quelques numéros des revues *Aufbau* et *Sinn und Form*, éditées en République démocratique allemande, montre que Lukacz représente là-bas, en quelque sorte, la conscience critique de la nouvelle littérature (son influence sur les essais de J. R. Becher, par exemple, est facilement perceptible). Actuellement d'ailleurs, après ces grandes études sur le réalisme, Lukacz oriente ses efforts vers la popularisation des écrits de Marx et Engels sur la littérature (par exemple, dans le dernier numéro d'*Aufbau*, un article sur « Marx-Engels et les problèmes de l'esthétique théâtrale »).

Les germanistes français, quant à eux, lui resteront reconnaissants de son volume *les Réalistes allemands*, qui constitue une base solide de travail. Dans ce secteur limité, Lukacz gardera le mérite d'avoir inscrit à l'ordre du jour les auteurs qui devraient constituer le fondement de l'enseignement de la langue allemande dans notre pays.

LE CONCORDAT ET L'ENSEIGNEMENT EN ESPAGNE

par Juan FLOREZ



E Concordat signé récemment entre le gouvernement franquiste et le Vatican est une atteinte monstrueuse à la conscience de millions d'Espagnols. C'est le moment où la nation espagnole est placée sous le joug d'un impérialisme étranger et opprimée par la tyrannie la plus féroce de son histoire, que choisissent le Vatican et les franquistes pour affirmer, dans l'article 1er du Concordat, que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de toute la nation espagnole. Mensonge manifeste. Une telle affirmation ne peut être avancée, en effet, qu'en empêchant, par la terreur et la censure, les véritables sentiments de millions d'Espagnols de s'exprimer.

En 1851, une déclaration semblable avait été introduite dans le Concordat négocié entre Isabelle II et Pie IX ; c'était déjà un mensonge. Mais aujourd'hui, on a affaire à beaucoup plus qu'un mensonge. Lorsqu'en février 1936 l'Eglise, intervenant abusivement dans la vie politique du pays, imposa aux croyants l'obligation de voter contre le front populaire sous peine de damnation éternelle, quel fut le résultat ? le triomphe écrasant du front populaire. Les partis appuyés par l'Eglise obtinrent un tiers environ des sièges. Aujourd'hui, malgré le million de morts dont le franquisme est responsable, malgré les pressions terroristes exercées par les autorités ecclésiastiques et franquistes, la réalité de la vie, dans les villes et même dans les campagnes, dément absolument l'affirmation que tous les Espagnols seraient catholiques. En fait, l'article 1er du Concordat n'est que l'expression de la politique de l'Eglise et du franquisme, décidés à imposer par la force et par la terreur la religion catholique au mépris des plus profondes convictions de millions d'Espagnols.

Toute la partie du Concordat relative à l'enseignement est à l'image de cette politique ; c'est sur elle que nous insisterons.



« L'Université pour moi, le reste pour vous », écrivait Renan en définissant la politique de l'Eglise ; mais il n'allait pas plus loin dans sa critique. L'Eglise a toujours considéré que le terrain le plus propice à la diffusion de ses dogmes était le cerveau des enfants. S'emparer de l'esprit des enfants espagnols avant qu'il n'aient l'âge de raison, les imprégner jour après jour, année après année, dans les cycles successifs de l'enseignement, empêcher la moindre idée progressiste de parvenir à leur esprit, telle est en substance la politique scolaire définie dans le Concordat.

L'article 26 stipule « que, dans tous les centres d'enseignement, de quelque nature et de quelque degré qu'ils soient, qu'ils appartiennent à l'Etat ou non, l'enseignement sera adapté aux principes du dogme de l'Eglise catholique » ; les évêques « exerceront librement la surveillance » de tous les centres d'enseignement et « pourront exiger le retrait des livres, publications, etc. contraires au dogme catholique ». L'article 27 fait obligation au gouvernement franquiste d'imposer « la religion catho-

lique comme discipline normale et obligatoire dans tous les centres d'enseignement, qu'ils appartiennent à l'Etat ou non et quel que soit leur nature ou leur degré ». Depuis quatorze ans, pour ne parler que de notre époque, l'Eglise a eu la direction et le contrôle absolus de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, et cela dans l'école publique aussi bien que dans l'école privée. Les lois scolaires ont été élaborées et approuvées à Rome avant d'être promulguées par le gouvernement franquiste.

Cette humiliante réalité vient d'être officialisée et aggravée encore par le Concordat. En vertu de l'article 31, par exemple, le gouvernement franquiste accorde à l'Eglise le droit « d'organiser et de diriger des écoles publiques de quelque nature ou degré qu'elles soient et même pour les laïcs », et l'Etat s'engage à valider les titres décernés par ces centres dépendant du Vatican. Autrement dit, l'Eglise et les Jésuites, ainsi qu'ils le font déjà pour les ingénieurs avec l'Ecole de Areneros, peuvent ouvrir leurs propres facultés de droit, de médecine, etc. et décerner les diplômes d'avocats, de médecins et autres.

Les abandons de souveraineté que le gouvernement franquiste a consentis en signant le Concordat, n'ont pas d'exemple dans toute l'histoire de l'Espagne et même, croyons-nous, dans l'histoire d'aucun pays. Jamais le Vatican n'a eu les pouvoirs véritablement absolus dont il jouit en vertu du Concordat de 1953 dans un domaine aussi décisif pour le présent et l'avenir de la nation que celui de l'éducation. Jamais, depuis qu'il existe en Espagne une législation scolaire, on n'a connu une instruction publique aussi rétrograde, aussi obscurantiste, aussi prisonnière du dogme.

L'enseignement primaire, régi par le statut de 1945 que Rome a dicté, se compose pour les trois quarts de l'enseignement du catéchisme Ripalda, de celui de « la doctrine » phalangiste, de prières ou de cantiques et des hymnes fascistes. Que les enfants apprennent à lire, à écrire et à compter, cela importe peu aux autorités cléricalo-fascistes.

L'enseignement secondaire a été réformé selon les ordres du Vatican. Cette réforme a consisté, entre autres choses, à augmenter les privilèges scandaleux dont jouissent les collèges appartenant aux ordres religieux et à donner à l'Eglise les moyens d'intervenir encore davantage dans l'enseignement officiel. Ce n'est plus l'Etat qui contrôle la valeur des études accomplies dans les collèges privés de l'Eglise, c'est l'Eglise qui contrôle et dirige l'enseignement, les examens, etc., dans les lycées de l'Etat.

Quels sont les résultats de cette situation ? Le professeur franquiste Martin de Riquer, dans une série d'articles publiés, il y a un peu plus d'un an, dans la presse du régime, dit que les candidats au baccalauréat se présentent « sans avoir lu, ne serait-ce qu'une ligne des auteurs les plus importants, sans connaître, par exemple, une seule pièce de Lope ». Il ajoute : « En géographie et en histoire, le niveau est aussi déplorable. » Des exemples de même nature ont été publiés souvent dans la presse du régime. Voilà bien la preuve que l'enseignement catholico-franquiste, au lieu d'éduquer et d'instruire, maintient consciemment les jeunes générations dans l'ignorance et l'obscurantisme.

Est-ce pour faire face à cette situation mortifiante que la réforme de l'enseignement secondaire est entrée en vigueur en 1953 ? Il n'en est rien ; son seul effet sera de rabaisser le niveau de l'enseignement dans les différentes disciplines et d'augmenter encore la pression qu'exercent sur l'esprit des jeunes le dogme catholique et la pseudo-doctrine phalangiste. Dans les programmes actuels des classes secondaires, pour ne citer que quelques exemples, on relève, en première année, quatre heures de religion et de phalangisme pour trois de mathématiques et, en cinquième année, trois heures de religion et de phalangisme pour deux de mathématiques et deux d'histoire.

Si nous comparons les plans d'études de l'enseignement secondaire et universitaire à l'heure présente avec celui qui fut promulgué par le gouvernement Narvaez, il y a plus d'un siècle, en septembre 1845, à l'un des moments les plus sombres de la réaction absolutiste et cléricale au dix-neuvième siècle, la première différence que nous remarquons est la suivante : dans le plan de Pedro Jose Pidal (le ministre de Narvaez), la religion ne figure que dans une seule classe secondaire, la seconde année, sous la rubrique « principes de religion et de morale » ; dans le plan franquiste pour le secondaire, la religion et en même temps « la formation politique » phalangiste figurent comme matières obligatoires au programme de toutes les années du cycle secondaire. Dans le plan d'études de Pidal, l'enseignement de la religion ne figurait au programme d'aucune des facultés de l'Université, sauf celle de Théologie, comme il est naturel. Dans le plan franquiste actuellement en vigueur, la religion et la formation politique phalangiste figurent comme disciplines obligatoires dès la seconde année d'université dans toutes les Facultés, y compris celles de Sciences, de Médecine, etc.

Dans la loi franquiste de « Réforme universitaire » datant de juillet 1943, qui est encore en vigueur, on peut lire : « L'Université, en accord avec le sens consubstantiel au catholicisme de la tradition universitaire espagnole, adaptera ses enseignements à ceux du dogme catholique. » Que peut signifier, en plein vingtième siècle, « adapter les enseignements de l'Université au dogme catholique », sinon expulser de l'Université la vérité et la science, transformer l'enseignement en une monstrueuse falsification et empêcher les étudiants espagnols de prendre connaissance des progrès réalisés par la science depuis des siècles ? Ce texte signifie que les idées progressistes qui ont éclairé la marche en avant de l'humanité, n'entrent pas à l'Université. Il désarme les étudiants devant les problèmes que le monde d'aujourd'hui leur pose. Il barre la route à tout développement véritable de la science et de la culture en Espagne.



Il est un autre point, dans le paragraphe cité, sur lequel nous voudrions insister : attribuer à la tradition universitaire espagnole un sens consubstantiel au dogme catholique, constitue une déformation manifeste de la vérité. Ce mensonge s'est malheureusement répandu même dans les milieux libéraux et il est nécessaire de le dénoncer avec force.

Laissons de côté les grandioses traditions de culture implantées et développées en Espagne par la civilisation arabe. Laissons également de côté les persécutions féroces de l'Inquisition contre quelques-uns des plus grands penseurs ou écrivains qui ont fait la réputation des Universités espagnoles, persécutions d'ailleurs dirigées dans des cas nombreux contre des religieux rebelles à l'orthodoxie catholique. Mais il est un fait que les historiens catholiques eux-mêmes sont obligés de reconnaître : c'est que, depuis plus de deux siècles, les Universités espagnoles ont en général représenté une tradition anticléricale, une tradition libérale et, à certains moments même, matérialiste.

Au dix-huitième siècle, les œuvres et les théories des encyclopédistes français ont connu en Espagne, et particulièrement dans les Universités, une diffusion extraordinaire. Dès cette époque, les livres interdits entraient en Espagne en éditions camouflées sous des titres trompeurs. En 1769, le gouvernement de Charles III consulta les différentes Universités espagnoles sur l'opportunité d'une réforme de leur enseignement : les Universités de Valence, d'Alcala et de Grenade prirent position dans leur réponse contre l'enseignement scolastique ; celle de Séville présenta un plan, élaboré

par le voltairien Olavide, qui préconisait un développement intensif des études de physique et de mathématiques.

Quant à l'Université de Salamanque (dont les franquistes viennent de célébrer le 700[e] anniversaire en ne se souvenant que de ses origines médiévales, mais en se gardant bien d'évoquer son histoire postérieure), elle était à la fin du XVIII[e] « un foyer d'idéologie matérialiste et de radicalisme politique », selon l'expression de l'écrivain Ménendez y Pelayo. Les éditeurs Alegria et Clémente avaient ouvert en 1791 à Salamanque une librairie qui se consacra exclusivement à la diffusion des idées nouvelles et révolutionnaires. Dans les cours de « droit naturel », on enseignait les théories de Rousseau, de Montesquieu et des encyclopédistes.

Durant tout le XIX[e] siècle, les progrès de l'Université et de l'enseignement général furent l'œuvre des libéraux et ne s'imposèrent que par la lutte contre l'Eglise et l'absolutisme. Pour la première fois dans l'histoire de l'Espagne, les Cortès de Cadix décrétèrent l'enseignement primaire obligatoire par l'article 336 de la constitution.

L'année 1952 a marqué le cent-trentième anniversaire de la fondation de l'Université centrale. Pour quelles raisons les franquistes ont-ils observé le silence le plus absolu sur cet anniversaire ? Tout simplement parce que l'Université fut fondée au cours du triennat libéral qui suivit le mouvement révolutionnaire de Riego.

Ainsi, les franquistes sont obligés de taire les événements les plus marquants de l'histoire des Universités espagnoles, parce qu'ils sont difficilement compatibles avec la soi-disant « consubstantialité » de la tradition universitaire espagnole et du dogme catholique. Durant le XIX[e] siècle, les Universités espagnoles ont été, en général, des noyaux d'opposition et de résistance à l'absolutisme et à l'obscurantisme clérical. Elles ont joué un rôle important dans l'instauration de la première République et plus tard dans le combat contre la restauration alphonsine, comme le prouvent les luttes de 1884 contre Canovas, celles de 1902 contre Silvela, et celles de 1904, qui obligèrent La Cierva, le ministre de l'Instruction publique d'alors, à se démettre de ses fonctions : il avait prétendu supprimer la chaire de psychologie expérimentale de la Faculté de Médecine parce qu'il considérait que cette discipline était contraire au dogme catholique.

La participation des étudiants et des professeurs à la lutte contre la dictature de Primo de Rivera et pour le triomphe de la République en 1931 est de notoriété générale. En 1936, l'écrasante majorité des professeurs de l'Université se sont rangés aux côtés de la République. Plusieurs d'entre eux ont été assassinés par Franco : citons Leopoldo Alas, Rufilanchas, Carraso Formiquera et Peset. Cent cinquante-huit professeurs ont émigré, affirmant ainsi leur fidélité à la cause de la démocratie et de la République.



Ces authentiques traditions universitaires ont été bafouées de la façon la plus brutale par toute la politique franquiste en matière d'enseignement.

La signature du Concordat est une nouvelle atteinte aux traditions progressistes de l'Université espagnole. Outre les énormes concessions consenties au Vatican par le régime franquiste corrompu en échange du ferme appui que Rome lui apporte, le Concordat fait apparaître clairement l'intention délibérée des classes dominantes d'accentuer encore leur politique obscurantiste, afin de faire face à la situation de crise aiguë dans laquelle elles se trouvent. Elles s'accrochent à l'idéologie catholique comme à une bouée de sauvetage. Les exploiteurs considèrent la religion comme une sorte de « garde civile de l'esprit », dont le rôle est de protéger les intérêts et les privilèges des esclavagistes modernes.

Cette critique, parfaitement claire et fondée sur le matérialisme dialectique, qui est pratiquée par les marxistes à l'égard de la religion, n'est pas incompatible avec leur désir de faire l'unité avec les travailleurs catholiques, et ceci non par manœuvre, mais en vertu des principes. Ils veulent faire l'unité avec tous les catholiques antifranquistes et patriotes et conduire la lutte commune jusqu'à la libération de la patrie.

Avec l'aveuglement propre aux classes décadentes, les castes dominantes prétendent imposer par la force le maintien dans les ténèbres de toute la vie culturelle et intellectuelle de l'Espagne. Mais un tel dessein est voué à l'échec absolu : il est impossible de faire tourner en arrière la roue de l'histoire.

Cet échec est déjà manifeste. Dans les nouvelles générations des étudiants, qui ont été pourtant soumis, dès qu'ils ont appris à lire, à l'influence exclusive de l'idéologie cléricale et fasciste, la majorité répudie l'idéologie fasciste ; nombreux sont ceux qui sont parvenus à se défaire de l'idéologie religieuse, les plus conscients et les plus progressistes ont adhéré à l'idéologie triomphante du marxisme-léninisme ou s'en sont rapprochés. Il n'est au pouvoir d'aucun Concordat d'empêcher que cette démarche ne prenne des proportions chaque jour plus considérables.

La signature du Concordat, expression particulièrement brutale de la politique obscurantiste du régime, a provoqué de vigoureuses protestations dans les Universités, les lycées et les laboratoires, dans les cercles littéraires et parmi les hommes de profession libérale, dans les « athénées » et les bibliothèques. Cette signature a montré en outre la fausseté des promesses que les agents du franquisme s'efforcent de répandre dans les milieux intellectuels sur une prétendue « libéralisation » du régime. Les faits prouvent clairement que ce n'est qu'après sa libération de la domination impérialiste yankee et de la tyrannie cléricalo-fasciste, que l'Espagne jouira des libertés démocratiques et d'un enseignement affranchi des ténèbres.

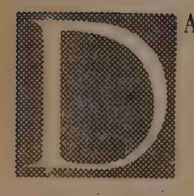
De nombreux intellectuels des tendances les plus diverses aspirent aujourd'hui profondément à la liberté et à la démocratie. Des intellectuels catholiques eux-mêmes se prononcent contre le Concordat et contre la politique pro-franquiste du Vatican et de l'Eglise.

Les intellectuels, indépendamment de leurs idées politiques et de leurs convictions religieuses, sont au plus haut point intéressés au triomphe des libertés démocratiques. Le triomphe de la démocratie en Espagne signifierait la liberté des partis politiques et des organisations syndicales et démocratiques, la liberté pour les catholiques et les non-catholiques, la liberté de la presse, d'association, et la possibilité pour chacun d'exprimer publiquement ses idées ; la liberté pour un enseignement laïc ; la liberté de la chaire académique pour les professeurs ; la liberté de création pour les artistes ; la liberté pour le développement de la science ; la liberté pour les étudiants, et pour tous les hommes avides d'étudier les théories progressistes, sans inquisition ni censure.

Tous les intellectuels à la conscience droite peuvent et doivent contribuer à la lutte pour les libertés démocratiques et unir leurs forces à celles de la classe ouvrière et du peuple, à celles de tous les patriotes qui veulent vivre libres dans une Espagne délivrée de ses chaînes.

DAVID WOLKOWITSCH

par Paul LABÉRENNE



AVID Wolkowitsch, dont un récent numéro de *la Pensée* annoncé la disparition, à l'âge de soixante-huit ans, fut un ces Polytechniciens qui surent rester fidèles à ce qui fit, il y plus d'un siècle déjà, la grandeur de leur Ecole, à l'esp vraiment polytechnique, comme aux traditions démocratiqu qui donnaient alors à cette institution un caractère uniq au monde.

La carrière d'ingénieur de David Wolkowitsch fut assez variée. Il débu comme dessinateur au P.L.M., où il aidait Sejourné à établir des projets ponts et de viaducs. Il entra ensuite aux Aciéries de la Marine pour le comp desquelles il partit d'abord, en mission, à la mine de Palenberg près d'Ai la-Chapelle. La guerre de 1914, qu'il fit dans le génie, lui donna l'occasi — pendant la campagne d'Orient, en particulier — de mettre en valeur, da des conditions matérielles extrêmement difficiles, de remarquables qualités constructeur de ponts et de routes, qui lui valurent la croix de guerre et grade de capitaine. A son retour des armées, enfin, il fut plus spécialeme chargé par les Aciéries de la Marine des questions concernant les transpo par fer et mer.

Toute cette activité de technicien s'accompagna d'une méditation théoriq extrêmement fructueuse et particulièrement originale en ce qu'elle restait con tamment en contact direct avec la pratique.



Les premiers travaux scientifiques de David Wolkowitsch, relatifs à résistance des matériaux, aboutirent à la publication chez Doin, en 1930, d'u important ouvrage en deux tomes, sur les *Applications de la géométrie à stabilité des constructions*, qui parut dans une collection dirigée par le math maticien Maurice d'Ocagne qui avait, lui-même, en systématisant la nomogr phie, ou science des abaques, donné un remarquable exemple d'applicati de la géométrie à des problèmes techniques pratiques.

Dans le domaine qu'abordait David Wolkowitsch, on pouvait déjà u liser, dans certains cas particuliers, les méthodes géométriques de Poncel de Culman, de Ritter ou de Cremona. Mais il semblait difficile que la géomét jouât plus qu'un rôle secondaire dans les systèmes hyperstatiques et dans l déformations des systèmes isostatiques, dans l'étude desquels les méthodes an lytiques habituelles conduisent généralement à des intégrales transcendant

Or les méthodes géométriques de David Wolkowitsch, fondées essentiel ment sur le théorème de réciprocité (concernant des déformations infinime petites), sur la correspondance involutive entre les forces appliquées et l centres des rotations dont elles sont les causes, ainsi que sur la considération l'ellipse d'élasticité, qui en découle naturellement, permirent de mettre en é dence, dans les systèmes hyperstatiques aussi, l'influence de la disposition da l'espace de certains éléments d'une construction matérielle donnée, influen

que dissimulaient la complication des calculs analytiques habituels et même la complexité de certaines constructions de statique graphique.

Comme le disait Maurice d'Ocagne, dans la préface de cet ouvrage (qui devait obtenir en 1931 le prix Caméré) :

> Cette brillante utilisation de notions purement géométriques en un domaine d'une si primordiale importance pour les techniciens, fait le plus grand honneur à l'auteur ; nous avons la ferme conviction qu'elle contribuera grandement à fixer la conviction des ingénieurs sur les inépuisables ressources, trop souvent négligées, que leur offre le vaste champ de la géométrie.



Mais, en même temps que David Wolkowitsch poursuivait ces travaux sur la résistance des matériaux (signalons, en particulier, un remarquable article du *Génie Civil* en 1934, sur le calcul des arcs appelés *bow-strings*), de nouvelles recherches, voisines des premières, l'amenaient cette fois à utiliser certains résultats de la théorie de l'élasticité pour résoudre diverses questions de mécanique et de géométrie. L'idée directrice de ces nouvelles recherches a été exposée en 1934 dans une importante étude parue dans le *Journal de l'Ecole Polytechnique* sur une *correspondance dualistique linéaire réciproque.* La résistance des matériaux avait montré à David Wolkowitsch l'intérêt qu'il y avait bien souvent à remplacer l'ellipsoïde classique de Poinsot par celui de Culman dont la définition tangentielle se révèle beaucoup plus féconde. Une étude très technique relative aux portiques rigides lui avait montré dès 1923 l'importance de la transformation par antipolaires réciproques, définie par cette quadrique. C'est cette transformation qu'il applique systématiquement dans le *Journal de l'Ecole Polytechnique*, en remplaçant notamment les corps matériels par des systèmes de masses ponctuelles isolées et égales, dynamiquement équivalentes.

On conçoit sans peine qu'une telle façon d'envisager les problèmes permet, soit de résoudre par des méthodes simples certaines questions techniques relatives au mouvement des corps (c'est ce que fit notamment David Wolkowitsch dans un article du *Génie Civil* en 1936 sur *le problème théorique de l'équilibrage des corps tournants*), soit, au contraire, de retrouver ou de découvrir des propriétés géométriques, mises en évidence par la considération simultanée de systèmes de masses ponctuelles et des ellipsoïdes d'inertie correspondants.



C'est ainsi que, sans négliger les questions proprement techniques, David Wolkowitsch fut amené à consacrer ses dernières recherches à des études plus proprement géométriques. De nombreuses communications à l'Académie des Sciences et un fascicule du mémorial des sciences mathématiques *Sur les applications de la notion de moment d'inertie en géométrie*, dont la guerre dernière retarda la publication jusqu'en 1952, contiennent l'essentiel de ces découvertes. Ceux qui s'intéressent à l'analytique des mathématiques spéciales y verront avec intérêt avec quelle simplicité peuvent être établies de nombreuses propriétés (dont certaines sont nouvelles) des quadriques et de leurs tétraèdres conjugués, des complexes de Painvin, etc...

Mais cette méthode est susceptible de bien d'autres extensions. Dans des travaux inédits, David Wolkowitsch avait commencé à s'en servir pour l'étude des propriétés géométriques de l'espace à n dimensions. En statistique même,

peu avant sa mort (*Journal de statistique*, 1952), il en avait fait une application très originale à la recherche des liaisons pouvant exister entre deux variables. Si, en effet, on affecte de masses égales chaque point figuratif d'un diagramme représentant les variables, les moyennes sont les coordonnées du centre de gravité du système de masses, les rayons de gyration relatifs aux axes se retrouvent dans les écarts-types et le moment d'inertie centrifuge n'est autre que le coefficient de Pearson. La considération de l'ellipse d'inertie permet enfin, si l'on étudie la position de certains diamètres conjugués, de savoir facilement, dans le cas d'une liaison fonctionnelle, si l'on peut adopter une loi de corrélation linéaire.

L'étude des problèmes techniques de résistance des matériaux que David Wolkowitsch avait rencontrés dans ses premiers travaux d'ingénieur, l'avait donc conduit finalement à des recherches mathématiques théoriques d'un grand intérêt. Mais son activité intellectuelle ne se limitait pas à ces recherches. Dans le domaine scientifique même, il s'est occupé également — toujours en étroite liaison avec la technique — d'un grand nombre d'autres questions concernant notamment l'utilisation de la puissance calorifique du charbon dans les usines métallurgiques, et la circulation des fluides dans les installations de chauffe. Dans la revue *Houille, Minerais, Pétrole*, dans *l'Information Géographique*, dans *les Annales d'Histoire économique* de Marc Bloch, enfin, il a publié de nombreux articles où il a su faire connaître aux lecteurs, dans le style clair qui lui était familier, l'expérience directe de la vie économique, — et en particulier des problèmes posés par l'importation et par le transport des marchandises, — que lui avaient permis d'acquérir ses fonctions aux Aciéries de la Marine. Ses *Notes d'expérience sur le commerce du charbon de soutes en* 1936 où il raconte, sous le titre général : *Ce qu'on ne lit pas dans les livres*. les mésaventures des armateurs et l'élasticité des mesures utilisées par les fournisseurs de charbon dans les ports, est particulièrement savoureux et donne, dans un cas particulier, une amusante description du mécanisme réel des échanges mercantiles à l'époque actuelle.



Les très beaux exemples de liaison et d'action réciproque entre théorie et pratique que donne l'ensemble des travaux de David Wolkowitsch, devaient le rendre particulièrement accessible au marxisme et, de fait, dès qu'il le connut, il comprit que le matérialisme dialectique contenait la philosophie même de ses propres recherches et qu'il constituait la seule méthode vraiment féconde de la science moderne. Ce fut à la même époque qu'il commença à prendre une part de plus en plus active aux grands combats pour la liberté et pour la paix, aux côtés de son beau-frère Jean-Richard Bloch, de Madame Wolkowitsch, sa dévouée compagne et de ses fils dont l'aîné devait être fusillé par les Allemands au Mont-Valérien le 11 août 1942. Peu avant sa mort, David Wolkowitsch militait dans les rangs des partisans de la paix. Cette dernière activité publique donne tout son sens à la vie et à l'œuvre si riches d'enseignements de ce savant qui fut aussi un homme de cœur et un homme de progrès.

CHRONIQUE D'HISTOIRE LITTÉRAIRE

I

L'HÉRITAGE CLASSIQUE

par Jean VARLOOT

LA démission nationale d'une classe dirigeante arrivée au bout de son rouleau se révèle tous les jours, même à l'érudit le plus cloîtré dans sa spécialité ; c'est ce qu'a prouvé notamment le scandale soulevé naguère par cette nouvelle : la Correspondance de Voltaire sera éditée à Genève, en anglais, je veux dire commentée et annotée en anglais. Et de très honnêtes gens, désabusés, se posent cette question : la France va-t-elle donc jeter par-dessus bord, comme elle le fit quand la bourgeoisie relaya la noblesse, un trésor de créations accumulées par le passé ? Va-t-elle refuser tout son héritage littéraire et artistique ?

Mais non, cette fois, la classe qui relaie celle qui tombe ne cherche pas à exploiter, mais à libérer la nation entière du joug de l'exploitation ; elle revendique tout l'héritage national, Pascal avec Voltaire, Racine avec Victor Hugo, Rabelais et Montaigne en même temps que les poètes de la Commune. Et dans cet héritage nous n'oublions pas non plus ce berceau de notre culture que fut l'Antiquité grecque et latine : elle reste une des sources vives de la culture mondiale.



Si nous nous indignons que la Correspondance de Voltaire soit présentée, annotée, commentée en anglais, ce n'est pas, bien entendu, que nous en voulions à M. Bestermann d'avoir entrepris ce gigantesque travail. Nous remercions au contraire les érudits étrangers qui consacrent leurs soins, leur vie aux grandes œuvres françaises. C'est pour nous que nous avons honte ; nous nous indignons contre les responsables officiels de la carence de l'érudition française. Par exemple, même après la mort de Raymond Naves, le grand spécialiste de Voltaire, qui fut victime des nazis, il y avait assez de chercheurs en France pour entreprendre une édition monumentale de l'œuvre de Voltaire ; mais il leur aurait fallu un appui officiel et surtout financier qu'ils n'ont pas trouvé évidemment auprès d'un gouvernement de démission nationale.

Nous sommes donc reconnaissants aux savants étrangers d'assumer provisoirement ces tâches, de réaliser des travaux qui devraient et pourraient paraître en France, et en français. Mais nous préférons encore à ce genre de publications celles que d'autres savants étrangers consacrent à notre littérature : je pense à ceux qui étudient, qui traduisent, qui répandent et font aimer nos chefs-d'œuvre dans leur propre pays, participant ainsi à ce fructueux échange des cultures nationales qui est aux antipodes du cosmopolitisme.

En voici un exemple : en 1952 a paru à Moscou, dans la série des *Monuments*

littéraires publiés par l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. le *Discours sur la servitude volontaire,* d'Etienne de la Boétie, traduit et commenté par Mme F. A. Cogan Bernstein. Celle-ci remarque que le contenu anti-absolutiste du pamphlet de La Boétie est resté vivant à travers les siècles : il a inspiré Jean Meslier et Jean-Jacques Rousseau, il fut plusieurs fois réédité sous les Révolutions françaises de 1789 et de 1830, et encore en 1863 par le futur communard Vermorel ; traduit en allemand en 1923 par les soins du Parti communiste allemand, en anglais en 1942, il avait déjà, en Russie, attiré l'attention du grand Léon Tolstoï. Celui-ci en avait entrepris la traduction (Mme Cogan Bernstein en publie des extraits, accompagnés d'une belle étude sur Tolstoï et La Boétie). Mais le gouvernement tsariste confisqua les brochures publiées par Tolstoï, prouvant ainsi l'actualité et la force du *Discours contre la servitude volontaire,* appelé aussi *Contr'Un.*

De nos jours, l'analyse que La Boétie a faite de la corruption de la société de son temps (« il se trouve enfin quasi autant de gens auxquels la tyrannie semble être profitable, comme de ceux à qui la liberté serait agréable ») s'applique aux « démocraties » impérialistes et colonialistes, aux « aristocraties » ouvrières, à l'immense machine du fonctionnarisme américain.

Mme Cogan Bernstein ne prétend nullement que La Boétie fut un révolutionnaire ; mais elle montre aisément comment son œuvre reflète la révolte contre les aspects négatifs de l'absolutisme français : despotisme, lutte contre les libertés locales, fiscalité, débauche de la Cour, pillages et féroce répression de toute protestation des masses travailleuses. Bien plus, devant ce phénomène historique relativement nouveau qu'était l'absolutisme en France, l'humaniste La Boétie, puisant dans l'Antiquité l'exemple des vertus républicaines, s'éleva contre toute forme de tyrannie, contre tout absolutisme : il trouva d'emblée de tels accents que son œuvre est passée à l'immortalité.

Nous oublions trop souvent La Boétie, et tout le courant idéologique qu'il représente, quand nous parlons de notre seizième siècle. Et nous nous laissons aussi trop souvent influencer par une vision idéaliste de l'absolutisme monarchique, par le mythe d'un équilibre des classes sociales au dix-septième siècle.



Un La Boétie prouve la nature progressive de l'humanisme français, et par là-même de la culture antique. Nous devrions être plus attentifs à l'intérêt qui se manifeste en Union soviétique et dans les démocraties populaires pour les chefs-d'œuvre de l'Antiquité. Par exemple, le *Szabald Nep* du 28 mars 1953 nous apprenait que le prix Kossuth a été attribué à Gabor Devecseri pour sa traduction de *l'Iliade.* Il a, nous dit-on, rendu l'œuvre d'Homère avec une plénitude jamais atteinte dans la langue hongroise, et doit ce succès à deux raisons : sa qualité de poète et d'érudit, sans doute, mais aussi sa formation idéologique.

Il est juste en effet que pour bien traduire les œuvres du passé, il faut connaître exactement la signification historique de l'époque, de la société d'un type particulier où elles sont apparues. C'est cette connaissance, fondée sur le matérialisme historique, qui a permis à Gabor Devecseri, qui doit permettre à tout érudit d'éviter les risques de modernisation de l'esprit et de la lettre du texte, qui guettent à chaque pas le traducteur. Qu'on songe par exemple à Victor Bérard utilisant le mot *croiseur* dans sa version de *l'Odyssée,* ou même à la confusion entre clan et phratrie, confusion constante dans la traduction « Budé » de *l'Iliade,* alors que la phratrie est un groupe de clans.

Il est pourtant indispensable d'avoir toujours à l'esprit que *l'Iliade* est le témoi-

nage écrit de la période appelée par Engels « période de la démocratie militaire ». La division du travail, provoquée par l'évolution des forces productives, et le développement de la propriété privée sont alors en train de disloquer la société « gentilice », c'est-à-dire divisée en *gentes*, pour employer le terme latin. Une aristocratie terrienne se constitue, alors qu'en principe le pouvoir appartient encore à l'assemblée du peuple. Avant l'apparition de l'esclavage (sous sa forme généralisée), le conflit éclate entre les riches « héros » homériques, et la masse des membres appauvris des anciennes *gentes :* conflit de classes qui sera le moteur du progrès dans le monde hellénique, à l'époque où va naître l'Etat.

Homère n'est pas un observateur neutre des changements qui s'opèrent sous ses yeux. Bien que, comme tous les aèdes, il dépende de l'aristocratie, il manifeste une chaude sympathie aux travailleurs, paysans ou artisans. Cette attitude ne s'oppose pas à l'idéologie de la société de son temps, qui, n'étant pas encore esclavagiste, ne considère pas le travail manuel comme une honte ; néanmoins il y a d'abord chez Homère lui-même, conscient ou non, un sentiment personnel de classe : l'aède est un travailleur. De plus il prend nettement position pour l'esclavage, position alors progressive, car, comme l'a noté Engels, mieux valait pour les vaincus être réduits en esclavage qu'être passés au fil de l'épée, comme au temps où les moyens de production ne permettaient pas l'entretien et l'utilisation des esclaves.

Les idées que j'expose ici, et qui dérivent directement d'Engels, sont développées par l'éminent érudit hongrois Imre Trencsényi-Waldappel dans l'introduction qu'il a écrite pour la traduction de Gabor Devecseri. Il ajoute que le mérite éternel d'Homère est d'avoir créé pour la première fois en Europe une œuvre littéraire, consciemment composée. Homère possède encore la simplicité et le naturel de la tradition populaire ; ses héros sont « gais, forts, complets », comme dit Marx, ils nous rendent meilleurs et plus combatifs. Mais l'usage qu'il fait des éléments puisés dans le fond populaire (par exemple ces fameuses comparaisons, qui jettent des ponts entre l'homme agissant et le monde) est l'œuvre individuelle d'un très grand poète, un modèle d'union intime de la forme et du contenu.

Gabor Devecseri a tenté, nous dit-on, de rendre dans sa langue les moindres particularités formelles de l'original. Il a considéré que par là il remplissait une tâche d'actualité, en contribuant au progrès de la littérature hongroise.

« Si je souhaite l'étude des auteurs classiques, a écrit Janos Arany, ce n'est pas pour imposer dans notre langue des tournures étrangères ; c'est pour nous habituer à la manier comme eux maniaient la leur. Dire tout juste ce qu'il faut, rien de plus ni de moins. » C'était aussi la méthode de nos humanistes, et la règle de nos grands écrivains classiques. Ce fut encore un souci de Paul Eluard...

Aussi souhaiterons-nous, pour conclure, que notre actuelle collection des « classiques du peuple » comprenne des traductions des grandes œuvres antiques : nous attendons avec impatience la parution de l'étude sur Lucrèce, par Georges Cogniot : elle ne devrait pas rester une exception.



Pour en revenir aux classiques français étudiés par les savants étrangers, je mentionnerai la petite plaquette où M. Spink, nouveau professeur de langue et de littérature françaises au Collège Bedford de Londres, a publié sa conférence inaugurale [1], consacrée aux rapports de la littérature française du XVII[e] siècle avec le

1. John-Stephenson SPINK : *Literature and the Sciences in the Age of Molière.* International Book-Club, London, 1953.

mouvement scientifique et la philosophie des sciences. On peut, je crois, dégager de cette courte étude quelques idées utiles.

Les faits, dit d'abord M. Spink,

> suffisent à montrer que les écrivains classiques acceptaient la nouvelle vision [donnée par les savants, par Descartes] du monde où ils vivaient, qu'ils rejetaient l'ancienne [celle du Moyen âge], et qu'ils étaient assez informés pour être capables d'agir ainsi délibérément.

Chose prouvée pour La Fontaine, pour Boileau, Molière, et, dans une certaine mesure, pour Racine. Tous suivent en cela une tradition séculaire des milieux littéraires français. Or, en même temps, ils ne font, sauf rare exception, nul usage littéraire de leur information scientifique (lisez, par exemple, de Saint-Evremond, le *Jugement sur les sciences où peut s'appliquer un honnête homme*).

M. Spink ne s'en tient donc pas là. Il souligne l'importance de la notion de *loi* dans l'esthétique classique, et en cherche l'origine. Parmi les trois grands thèmes intellectuels de l'époque, il discerne, opposée au « cosmos confortable » du Moyen-âge, alors abandonné par l'intelligentsia, et aussi au naturalisme panthéiste et mystique issu de la philosophie italienne du XVIe siècle, une philosophie naturelle qu'il définit comme le moment exceptionnel où

> nature et raison sont synonymes, parce que loi, modèle, harmonie sont alors des expressions de la raison, exactement dans la mesure où ils le sont de la nature des choses.

Très vite ces lois apparaîtront comme des « décrets de la volonté divine », vision correspondant au rationalisme des déistes ; mais, affirme M. Spink, il faut mettre à part « that moment of intimate union of nature and reason in the heart of things ».

A considérer les œuvres des moralistes de l'âge de Molière, « leur naturalisme est un naturalisme rationnel ». Les règles du théâtre classique sont un ensemble de correspondances, de relations, d'harmonies, plutôt internes qu'externes, la vraisemblance elle-même se ramenant à une convenance interne, si, comme le dit M. Spink de subtile façon,

> le spectateur est toujours considéré comme impliqué dans le système de chaque œuvre dramatique, son œil étant en quelque sorte immanent dans la pièce.

Toutes les passions vicieuses qui rendent malheureux et ridicules les personnages de Molière sont des troubles de l'harmonie, de l'équilibre :

> la philosophie morale de Molière n'est pas une philosophie de discipline, même consentie volontairement, mais une philosophie d'ordre naturel et de raison.

Bref, dit M. Spink,

> c'est dans le naturalisme rationnel que je vois l'unité et l'homogénéité culturelles de l'âge de Molière, et je suis tenté d'y voir la structure fondamentale de l'esprit français et de la sensibilité française.

Et il voit dans le retour actuel du public français vers la nature et la vie en littérature et en art un regain de vigueur de la tradition française. Mais, ajoute-t-il, en elle nature et raison tendent à être toujours associées, et surtout la notion de *procès*, liée depuis le XVIIIe siècle à celle de nature, ne l'a jamais emporté unilatéralement au point de détruire la prédilection des Français pour les « structural patterns » (comme sembleraient le prouver les rapports même du réalisme moderne avec le cubisme).

Je crois avoir fidèlement résumé ces quelques idées, qui me paraissent utiles pour alimenter notre réflexion. En ce qui concerne l'histoire littéraire proprement dite, je crois, avec M. Spink, qu'il est temps d'abandonner toute conception formaliste du classicisme. Il est exact que la mentalité *scientifique* des intellectuels était alors un trait progressiste. Mais seuls les rapports des classes au XVII[e] siècle, quand ils nous seront mieux connus, éclaireront ces questions.

M. Spink dit de Racine qu'il convient de voir dans son théâtre le primat de la recherche de l'ordre sur la passion déréglée ; le mal y est une monstruosité biologique, ou une impulsion irrationnelle d'origine externe. Pareille analyse me semble très insuffisante. Ce qu'on sait déjà, c'est que les œuvres classiques reflètent à la fois les monstruosités d'une société injuste, cruelle aux faibles, où la toute puissance arme les passions et les rend meurtrières (c'est toute la définition de la tragédie, dont les personnages doivent être des princes), — et en même temps une aspiration à l'harmonie entre les êtres, expression d'une harmonie sociale de caractère utopique. Mais reste à définir ce qui fait encore de nos jours la valeur de cette « harmonie rationnelle » : c'est seulement lorsque ce problème sera résolu que toute interprétation formaliste des œuvres classiques deviendra absurde. Du beau travail en perspective pour nos historiens de la littérature !

II

OU VA LA LITTÉRATURE COMPARÉE ? COMPARATISME ET COSMOPOLITISME

par C. L.

Il y a à peu près un an la *Revue de littérature comparée* (N° de mars 1953) faisait paraître un ensemble d'études sous le titre *Orientations en littérature comparée*. Les articles, qui constituent un bilan — sévère — des recherches comparatistes, n'ont rien perdu de leur actualité. Au contraire certains passages de ces articles, certaines citations nous semblent avoir aujourd'hui une résonance accrue : par exemple le point de vue des spécialistes allemands qui veulent « satisfaire aux exigences de l'unité européenne » (p. 29) ne mérite-t-il pas d'être mieux connu ?

La Revue nous propose quatre études suivies d'une *Conclusion provisoire* : d'abord « Benedetto Croce et la littérature comparée en Italie », puis « le point de vue d'Outre-Atlantique », que suivent un article sur la « littérature comparée en Allemagne » et un autre sur « la littérature comparée et l'histoire des idées » — dû au Français H. Roddier. Ces témoignages ne viennent pas, on le voit, de tous les points de l' « horizon littéraire » ; au contraire, il y a de remarquables absences, il ne s'agit ici que d'un certain comparatisme et ce comparatisme, c'est l'évidence pour un lecteur même non initié, traverse une crise profonde dont la gravité n'échappe pas, d'ailleurs, au rédacteur de la *Conclusion provisoire*. Soulignant le désaccord fondamental que manifestent les différents articles, il écrit :

Ces historiens et critiques, s'ils s'accordent tout naturellement dans leur volonté de comprendre et d'expliquer le phénomène littéraire, *divergent à peu près dans tout le reste* [souligné par nous].

Il s'agit en effet de divergences frappantes : le premier article — d'un spécialiste italien — évoque la lutte acharnée menée par Benedetto Croce contre les tendances positivistes en critique littéraire. Comme nous le verrons plus loin, le quatrième article (celui d'Henri Roddier) et la conclusion provisoire s'efforcent au contraire de réhabiliter le positivisme. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres. D'une manière générale, on peut dire que ce qui est affirmé d'un côté est nié d'un autre côté. Mais l'impression que l'on retire de cette lecture est que chacun des collaborateurs de la revue a raison dans ce qu'il dénonce ; ce qui signifie — qu'on nous pardonne l'outrecuidance de cet aveu — qu'aucune des thèses soutenues ou des tendances exprimées ne nous semble de nature à rencontrer une pleine approbation.

Exemple : on nous propose de choisir entre le positivisme et l'idéalisme. L'idéalisme de Croce soutient que l'œuvre d'art est unique, qu'elle échappe à la comparaison, et que l'emploi d'une méthode historique en critique littéraire aboutit à une inadmissible confusion entre le domaine esthétique et le domaine philosophique. Le positivisme, lui, croit aux influences, rattache l'œuvre à son « milieu humain et livresque », etc... A tout prendre, de ces deux orientations nous préférerions la seconde plus honnête, plus scientifique. Nous refusons Croce parce qu'il refuse la science ; mais nous sommes obligés de faire des réserves sur le caractère scientifique du positivisme. Pour le définir, l'auteur de la *Conclusion provisoire* n'écrit-il pas :

> Il tend à retracer, *au moyen de la littérature* [1], les évolutions de l'esprit humain à travers les âges.

Le positivisme, qui rattache d'ailleurs l'œuvre à son milieu de manière superficielle, tendrait donc à négliger le caractère spécifique de la littérature. A ce propos, nous conseillons aux comparatistes français de s'informer des recherches récentes menées en Union soviétique sur les problèmes méthodologiques d'une *Science de la littérature. La Pensée* a consacré récemment un article précieux à cette question [2].

Les thèses de B. Croce ont peut-être aujourd'hui encore une importance considérable, en ce qu'elles déterminent l'orientation de nombreuses enquêtes comparatistes en Italie et hors d'Italie. Nous ne sommes plus pourtant en 1925, dans les années où la critique méthodologique de Croce entraînait, nous dit-on, une grave crise de conscience chez le plus éminent des comparatistes italiens. Le conflit de l'esprit scientifique et de l'esprit idéaliste prend aujourd'hui une forme différente. Il oppose le comparatisme traditionnel à un comparatisme renouvelé, celui de certains disciples de Toynbee. Ce comparatisme est d'esprit évidemment — et dangereusement — cosmopolite. Et il n'est peut-être pas juste d'évoquer un conflit de tendances : car le comparatisme de Van Tieghem et de Paul Hazard est aussi cosmopolite ; mais il est juste de souligner la virulence nouvelle des thèses dont se réclament les deux articles dont nous allons parler, et dont il est évident que le contenu n'est pas sans inquiéter certains des esprits prudents de l'école française.

Dans son article, l'Allemand W. Hollerer critique l'esprit et les méthodes de ces comparatistes qui prennent « chaque littérature nationale en soi », et examinent les « influences immédiates qu'elle exerce ou qu'elle subit ». Cette critique, nous dit-il, est le fait de nombreux spécialistes de l'Allemagne de Bonn : ceux-ci entendent créer une « nouvelle science » ; préparer le terrain à une histoire littéraire de ce « corps historique homogène qu'est l'Europe ». Cette curieuse expression — comme

---

1. Souligné par nous.
2. Jean-Louis Lecercle et Pierre Albouy : « Problèmes de la science de la littérature ». *La Pensée*, nº 52 (décembre 1953), pp. 61-79.

celle employée par le Français H. Roddier dans son article : l'expression de région naturelle se référant à l'Europe — appartient sans doute à une doctrine très peu différente de celle d'Arnold Toynbee. H. Roddin se réclame d'ailleurs de Toynbee. L'analyse de l'objectivité et du sérieux de Toynbee a été faite de façon remarquable dans *la Pensée*[1] : on sait quelle idée exacte s'en faire. L'objectivité et le sérieux des comparatistes allemands ne nous semblent pas de qualité très différente. Qu'on en juge : Qu'est-ce que la littérature universelle ? Hollerer répond en citant un certain Eppelsheimer qui par ce terme entend :

> littérature occidentale... littérature universelle signifiant ainsi l'évolution de la littérature non du monde mais d'un monde, de notre monde — de l'Europe dans l'acception spirituelle, non géographique de ce terme.

Nous circulons au milieu de mythes — et de mythes fort dangereux. Qu'ils soient destructeurs de toute science, c'est l'évidence même. Nous pensons, pour notre part, qu'une orientation cosmopolite, quelle qu'en soit la nature, rend impossible la tâche sérieuse, positive du comparatiste, qui est d'apprécier rigoureusement les influences incontestables subies ou exercées par les littératures nationales, et de déterminer avec précision l'apport original de chaque littérature. Il est remarquable que ces tendances inquiètent certains comparatistes français : ainsi, c'est avec une évidente réserve que l'auteur de la *Conclusion provisoire,* évoquant les mythes dont nous parlions plus haut, constate que

> ...du coup apparaissent ou reprennent du service nombre de données historiques toutes faites... l'Occident, l'Europe, la conscience et la tradition européennes, etc...

Mais si l'on se demande pourquoi ces « données toutes faites... reprennent du service » aujourd'hui, on sera bien obligé de reconnaître qu'il y a une incontestable conformité entre la doctrine de négation des réalités nationales sur laquelle se fondent les partisans d'une « petite Europe », les fauteurs de la C.E.D., et la diffusion des thèmes chers à Toynbee et à Hollerer. La signification politique de cet effort pour « renouveler la science » saute aux yeux. Ce n'est pas le comparatiste américain Harry Levin qui le nierait, lui qui conclut son article par la phrase suivante :

> Il est encourageant d'apprendre... que nos efforts peuvent ne pas être condamnés à se perdre dans un académisme désuet, mais au contraire qu'ils peuvent avoir leur place dans les valeurs pour lesquelles lutte l'humanité.

Est-ce tellement « encourageant » pour les comparatistes français, s'ils cherchent à préciser ce que l'auteur américain entend par « les valeurs pour lesquelles lutte l'humanité », — l'humanité « libre », bien entendu ?

Nous nous demandons — et nous aimerions leur demander — s'ils croient avoir leur place dans cette croisade.

---

1. Jean POPEREN : « La philosophie de l'histoire d'Arnold-J. Toynbee ». *La Pensée,* n° 42-43 (mai-août 1952), pp. 133-147.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

REMARQUES SUR « LE CHEVAL ROUX » D'ELSA TRIOLET

par Marc SORIANO

Il s'agit d'un livre hors mesure [1]. Il serait vain et prétentieux de tenter de le cerner dans le cadre d'un compte rendu. Je me bornerai donc à quelques remarques sur les aspects qui me paraissent les plus importants.

Je ne rappelle que pour mémoire le sujet : Il s'agit du voyage dantesque d'Elsa et de son compagnon de rencontre, qui se trouve être un G.I., Henry, à travers la terre dévastée, après que la guerre atomique eut éclaté. Qu'est devenue l'humanité ?

S'agit-il d'un roman d'anticipation ? Dans une certaine mesure, oui et de deux façons différentes. L'auteur nous oblige à imaginer la désorganisation et l'horreur qui deviendraient notre destin si la vigilance des peuples se relâchait. Et en même temps, elle nous présente les perspectives actuelles de la civilisation, la transformation de la nature et celle de l'homme telles qu'elles sont réalisées déjà en Union soviétique. Les intentions véritablement humaines, les voici : rendre plus humaines les circonstances, faire vivre l'homme dans un monde humain. Une sorte d'enquête se situe au cœur du livre : l'auteur y recrée une discussion qu'elle a eue à Moscou à propos de l'idée du roman d'anticipation qu'elle projetait. D'ailleurs ce qu'Elsa se proposait d'écrire, ce n'était pas un roman d'anticipation ordinaire, bâti sur la prévision du progrès technique ; elle s'efforçait plutôt d'imaginer l'homme de l'avenir, ses sentiments, sa conscience, sa conception de la vie, de l'amour et de la mort.

Il y a sans doute là l'essentiel de ce qu'on a l'habitude d'appeler le roman d'anticipation, mais *le Cheval Roux* en même temps dépasse largement ce cadre un peu étroit. L'anticipation a souvent servi à détourner l'attention du lecteur des problèmes actuels, à le bercer dans une ivresse technique, à entretenir sa passivité : puisque le progrès ne saurait être interrompu, puisque la puissance de la machine est telle, à quoi servirait d'agir ? A quoi bon lutter contre le « superman » ? L'œuvre de Jules Verne est dans une certaine mesure exempte de cette tare : son amour pour la science, sa confiance en l'homme sont réels. Toutefois, essentiellement bâtie sur la perspective des progrès techniques de l'homme et sur des données scientifiques sans cesse dépassées, elle vieillit rapidement, au fur et à mesure que cette technique se développe.

Le Cheval Roux constitue une reconquête progressiste d'un procédé, d'une veine que la pensée bourgeoise a souvent exploités ; mais le contenu que l'auteur lui donne fait éclater le genre, renouvelle le procédé de façon créatrice.

Bien plus que roman d'anticipation, *le Cheval Roux* devient conte philosophique. Mais ici les mots me trahissent, car ce conte a la taille et l'épaisseur d'un roman et la philosophie y est concrète, vécue. Bien que dans la tradition de *Candide,* il n'a pas l'humour froid des contes philosophiques que nous connaissons. L'amertume, l'indignation, la colère s'expriment dans un ton nouveau qui ferait penser à Swift, si le

---

1. Elsa Triolet : *le Cheval roux.* Paris, Editeurs français réunis, 1953.

tyle, cette résonance organique qui est le « tour » d'Elsa Triolet, ne maintenait la atire et l'avertissement sur le plan du lyrisme.

Une des trouvailles les plus remarquables de l'artiste, c'est, à mon avis, d'avoir mployé la première personne. L'anticipation et l'intention philosophique perdent ussitôt ce caractère abstrait qu'elles auraient pu avoir : pour évoquer la plus grande atastrophe de l'histoire, l'auteur utilise les réactions, les angoisses, les souffrances les lus personnelles — créant par le biais du « je » un personnage d'une présence et d'une ie intenses, ce qui est bien un des secrets de l'art. La valeur générale de *Madame Bovary* ient précisément à ce que Flaubert a profondément caractérisé la médiocrité d'Emma, a mentalité de petite bonne femme, et c'est peut-être cet aspect singulier, particulier lu héros qui devient pour le lecteur la base, le point de départ, à partir duquel il eut généraliser. Ainsi *le Cheval Roux* nous présente une femme avec son passé, ses mours, ses haines, sa sensibilité exacerbée, une femme insupportable, délicieuse, ttachante. C'est elle que la catastrophe a frappée et nous vivons avec elle, à travers lle, le désastre. Une femme qui souffrait de vieillir et qui le dit, qui avait besoin d'être imée. Avec des poussées d'espoir et de désespoir. Avec ses souvenirs d'enfance. C'est partir de ces données concrètes que le lecteur est amené à imaginer le désastre qui erait le sien. Ce désespoir qu'est la vieillesse, il deviendra la loi générale pour toutes es femmes, jeunes et vieilles. Ces humbles trésors, la jeunesse, la beauté n'ont plus e sens quand les corps ne sont que plaies. Une horreur organique traverse le roman, a pensée emprunte une voie directe, charnelle, pour parvenir jusqu'à nous. Il est ertain que sur le plan littéraire, ce livre pourra servir de leçon à beaucoup d'écrivains lont les intentions sont bonnes, mais qui ne savent pas les exprimer de cette façon oncrète et matérielle qui caractérise les œuvres d'art.

Autre caractéristique du roman qui me semble importante : à mon avis, c'est elle qui risque de dérouter les intellectuels (au sens péjoratif du mot) et en même emps d'assurer au livre un très large public. Le livre respire une totale liberté dans 'inspiration. Elsa Triolet à partir de la réalité effectue un véritable passage à la limite.)uelques amis avec qui j'ai discuté pour rédiger ces notes ont posé la question sui- ante : la bombe atomique a réellement éclaté, les désastres décrits par l'auteur (boue, lestruction, mort différée) se sont effectivement produits. Pourquoi Elsa Triolet, uisqu'elle est écrivain réaliste, n'a-t-elle pas mis son talent au service de ce qui 'est réellement passé et qui constitue un avertissement non négligeable pour l'humanité ?

La question, qui a une apparence de raison, joue en fait sur le mot réalisme. La écessité pour l'artiste de peindre le réel ne l'oblige nullement à se cantonner dans a peinture de ce qui est réellement arrivé. Des œuvres existeront et existent déjà [1] sur Iiroshima, et leur valeur humaine et artistique ne sont pas en question. Mais on eut être réaliste aussi en se livrant à l'invention qui dégage les traits essentiels du éel et qui, dans une forme très libre, insiste sur ses éléments les plus significatifs. La aleur de l'œuvre d'art réside souvent dans cette exagération volontaire, dans l'utili- ation apparemment capricieuse des données réelles. L'art réaliste non seulement olère, mais encourage ces tentatives profondément originales qui, en forçant la signi- ication du réel, la dégagent. Et avec quelle maîtrise Elsa Triolet mène cette incroyable ageure ! Qu'on y songe : ici le présent est un des futurs possibles, le passé (celui des onversations en Union soviétique) est un autre futur qui dépend de nous, etc... Je ense à Marcel Cohen qui s'emploie si studieusement à noter l'emploi des temps chez es écrivains contemporains. Ici le contenu bouleverse la technique, enrichit les données le la grammaire et de la langue de résonances nouvelles. La discussion ébauchée par

---

1. Par exemple ce bouleversant et sobre témoignage, *Les enfants d'Hiroshima*, qui passe sur les crans parisiens.

Proust sur les imparfaits chez Flaubert se trouve ici profondément renouvelée, et n sur le plan formel, mais de l'intérieur.

Revenons à la question du contenu dont ces remarques sur la forme ne no éloignent pas. C'est une vérité reconnue : un artiste digne de ce nom ne peut trou son inspiration que dans les questions qui touchent profondément l'homme de s temps. Les meilleurs romans de ces dernières années en font foi. Elsa Triolet a p la question la plus générale, celle de la paix et de la guerre, et d'une façon concrè de la façon aussi qui peut le plus toucher un large public. Elle présente avec une gran force ce qui doit à tout prix être sauvé, l'amour, la tendresse, la vie. Je ne conn pas un écrivain digne de ce nom, qui n'envie Elsa Triolet d'avoir eu l'idée d'écr ce livre, même s'il n'est pas d'accord sur les techniques et les moyens qui sont siens.

Roman noir ? Certainement. Un immense cauchemar qu'on n'est pas libre quitter, ni d'oublier, quand on a accepté de s'y enfoncer, mais certainement pas rom pessimiste. L'artiste a employé tout son talent à nous proposer le monde qui ser le nôtre si nos intentions, même par lâcheté, cessaient d'être « humaines ». J'ai d abordé le problème du roman négatif à propos de *La Mort est mon métier* de Rob Merle [1]. L'exigence du héros positif, de la perspective positive, ne doit pas no entraîner à poser comme nécessaire la « happy End » de la littérature lénifiante. perspective que nous présente l'auteur est noire parce que le danger est réel et par que l'artiste a voulu le peindre dans toute son ampleur. Mais le roman, en fin de comp n'est pas « pessimiste » encore pour une autre raison : la perspective radieuse du soc lisme figure dans le tableau, elle est partie intégrante de notre avenir (c'est-à-dire da le cadre de l'anticipation, elle devient regret d'un passé qui aurait pu être no avenir). Cela suffit pour que le lecteur comprenne profondément *le choix* devant lequ il se trouve.

Il faudrait aussi parler de l'art du « suspense » qui nous entraîne toujours pl avant dans ces cercles infernaux et de l'espoir qui pourtant n'est pas tari et qui, da les dernières pages, survit à la narration.

Dans la meilleure tradition picaresque, des personnages apparaissent, dessinés quelques lignes, puis disparaissent. Mais le mot picaresque non plus ne convient pas c'est une femme qui parle, son cœur et sa chair mis à nu. C'est encore au lyrism qu'il faut revenir.

Cette maîtrise ne va pas sans rouerie : ce roman de la fin du monde est aussi roman d'un écrivain qui se peint comme tel, avec son hypersensibilité, ses problème ses difficultés. Roman d'un roman et roman d'une romancière. Les critiques que l' a envie de faire, on les trouve toutes faites à l'intérieur du roman, Elsa y répond av parfois un peu d'impatience (p. 416) : « Les voici, les lecteurs !... Ils croient toujou savoir mieux, veulent que tout soit dit dans le même livre... »

Ce livre est un monde, un monde qui servira à mieux éclairer le nôtre. Ho série et hors mesure. Surprenant et bouleversant.

---

1. Voir *la Pensée*, n° 48-49 (mai-août 1953), pp. 223-224.

CHRONIQUE D'HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE

I

A LA RECHERCHE DU VRAI SOCRATE

par Jean-Pierre VERNANT

V. DE MAGALHAES-VILHENA : **le Problème de Socrate. Le Socrate historique et le Socrate de Platon.** Bibliothèque de Philosophie contemporaine. 1 volume in-8° de 568 pages. Paris, P.U.F., 1952.

Socrate et la légende platonicienne. Bibliothèque de Philosophie contemporaine. 1 volume in-8° de 235 pages. Paris, P.U.F., 1952.

Les deux ouvrages de Vilhena se complètent; ils appellent une suite qui est déjà en chantier. *Le Problème de Socrate* déblaie le terrain : il nous présente l'étonnante galerie des Socrate contradictoires que chaque philosophe, à chaque période historique, a dessinés à l'image de ses propres préoccupations. Il fait aussi l'histoire du problème lui-même, de sa genèse, de son état actuel, retraçant les efforts de la critique moderne pour reprendre l'ensemble de la question d'après les exigences de la méthode historique.

Dans ce travail de documentation et d'analyse critique, l'érudition devait tenir une place de choix. Vilhena a tout lu : son livre fait le point des études socratiques; sa bibliographie, très complète, sera précieuse pour les chercheurs. Mais l'érudition, on le sent, n'a pas pour l'auteur de valeur en soi. Elle se justifie par le fait qu'un problème comme celui de Socrate est en quelque sorte pris dans l'histoire humaine et qu'il ne peut être posé en dehors de tout le mouvement de pensée qui l'a élaboré.

Le cas de Socrate est pour l'historien de la philosophie un paradoxe qui prend valeur d'exemple : en lui viennent converger toutes les difficultés qui risquent d'entraver la recherche historique. Déjà pour ses contemporains son personnage était une énigme. Ses divers disciples, tout en se proclamant également fidèles, présentent de lui des images opposées. Et en chacune d'elles, au départ, la légende et l'histoire se mêlent. Cet homme enfin, dont on dit qu'il inaugura un nouvel âge de la pensée, n'a pas laissé derrière lui une ligne. Faut-il donc renoncer à savoir qui fut Socrate? L'auteur ne le pense pas. Cette analyse préalable que constitue *le Problème de Socrate* a pour fin de définir les conditions et les limites d'une connaissance possible du Socrate historique.

Le témoignage dont il faut partir est celui de Platon, de préférence à ceux de Xénophon et d'Aristote. Est-ce à dire, comme le voulaient Taylor et Burnet, qu'il y ait identité entre le Socrate réel et le Socrate platonicien? Vilhena n'en croit rien. A travers Platon nous ne pouvons atteindre directement Socrate, mais seulement son image réfléchie, déformée. La tâche de l'historien du socratisme est de rectifier cette déformation.

Tâche impossible s'il lui fallait rester enfermé dans une critique purement interne des témoignages. Car il serait alors réduit soit à ajouter au Socrate de Platon une mosaïque de traits divers empruntés à d'autres auteurs ; soit au contraire à rejeter tout ce qui, bien qu'attesté ailleurs, paraîtrait en contradiction avec les textes platoniciens. La méthode de Vilhena est autre, qui s'inspire du matérialisme dialectique. Socrate et le socratisme doivent être intégrés à tout le mouvement social et spirituel de l'Athènes des ve et ive siècles. Or, entre la période de Socrate vivant et celle des « logoi socraticoi », — cet ensemble d'écrits qui portent pour nous témoignage sur sa personne et sur son enseignement —, la situation sociale et politique s'est transformée, et avec elle le sens du message socratique : de nouveaux problèmes sont apparus, et les anciens ne se posent plus exactement de la même façon. C'est pourquoi le personnage de Socrate, à travers la littérature socratique, subit une transformation. Ou plutôt des transformations : suivant les différents groupes de disciples il se fragmente en une multiplicité d'images opposées qui traduisent sur le plan idéologique les antagonismes des classes dirigeantes athéniennes. Dans ces discussions il ne s'agit pas seulement de problèmes abstraits : le fondement de la « politeia » se trouve mis en cause. D'où l'aspect de polémique qui apparaît au premier plan. Polémique des socratiques contre les antisocratiques : démocrates, démagogues, rhétoriciens et sophistes ; le pamphlet de Polycrate marque l'âpreté de la lutte et manifeste l'existence d'une tradition antisocratique dont, sans parler d'Aristophane, l'écho se retrouve chez Aristoxène de Tarente, chez Porphyre, chez les épicuriens et jusque chez certains pères de l'Eglise. Polémique aussi à l'intérieur du socratisme : socratisme aristocratique de Platon et de Xénophon contre le socratisme antiétatique et antiesclavagiste du « nothos » Antisthène ; polémique de Platon contre Xénophon, d'Antisthène contre Aristippe. L'éclatement du personnage de Socrate et de l'héritage spirituel du socratisme prend ainsi tout son sens. Et dans cette confrontation de l'histoire philosophique avec l'histoire sociale et politique, des points de repère nouveaux nous sont donnés pour apprécier l'ampleur du glissement qui a dû se produire du Socrate réel au « Socrate de la légende platonicienne ».

Ce glissement se mesure à l'opposition de deux époques. La vie de Socrate se déroule, pour la plus grande part, dans la période de la démocratie athénienne encore triomphante. Quand se produira la chute de l'empire athénien, ce sera presque aussitôt la condamnation et la mort de Socrate. Socrate a donc vu le désastre, mais sans pouvoir en saisir toutes les conséquences. Platon a vécu au contraire au temps de la décomposition de la cité grecque, quand apparaît la nécessité de remettre en question le fondement de la vie politique, sociale, morale, spirituelle. Du maître au disciple la perspective dans laquelle se présentent l'histoire et le destin de la « polis » a changé. Pourtant le Socrate des Dialogues manifeste, en face des problèmes et des événements qui lui sont contemporains, cette lucidité, cette profondeur de vue qui ne peuvent appartenir qu'à un homme de la génération suivante. Socrate, en quelque sorte, se dédouble : sur le Socrate vivant dans l'histoire qui se fait, Platon projette un Socrate jugeant après coup une histoire déjà faite. Tel est le procédé essentiel de l'idéalisation platonicienne. De cette façon Socrate, dans sa condamnation de la démocratie, de l'impérialisme athénien et de tout le système de valeurs qu'ils impliquent, se présente comme la conscience politique d'Athènes, le seul qui ait prévu le destin de la cité et de la culture.

★

Sous le couvert de ce Socrate idéal Platon porte sur tous les plans la lutte idéologique contre la démocratie. Paraphrasant le mot de Clausewitz, Vilhena écrit que « pour Platon la philosophie

n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ». Politique complexe, qu'une formule trop rigide risquerait de trahir. Elle représente l'attachement aux valeurs aristocratiques traditionnelles, mais elle les renouvelle et les transpose. Dans son opposition au « démos », artisans, marins, négociants, tous intéressés à la politique d'expansion commerciale, elle exprime les intérêts des familles nobles, des propriétaires fonciers; mais précisément parce que la situation historique exclut pour les partisans de l'aristocratie une action politique dans le cadre des institutions, c'est chez certains d'entre eux que la pensée politique s'élargit jusqu'à prendre conscience des contradictions de la cité grecque, et s'épanouit dans de grandes constructions systématiques. D'où, chez Platon, ce mélange d'analyse réaliste, dont Léon Robin a cru pouvoir dire que par certains aspects elle approchait celle de Marx, et le recours à l'utopie.

★

Mais on ne saurait réduire l'ouvrage de Vilhena à ces vues générales. Une des meilleures parties de son travail consiste dans une étude précise et concrète du mouvement littéraire des « logoi socraticoi », auquel l'auteur rattache l'œuvre socratique de Platon. Ce mouvement est analysé dans sa forme, comme type nouveau d'expression littéraire, et dans son contenu. Les raisons pour lesquelles Socrate n'a pas écrit ne sont pas purement personnelles. A son époque l'écriture n'a pas encore conquis droit de cité pour les genres non poétiques : elle semble heurter le préjugé aristocratique qui assimile celui qui écrit des discours à l' « homme de métier ». A la fin du ve siècle, par contre, la poésie ne satisfait plus les besoins de la vie intellectuelle, et la littérature en prose devient une arme susceptible d'atteindre le public cultivé. On voit alors les partisans de l'oligarchie s'adresser aux élites dans la littérature de la « patrios politeia » pour faire la critique des principes et des procédés des hommes au pouvoir et pour exposer leurs vues politiques. Sous une forme nouvelle les « logoi socraticoi » poursuivent le même effort : on y retrouve l'esprit de polémique antidémocratique dans les discussions sur l'authentique « areté », la véritable « paideia », l'idéal de vie de la « calocagathia ». Ce que nous connaissons de la « categoria Socratous » de Polycrate — qui représente la même polémique vue du côté adverse — confirme nettement cette appréciation. Socrate y est attaqué en tant que « misodèmos », ennemi de la démocratie.

Ainsi se trouvent confirmés, par les dialogues de Platon et par ce que nous pouvons savoir de la réalité sociale du temps, quelques traits du Socrate de l'histoire. Il reste à Vilhena à confronter cette image avec celle que nous ont laissée Aristophane et les comiques.

II

UNE ÉTUDE SUR HEGEL

par A. CORNU

Franz Grégoire : « L'attitude hegelienne devant l'existence. » *Revue philosophique de Louvain*, mai 1953.

Dans cette étude F. Grégoire, professeur à l'Université de Louvain, s'attache à définir l'attitude hegelienne devant l'existence en l'opposant à l'attitude des romantiques, que condamne Hegel, et qui est celle d'une aspiration indéfinissable à un absolu inaccessible. Cette aspiration qui traduit l'insatisfaction devant la réalité et qui s'exprime par le rêve d'un dépassement sans objet est à l'opposé de l'effort fait par Hegel pour se libérer de la finitude, de la limite qui s'impose à l'expérience humaine.

Hegel part du fait que la réalité, sous son double aspect de nature et d'humanité, apparaît de prime abord étrangère à l'homme qui ne se reconnaît pas en elle. Au lieu de se libérer de cette sensation par une évasion du réel, par une aspiration à un lointain au-delà, Hegel pense que l'homme doit au contraire s'efforcer de reconnaître ce que la réalité a d'humain ou de lui imprimer ce caractère par l'action.

Dans cette libération par la réconciliation avec le réel, l'homme se reconnaît en lui, alors que, dans la libération par le désir indéterminé, il demeure éloigné des choses et étranger à elles.

Parti à la recherche du monde, l'homme commence par s'y sentir perdu, puis, une fois découvertes ou créées les significations humaines du monde, l'homme revient à soi chargé des richesses trouvées dans le monde et il devient alors seulement pleinement lui-même. Ce mouvement de retour sur soi peut être représenté par un cercle qui symbolise la vraie infinité, la fausse étant l'aspiration sans but défini que représente la ligne droite se perdant dans le vide.

Embrasser le réel dans sa totalité, telle doit être l'attitude fondamentale de l'homme devant l'existence. C'est par elle qu'il accède à la personnalité constituée par le plein accord avec le réel et qui trouve son expression la plus haute dans l'Idée absolue.

La connaissance est tout d'abord la tendance à apercevoir dans la réalité ce qu'elle présente d'universalité, donc d'intelligibilité, puis la tendance à imprimer aux choses par l'action un caractère rationnel. Quand la réalité, dans ce qu'elle a d'universel et de rationnel, satisfait l'esprit, celui-ci se reconnaît dans les choses en trouvant un reflet de lui-même dans ce qu'elles ont d'exprimable en notions générales.

Dans cette connaissance des choses qui répond à leurs structures générales l'esprit progresse à la manière d'une route qui se construit elle-même. Il réengendre en effet le réel qui se crée devant lui et participe en ce sens activement en pleine clarté et en pleine satisfaction à la loi du Monde qui est sa propre loi.

A la différence du Moi, considéré en soi, antérieurement à toute réconciliation avec le réel, et qui est alors un universel abstrait, c'est-à-dire incomplet, inachevé, la personnalité est, par le fait qu'elle crée dans les choses en apparence désordonnées un ordre rationnel, un universel concret.

En devenant un universel concret, l

Moi se réconcilie avec le réel — ce qui upprime la chose en soi de Kant — et evient à la fois libre, parce que débarassé de toute dépendance, et infini, arce que sans limites par rapport aux xigences de son essence.

En s'assimilant le réel, c'est-à-dire le articulier, le Moi, sous la forme de ersonnalité, se confond avec le concept, ui est essentiellement relation de sujet objet et par là même à la fois sujet et bjet.

★

Cette conception de la personnalité ssimilée dans son essence au concept est e fondement de l'idéalisme objectif de Iegel qui s'oppose à l'idéalisme subjectif où l'esprit est limité à ses seules pensées.

Cette réconciliation avec le réel pernet seule d'accéder à la vraie notion de 'infini qui doit être conçu dans ses relaions avec le fini — l'infini non corrélaif étant un infini abstrait — et de comrendre la véritable nature de l'être.

Comme l'infini, l'être et le non-être non corrélatifs, c'est-à-dire indéterminés, ont inexistants ; ce n'est que par le devenir dans lequel ils sont réunis par l'esprit t où ils deviennent corrélatifs que l'être rend une forme déterminée.

Partant de cette conception générale le l'être déterminé par le devenir — coneption qui élimine celle d'un absolu ranscendantal indéterminé — Hegel nontre dans son système comment 'esprit se dégage progressivement de la natière qui, tout en constituant son ntithèse, reste corrélative à lui et comnent, d'étape en étape, il se retrouve le plus en plus jusqu'au moment où, preiant conscience qu'il constitue l'essence le tout le réel, il devient l'Esprit absolu.

Il accède à ce stade supérieur par 'Art, la Religion et la Philosophie, dans aquelle il se retrouve au plus haut degré, parce qu'elle est connaissance adéquate d'elle-même et de tout ce qui n'est pas elle.

Le principe fondamental : se reconnaître dans l'objet, qui domine la philosophie de Hegel, détermine chez lui la position de l'homme non seulement vis-à-vis des choses, mais aussi vis-à-vis des autres hommes et vis-à-vis de l'Etat. Sa position vis-à-vis des autres hommes est définie par Hegel dans le célèbre passage sur les relations entre le maître et l'esclave, qui aboutissent à leur réconciliation par le fait que chacun, reconnaissant l'autre comme homme, se reconnaît en lui.

C'est ce même principe qui dicte l'attitude du citoyen vis-à-vis de l'Etat. L'Etat étant, comme structure d'ensemble des organes du pouvoir, une totalité rationnelle consciente d'elle-même, le devoir des citoyens est de le reconnaître comme tel, c'est-à-dire de se reconnaître en lui en tant que réalité de l'ordre de l'esprit, et réciproquement l'Etat doit se reconnaître dans tous ses membres, en reconnaissant en eux l'esprit, c'est-à-dire les droits civils et politiques qui résultent de leur caractère de personnes.

La succession des Etats, c'est-à-dire des empires et des civilisations, apparaît comme une série d'étapes par lesquelles l'esprit accède progressivement à la liberté. L'étape finale de ce progrès est la civilisation germanique chrétienne sous les espèces du protestantisme qui, en faisant de la fondation d'un foyer, du travail et de l'obéissance à l'Etat des valeurs absolues, met fin à la séparation entre l'esprit et le monde créée par le catholicisme. L'histoire trouve ainsi son terme dans la religion, c'est-à-dire en Dieu.

Comme le Moi, Dieu est à l'origine un universel abstrait qui devient un universel concret en posant des esprits finis qu'il amène progressivement à se reconnaître en lui. Dieu n'existe ainsi véritablement que dans la conscience des fidèles et l'esprit divin est en fin de compte résorbé par l'esprit humain.

★

F. Grégoire ne fait porter sa critique que sur cette dernière partie de son analyse de l'attitude hegelienne devant

l'existence. A la conception hegelienne d'un Dieu immanent qui se confond en fait avec la conscience des hommes, il oppose Dieu conçu comme une transcendance infinie vers laquelle l'esprit humain doit s'élever.

L'analyse de F. Grégoire a le grand mérite d'être très claire et de donner une explication de l'ensemble des problèmes hegeliens en partant du problème fondamental de l'attitude de l'homme devant l'existence. Son défaut est d'accepter sans la critiquer la position hegelienne et surtout sans chercher à en donner une explication historique.

Les problèmes qui se posent aux philosophes et la manière dont ils les résolvent sont en effet déterminés par leur époque et en dernière analyse par les intérêts de classe qu'ils défendent.

La conception que Hegel se fait de l'attitude de l'homme vis-à-vis de l'existence répond dans son ensemble à la conception générale du monde de la bourgeoisie montante du XVIIIe siècle, conception caractérisée par un rationalisme qui s'applique non seulement à l'explication de la vie humaine, mais à celle de la totalité du réel.

Partageant la tendance des grands penseurs de son temps à considérer le monde sous son aspect organique, Hegel donne, dans son explication rationaliste du monde, un caractère organique à celui-ci, ce qui l'amène à ne pas opposer l'homme au monde, mais à l'intégrer en lui.

Cette intégration se fait chez lui sur le plan de l'esprit par le fait que l'homme prend progressivement conscience du caractère rationnel, c'est-à-dire spirituel des choses et se reconnaît en elles.

Du fait de sa tendance conservatrice qui le porte à justifier la réalité présente en la reconnaissant comme rationnelle, la reconnaissance de la rationalité du réel par l'homme aboutit non à une transformation mais à une stagnation, à une stabilisation du monde, qui trouve son expression et son symbole dans le cercle, qui est chez Hegel la forme que prend le progrès.

La vraie critique de Hegel a été faite par K. Marx qui a montré que l'intégration de l'homme dans le monde se fait non par une simple prise de conscience, — qui ne modifie pas le réel, mais modifie seulement l'attitude que la conscience prend vis-à-vis de lui, — mais par l'activité concrète, pratique de l'homme, par le travail, qui permet à l'homme de s'intégrer effectivement dans le monde et qui transforme, en même temps que la réalité extérieure, les rapports de l'homme avec son milieu naturel et social et, par eux, sa conscience.

CHRONIQUE DES LETTRES ALLEMANDES

PLIEVIER ET VON SALOMON DEUX FAUX TÉMOINS DE LEUR TEMPS

par Gilbert BADIA

Theodor PLIEVIER : **Moscou.** Roman traduit de l'allemand par Max ROTH. 314 p. Paris, Flammarion, 1953.

La guerre a toujours hanté et tenté Plievier, l'auteur de *Stalingrad*. Au lendemain de celle de 1914, il avait publié les *Galériens de l'empereur*. Dans ce roman il racontait la révolte des marins allemands — premiers craquements de l'édifice — contre l'ordre impérial. En projetant le triptyque dont *Moscou* est le premier volet et *Berlin* la conclusion, encore non publiée, il a voulu se faire le chroniqueur de ce titanesque choc de millions d'hommes, qu'à été, dans la dernière guerre, le heurt sanglant de la Wehrmacht et des armées soviétiques.

L'ambition évidente de Th. Plievier, c'est que son œuvre soit à la fois fresque et explication. Il veut donner de la bataille une vue aérienne et la décrire comme s'il la voyait par la meurtrière du char, mais aussi exposer les objectifs des Etats en lutte et les raisons du combattant isolé.

Dans *le Feu*, dans *A l'ouest rien de nouveau*, les *Orages d'acier* de E. Jünger ou même dans le cycle des quatre romans d'Arnold Zweig, qu'on n'a pas encore traduits en français, bref dans tous ces romans de la première guerre mondiale, ce qui nous est transmis, c'est essentiellement l'expérience d'un homme, d'un soldat. La guerre est vue d'un abri individuel, d'une tranchée. L'homme plongé dans le creuset de la guerre et transformé par elle, s'interroge, cherche une explication de ce phénomène horrible et inhumain qui d'abord le surprend, le dépasse, l'écrase.

Depuis Fabrice à Waterloo, nous ne nous étonnons plus que le combattant individuel ne comprenne rien au déroulement de la bataille. Au moins savons-nous ce qu'éprouve Fabrice. Tandis que Plievier a fait de ses héros des automates, dont la guerre émousse les sens et qui sombrent dans la torpeur, au lieu de prendre une conscience plus claire du monde et de leur destin.

Déjà *Stalingrad* était moins le carnet de route d'un Gnotke ou d'un Vilshofen — et qui nous dira jamais les mobiles profonds de ce soldat et de ce colonel ? — au soir d'une bataille perdue, que l'apocalypse de la 6e armée agonisante. Cependant, d'explication point. Pourquoi « ce tournant décisif » ? On l'ignorait. Les hommes restaient engoncés dans la boue, la neige et leur misère ; l'adversaire était invisible. Aucun rayon de lumière sur cette horreur accumulée. De milliers de documents compulsés, partiellement utilisés en touches juxtaposées, ne résultait pas le tableau qu'on attendait, mais un récit anecdotique et papillotant. Voulant élargir le champ de bataille aux dimensions de la guerre moderne, Plievier ne l'a pas agrandi, mais émietté. A peine si, à la fin, il essayait d'extraire du récit une morale, qui était tout le contraire d'une véritable explication [1].

---

1. Voir à ce sujet l'article de M. Soriano (*la Pensée*, n° 48-49, août 1953, pp. 220 et suiv.). L'essentiel des remarques s'applique encore mieux à *Moscou*, où les défauts notés sont encore plus accusés.

★

Cette explication, le lecteur s'attend à la trouver dans Moscou qu'on nous présente comme

> une gigantesque chronique de la guerre germano-russe jusqu'à l'effondrement de l'offensive allemande devant la capitale soviétique.

Or jusqu'à la page 304 (le livre en compte 314) la victoire hitlérienne semble inéluctable. On croit le destin de l'U.R.S.S. irrémédiablement scellé, quand on lit (p. 270) :

> Toute résistance organisée avait cessé, l'Armée rouge agonisait dans la boue et le désespoir.

Quarante pages plus loin, force est bien de la ressusciter, cette armée ainsi escamotée, car enfin Moscou n'a pas été prise...

Mais s'il n'a pu modifier le cours de l'histoire, Plievier a pris avec elle des libertés. Dans les petites choses, comme dans les grandes. Il campe par exemple un Molotov qui en pleine offensive nazie propose de traiter avec Hitler. Staline (la seule fois où il intervienne) téléphone en ces termes à un général soviétique qui tient tout un secteur du front. C'est en juillet 1941. L'armée rouge ploie. Le général propose de replier le front. Staline :

> *Mes armées avancent, elles ne reculent pas. Seul un traître peut faire une suggestion pareille* (p. 146).

Plievier n'a pas ajouté « A la trappe » ; aussi n'est-il pas Jarry. Mais il fait proprement exécuter ce général. Rappelons par souci de la vérité que Staline, le 3 juillet 1941, donc très précisément dans les jours où Plievier situe cette conversation imaginaire, s'était adressé à tous les peuples de l'U.R.S.S. :

> A aucun prix on ne devra abandonner à l'ennemi une seule locomotive, un seul wagon. On ne lui laissera pas un kilo de blé, pas un litre d'essence...

Ce qui supposait la retraite. Ce qui permettra la contre-offensive. Ce qui déjà rend Stalingrad possible. Mais Plievier ne fait nulle allusion à ce discours.

Historien peu scrupuleux, Plievier n'est pas plus fidèle à la vérité du romancier. Ses personnages, surtout les Soviétiques, sont des pantins extravagants, au comportement imprévisible et contradictoire. Voici trois partisans soviétiques. Un vieux moujik, la fille d'un officier supérieur dont la mère vient de mourir sous les bombes allemandes, un capitaine (ordre de Lénine, etc.) qui vient de se battre avec un courage exemplaire. Leur patriotisme n'est pas mis en cause. Ils ont toutes les raisons de haïr l'envahisseur. Ils voient passer Vilshofen, lieutenant-colonel de chars, officier allemand que nous retrouverons dans *Stalingrad*. Il est à demi-mort, se traîne sur la neige. Ils le capturent et le soignent... puis le laissent partir vers les lignes allemandes après lui avoir offert du corned-beef et de la bière (p. 314). L'auteur a raison de parler de miracle au sujet de cet épisode. C'en est un en effet, et parfaitement inconcevable, si l'on veut bien se reporter par la pensée aux conditions et à l'époque de ce sauvetage.

De petits miracles de ce genre, le roman en fourmille : Minsk est détruite ; bombes, incendie, malheurs sans nombre, les chars allemands pénètrent dans la ville : « Bonjour », disent les jeunes filles russes. Autre exemple. Un combattant revient à Moscou quatre mois après le début de la guerre. Comment sera-t-il accueilli par les femmes qu'il [que l'armée dont il fait partie] protège ? Voici la scène chez Plievier. Chœur des femmes :

> Il est joli, notre glorieux combattant ! Avec ses poux il va infester tout le quartier (p. 295).

L'U.R.S.S. de Plievier est un monde où règne la peur, un monde de veulerie et d'absurdité cruelles. L'auteur fait dire à un communiste responsable :

> Penser soi-même, une illusion de l'idéologie bourgeoise (p. 237).

Dans cette galerie de personnages falots, dans ces foules immenses et molles, au milieu de ces êtres toujours en passe d'être exécutés par quelque officier gras et bien nourri de la N.K.V.D., parce qu'ils ont osé agir avec bon sens, vous chercheriez vainement ces hommes véritables dont chacun sait qu'ils existaient par milliers et sans qui Stalingrad n'eût pas été possible.

Mais dès *Moscou* Plievier est obligé de noter (p. 281) :

La campagne de Russie s'était terriblement durcie surtout depuis l'apparition des partisans.

Mais de quelle planète sont donc tombés ces hommes qui acceptent de vivre comme des bêtes dans les bois, de se battre derrière les lignes allemandes, voués à une mort presque certaine et souvent atroce ? Pour qui, pour quoi se battent ces patriotes auxquels l'auteur n'a pas donné de patrie ? Comment des ingénieurs soviétiques ont-ils été assez téméraires pour penser par eux-mêmes et concevoir des chars, qui surclassent les chars allemands, comme Plievier le reconnaît ? Dans l'Union soviétique de notre romancier, le lecteur est enfermé comme dans une prison sans fenêtres. Plievier, délibérément, a choisi d'inventer un monde absurde, dont il avait sans doute besoin pour la thèse qu'il veut défendre, mais qui, par là-même, ôte toute valeur, voire tout intérêt à sa chronique.

En face, la Wehrmacht nazie. Nous l'avons vue à l'œuvre en France. Nous allons pouvoir juger sur pièces.

★

Parvenu à la cent-vingtième page de *Moscou*, que le lecteur éventuel réfléchisse un instant. Il a sous les yeux une pléiade d'officiers hitlériens. Le vieux Bömelburg est un pauvre général, courageux et humain. D'emblée, ses officiers ont désapprouvé l'ordre du Führer de fusiller sans jugement les commissaires soviétiques. Peu s'en faut qu'ils ne défaillent au spectacle du premier village bombardé. Donc, ni cruels, ni insensibles. Mieux, perspicaces. Plusieurs savent — déjà — que la guerre est perdue. Des hommes d'ordre, des hommes corrects, des officiers capables. Guderian, en vrai chef, résiste même à Hitler.

Les ordres insensés sont toujours le fait de Hitler ou d'organismes impersonnels. Vilshofen (l'officier), Gnotke (le soldat) refusent parfois de s'y plier. La cruauté est l'apanage quasi-exclusif des S.S. Ce sont eux qui sont responsables de l'échec. La Wehrmacht, en Russie, était, selon Plievier, accueillie en libératrice, mais Hitler a eu le tort de maintenir la propriété collective. Ou encore, si la guerre a été perdue devant Moscou, c'est que les soldats allemands sont allés voler aux moujiks le pétrole de leurs lampes (p. 303). Ah ! vertu du « petit fait » ! Ne souriez pas. L'auteur n'a jamais été aussi sérieux.

Confrontez plutôt ce visage de la Wehrmacht avec les souvenirs de l'occupation. Ou même confrontez ces officiers et ces hommes avec ceux de *Stalingrad*. Plievier, aujourd'hui, dément le Plievier d'hier. Car enfin les officiers intelligents et humains qu'il nous présente, comment ont-ils pu se faire battre, un an plus tard, par ces automates affolés que sont dans *Moscou* les officiers soviétiques, par ces lambeaux de troupes en débandade, sans matériel, qui ne forment plus une armée ?

★

L'année dernière Th. Plievier est venu faire une conférence en Sorbonne. Des étudiants lui ont posé la question : « De *Stalingrad* à *Moscou*, Soviétiques et Allemands ont changé de visage, de nature même. Où est la vérité ? » Plievier a eu cette réponse indirecte : « Entre les deux romans j'avais changé de résidence. » C'est tout le contraire d'une boutade.

Stalingrad en effet avait été conçu alors que Plievier, pendant la guerre, était réfugié en Union soviétique. En 1948 il est passé en Allemagne occidentale, il est devenu officiellement un agent des services américains d'occupation en Allemagne. A ce titre, il s'est employé notamment à faire éclater le bureau du

Pen-Club allemand qui réunissait les écrivains des deux Allemagnes. Aux étudiants français, l'année dernière, il a tenté, sans succès d'ailleurs, de démontrer dans sa conférence la nécessité de s'enrôler tout de suite dans une croisade contre Moscou, « ce centre du Mal ».

Ainsi Theodor Plievier est devenu le Jean-Paul David des lettres allemandes. Son *Moscou* s'inscrit dans ces préoccupations. Ce n'est ni un roman, ni une chronique, tout simplement une œuvre de propagande antisoviétique, à propos de la campagne de la Wehrmacht en Russie pendant l'automne 1941. Dès lors s'éclairent certains traits du livre. En réhabilitant la Wehrmacht, il apporte de l'eau au moulin de la politique adenauerienne. Si Guderian est présenté comme un chef valeureux, c'est, n'en doutons pas, qu'on songe à lui, en haut lieu, pour occuper un poste dirigeant dans l' « armée européenne » projetée. Derrière *Moscou* se devine, comme en filigrane, la C.E.D. Ce n'est point trop s'avancer de dire que la bataille de 1941 a été revue et corrigée, dans la perspective des accords de Paris.

★

Stalingrad n'était pas le chef-d'œuvre que d'aucuns ont voulu y voir. Au moins était-ce un témoignage qui, par moments, avait une valeur relative ; *Moscou* n'a même plus les qualités de reportage. A peine si, de loin en loin et comme malgré l'auteur, une brève scène s'impose, donnant le sentiment de l'ampleur de la bataille, de l'immensité du pays, de la rigueur des éléments. Mais vite reparaît le parti-pris de l'horrible et de l'absurde.



Nous n'aurions garde de vouloir établir de comparaison. Pourtant qu'on relise la bataille de France décrite par Aragon (5e fascicule des *Communistes* [1]). Certes il n'introduit pas un ordre abstrait dans cette confusion apparemment inextricable de marches, d'encerclements et de contremarches. Mais en dépit de l'horreur, à cause de l'horreur de la guerre même, ces soldats restent des hommes. Ce monde démesuré reste compréhensible à chacun. Et chacun, par ses actes, en modifie le visage.

Sur la campagne de Russie elle-même, il y a plus de vérité humaine dans la courte nouvelle d'Albrecht Gœs *Jusqu'à l'aube* [2] que dans tout l'ouvrage de Plievier. Enfin si vous voulez savoir pourquoi Moscou n'a pas été prise, lisez ou relisez par exemple *La Chaussée de Volokolamsk*, d'Alexandre Beck [3]. C'est au sacrifice des héros dont parle Beck, que Plievier, alors réfugié en U.R.S.S., doit d'avoir eu le loisir et la possibilité d'écrire son *Stalingrad*.

Ernst von Salomon : **le Questionnaire.** Traduit de l'allemand par Guido Meister. 648 p. Paris, Gallimard, 1953.

Romancier-assassin, quel admirable panneau réclame pour un écrivain de l'Allemagne des années 1930-1940 ! Sur son assassinat de Rathenau, ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar, Ernst von Salomon va bâtir toute sa carrière littéraire.

A dire vrai ce n'est pas un romancier. Dans *les Cadets*, *les Réprouvés*, *la Ville*, *le Questionnaire*, enfin, il ne crée pas de personnages. Il raconte sa vie et déroule le film de son époque. C'est un chroniqueur et un conteur d'anecdotes. Il y excelle d'ailleurs. *Le Questionnaire* est, pour ceux que l'Allemagne intéresse, un bon livre à lire dans le train.

Les Américains avaient soumis à tous les Allemands de leur zone une liste de 125 questions, première étape d'une dénazification qui resta lettre morte. Tracasserie inutile donc, que ce questionnaire démesuré. Les requins ont crevé sans peine le filet.

---

1. *Les Communistes*. Bibliothèque française.
2. *Jusqu'à l'aube* (*Unruhige Nacht*). Albin Michel.
3. Editeurs français réunis.

Ernst von Salomon a bondi sur l'occasion : il répondra, lui, à ces 125 questions. En détail. En racontant sa vie par le menu. En disant leur fait aux Américains. Procès de l'occupation et défense de l'Allemagne. Quelle Allemagne ?

*

Au lendemain de la première guerre, von Salomon, à peine sorti d'une école de cadets prussiens, est jeté dans un corps franc : troupe d'irréguliers qu'amalgamaient un certain goût de l'aventure, un patriotisme dévoyé et un solide esprit de caste. Il se battit en Silésie contre les Polonais. La conjuration militaire lui montra le chemin de la conjuration politique. Il lutta contre Versailles à coups d'assassinats, fut arrêté et condamné au bagne.

Le succès littéraire qui accueillit ses premiers livres, l'accès de Hitler au pouvoir, qui fit de lui une sorte de précurseur, transformèrent le conjuré qu'il était à 20 ans en un personnage fort préoccupé des réalités matérielles.

Il se fait embaucher à l'U.F.A. (la plus grande société de production de films), comme scénariste. Passe les années de guerre à ce poste lucratif et peu exposé. Réussit à camoufler l'origine de sa maîtresse juive, et la fin de la guerre comblerait ses désirs en apaisant ses petits remords... si les Américains ne s'avisaient de l'interner. Il sera libéré un an plus tard : amaigri, battu et pas content.

Le Questionnaire — dès sa publication — atteint des tirages impressionnants. Des milliers d'Allemands, en le lisant, se vengent de l'occupation américaine et se libèrent de quelques doutes. C'est une sorte de transfert collectif, de traitement psychanalytique.

M. von Salomon, lui, a bonne conscience. M. von Salomon est un bon avocat. M. von Salomon a du talent. Au demeurant, c'est un personnage à la fois attachant par sa sincérité bonhomme... et assez répugnant par son cynisme satisfait.

Le jeune cadet à la tête farcie de rêves nationalistes s'est transformé en un petit bourgeois repu et replet, avide de cognac et de mets fins, habile à prendre le vent, habillant de bonnes raisons son inertie. L'U.F.A. le payait grassement. Aujourd'hui il critique Hitler, mais sous Hitler, que faire ? Agir était sottise (on ne pouvait, dit-il, qu'accroître le mal) et ne rien faire lâcheté (mais c'était moins dangereux !). Il a donc été lâche par vocation, avec délectation. Il n'a rien fait, mais s'est empiffré : « Oh ! nous vivions bien ! Nous faisions bonne chère ! Nous ne fréquentions que des gens qui aimaient manger et boire bien et beaucoup. » C'était le temps d'Auschwitz et de Buchenwald, le temps des enfants maigres dans toute l'Europe occupée.

Et ce profiteur indirect du nazisme, gavé, bien logé, joue les sincères avec une bonne foi désarmante. Il ne nous cache ni ses scrupules, ni ses lâchetés. Défauts humains, trop humains. Pour un peu on le plaindrait.

L'homme est donc à la fois curieux et suspect. Mais plus intéressant est son diagnostic de l'Allemagne. Son autobiographie est toujours enveloppée dans une chronique de son pays, des choses et des gens. Il a pu, par moments, être représentatif de cette jeunesse que l'effondrement des cadres prussiens plongeait au lendemain de l'autre guerre dans le désarroi. Par quoi remplacer cet ordre écroulé ? Le fascisme, pour certains, a pris naturellement cette place vacante. La vie de von Salomon, à ses débuts au moins, illustre les avatars du patriotisme outre-Rhin. De là, l'intérêt documentaire de plusieurs de ses livres.

Le succès du *Questionnaire* est venu surtout de la critique des occupants américains, qui implique chez l'auteur et chez la plupart des lecteurs, une justification des Hitlériens. Voilà pourquoi ce livre est dangereux. Toute la dernière partie nous montre le camp de concentration où l'auteur côtoie les dignitaires nazis, chefs S.S., ministres, généraux : on ne sait jamais pourquoi exactement ils ont été arrêtés. Ce sont de braves gens, souvent cultivés, obéissants et doux. Ludin, ex-gauleiter de Slovaquie, est l'homme le meilleur que von Salomon ait connu. Un

Siegfried, un Parsifal au cœur pur. Les Tchèques, qui le pendent, font figure de bourreaux.

Von Salomon tire gloire de sa mémoire. Ici elle est plus sélective que fidèle. Il a entendu parler des camps de concentration nazis. Il le dit : en cinq lignes. Il a été enfermé avec les nazis, dans des camps de concentration : il raconte ses malheurs en cinquante pages. Voilà sa vérité. C'est dire qu'il faut aborder son témoignage avec une grande circonspection.

Von Salomon s'interroge sur le nazisme. Il y voit « un phénomène, un produit démesuré et proliférant de la vie ». Il en parle en termes psychologiques, voire biologiques, au lieu d'y reconnaître la tentative de la bourgeoisie de résoudre ses difficultés en mâtant la classe ouvrière, l'incarnation de la volonté de conquête de l'impérialisme allemand, « la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier », selon la définition de Dimitrov. Aussi n'y a-t-il pas à s'étonner que ses essais d'explication philosophique et politique tournent court, se perdent dans des considérations fumeuses. On n'explique pas le fascisme par des états d'âmes ou des tempéraments.

D'ailleurs, comment nous expliquerait-il le fascisme, lui qui disait récemment : « le fascisme est le gouvernement de l'avenir », lui qui n'a cessé de rêver — comme toute la petite bourgeoisie allemande — d'un Etat fort sur lequel il compte pour réaliser le règne de la Justice ? Simplement il remonte dans l'histoire jusqu'à Bismarck, à Frédéric II même, au lieu de s'arrêter à Hitler. Son idéal, c'est la Prusse et dans une interview toute récente, il déclarait : « C'est la Prusse seule qui peut faire l'unité de l'Europe comme elle a fait l'unité de l'Allemagne. » Nous voilà prévenus !

Nous n'avons aucune raison de faire de von Salomon un personnage typique de l'Allemagne contemporaine, ni de ses œuvres un reflet de la conscience d'un peuple. Nous n'avons aucune raison d'apporter de l'eau au moulin de son succès.

Stendhal disait du roman que c'est un miroir qui se promène sur une grande route. Ici la glace est joliment biseautée, mais le miroir est déformant.

Par là von Salomon rejoint Plievier. Pour les chroniqueurs qu'ils veulent être, le problème premier n'est pas celui de leur sincérité, mais celui de la vérité. Ce ne sont pas des témoins, mais des faux-témoins de leur temps.

CHRONIQUE HISTORIQUE

I

LA NOUVELLE REVUE DES HISTORIENS PROGRESSISTES D'ALLEMAGNE

par S. KAHN[1]

EN mars 1953 a paru, dans la République Démocratique Allemande, le premier numéro du nouveau périodique *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* (*Revue d'Histoire*), dirigé par un comité de rédaction qui comprend A. Meisel, L. Stern et G. Kamnitzer. Le professeur Meisel est un spécialiste de l'histoire moderne et contemporaine. Les plus importants de ses travaux sont intitulés : *List et Marx* (1928), *La politique extérieure de l'Allemagne* (1939), *La révolution allemande de* 1848 (1948) ; L. Stern et G. Kamnitzer sont professeurs d'histoire moderne aux Universités de Halle et de Berlin.

La rédaction, dans la présentation du premier numéro, et le secrétaire du comité de rédaction F. Klein, dans un article publié au n° 11 de la revue « Geschichte in der Schule » (*l'Histoire à l'école*), année 1952, définissent les objectifs généraux de la nouvelle revue en indiquant que son but principal et immédiat est l'étude, sur la base de la méthode marxiste-léniniste, des problèmes de l'histoire du peuple allemand, sciemment déformés par les historiens bourgeois et féodaux dans l'intérêt des classes dominantes. La rédaction attachera une attention particulière aux événements qui ont manifesté avec le plus de netteté les traditions révolutionnaires et émancipatrices du peuple allemand. La revue est destinée à cultiver

> un patriotisme authentique, aussi éloigné de l'arrogance et du chauvinisme nationalistes que du cosmopolitisme et du nihilisme national (« Geschichte in der Schule », 1952, n° 11, p. 577).

L'éditorial souligne que la revue a l'intention de contribuer à l'établissement de relations étroites avec les historiens, notamment par l'organisation d'un libre examen des problèmes scientifiques les plus importants entre les historiens patriotes d'Allemagne

> qui essaient d'apporter leur contribution à la création d'une Allemagne unie, démocratique et pacifique (n° 1, p. 3).

La rédaction appelle à l'établissement des contacts avec les savants de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire, ainsi qu'avec les historiens progressistes des pays capitalistes. La revue fera connaître à ses lecteurs les ouvrages les plus marquants des historiens progressistes des pays étrangers et les informera régulièrement des travaux nouveaux en Allemagne. La rédaction souligne que la revue a, entre autres objectifs, celui de

---

1. Version abrégée du compte rendu original paru dans la revue soviétique *Questions d'histoire*, 1953, n° 12.

développer une critique concrète, pénétrée du sens des responsabilités et gardant un niveau scientifique élevé (n° 1, p. 6).

Un coup d'œil sur les premiers numéros montre que la rédaction rompt résolument avec les traditions de l'historiographie bourgeoise et féodale et met au centre de son attention les tâches réellement urgentes de la science historique progressiste en Allemagne.



Le premier numéro s'ouvre sur l'appel du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne à l'occasion du 135e anniversaire de la naissance du grand fils du peuple allemand que fut Karl Marx. Ensuite, dans un article spécial, la rédaction fait remarquer qu'en cette année 1953, appelée « année Karl Marx », les historiens de la République démocratique allemande doivent, en même temps que s'assimiler la théorie du marxisme-léninisme, étudier attentivement le dernier ouvrage de Staline : *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*

Les deux grands articles de recherche insérés au premier numéro contrastent déjà vivement, par leur sujet, avec les publications habituelles de l'*Historische Zeitschrift* (Revue Historique) et autres périodiques réactionnaires. Alors que ces derniers se détournent de l'histoire séculaire de la lutte révolutionnaire du peuple allemand contre l'oppression des classes exploiteuses, la nouvelle revue a publié, dans ses toutes premières pages, un article au riche contenu, dû à la plume du jeune historien berlinois P. Stulz, sur l'insurrection antiféodale des paysans saxons en 1790, relativement peu étudiée jusqu'ici. Tant par le sujet que par la méthode, l'article diffère radicalement de la cuisine pseudo-scientifique des revues bourgeoises d'histoire.

A partir de la monographie de J. Schmidt, *Die sächsischen Bauernunruhen des Jahres* 1790 (Meissen, 1907) et de divers mémoires, mais surtout des documents des archives locales de Saxe, P. Stulz établit tout d'abord que l'une des causes importantes et directes du soulèvement de 1790 fut l'abus du droit de chasse, hérité du Moyen-âge par la noblesse locale. Contrairement aux affirmations des historiens bourgeois, P. Stulz montre, sur la base des doléances paysannes parvenues jusqu'à nous, que la situation matérielle et juridique de la paysannerie saxonne n'avait fait qu'empirer tout au long du XVIIIe siècle. L'action des paysans saxons avait été précédée des mêmes formes caractéristiques de lutte : refus des corvées, infractions délibérées aux règles du droit féodal, plaintes devant les tribunaux, fuites, etc., que nous connaissons par l'histoire de la lutte de la paysannerie française. Contrairement aux anciens historiens allemands qui parlaient d'une prétendue passivité « naturelle » de « Michel » et de son attachement aux seigneurs, P. Stulz montre de façon convaincante que les événements de l'été et de l'automne 1790 dans le district de Meissen ont eu un caractère beaucoup plus menaçant pour les gros propriétaires fonciers qu'on ne le croit d'ordinaire.

L'auteur apporte des documents d'archives nouveaux et montre la grande influence que l'exemple français a exercée sur l'état des esprits en Saxe ; il fait voir avec quelle force la paysannerie allemande a été soulevée par le succès de l'insurrection populaire en France. Les paysans saxons déchiffraient les *Nouvelles politiques* qui arrivaient jusqu'à eux de Bayreuth, et surtout la *Gazette paysanne*, journaux qui diffusaient dans le peuple, selon les termes d'un noble de l'époque, « des principes révoltants de liberté et de droit populaire » (p. 42).

Les renseignements réunis par l'auteur sur l'activité révolutionnaire du paysan Christian Heisler, arrêté pour avoir diffusé des libelles à contenu révolutionnaire, présentent un grand intérêt. L'un de ces libelles était déjà connu auparavant, mais le second, adressé aux « chers confrères », est publié ici pour la première fois. Heisler

y appelle la paysannerie saxonne à « battre le fer pendant qu'il est chaud » et à rejeter au plus vite le « joug insupportable » de la domination nobiliaire. Les deux textes contiennent tout un programme révolutionnaire appelant la population des villages et des villes de Saxe à l'insurrection armée contre les grands propriétaires fonciers, « devenus maintenant tout à fait inutiles » (p. 49), et contre le pouvoir du Prince électeur.

L'autre grand article publié au premier numéro de la revue, « Stein et le Comité allemand de Russie en 1812-1813 », est dû au professeur G. Kamnitzer (« Stein und das deutsche Comité in Russland, 1812-1813 »).

Le baron Stein a été l'une des personnalités du mouvement de libération nationale de 1813, mais auparavant déjà il était le chef reconnu des patriotes allemands qui gagnèrent la Russie en 1812 pour participer à la lutte contre Napoléon. La majorité des ouvrages allemands qui lui sont consacrés décrivent en détail son activité en Russie. On parle de lui également dans l'article d'un historien russe paru dans *le Messager de l'Histoire* (*Istoritcheski Viestnik*) en 1905 (V. Ch. : « Le baron Stein au grand quartier général russe »). G. Kamnitzer utilise tous les ouvrages précédents, ainsi que l'édition en plusieurs volumes des lettres et papiers de l'homme d'Etat allemand, parue en 1931 (E. Botzenhart : *Freiherr von Stein. Briefwechsel, Denkschriften und Aufzeichnungen*, Bd IV, Berlin, 1931). Il suit en détail les démarches de Stein dans le but de fomenter en Allemagne, par-dessus la tête des seigneurs allemands et surtout du peureux roi de Prusse, un mouvement de libération nationale contre les occupants français, à l'image de ce qui se faisait en Russie. Stein eut pour cela à lutter avec opiniâtreté au sein du *Comité allemand* de Pétersbourg, créé en majeure partie sur son initiative. Dans ce comité, le rôle dirigeant était joué par les représentants des cours princières allemandes, les princes d'Oldenburg, proches d'Alexandre I[er], qui essayaient d'empêcher que la guerre contre Napoléon ne se transformât en une guerre de partisans englobant le peuple entier.

La signification progressiste de l'activité du baron Stein, en 1812-1813, tient à ce que, de même que Scharnhorst, Gneisenau et autres patriotes allemands, il comprenait clairement que le renversement du joug napoléonien en Allemagne serait impossible sans l'organisation d'une insurrection nationale à main armée. D'où sa lutte pour la création de détachements populaires de partisans à la manière russe sur les arrières de Napoléon en Allemagne, d'où également son désir d'organiser, pour faire partie des armées russes, des détachements allemands particuliers, une « Légion allemande ».

Le professeur Kamnitzer fait bien ressortir l'immense signification historique qu'a eue, pour le peuple allemand, l'exemple patriotique donné par le peuple russe et il note bien également l'importance exceptionnelle de la campagne libératrice de Koutouzov, sans laquelle le peuple allemand n'aurait pu secouer le joug napoléonien. En même temps, Stein est très justement représenté comme un patriote et un combattant ardent, aux prises non seulement avec les occupants étrangers, mais aussi avec le particularisme des princes. Dès octobre 1812, Stein écrivait à l'un de ses amis que le peuple allemand détestait ses princes qui rampent devant Napoléon, et que l'homme d'Etat qui réussira à assurer l'unité nationale de l'Allemagne déchirée pourrait hardiment compter sur l'entier soutien du peuple (cf. p. 56).

L'article du professeur Kamnitzer comporte aussi des défauts. A propos des mérites historiques de Scharnhorst, de Gneisenau et autres patriotes allemands, W. Ulbricht avait mis les historiens allemands en garde contre une idéalisation possible de certaines personnalités du mouvement libérateur de 1813, issues de la noblesse et de la bourgeoisie. Il nous semble que le professeur Kamnitzer a perdu de vue cet avertissement et qu'en brossant la physionomie politique du baron Stein, il a eu le tort de le repré-

senter comme un adversaire conséquent de la féodalité, presque comme un admirateur de la Révolution française (cf. p. 55).

Malgré tout son patriotisme, Stein a toujours été un aristocrate, étranger au véritable esprit démocratique. Tout en réalisant certaines réformes en Prusse, il restait un conservateur, qui a sauvé les junkers prussiens de la menace d'une révolution populaire. Ainsi que l'avait déjà remarqué, peu avant 1900, l'historien russe R. Vipper (« Les idées de Stein sur l'Etat », dans *la Pensée russe,* Moscou, 1891), les idées progressistes des philosophes français du XVIII[e] siècle étaient absolument étrangères à Stein. Vraisemblablement, il se rapprochait des idées politiques des whigs aristocrates d'Angleterre et, en général, du régime politique anglais, plutôt que du régime qui avait trouvé sa formule juridique dans le code Napoléon.

L'orientation de Stein en politique extérieure en 1812-1813 n'est pas traitée d'une manière absolument juste. Le professeur Kamnitzer représente Stein comme un partisan de l'alliance avec la Russie, et il perd de vue ses très solides sympathies et relations anglaises. En novembre 1812, Stein écrivait sans équivoque à Pozzo di Borgo et, quelque temps plus tard, au comte de Munster, qu'à l'avenir, le rôle de « force dirigeante » en Europe devait appartenir à l'Angleterre.

La rubrique de critique et de bibliographie du premier numéro publie une revue critique circonstanciée des ouvrages des historiens soviétiques sur l'Antiquité et quatre comptes rendus. L'un est consacré à la dernière édition de l'ouvrage de l'historien démocrate du XIX[e] siècle, W. Zimmermann, sur *la Grande Guerre des paysans de* 1525 ; deux autres traitent des livres écrits par des historiens progressistes allemands d'aujourd'hui sur les problèmes de la politique extérieure de l'Allemagne (A. Schreiner : *Zur Geschichte der deutschen Aussenpolitik* 1871-1945, Bd I, Berlin, 1952 ; F. Klein : *Die diplomatischen Beziehungen Deutschlands zur Sowjetunion* 1917-1932, Berlin, 1952) ; le quatrième concerne un manuel sur le travail des archivistes, paru dans la République démocratique allemande (J. O. Meisner : *Urkunden und Aktenlehre der Neuzeit,* Leipzig, 1950).

On doit relever un défaut commun à tous ces comptes rendus : ils ne définissent pas la place des livres étudiés dans la série des ouvrages consacrés à la même question. C'est ainsi que, dans le compte rendu du livre de W. Zimmermann sur *la Grande Guerre des paysans,* le professeur Schilferd ne fait malheureusement pas remarquer l'immense pas en avant qu'a été la publication de cet ouvrage par rapport aux travaux des autres auteurs (par exemple *l'Histoire de l'Allemagne dans la période de la Réforme,* de L. Ranke, qui s'enorgueillit de son « objectivité »).

A notre avis, il aurait été d'autant plus nécessaire de signaler la différence fondamentale existant entre l'appréciation de W. Zimmermann sur les événements de 1525 et celle des historiens du camp bourgeois et féodal, que le livre calomniateur du fasciste G. Franz, traitant les paysans insurgés de « rebelles » et leurs chefs révolutionnaires de « communistes », a été largement diffusé dans l'Allemagne hitlérienne.

C'est le même défaut que nous trouvons dans le compte rendu de W. Muller sur le livre du professeur A. Schreiner, de Leipzig, consacré à la politique extérieure allemande entre 1871 et 1918. L'auteur de l'article souligne à juste titre la grande importance scientifique de ce premier effort tenté en Allemagne pour faire la lumière sur l'histoire de la politique extérieure allemande en se plaçant du point de vue du marxisme-léninisme, ainsi que pour donner à la classe ouvrière allemande, « en tant que facteur de la politique extérieure », la place qui lui revient. Cependant, l'auteur n'indique pas que l'ouvrage de A. Schreiner dirige la pointe de sa polémique contre la conception du savant bourgeois d'Autriche Friedjung qui, dans son livre *das Zeitalter des Imperialismus* 1884-1914 (Bd II, Berlin, 1922), a nié toute influence substantielle de la classe ouvrière sur les relations internationales.

Dans le compte rendu critique qu'il fait d'ouvrages soviétiques traduits en allemand, le Dr L. Welskopf-Heinrich accorde une attention particulière aux très importantes questions de méthode relatives à l'histoire de la société esclavagiste. Le compte rendu est écrit avec une grande connaissance du sujet et, certainement, les historiens soviétiques accueilleront avec intérêt les critiques de l'auteur.

Le premier numéro de la revue contient le compte rendu du directeur du Musée d'histoire allemande, le professeur A. Meisel, sur son voyage en Union soviétique, en octobre 1952, voyage au cours duquel il s'est familiarisé avec l'organisation des musées de l'U.R.S.S. et a établi un contact personnel avec les historiens soviétiques.



Le second numéro de la revue est entièrement consacré au grand fondateur du communisme scientifique, dont c'était alors l'anniversaire. Marx y apparaît, non comme un théoricien en chambre, ainsi que le représentent les auteurs bourgeois et social-démocrates. mais comme un ardent champion du socialisme, d'une République allemande unie et démocratique, de la transformation de cette dernière en république socialiste.

Le numéro commence par les déclarations de Staline au sujet de l'Allemagne et du mouvement ouvrier allemand. Viennent ensuite les remarquables articles de Marx sur « la situation en Allemagne », publiés en 1858 dans le *New-York Tribune* et jusque là inconnus du lecteur allemand. Ces articles contiennent une critique impitoyable du constitutionalisme bourgeois du type germano-prussien, ainsi que le bilan du développement social et économique de l'Allemagne dans les cinq années qui ont suivi la révolution de 1848-1849.

L'ouvrage circonstancié du jeune historien de Leipzig Dietrich Schmidt, *Der Kampf der « Neuen Rheinischen Zeitung » für die Schaffung einer selbstständiger Organisation der deutschen Arbeiterklasse* (*Frühjahr* 1849), retient l'attention du lecteur. Comme on sait, la question de la tactique et de la stratégie de Marx et d'Engels au cours de la révolution allemande de 1848-1849 a fait l'objet d'études très soignées. Cependant, tous les aspects de leur vaste activité sont encore loin d'être mis en lumière dans les travaux scientifiques existants ; il en est ainsi notamment pour la question importante des circonstances qui ont déterminé, au printemps de 1849, le changement de tactique de la *Neue Rheinische Zeitung*, exprimé par la rupture entre les communistes et les démocrates petits-bourgeois et par la consolidation de l'organisation politique indépendante de la classe ouvrière allemande.

L'article de D. Schmidt comble cette lacune jusqu'à un certain point ; il met en lumière, avec plus de détail que les autres ouvrages, non seulement la situation politique au milieu de laquelle l'activité de la *Neue Rheinische Zeitung* se déroulait, dans les premiers mois de 1849, mais aussi toutes les péripéties de la lutte de son comité de rédaction pour transformer les démocrates petits-bourgeois, membres de divers clubs et sociétés démocratiques, en combattants actifs de la révolution bourgeoise-démocratique en Allemagne. D. Schmidt retrace cette lutte en utilisant principalement les documents de la *Neue Rheinische Zeitung*. Nous pensons que l'étude gagnerait à ce qu'il tirât parti également des autres organes de la presse ouvrière de Rhénanie, en premier lieu *Freiheit, Bruderlichkeit, Arbeit* et *Freiheit, Arbeit*.

L'étude de Joachim Streisand, *Der Kampf von Marx und Engels für die demokratische Einigung Deutschlands in der Periode zwischen der Revolution* 1848-1849 *und der Gründung der I. Internationale* présente également un intérêt assez vif, surtout en ce temps où la question de ressouder l'unité nationale se pose, avec plus d'acuité que jamais, pour le peuple allemand. Streisand analyse en détail les déclarations des fondateurs du communisme scientifique sur l'unification de l'Allemagne, à

partir des premières déclarations-programmes sur la république démocratique unie à l'époque de la révolution de 1848, pour finir par les pensées de F. Engels au sujet de l'unification, dans sa brochure de 1865 *la Question militaire en Prusse et le parti ouvrier allemand,* brochure dirigée contre les lassalliens. Le riche article de J. Streisand aurait beaucoup gagné, à notre point de vue, si l'auteur avait concentré son attention sur les déformations auxquelles l'historiographie allemande a soumis la lutte de Marx contre l'opportunisme lassallien, sur l'idéalisme de Lassalle, caractéristique de la littérature social-démocrate.

Dans son article circonstancié, « K. Marx und F. Engels als Führer und Lehrer der deutschen Arbeiterbewegung in ihrem Kampf gegen das Sozialistengesetz », Henrich Gemkow expose en détail les péripéties de la lutte contre l'opportunisme de droite et de « gauche » ravivé au sein du parti social-démocrate dans la période de la loi d'exception. L'auteur indique avec juste raison que les plus dures années de persécutions policières et d'existence illégale du parti, années pendant lesquelles s'est exercée la direction immédiate de Marx et d'Engels, n'ont pas été vaines pour le prolétariat allemand : on peut de plein droit rattacher la lutte de ces années-là aux grandes traditions révolutionnaires du peuple allemand. Actuellement, souligne H. Gemkow,

> il s'agit d'allier l'inflexibilité révolutionnaire manifestée par les ouvriers allemands dans les années de lutte contre la loi d'exception, à l'intransigeance et à l'opiniâtreté dans la lutte contre l'opportunisme, et aussi contre les déformations et altérations de toute sorte de la doctrine du communisme scientifique (p. 309).

Dans le petit article « K. Marx und die Pariser Kommune », R. Kian étudie la première expérience de dictature du prolétariat du monde et l'attitude de Marx à l'égard des Parisiens « montés à l'assaut du ciel ». L'auteur indique très justement que les brèves semaines du pouvoir ouvrier à Paris ont entièrement confirmé les conclusions tirées par Marx du coup d'Etat de Louis Bonaparte, en 1852, relativement à la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Il nous semble qu'il aurait fallu, dans cet article, étudier plus en détail les leçons politiques de la Commune, étant donné l'immense portée qu'elles ont eue et gardent pour la lutte de la classe ouvrière de tous les pays en vue du triomphe de la révolution socialiste et de l'établissement du nouvel Etat socialiste.

L'article de F. H. Hentzen sur l'attitude de Marx à l'égard de la Pologne et de la lutte des Polonais pour l'indépendance nationale est riche de contenu et se rattache à l'actualité politique (Dr Felix Heinrich Hentzen : « K. Marx über Polen »). Fort de la thèse de Marx selon laquelle le relèvement d'une Pologne démocratique est la première condition de la création d'une Allemagne démocratique, l'auteur relie correctement la question de la liberté et de l'indépendance du peuple polonais à celle des destinées historiques du peuple allemand.

A côté des articles d'historiens allemands, la revue publie un chapitre du grand ouvrage paru en U.R.S.S. *la Révolution de* 1848-1849. Ce chapitre écrit par R. Konioucha expose en détail l'activité de K. Marx et de F. Engels immédiatement après la révolution.

La lecture des premiers numéros de la *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* montre que la revue a pris la bonne voie et étudie des problèmes réellement fondamentaux. Il ne nous reste qu'à lui souhaiter un plein succès.

II

L'ORIENT ET LA GRÈCE

par Jean BABY

LES Presses Universitaires ont entrepris la publication, sous la direction de Maurice Crouzet, d'une *Histoire générale des Civilisations,* en sept volumes. Le premier volume publié (cinquième de la collection) se rapportait au XVIIIe siècle. Le premier, consacré à *l'Orient et la Grèce Antique,* vient de sortir récemment [1]. Il est l'œuvre d'André Aymard, professeur à la Sorbonne, et de Jeannine Auboyer, conservateur du Musée Guimet. M. Aymard étudie les civilisations du Proche Orient et de la Grèce, Mlle Auboyer celles de l'Inde et de la Chine jusqu'au premier siècle avant J.-C.

Ces travaux sont d'un intérêt considérable. Tout d'abord il faut noter l'énorme érudition dont ils témoignent. On reste un peu confondu devant la masse de connaissances et de recherches que représente cet effort de synthèse.

Malgré cela l'ouvrage n'est pas lourd ; il est d'une lecture aisée, en raison de la clarté et de la qualité du style et de l'exposition. Une bonne disposition typographique et quelques très belles illustrations sont des agréments supplémentaires.



L'importance des deux parties n'est pas égale. La part réservée à l'Inde et à la Chine est moindre que celle attribuée aux civilisations du Proche Orient.

Très ignorant des problèmes relatifs aux civilisations extrême-orientales, nous nous bornerons à dire que l'étude de Mlle Auboyer nous a parue plus descriptive qu'explicative. Les raisons des changements survenus dans le contenu des civilisations, les rapports entre les conditions de vie et les diverses formes de pensée de ces sociétés nous ont semblé insuffisamment expliqués. Par exemple Mlle Auboyer dit que les trois traits principaux qui définissent l'Inde sont l'amour de la tradition, la tendance vers l'unité et le goût de la codification, du catalogue, du compartimentage. Ces affirmations, qui correspondent peut-être à la réalité, ne sont appuyées d'aucune recherche des causes qui les expliqueraient.

Dans le même ordre d'idées, on ne voit pas les conditions qui ont mené à la stricte division en castes rigoureusement séparées.

Pour l'Inde comme pour la Chine, l'importance et les relations de la structure féodale d'une part et de l'économie marchande d'autre part n'apparaissent pas clairement.

Enfin les développements sur les religions et les conceptions philosophiques, qui prennent une place très importante, ne sont pas du tout liés aux conditions matérielles de la vie sociale.

Ces réserves faites, il n'en reste pas moins que la partie de l'ouvrage qui traite de l'Inde et de la Chine, apporte, sous un volume réduit, une masse d'informations précises d'un grand intérêt et qui sont, malheureusement, le plus souvent ignorées.



La partie traitée par M. Aymard est plus longue, et ici le souci d'explication et d'approfondissement est poussé beaucoup plus loin.

1. Un vol. de 700 pages in-4°. Paris, Presses Universitaires de France, 1953. 2.400 frs.

L'auteur traite successivement des civilisations égyptienne, mésopotamienne, hittite, lydienne et iranienne (Perse achéménide). Puis viennent les civilisations égéennes (crétoise et mycénienne), les civilisations des Phéniciens, des Araméens et des Hébreux ; enfin les civilisations grecque et hellénistique occupent avec raison la part la plus large (de la page 256 à 532).

Comme nous l'avons dit, ce travail est dans son ensemble tout à fait remarquable et rassemble, sous une forme condensée, mais toujours claire, une masse énorme d'informations dont l'intérêt humain est immense.

C'est sans doute la partie consacrée à la période hellénistique que M. Aymard a traitée de la façon la plus originale et avec une exceptionnelle maîtrise.

Le rôle des Grecs dans cet immense Empire conquis par Alexandre est examiné de façon très heureuse. La constitution des cités, l'organisation économique destinée non seulement à satisfaire les exigences des classes dirigeantes, mais aussi à alimenter un commerce lointain d'une grande ampleur, ont été très justement mises en valeur.

De même, l'auteur a bien montré l'importance décisive qu'avait eue, pour le développement du commerce, la transformation en espèces monétaires des masses de métaux précieux que les Grecs vainqueurs avaient trouvées thésaurisées dans les pays d'Orient.

> Au vrai, par ses résultats pratiques, l'œuvre monétaire l'emporte très largement en importance : on pourrait parler à cet égard d'une véritable révolution. L'Orient, en effet, usait peu de monnaies avant Alexandre ; les gouvernements n'en avaient frappé qu'en petites quantités : pratiquement même, en Egypte, il n'en circulait pas. Seules les relations commerciales avec la Grèce et la solde des mercenaires grecs obligeaient à s'en servir et les pièces athéniennes suppléaient — mal, naturellement — au trop petit nombre des monnaies locales. Cette carence était un obstacle au développement des échanges, donc de la production. Mais tout cela se modifia profondément avec Alexandre et ses successeurs, qui jetèrent dans la circulation, par un monnayage abondant, les lingots accumulés et frappés de stérilité dans les réserves du roi perse, ainsi que l'orfèvrerie ou les tuiles d'or et d'argent des temples (p. 443).

Le rôle croissant des esclaves, le développement de la bourgeoisie marchande dans les cités grecques du monde hellénistique apparaissent clairement. Il m'a semblé toutefois que le rôle des manieurs d'argent, des banquiers, était un peu passé sous silence.



Il ne saurait être question en quelques lignes de donner une idée de la richesse et de la variété des problèmes posés par ces civilisations.

Je pense que l'on peut cependant faire certaines réserves.

Comme pour la deuxième partie, il me paraît que les développements sur les religions tiennent une place excessive par rapport aux bases économiques des civilisations. Ce n'est que quand les problèmes économiques ont pu être débrouillés que les superstructures religieuses peuvent apparaître dans leur signification générale. Dans le cas de la civilisation égyptienne, l'étude de la religion et du roi précède l'étude économique et sociale, ce qui me paraît être une erreur de méthode. Les questions économiques posent d'ailleurs à M. Aymard des problèmes qui le tourmentent et dont il ne voit pas la solution.

La stagnation économique de la Grèce dans la période hellénistique, la misère persistante ou aggravée de la masse des populations ont été bien observées, mais l'auteur n'en donne pas d'explication satisfaisante. Il dit par exemple que les Grecs auraient pu profiter

> de leur supériorité scientifique pour perfectionner les techniques de la production, comme de leur présence en Orient pour élever le niveau de vie de la masse des indigènes pour augmenter la demande des produits de consommation.

Et il ajoute :

> En ne modifiant pas son idéal culturel et en se désintéressant de la production industrielle, sinon agricole, la bourgeoisie hellénique a travaillé contre elle-même.

On trouve ici, comme d'ailleurs dans plusieurs passages de cet ouvrage, le reflet de préoccupations très actuelles. C'est la révolte d'un esprit raisonnable contre la misère des masses, au moment où existent objectivement des possibilités d'accroître la consommation.

Mais précisément la source de cette absurdité apparente n'est pas dans « un idéal culturel » erroné ou dans un désintéressement de la production industrielle, elle est dans les rapports sociaux nécessaires qui existent à l'époque historique étudiée. La richesse principale, à l'époque hellénistique, reste la richesse agricole. Elle est entre les mains des grands propriétaires fonciers qui exploitent une main-d'œuvre servile (serfs ou esclaves), ne constituant pas des acheteurs parce qu'ils n'ont aucune ressource propre ou seulement des ressources insignifiantes. L'intérêt privé du souverain, aussi bien que des propriétaires fonciers qui le soutiennent (voir l'exemple des Lagides), est d'obtenir le plus grand excédent possible de produits fournis gratuitement par cette main-d'œuvre, produits destinés soit à être consommés soit à être vendus.

Le travail servile fournissait suffisamment de produits pour le commerce tel qu'il était organisé. La couche sociale des acheteurs, ceux qui disposaient d'espèces monétaires, était faible et il ne pouvait pas en être autrement. Les lois de l'économie marchande s'appliquaient avec toute leur rigueur.

Le petit propriétaire terrien privé, libre, était fatalement ruiné par cette concurrence du travail gratuit.

L'échange des marchandises qui assurait l'aisance ou la richesse à la classe des marchands correspondait parfaitement à ce qu'il pouvait être, étant données les conditions de la production. Pour changer ces conditions, il aurait fallu une révolution sociale qui n'était pas objectivement possible, par suite de la force de la grande propriété foncière.

Les Grecs n'ont jamais été — et ne pouvaient pas être autre chose — qu'une société de marchands qui s'est infiltrée dans les pores du monde antique, commandé avant tout par les rapports de production entre les maîtres de la terre et ceux qui la travaillaient gratuitement. En se répandant dans le monde oriental après Alexandre, beaucoup de Grecs ont accédé eux aussi à la grande propriété foncière, ce qui, d'un certain point de vue, a entraîné une certaine dégénérescence intellectuelle.

A maintes reprises M. Aymard regrette que l'idéal de liberté individuelle et de démocratie qui avait pris son premier développement dans la Grèce classique ait trouvé les plus grandes difficultés pour s'épanouir. Cet idéal lui apparaît comme une valeur absolue et là encore il ne peut se dégager de certaines préoccupations actuelles. On peut remarquer que cette liberté des élites grecques reposait sur la prépondérance de la classe des marchands et des petits producteurs industriels ou agricoles. Mais cette liberté avait pour contre-partie beaucoup de servitude soit chez les esclaves soit dans les cités dominées. De même qu'aujourd'hui la liberté de la bourgeoisie a pour fondement l'oppression et l'exploitation des ouvriers et des peuples coloniaux.

Avec les grandes monarchies militaires à base de grandes propriétés foncières les libertés déjà acquises ne pouvaient que se faner et dégénérer.

Quoi qu'il en soit, tout cela ne diminue pas l'intérêt général de cet ouvrage magistral.

D'ailleurs le seul fait qu'il conduise à l'examen de ces problèmes humains d'intérêt permanent est un signe même de sa valeur.

DOCUMENTS

I

« LA PENSÉE »
COMPLOTE CONTRE L'ÉCOLE LAÏQUE...

Le grand succès de notre Colloque universitaire de la Pentecôte 1953, qui a nécessité la réimpression du numéro 51 de notre revue, a, comme il était à prévoir, fait perdre la tête à nos adversaires. Nous ne relèverons pas les grossières injures lancées par la publication maurrassienne *Aspects de la France,* animée de l'antisémitisme le plus écœurant.

Voici qu'à présent *l'Argus de la Presse* nous apporte un texte surprenant d'un journal très confidentiel, *Contacts littéraires et sociaux* (n° des 15 janvier-15 février 1954), où un « militant actif du mouvement de l'Enseignement », M. Auguste Gallois, dénonce « le Mécanisme d'une conjuration ». *La Pensée* y est nommément dénoncée, avec *la Nouvelle Critique, l'Ecole et la Nation,* les *Cahiers internationaux,* etc., comme mettant « en péril l'école publique française ». Comme le dit le « chapeau » qui présente cet article :

> Un groupe de fanatiques recevant inspirations idéologiques et subsides matériels d'un pays de dictature tente actuellement de pourrir les âmes de générations d'enseignants et d'élèves.

Car il est bien évident, selon les « convictions » de *l'Aurore* et de la préfecture de police, que *la Pensée* ne peut vivre que par « l'or de Moscou », et M. Gallois affirme sans hésiter :

> Seul, un financement extérieur au P.C. peut assurer la vitalité de cette presse d'une rentabilité plus que douteuse.

Le but commun de ces publications est, selon M. Gallois,

> d'inculquer à la jeunesse et à ceux qui ont mission de l'enseigner, la haine de la patrie. On suscite, par les voies les plus tortueuses, l'esprit de révolte. Tout ce qui est français, c'est-à-dire « bourgeois », doit être combattu, détruit. La France est « le pays oppresseur ». On y souhaite pour l'Alsace et l'Union française « la séparation d'avec la France ».

Tous les lecteurs de notre revue reconnaîtront là, sans aucun doute, les thèmes ordinaires de nos articles !

Car c'est *la Pensée,* bien entendu, qui ne cesse de proclamer que la France est un pays fini, que l'idée de nation est une idée périmée, que la souveraineté nationale est un obstacle au progrès et que l'obéissance servile des Français à l'Europe d'Eisenhower et d'Adenauer est le seul moyen pour eux d'échapper à la décadence. Il suffit de relire la collection de notre revue pour y trouver à chaque page « la haine de la patrie » : nous en prenons à témoin tous nos lecteurs. Ils auront tous haussé les épaules en lisant sous la plume de M. Gallois cette phrase étonnante :

> Tout ce qui est français, c'est-à-dire « bourgeois », doit être combattu, détruit.

Car ils savent bien que si nous combattons en effet l'esprit « bourgeois », c'est précisément parce que, dans son état actuel, la bourgeoisie renonce chez nous à toutes les traditions d'indépendance française, et que son cosmopolitisme ne vise qu'à enchaîner notre patrie à l'impérialisme étranger : si nous nous élevons contre la bourgeoisie fran-

çaise, c'est parce que, contrairement à ce qui se passait au XVIII[e] siècle, la bourgeoisie n'est plus la France, et la France est autre chose que sa bourgeoisie, parce que, comme le disait François Mauriac sous l'occupation nazie, « la classe ouvrière, seule dans sa masse, aura été fidèle à la France profanée ».

M. Gallois met ensuite en accusation notre ami Jean Orcel pour avoir écrit dans *la Pensée* que

> la dialectique marxiste est la seule philosophie qui puisse véritablement servir d'instrument de progrès, de méthode de recherche dans le domaine des sciences de la nature,

et pour avoir affirmé « l'efficacité du matérialisme dialectique ». Cette confiance dans la méthode marxiste pour expliquer le monde et le transformer, en vérifiant chaque hypothèse théorique par l'efficacité de la pratique, M. Gallois se croit autorisé à la commenter en ces termes :

> Ces gens-là nous apportent des ordres en vertu de leurs certitudes, sans même essayer de les justifier par la théorie.

Ici encore la mauvaise foi de M. Gallois est évidente. Tous ceux qui ont assisté à notre Colloque du 1[er] mars ont pu constater combien les marxistes tiennent à se délivrer de tout dogmatisme et comment ils affirment que leur philosophie, loin d'être un système clos, dont les formules devraient être automatiquement répétées et appliquées, est une méthode constamment révisée et perfectionnée au contact de l'expérience. C'est parce que la méthode marxiste permet d'aller toujours de l'avant dans la connaissance du réel que nous avons confiance en elle. Il n'y a point là d' « audace » et de « suffisance », comme le prétend M. Gallois, mais c'est le fait d'un rationalisme conséquent qui refuse de patauger dans les discussions stériles et de mettre sur le même plan, sous prétexte de « libéralisme », toutes les thèses, les thèses fausses comme les thèses justes, qui se sait capable de distinguer la vérité de l'erreur et qui prend parti, par l'union intime de la théorie et de la pratique, pour la vérité contre l'erreur.

Il y a quelque différence — n'est-il pas vrai ? — entre le véritable marxiste, ouvert à toute idée neuve pourvu que l'expérience vienne la confirmer et qu'elle augmente le pouvoir de l'homme sur la nature, et la caricature qu'en présente M. Gallois d'un sectaire borné pour qui le marxisme « est religion avec son cortège inévitable de fanatismes et d'hérésies ».

Mais c'est aux dernières lignes de son texte qu'il faut se référer pour en saisir nettement le but :

> Le complot contre l'école laïque s'étale au grand jour. Sous nos yeux, les conjurés tentent de fabriquer dans nos écoles des robots. L'indifférence des pouvoirs publics et de l'opinion serait désormais criminelle.

Car tel est l'aboutissement de cette diatribe : l'appel à la répression gouvernementale, à l'introduction du maccarthysme dans l'université. Qui donc en vérité subit l'influence étrangère et tend à fabriquer des « robots », sinon ceux qui, comme M. Gallois et les *Contacts littéraires et sociaux*, veulent introduire chez nous le « libéralisme » du sénateur McCarthy et prétendent éliminer de l'université française les enseignants marxistes, défenseurs de l'indépendance nationale et du « rationalisme moderne » ?

L'esprit d'une véritable école laïque, c'est d'une part l'amour et le respect de la France et des traditions nationales, d'autre part la recherche obstinée de la vérité scientifique en dehors de tout dogme figé, en dehors aussi de tout scepticisme indulgent aux erreurs, aux falsifications et aux mensonges : *la Pensée* a la prétention de servir fidèlement cet idéal, et c'est ailleurs, dans le camp de ses détracteurs, qu'il faut chercher « le complot contre l'école laïque ».

René MAUBLANC

II

DU ROLE DES RÉBUS DANS L'HISTOIRE DE LA MORALE

Lorsque nous nous plaignons que l'étude et l'enseignement de la philosophie s'écartent de toute analyse réelle et sombrent dans une invraisemblable logomachie, certains sont tentés de nous accuser de parti-pris. Il est donc utile de mettre sous les yeux de tous certains textes savoureux.

Voici précisément le résumé, rédigé par l'auteur, qui tendait à attirer le public des spécialistes à la conférence du Centre international de Synthèse, le 18 février dernier. La conférence était faite par un éminent philosophe suédois, le professeur Ake Petzäll, de l'Université de Lund, président d'honneur de l'Institut international de Philosophie. Elle traitait d'un beau sujet : l'idée de conscience dans la morale chrétienne. Mais je traduis en langage « vulgaire » ; le titre exact de la conférence était :

La naissance du mot « syndérèse » et son influence sur l'histoire de l'éthique. De l'aigle d'Ezéchiel à la conscience morale par le Commentaire de Saint Jérôme.

Et voici le début de l'exposé du professeur Petzäll :

L'étrange vision des quatre êtres : le Taureau, le Lion, l'Ange (ou l'Homme) et l'Aigle, que le prophète Ezéchiel nous rapporte au premier chapitre de son livre, a servi de point de départ à d'innombrables représentations dans l'iconographie chrétienne. Le texte énigmatique du prophète s'est révélé fort apte à symboliser la conception d'ensemble du processus de rédemption [...] Il est bien possible que ce soit précisément à son caractère amphibologique que la Vision d'Ezéchiel ait dû d'être très appréciée comme image, représentant à la manière d'un « rébus » toute la vérité chrétienne.

Si je comprends bien, cela veut dire que l'idée de conscience morale, symbolisée par l'aigle d'Ezéchiel, ne prend sa valeur profonde, selon le professeur Petzäll, que par son caractère « énigmatique », « amphibologique », son caractère de « rébus » !

Mais voici que plus tard la conscience morale prend avec Saint Jérôme le nom de « syndérèse ». Or, nous apprend le professeur suédois, il s'agit d'une « mésaventure », d'une faute de copiste qui avait écrit de travers le mot « syneidèse », qui signifie conscience. Tant mieux ! s'écrie notre auteur.

Le nom est dû au hasard, mais la notion elle-même était nécessaire [...] La notion de syndérèse et la doctrine syndérésienne étaient nécessaires dans une pensée née de la tension entre nature et grâce.

Et voici le mot de la fin :

Il ne saurait faire de doute que le Commentaire de Saint Jérôme a joué un rôle important dans cette espèce d'aventure qu'est l'histoire de l'éthique.

Il est bien clair en effet qu'à partir du moment où l'on regarde l'histoire de la morale comme une « espèce d'aventure », les énigmes, les rébus, comme aussi les fautes de copiste, doivent y jouer un rôle prédominant. Mais n'y a-t-il pas mieux à faire vraiment que de se livrer à de pareilles jongleries gratuites, pour expliquer l'origine et l'évolution d'un fait social comme la morale chrétienne ?

René Maublanc

LES REVUES

Trygée : Revue du mouvement de la paix dans l'Université.

La naissance d'une revue pose toujours une question : répond-elle à un besoin, vivra-t-elle?

Lorsqu'il y a quelques mois, à la fin de l'année scolaire 1952-1953, parut un modeste bulletin ronéotypé, organe du mouvement de la paix dans l'Université, beaucoup, le recevant, durent se poser cette question et peut-être ajouter : encore un bulletin intérieur ?

Aujourd'hui, le modeste bulletin s'est transformé en une publication imprimée qui paraît régulièrement et dont le tirage est en hausse constante.

Quelle est la raison de ce succès de *Trygée ?* Sans doute l'intelligence, le soin, le dévouement de la petite équipe qui en a pris l'initiative et le dirige y sont-ils pour quelque chose. Cette intelligence et ce soin sont attestés par la présentation de *Trygée* dont la couverture dessinée par Jean Effel explique le choix de ce titre, *Trygée,* personnage, comme on sait, de *la Paix* d'Aristophane :

Après avoir — avec ses concitoyens — délivré la déesse de la paix — Trygée célébra la victoire — malgré les récriminations des marchands de lances et de boucliers — en épousant Opora — la déesse de l'abondance.

Mais le soin et l'intelligence n'expliquent pas entièrement ce succès.

Est-ce la qualité des articles, leur variété et leur sérieux ?

Certes, sans ces qualités, il n'y a pas de revue, d'hebdomadaire, de bulletin qui puisse se développer, ni même se maintenir — en tout cas avec la seule aide de ses lecteurs. Et de ce point de vue qu'il suffise de citer quelques-uns des articles du numéro de janvier[1] : « La conquête méthodique » par le professeur Edmond Vermeil ; « Les nazis à Bonn » par Pierre Grappin ; « Intégration de l'enseignement français » par Louis-Francis Rolland ; « La Conférence de Berlin », par Gilbert Badia ; « Prétextes économiques de l'armement », par Albert Sauvy et enfin une étude de Jeanne Lévy sur « Le mouvement Amsterdam-Pleyel ».

Une telle qualité des auteurs des articles, intervenant avec compétence sur les questions les plus actuelles, fait de *Trygée* un document utile, indispensable même pour participer efficacement aux initiatives en faveur de la paix qui se développent au sein de l'université, dans les divers ordres d'enseignement. D'autant plus qu'on y retrouve ces indispensables documents que sont les appels, lettres ouvertes, comités d'initiative, etc. témoignant de ces actions.

Mais là n'est cependant pas la raison essentielle du succès de *Trygée.*

★

Dire que le succès de *Trygée* vient de ce qu'elle répondait à un besoin serait trop peu dire. Le succès de *Trygée* vient du succès du mouvement de la paix dans l'université. Et ce développement du mouvement dans l'université — c'est-à-dire des initiatives et actions diverses qui prennent naissance et se développent en son sein — s'explique parce qu'il correspond à la nature de l'université.

Aujourd'hui la lutte pour la paix, c'est, pour notre pays, la lutte pour son existence nationale. C'est « l'être ou ne pas être » pour notre pays. Non seulement la guerre signifierait la destruction physique radicale de notre pays, mais encore la préparation à la guerre ne peut se faire sans qu'on s'efforce d'en finir avec la France en tant que nation. On veut « européaniser » l'économie, l'armée, la recherche scientifique, la médecine... Mais la nation française — comme toute nation — n'est pas une création artificielle et, de ce point

1. N° 7, 15 janvier 1954. Le numéro : 75 francs ; abonnements : un an, 10 numéros, 600 francs ; 6 mois, 400 francs. Abonnements de soutien : 1.500 et 1.000 francs. Administration : Madame Boyer, 37, rue Aristide-Briand, Bourg-la-Reine (Seine). C.C.P. Paris 6989-80.

de vue, l'université est bien plus qu'une partie du patrimoine national ; elle s'est formée, développée avec la nation elle-même. C'est pourquoi l'université ressent matériellement et moralement toutes les atteintes de la préparation à la guerre et de la dénationalisation qui en est la conséquence.

Cela donne aux hommes qui ont créé *Trygée,* qui la dirigent, la rédigent, l'administrent, une grande responsabilité afin que cette tribune grandisse encore, traduise le mouvement de l'université en faveur de la paix et contribue au développement de ce mouvement.

Aujourd'hui organe du mouvement de la paix dans l'université, *Trygée* peut devenir et deviendra, tant que durera ce combat, la revue de l'université française au service de la nation et de la paix.

Roger Mayer

Journal de Psychologie normale et pathologique

Marc Soriano a rendu compte dans notre numéro 52 (décembre 1953, pp. 134-135) de plus de trois années de cette revue, dont il disait à juste titre :

> De toutes les revues techniques actuelles, c'est certainement une des mieux faites, des plus sérieuses, des plus riches et des plus ouvertes aux courants de pensée nouveaux.

Dans son article il classait en sept rubriques principales les thèmes essentiels des études publiées par le *Journal de psychologie,* de janvier 1950 à juin 1953. Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour nous demander que cette liste soit complétée par un exposé et une discussion des idées exprimées dans les articles signalés. Nous espérons leur donner bientôt satisfaction et comptons publier dans un prochain numéro un nouveau compte rendu de cette importante revue.

Mais je voudrais dès aujourd'hui apporter une précision. A la fin de son article, Marc Soriano indiquait quelques problèmes qui lui semblaient insuffisamment traités et il regrettait en particulier que, dans tous les numéros qu'il avait entre les mains, il n'y eût aucune étude sur les problèmes psychologiques du travail. Ce n'est pas que l'importance du sujet ait échappé aux rédacteurs du *Journal de psychologie.* L'un d'eux nous signale qu'en pleine occupation fut organisé à Toulouse, sur l'initiative d'I. Meyerson, directeur du *Journal,* un colloque sur le travail, auquel participèrent des savants de diverses disciplines, venus des deux zones. Cette journée, qui eut un grand retentissement dans la zone Sud, fut justement interprétée comme une manifestation de la Résistance universitaire. Les travaux ainsi commencés aboutirent à un numéro spécial du *Journal de psychologie,* qui parut en 1948 (n° 1).

Nous souhaitons que de nouvelles études sur ces problèmes viennent compléter, selon les données actuelles de la situation, le numéro spécial paru il y a six ans[1]. Ainsi doit être constamment confirmée la ligne générale suivie par le *Journal de psychologie normale et pathologique :* il s'agit de s'opposer à toutes les conceptions de la psychologie qui isolent l'homme de la vie réelle non seulement, comme faisait la vieille psychologie classique, en créant une prétendue « nature humaine » fixe et indépendante du temps et de l'espace, mais aussi, selon des tendances plus modernes, en fabriquant un « sujet de laboratoire » qu'on étudie en dehors de son activité pratique. Il s'agit donc d'étudier les sujets vivants, dans les diverses formes d'activité qui construisent les fonctions mentales, ce qui joint étroitement sociologie et psychologie et suppose des séries d'études extrêmement variées, depuis les sociétés archaïques jusqu'à l'ingénieur et l'écolier d'aujourd'hui, sans compter les opérations mentales de l'amateur de musique ou les raisons psychologiques qui expliquent les variations et déformations du langage.

La Pensée ne peut que suivre avec intérêt et sympathie l'exécution difficile de ce vaste programme.

R. Maublanc

1. Le dernier numéro paru du *Journal de psychologie* contient précisément une intéressante étude sur le travail.

LES LIVRES

Dr Joachim Peck : **Dr Konrad Adenauer, 1917-1952.** Verlag der Nation, Berlin (République démocratique allemande), 1952. 145 p.

Cet inconnu, Adenauer, chancelier de la République fédérale allemande, n'est pas un homme nouveau. Ce petit livre nous le prouve, qui étudie sa vie politique de 1917 à 1952.

1917, c'est le début de la carrière du personnage. Il a 41 ans à peine (il est né le 5 janvier 1876); il vient d'être élu bourgmestre de Cologne, et sera appelé la même année par l'empereur, auquel il jure fidélité éternelle, à représenter son parti, le Zentrum (parti catholique du centre), à la Chambre haute prussienne. Il en deviendra le président en 1921.

Mais la période la plus intéressante de la vie d'Adenauer, ce sont les années 1919-1923. Certains cercles nationalistes français caressent l'idée d'un démantèlement de l'Allemagne avec, comme première étape, la création d'une République indépendante rhéno-westphalienne. Les industriels de Dusseldorf et les banquiers de Cologne voient des avantages à ce plan (sorte de plan Schuman avant la lettre et qui prévoit même une armée européenne, mais à direction française, ce qui suscitera l'opposition de Londres et de Washington). Adenauer est leur homme. Il prend la direction politique du mouvement séparatiste. Il envisage la constitution d'un Etat séparé qui vivrait par la grâce et avec l'appui des occupants, et dont il serait le président.

Mais la Reichswehr est opposée à cette séparation, tandis qu'à Versailles, Anglais et Américains freinent. Adenauer prend le vent, se retire dans la coulisse. Il en ressortira en 1923, au moment où les troupes françaises occupent la Ruhr. Le 1er décembre 1923, le *Figaro* publiait une interview d'Adenauer, dans laquelle on pouvait lire que le détachement de la Rhénanie de la Prusse était certes un grand sacrifice, mais qu'il fallait le faire dans l'intérêt de la paix.

La paix serait assurée à l'ouest si des liens étroits étaient noués entre l'industrie française et rhénane (p. 73),

écrivait le bourgmestre de Cologne.

Par son mariage avec Mlle Gussy Zinsser en 1919, Adenauer resserrait ses relations avec les milieux industriels et financiers. De la Ruhr et des U.S.A. aussi. Une cousine de Mme Adenauer épousa M. L. W. Douglas, membre influent du trust américain J. P. Morgan et futur ambassadeur des U.S.A. à Londres; une autre épousa J. Mc Cloy, futur haut-commissaire américain, en Allemagne précisément. On était en famille. Ainsi M. Adenauer a directement partie liée avec le grand capital rhénan et les trusts américains.

En 1926 on songe à Adenauer (déjà) pour le poste de Chancelier du Reich. Il hésite, puis refuse et restera maire de Cologne et président de la Chambre Haute de Prusse jusqu'au jour de 1933 où les nazis le démettront de ces fonctions. Sans brutalité d'ailleurs. Puisqu'il continuera durant toute la période hitlérienne à percevoir une très confortable retraite.

Sa carrière, depuis 1945, est moins ignorée. Les Alliés le remettent en selle. Lui-même se pousse sur la scène politique, joue un rôle de plus en plus important à la direction de l'Union chrétienne-démocrate nouvellement fondée (C.D.U). Le 15 septembre 1949 il sera élu à une voix de majorité (la sienne) Chancelier de cette République fédérale, qui vient d'être créée par les Alliés occidentaux.

Dès lors, ayant une fois de plus, comme en 1919 et 1923, choisi son occupant, il ne cessera de jouer à fond la carte américaine. Dès 1949 il propose des contingents armés allemands, tout en

sollicitant un renforcement de l'occupation. Un peu plus tard, il écrit :

> Dans les trois mois les U.S.A. devraient envoyer trois divisions de plus en Europe pour servir de couverture à l'abri desquelles l'Allemagne et les autres nations poursuivraient leurs préparatifs militaires (*Le Telegraf*, Berlin, 19 août 1950).

Ces projets de réarmement provoquent une crise au sein du cabinet. Heinemann, ministre de l'Intérieur, démissionne. Mais Adenauer ne cesse de répéter sa volonté de réarmer l'Allemagne, bien entendu pour défendre l'Europe. Simplement son Europe se limite à l'Elbe et elle comprend l'Espagne de Franco.

Le livre s'arrête en 1952. Il suffit pour le mettre à jour de dire qu'Adenauer a haussé le ton, surtout vis-à-vis de la France, sûr qu'il était de l'appui des Etats-Unis.

Sur l'homme, l'*Observer* du 28 août 1949 portait ce jugement :

> Adenauer a collaboré correctement, toujours prêt à un compromis, souvent aux dépens des intérêts allemands.

Mais il faudrait compléter le portrait en montrant que ce politicien retors, toujours prêt à collaborer avec l'occupant le plus fort, a une âme et des méthodes de dictateur. C'est en dictateur qu'il agit souvent avec ses ministres et le Bundestag. C'est ainsi qu'en 1950 il fixa de lui-même la nouvelle orientation politique : le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest. C'est en dictateur impatient qu'il parle déjà en Europe, félicitant M. Bidault d'avoir bien servi à Berlin les intérêts de l'Allemagne de Bonn.

Le livre du Dr J. Peck montre bien les attaches d'Adenauer avec la finance et l'industrie. Ces liens ont d'ailleurs été renforcés récemment par le mariage d'une fille du Chancelier avec M. Wehrhahn, gros industriel de Cologne. Peut-être ne montre-t-il pas suffisamment que, selon le mot du pasteur Niemœller, la République fédérale, si elle a été mise au monde à Washington, a été conçue à Rome. Il eût été intéressant d'étudier les relations d'Adenauer avec le Vatican, par l'entremise notamment du cardinal Frings (archevêque de Cologne).

Mais tel qu'il est, l'ouvrage sera utile à tous ceux qui s'intéressent à l'Allemagne et au Chancelier de Bonn. Et qui donc, aujourd'hui chez nous, au moment où l'on va discuter au Parlement français de cette armée européenne voulue par Adenauer pour dominer l'Europe, pourrait s'en désintéresser ?

Gilbert Badia

Philippe de Pirey : **Opération Gâchis.** Paris, La Table Ronde, 1953. 570 fr.

Ce récit d'une expérience vécue avec les parachutistes d'Indochine mérite le titre de témoignage, avec tout ce que ce mot comporte de sincérité, d'authenticité. L'auteur commence par l'indiquer, il s'était engagé à dix-neuf ans, obéissant à des impulsions confuses, à la fois pour échapper à une crise de cafard et par goût de l'aventure. Il annonce aussi qu'il entend relater cette aventure « dans ses moindres détails, sans aucun esprit partisan », et c'est vrai. Son journal, depuis l'arrivée au centre de Vannes en janvier 1950, jusqu'au retour du Vietnam en août 1952, ne contient guère de commentaires ni d'appréciations sur le sens des sacrifices demandés au Corps expéditionnaire, il ne pose pas la question de la légitimité ou de l'injustice de cette guerre. Pirey se contente de décrire le milieu ambiant, la psychologie de ses camarades et de ses chefs, les opérations auxquelles il a pris part, avec naturel et sobriété, sans aucune prétention littéraire, dit-il, en réalité avec la puissance d'un véritable écrivain. Loin de nuire à l'intérêt du livre, cette objectivité, ou plutôt cette volonté d'objectivité ne le rend que plus saisissant, plus terrible. On sent bien que l'auteur s'efforce de rester impassible : mais un frémissement d'humanité, de dégoût, de révolte intérieure anime toutes ses pages. On sent bien qu'élevé dans la tradition

militaire de l'honneur, il a été soulevé d'horreur par la nouvelle conception du métier des armes, celle qui règne maintenant en Indochine.

Aucune grandiloquence dans *Opération Gâchis* : simplement des faits. Comment les résumer autrement que par absurdité, corruption, ignominie, abjection ? Et comment des soldats français, même noyautés et contaminés par d'anciens S.S., comment, par quel processus de dégradation ont-ils pu sombrer dans le cannibalisme ?

Il n'est pas besoin d'aller loin : dès le chapitre « A pied d'œuvre », les atrocités commencent. Le bataillon arrive à Nam-Lô, village qui n'offre aucune résistance, évacué sauf par les femmes, enfants et vieillards. Pillage, viol, incendie et le reste :

> Bolain a découvert un garçon de quinze ans, solide et bien bâti, caché dans une meule de paille. Il décide de se débarrasser de son coolie, vieillard asthmatique et cacochyme qu'il a dû relever vingt fois à coups de talon durant la marche de ce matin. Il commence par l'assommer d'un coup de crosse, puis lui plonge son poignard dans la poitrine. Le vieillard se tord, hurle, et Bolain est obligé de le frapper neuf fois, dix fois, avant qu'il ne consente à mourir.

Huit jours plus tard, « opération en deux colonnes sur Can-Thau » : « Il ne reste plus que quelques femmes et vieillards impotents, ordre de tout brûler ». Un paralytique répète inlassablement : « Je suis pauvre, ne brûlez pas ma maison ». On allume son toit de paille avec une torche... Dans une autre caï-nha, une femme est étendue sur un lit ; Pirey s'approche,

> malgré la chaleur dégagée par le toit qui brûle dans une envolée de flammèches : elle a été ouverte du sexe au nombril [...] Hurlements, grognements, piailleries, rires.

Pirey retrouve son lieutenant et lui raconte l'histoire du paralytique :

> — Et vous ne l'avez pas descendu ?
> — Mais, mon lieutenant, un infirme!
> — Bah ! Ce sont des choses qu'on fait sans regarder !

Tout au long des 265 pages d'*Opération Gâchis*, en l'absence de la moindre considération d'ordre politique, c'est la pure et simple réalité saisie sur le vif qui s'exprime, y compris dans la conclusion :

> On nous avait dit : « Vous êtes les glorieux chevaliers de la dernière croisade ! Vous êtes les flambeaux de la civilisation et du monde libre ! »
> Mais nous ne laissions derrière nous que des ruines et du sang...

Louis DE VILLEFOSSE

Alighiero TONDI : **I Gesuiti nella storia di una crisi di coscienza.** Parenti, éditore. Firenze, 1953, 530 pages, 1500 lires.

> J'ai réussi à échapper aux mains des ecclésiastiques le matin du 21 avril 1952. La maison dans laquelle, sur le conseil de parents et d'amis, j'avais trouvé un refuge provisoire, fut cernée, quelques heures plus tard, par la police du gouvernement démocrate-chrétien : à l'instigation des Jésuites, elle avait mission de me conduire dans un asile d'aliénés. Ce qui était bien le meilleur moyen de me fermer la bouche, de faire en sorte que les nombreuses choses de moi connues, et que j'aurais pu rendre publiques, fussent *ipso facto* destituées de toute valeur. J'ai passé des heures terribles ; mais le plan des adversaires fut déjoué...

L'affaire, on s'en souvient, fit quelque bruit. Ce qui importe, ce n'est pas tellement qu'Alighiero Tondi, Jésuite éminent, ait quitté son ordre et l'Eglise. C'est qu'il les ait quittés pour entrer au Parti communiste italien. C'est qu'il soit en droit d'écrire :

> Je me suis donné à Dieu parce que cela correspondait à un besoin d'idéal et d'absolu qui était et demeure le fond de mon caractère. J'ai adhéré au marxisme parce qu'il correspond — en définitive et dans la vérité — à ce besoin. J'y ai adhéré de toute mon âme.

Si exceptionnelle qu'elle paraisse, l'expérience d'A. Tondi n'en est pas moins profondément typique. Pour cette raison, un simple récit autobiographique serait déjà d'un grand intérêt. Mais ce livre est encore autre chose : c'est, à travers l'expé-

rience personnelle, une critique objective, historique et philosophique. Les éléments n'en sont pas tous nouveaux, et n'ont d'ailleurs pas à l'être. Ce qui est nouveau, c'est le lien dialectique que l'auteur sait découvrir entre ces éléments. C'est aussi sa documentation détaillée, irrécusable.

A. Tondi établit, textes en mains, que le Vatican entend perpétuer une domination *temporelle*, féodale hier, féodale et capitaliste aujourd'hui. Pour justifier après coup les pratiques nées de cette ambition, l'Eglise dirigeante a été conduite à échafauder un édifice doctrinal qui n'a plus rien à voir avec l'Evangile. Edifice dont elle est elle-même prisonnière, car elle n'en pourrait toucher un détail sans mettre en question la prétendue infaillibilité sur quoi tout l'ensemble repose. Surtout, comme les prétentions du Vatican se heurtent, depuis longtemps déjà, à tout le mouvement de l'histoire, il ne peut compter pour les défendre que sur des prêtres radicalement étrangers au réel, hostiles même à la vie, et pourtant capables d'agir. De là une technique d'éducation que la Compagnie de Jésus, principal instrument de l'Eglise, a portée à sa perfection. Les pages, nourries de documents et d'expériences vécues, qui décrivent

> l'anéantissement de la personnalité naturelle, son remplacement par une autre factice, non passive, mais hautement efficiente,

sont d'une réelle profondeur. On pense à l'univers existentialiste, à Sartre, à Kafka. Mais ici, l'absurde n'est pas un mythe. Tous les détails sont réels et l'explication est là, matérielle, historique : domination contre-nature entraîne éducation contre-nature. Pensée contre-nature aussi : cette entreprise de dépersonnalisation, non point sotte et aveugle, mais délibérée, explique la persistance de la scolastique, l'enseignement, plus que jamais obligatoire, d'une logomachie dont l'abstraction touche au délire. S'il en était autrement, avouait à Tondi un professeur de l'Université grégorienne, la philosophie catholique

> ne serait pas une arme entre les mains de l'Eglise pour atteindre des buts qui n'ont rien à voir avec la vie. Le Vatican, la Compagnie de Jésus devraient alors renoncer à la puissance et à la domination sur les esprits.

Impitoyable à l'égard de l'Eglise, la critique de Tondi épargne l'esprit de l'Evangile. Bien plus, elle vise en grande partie à défendre cet esprit contre le pharisaïsme ecclésiastique. S'il refuse désormais, pour des raisons scientifiques, toute origine surnaturelle aux « textes sacrés », son admiration reste intacte pour la personnalité de Jésus, pour la valeur humaine de son message. Ce point de vue n'a en lui-même rien de nouveau, mais il est intéressant de le voir adopté par quelqu'un qui a adopté la méthode marxiste. Il faut dire que son marxisme ne va pas sans quelque confusion : en portant le coup principal sur les aspects les plus révoltants du catholicisme romain, A. Tondi semble avoir perdu de vue la nécessaire critique de la mystification religieuse dans son essence. Cela n'est pas sans rapport avec l'indulgence qu'il témoigne aux philosophies idéalistes, pourvu qu'elles se présentent comme « vitalistes ».

Malgré ces imprécisions théoriques, qui appelleraient un examen plus détaillé, il faut, dans la pratique, tenir compte de l'expérience de Tondi lorsqu'il déclare :

> Mieux vaudrait la *vérité* que l'Evangile. Mais si tous ne réussissent pas à comprendre la *vérité*, qu'ils accueillent l'Evangile.

Renversement, en somme, du trop fameux : « Les communistes sont des chrétiens qui s'ignorent » ! Le fait est que les chrétiens qui luttent à nos côtés ne sont pas — tant s'en faut — les chrétiens les plus tièdes, et ce fait s'explique. S'explique également le désaccord déjà bien visible, et qui ne pourra manquer de s'exprimer de plus en plus ouvertement, entre ces chrétiens trop convaincus et le Saint-Siège. Nombre de catholiques, en France, auront de plus en plus d'occasions de comprendre qui menace vraiment leur liberté de conscience : que

deviendrait cette liberté *aussi* dans une Europe vaticane?

De ce point de vue, le chapitre final, concernant la situation de l'Eglise dans les démocraties populaires, est d'un intérêt très actuel. Non seulement par les renseignements de toute première main que Tondi est en mesure d'apporter sur certaines activités très clandestines du Vatican. Mais aussi parce qu'il aide à comprendre comment les catholiques des pays libérés du capitalisme, échappant, par la force des choses, à l'emprise politique de Rome, s'en sont découverts plus libres — *même en tant que croyants.*

François RICCI

Gabriel ARDANT : **Technique de l'Etat.** Paris, P.U.F., 1953.

L'Etat bourgeois, dont le rôle permanent est d'être selon la définition marxiste, « un instrument d'exploitation de la classe opprimée », apparaît à nous, aujourd'hui, assez différent de ce qu'il était à l'époque napoléonienne. Le gigantesque développement des services policiers, militaires et annexes, mais aussi la multiplication de services publics sociaux que le progrès a imposés, ont transformé son organisation ; et les entreprises d'Etat ont relayé les entreprises privées défaillantes. Tout cela constitue une énorme bureaucratie hétérogène et partiellement parasitaire, caractéristique du capitalisme d'Etat.

Les contribuables se sont plaints de la charge que ce monstre faisait peser sur eux et les technocrates qui dirigent les services ont cherché à échapper aux méthodes administratives traditionnelles, en imitant les méthodes en usage dans les entreprises. C'est à cette orientation que se rattache l'ouvrage de M. G. Ardant. La notion américaine de productivité est transposée par lui dans le secteur tertiaire, dans le secteur public. Elle change d'ailleurs de signification et devient « un rapport entre une dépense et l'utilité des résultats obtenus grâce à cette dépense » (p. 7). M. G. Ardant cherche comment introduire dans les entreprises publiques les mécanismes de l'économie libérale, c'est-à-dire le moteur du profit et le jeu de la concurrence. Il propose un renouvellement des méthodes de travail dans l'Administration à partir des notions de base de prix de revient et de coût des services. Il se fait le protagoniste d'une simplification des formalités, d'une codification permanente des règlements administratifs. Finalement il s'interroge sur les raisons de l'improductivité de l'Administration française et il propose les explications suivantes : structure administrative héritée de Napoléon, donc de type militaire ; et spécialisation excessive. Mais cela l'entraîne sur un terrain dangereux, à savoir la critique du statut même des fonctionnaires.

Il y a dans cet ouvrage du meilleur et du pire. Du meilleur, en ce sens que l'auteur est naturellement conduit à prendre pour modèles les entreprises publiques soviétiques qui seules fonctionnent à l'aide de méthodes capables de rivaliser avec les méthodes commerciales. On trouve même sous sa plume d'étranges réminiscences comme (p. 168) la nécessité de « substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses ». Du pire aussi, en ce sens que l'esprit technocrate conduit M. G. Ardant à oublier que finalement entreprises d'Etat et services publics fonctionnent pour les hommes, que le rendement n'est pas leur raison d'être —; que d'autre part ce sont des hommes qui en assurent la marche et non des robots. Il est inconcevable de faire du fonctionnaire de 1953 l'équivalent de ce qu'est depuis un siècle l'ouvrier de l'industrie, une sorte de machine à produire, au meilleur compte, des services. M. G. Ardant est un peu le Taylor ou le Planus de l'Administration. Il parle comme un de ces « managers » décrits par Burnham.

Il ne s'agit certes pas de faire du conservatisme étroit. Il est certain qu'il y a beaucoup à faire pour améliorer l'Administration en laissant une place

plus grande aux collectivités locales, en intéressant les usagers au fonctionnement satisfaisant des services. Mais en définitive cela ne sera possible que lorsque l'appareil entier fonctionnera au service de la nation entière et fera corps avec elle. Cette réforme-là, M. G. Ardant ne la propose pas.

G. Lyon-Caen

J.-W. Lapierre : **le Pouvoir politique.** Collection « Initiation philosophique » Paris, Presses Universitaires de France, 1953.

Parler de pouvoir politique sans pousser l'analyse des formes actuelles de l'Etat, du contenu de l'Etat, ne peut conduire qu'à des généralisations hâtives — et incomplètes. Ainsi, loin de mettre au point « la notion fondamentale de la philosophie politique : pouvoir, souveraineté, nation, Etat, patrie... » — objet de l'ouvrage —, M. Lapierre aboutit à une série de confusions et d'imprécisions. La lecture de cette centaine de pages laisse l'impression que l'auteur désirait ne pas dépasser les thèses des « penseurs » de la bourgeoisie, tels Aron ou Burnham, et des collaborateurs de *Preuves*, *Liberté de l'esprit*, etc...

M. Lapierre n'ignore pas le rôle des classes dans l'appareil d'Etat. Encore ce rôle, il ne l'aperçoit qu'aux périodes de crise et de révolution, lorsque le pouvoir politique est incapable de modifier des institutions que fait craquer la réalité sociale. En dehors de ces périodes exceptionnelles, l'Etat n'est pas un organisme d'oppression. Il le devient parce que l'ordre social est ébranlé et que les gouvernants au service des privilégiés s'acharnent à le conserver au lieu de le réformer.

Déjà là on voit combien M. Lapierre réduit le rôle des classes dans cette question de l'Etat. Mais il néglige tout à fait les motifs, les intérêts de classes lorsqu'il s'attache à des questions concrètes actuelles.

Ainsi, opposant à l'erreur du nationalisme l'erreur du cosmopolitisme, M. Lapierre ne voit dans celle-ci qu'un vœu pieux, un idéal moral, sans distinguer (ou en n'avouant pas) qui soutient ces thèses mondialistes. Alors que l'auteur montre bien par ailleurs le caractère de l'Union atlantique, coalition impérialiste, extrêmement fragile, sous l'hégémonie des Etats-Unis : « l'Atlantique « mare nostrum » des Nord-Américains ».

De même le nationalisme, condamné par le prolétariat révolutionnaire et internationaliste, résulterait, d'après M. Lapierre, d'une opposition entre

> certains dirigeants que préoccupent avant tout les nécessités de la stratégie mondiale du communisme et certains autres qui, plus soucieux des intérêts et des besoins de leurs nations, refusent de le sacrifier à la discipline internationale.

Comme si M. Lapierre ne savait pas que le « nationaliste » Tito — car, sans qu'il soit cité, c'est bien de lui qu'il s'agit — a abdiqué tous les intérêts de sa nation. Sil y a là un souci, ce n'est pas celui des intérêts et des besoins de sa nation, c'est celui des intérêts et des besoins des castes et des groupements dont le « nationaliste » Tito est l'expression et l'instrument. Le nationalisme n'est que l'expression de classe des castes ou groupements qui veulent retrouver leurs privilèges perdus.

L'auteur d'ailleurs laisse de côté toute une série de faits ou d'ouvrages importants. Par exemple, il ignore délibérément Staline et en est resté aux définitions que Renan donne de la nation. D'où cette définition : « *La nation est une tradition et un projet.* »

M. Lapierre épouse la thèse selon laquelle le marxisme, le matérialisme historique ne vaudraient que pour l'époque où Marx procédait à ses analyses. D'ailleurs en Union soviétique, en Chine, etc... on aurait abandonné beaucoup de ses thèses, celle sur la lutte des classes et celle sur le dépérissement de l'Etat (qui serait, dit l'auteur, rejeté aux calendes grecques). Sans doute l'auteur n'a pas lu l'ouvrage de Staline sur les *Problèmes*

économiques du socialisme en U.R.S.S. Par contre, il a lu Mao Tsé-toung... qu'il tronque pour mener à bien sa démonstration. Ainsi dans la citation suivante :

> On nous dit : Ne voulez-vous donc pas détruire le pouvoir d'Etat ? Oui, nous le voulons, mais pas tout de suite. Nous ne pouvons détruire le pouvoir d'Etat à l'heure actuelle. *Pourquoi ? Parce que l'impérialisme existe encore, parce que les réactionnaires chinois existent encore et que les classes, dans le pays, existent encore.* Notre tâche consiste actuellement à consolider l'appareil de l'Etat populaire,

M. Lapierre omet (et sans placer de points de suspension) le passage en italiques, ce qui constitue bien une falsification.

Ailleurs l'auteur, confondant l'Etat avec les institutions, « le pouvoir institutionnalisé », fait remonter son origine au XV[e] siècle. C'est encore délibérément voiler le rôle de classe de l'Etat, « intimement fait pour la violence » et qui existait bien avant le XV[e] siècle, dès la division de la société en classes sociales antagonistes.

Ce n'est pas l'ouvrage « d'initiation » que l'on doit conseiller pour se familiariser avec ces notions. Combien plus concrète, vivante, scientifique est la manière dont les classiques du marxisme exposent ces questions ! Conseillons donc de lire — et relire — les *Origines de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* d'Engels, véritable livre de chevet sur cette question et dont il n'existe — hélas ! — pas encore une édition française véritablement scientifique, *l'Etat et la Révolution* de Lénine, le *Marxisme et la question nationale et coloniale* de Staline, et plusieurs ouvrages de Lénine, dont les Editions sociales viennent de donner de bonnes éditions : *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, la Faillite de la deuxième Internationale, Notes critiques sur la question nationale* et *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.*

Roger Mayer

Winfried Schröder : **Die utopisch-sozialistische Lehre Saint-Simons** (extrait de **Wissenschaftliche Zeitschrift der Karl-Marx-Universität.** Leipzig, 1952-1953, 6[e] cahier, pages 25 à 39).

Les relations intellectuelles entre la République démocratique allemande et la France sont trop difficiles et trop rares pour que nous n'ayons pas le devoir de parler ici des écrits qui nous parviennent, malgré le triple rideau des dollars américains, de la censure atlantique et des chasseurs de frontières du chancelier Adenauer.

Mais, même en d'autres temps et dans d'autres conditions, il serait utile de signaler le travail universitaire, — comparable à un diplôme d'études supérieures français, — que Winfried Schröder a consacré à la « doctrine socialiste utopique » du comte Henri de Saint-Simon, sous la direction du professeur Krauss.

Winfried Schröder a lu Saint-Simon de près dans les *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*, — qui sont loin d'être des œuvres complètes de Saint-Simon, — et dans les *Textes choisis* que nous avons publiés aux Editions sociales en 1951. On ne saurait lui reprocher d'avoir négligé les *Œuvres choisies*, que le saint-simonien démocrate Lemonnier fit paraître à Bruxelles en 1859, puisque ce qu'elles renferment de particulier concerne les travaux scientifiques et la philosophie générale de Saint-Simon, et non ses idées sur la société.

Schröder mène de front, rigoureusement, l'étude des luttes de classes en France et celle de la pensée de Saint-Simon. Il est aidé par une solide connaissance des classiques du marxisme-léninisme. Il a su se servir des travaux des auteurs français, et cite avec bonheur l'*Histoire du Mouvement Ouvrier* de Bruhat et les *Sources françaises du Socialisme scientifique* de Garaudy. Il connaît bien notre revue et lui emprunte surtout les passages de l'article qu'elle inséra pour le cent vingt-cinquième anniversaire de la mort de Saint-Simon.

Si, substantiellement, Schröder n'ap-

porte pas de points de vue nouveaux, du moins introduit-il, dans un domaine où ont longtemps triomphé les vieillards sceptiques et les pêcheurs en eau trouble, le tempérament ardent, passionné, — le mot était cher à Saint-Simon, — d'un jeune militant et d'un jeune savant de la nouvelle Allemagne.

Et qu'il ait discerné, après Engels, dans Saint-Simon un homme à qui le progrès de l'Allemagne semblait précieux pour l'ensemble des nations européennes, qu'il exprime sa joie à ce propos, nous ne pouvons moins faire que de lui en témoigner notre accord en toute sympathie.

Jean DAUTRY

Une conférence de Jacques NICOLLE sur **Paul Langevin** éditée en Allemagne.

Jacques Nicolle est un grand voyageur. Mais de tous les pays étrangers, c'est peut-être la République démocratique allemande qu'il connaît le mieux, puisque, depuis sa fondation, il y a fait sept séjours. Les Allemands, de leur côté, font un tel crédit à son jugement qu'ils vont éditer prochainement un livre où ce Français a noté pour eux ses impressions sur leur pays [1].

Mais ce n'est pas le premier ouvrage de Nicolle qui sera publié dans la R.D.A. Au cours d'un récent séjour, Nicolle prononçait, sous les auspices de la plus grande association culturelle de l'Allemagne démocratique, le *Kulturbund*, une conférence sur « Paul Langevin, grand physicien et grand patriote ». La traduction allemande de cette conférence vient d'être éditée en une brochure présentée avec beaucoup de soin.

L'exposé de Jacques Nicolle fourmille d'anecdotes vivantes et vécues : Langevin préparant lui-même à manger à Nicolle venu lui rendre visite à Troyes, où il était en résidence forcée ; le nom de Langevin applaudi par des gardes-frontière à l'entrée de l'Union soviétique ; le savant poursuivant en prison ses travaux scientifiques et faisant ses calculs avec des bouts d'allumettes sur du papier d'emballage...

Ainsi, grâce à Nicolle, Langevin sera mieux connu en Allemagne. Sa brochure est une heureuse contribution au resserrement des liens culturels entre la France et la République démocratique allemande, encore trop mal connue chez nous : elle témoigne en même temps de l'intérêt que celle-ci porte aux grands Français, à ceux qui incarnent le mieux l'idéal de justice, de fraternité humaine, de réconciliation véritable avec nos voisins de l'est.

G. BADIA

1. *Eindrücke in der D.D.R.* Verlag der Nation. Berlin C2.

Beiträge aus der Sowjetischen Sprachwissenschaft (Contributions de la linguistique soviétique) Folge I (première suite), 13e *Beiheft zur Sowjetwissenschaft* (13e cahier à part de la Revue « Science soviétique »), publié par la Société pour l'amitié Allemagne-Union soviétique, aux éditions *Kultur und Fortschritt* (Culture et progrès), Berlin, 1952, sous la direction de Wolfgang STEINITZ, in-8°, 155 pages.

Ce volume nous apporte le témoignage de l'effort fait en Allemagne démocratique pour y faire connaître la science soviétique en général et en particulier la linguistique. Il profitera aussi ailleurs à ceux qui, n'ayant pas encore la maîtrise du russe, peuvent lire l'allemand. En effet le choix d'articles présenté ici n'a pas son équivalent en français.

Il comprend les articles qui, au cours de la discussion de 1950 dans la *Pravda*, ont apporté avant l'intervention de Staline à la fois des critiques contre l'enseignement de Marr et certaines indications utiles pour le travail futur : articles de Tchikobava, Kapautsian, Vinogradov, Boulakhovski et Tchornykh.

Viennent ensuite des articles parus ultérieurement en 1950 et 1951 dans les *Izvestia* de l'Académie des Sciences, Section langue et littérature, développant de diverses manières des points brièvement touchés par Staline.

Sur l'utilité de revenir à la linguistique historique et comparative, en prenant des précautions contre le schématisme : B. V. Hornung, *Sur la communauté historique des langues indo-européennes*, et B. A. Serebrennikov, *Sur les manques de la méthode historico-comparative en linguistique*. Retenons cette formule heureuse de rappel :

La méthode marxiste dialectique exige que chaque phénomène soit examiné dans sa cohérence indissoluble avec d'autres phénomènes ainsi que dans son mouvement ou son développement historique.

Sur les rapports entre grandes langues et parlers de petite extension : R. I. Avanessov, *J. V. Staline sur langue et dialecte* (dans la version complète parue dans le périodique *La langue russe à l'école*).

Enfin un important article de V. V. Vinogradov, *Sur le vocabulaire fondamental et son rôle de formation verbale dans l'histoire du langage*. V. V. Vinogradov expose qu'il faut examiner le vocabulaire fondamental non statiquement, mais dans le développement historique. Ce vocabulaire est essentiellement celui qui est productif et s'augmente au moyen de la dérivation à partir d'un radical. D'autre part les procédés de dérivation sont à envisager parallèlement aux signes du fonctionnement grammatical, conformément à la liaison indiquée par Staline entre ces deux aspects de la langue, grammatical et lexical.

Marcel Cohen

Max Morris : **Your Children's Future.** Lawrence and Whishart, Londres, 1953. 102 pages, 5 shillings.

A l'heure où divers projets malthusiens de réforme de l'enseignement n'ont d'autre effet que de faire ressortir davantage encore la grande misère de notre école publique, il est intéressant de constater qu'en Grande-Bretagne, la situation est sensiblement analogue et le tableau aussi sombre. Les mêmes causes produisent les mêmes effets, et l'école a été délibérément sacrifiée à la politique de réarmement et de préparation à la guerre. Les mêmes problèmes fondamentaux se posent : vétusté et insuffisance des locaux, classes surpeuplées, maîtres trop peu nombreux, mal préparés et mal rémunérés. A cet égard, la brochure maniable et bien documentée de Max Morris mériterait une ample diffusion dans nos milieux pédagogiques, car elle ruinerait enfin les agaçantes et idylliques légendes dont toute une littérature continue à auréoler chez nous l'école anglaise.

La situation est peut-être même pire qu'en France sous certains rapports. Plus encore, en effet, que chez nous, l'instruction apparaît comme un privilège de classe. Le secteur national ne mord encore que lentement sur l'énorme secteur privé que contrôlent les Eglises. Tout le système est, au demeurant, d'une complexité inouïe, et, par suite de cette tradition empirique propre à l'histoire de la Grande-Bretagne, l'interférence est constante entre la contribution officielle et la « libre entreprise ». L'enseignement secondaire, en particulier, reste largement dominé par les « Great Public Schools », sans doute ainsi nommées par antiphrase. Très coûteuses, exclusives, ce sont elles qui, les statistiques le prouvent, continuent à fournir les cadres dirigeants de la nation. Et c'est sur leur modèle aristocratique et périmé que l'on s'est efforcé de constituer un maigre réseau public de « Grammar Schools » où l'on n'entre à l'âge de onze ans qu'après avoir passé un concours difficile et d'un esprit discutable. Les élèves qui n'ont pu franchir la barrière de cette sélection draconienne sont voués, selon la fortune de leurs parents, soit à l'enseignement privé, soit aux « Modern Schools », médiocres et surpeuplées, qui peuvent nous laisser pressentir ce que donnera chez nous le projet d' « enseignement court ».

Quant aux Universités, elles reflètent le même exclusivisme de classe, et ne semblent plus guère répondre aux besoins

grandissants de la science et de la technique modernes.

Sous la pression des forces démocratiques rendues conscientes au cours de la guerre contre le fascisme, une loi avait été votée en 1944 en vue de donner enfin à l'enseignement une organisation plus populaire et plus conforme aux intérêts de la nation. Il en a été de cette loi comme de la réforme Langevin-Wallon chez nous. Sabotée par le gouvernement travailliste, elle a été enterrée par le gouvernement conservateur.

Le but de la brochure de Max Morris est, après analyse de la situation, de mobiliser toutes les forces saines en vue de la redresser.

Paul Meier

Roger Gaillat : **Analyse caractérielle des élèves d'une classe par leur maître.** Un volume de 260 p. Paris, Presses Universitaires de France, 1952.

La connaissance du caractère des élèves d'une classe à des fins d'adaptation pédagogique, tel est le but que R. Gaillat propose à ses lecteurs dans ce livre. En de telles matières, il n'est pas question d'aboutir « ni à une certitude ni à une précision absolues », mais du moins, une recherche approximative met l'éducateur en mesure d'éviter les graves erreurs de jugement.

L'auteur n'est pas seulement un théoricien. Il nous livre le fruit d'une expérience pratique menée sur une classe de 40 enfants de 8 à 9 ans et répétée avec les mêmes l'année suivante. Les procédés d'investigation sont les suivants : examen des travaux scolaires ordinaires ou des tâches établies à des fins d'observation psychologique (rédaction d'un court récit sur un thème donné), observation du comportement de l'élève en classe, usage clinique des tests, enfin et surtout emploi des questionnaires. Ceux-ci, ne pouvant être soumis à l'enfant lui-même, sont remplis par le maître d'après les notes qu'il a pu prendre. L'éventail des questions est nécessairement plus restreint que celui qui est ordinairement destiné aux adultes.

Les questionnaires ont trait aux trois propriétés fondamentales du caractère, « l'émotivité, l'activité, le retentissement » et aux trois propriétés supplémentaires, « l'ampleur du champ de conscience, l'égo- ou l'allocentrisme, l'intelligence », définie comme l'aptitude à manier les abstractions. Chacune de ces six rubriques comporte dix questions, soit en tout 60 questions. Donnons-en quelques exemples choisis dans différentes rubriques : parmi les questions relatives à l'émotivité : « impossible à mettre en colère, ou susceptible », « indifférent à ce qui l'entoure, ou porté à critiquer ». Pour l'activité : « constamment paresseux, ou toujours empressé au travail », « a horreur du travail imposé, ou préfère le travail réglé et imposé par le maître ». Sur le retentissement : « ne tient jamais ses promesses, ou fait l'impossible pour honorer ses promesses ». Sur l'égocentrisme : « se juge supérieur aux autres, ou a tendance à se déprécier ». Sur l'intelligence : « a l'esprit profondément touffu, ou a la conception claire ».

La réflexion qui s'impose à l'examen des questions, c'est qu'il doit être bien souvent difficile d'y répondre sans arbitraire. N'est-on pas tenté, à propos de chacune d'elles, de dire : « parfois oui, parfois non, cela dépend des circonstances, de l'état du moment, de la motivation », etc. ? A la vérité, on est effrayé à la pensée qu'un maître puisse, à la suite de quelques observations nécessairement sporadiques (étant donné les effectifs scolaires actuels), trancher soixante problèmes psychologiques importants chez tant de sujets, compte tenu du fait qu'ils sont en plein développement. La méthode proposée comporte en outre tous les risques de l'observation intermittente (la classe est-elle le milieu ordinaire de l'individu ?). Elle ne se réfère à aucun critère précis pour juger, puisqu'il n'y a pas d'étalonnage : comment décidera-t-on qu'un enfant a l'esprit touffu ou la conception claire, étant donné que la clarté d'idéation sur tel ou tel thème est relative non

seulement au stade de développement atteint par l'enfant mais aux particularités de son éducation, aux contacts que son milieu a pu lui offrir avec telle ou telle branche du savoir ou de la technique ?

En un mot, la méthode ne peut échapper aux difficultés de principe qui sont celles de la Caractérologie :

1° Celle-ci est fondée sur une coupe longitudinale pratiquée dans le comportement, suppose un concept unilinéaire de la causalité psychologique. On dira : l'élève Untel a eu telle réaction parce qu'il y a en lui de l'émotivité (la vertu émotive). Toute psychologie positive, au contraire, ne peut partir que d'une coupe transversale et multirayonnante : l'acte de l'élève Untel s'explique par un réseau de conditions passées et présentes, par les données de la situation actuelle et par les appels que celle-ci fait à l'expérience, aux conditionnements, aux traits héréditaires, etc.

2° La Caractérologie, tout au moins telle qu'elle est ici conçue, porte en elle toutes les contradictions de l'inné et du congénital. Le caractère, nous dit-on, est « l'ensemble des dispositions congénitales qui forment le squelette mental de l'individu ». Il n'est sans doute pas question de nier l'existence de dispositions congénitales, de types psychologiques. Mais il faut avouer que l'extension qui est ici donnée au congénital dépasse de beaucoup ce qu'on peut raisonnablement admettre. Nous voyons, au contraire, que la plupart des questions soulevées au sujet des enfants ne concernent pas autre chose que des habitudes de pensée ou de conduite étroitement solidaires d'un contexte familial-social (« aimes-tu prêter tes affaires ? »).

Pour être précis, disons que la méthode proposée ne permet nullement de mettre en évidence ce qui constitue proprement « le squelette mental » de l'individu, de le séparer de ce qui, dans la multitude des réactions observées, est imputable à telle ou telle influence familiale-sociale.

Robert Francès

Guy Néron : **l'Enfant vagabond.** Paris, Presses universitaires de France, 1952. 1 vol. de 116 p.

Voici un petit livre qui répond bien au but d'information synthétique et pratique de son auteur. Les psychologues de l'enfance, les éducateurs, les parents d'enfants « difficiles » y trouveront condensés non seulement des exposés et des analyses théoriques, mais un grand nombre d'observations de première main et de relations cliniques.

La fugue en état second des hystériques et des épileptiques décrite par les auteurs du début du siècle comme une sorte d'impulsion aveugle et irrésistible n'est qu'un aspect bien limité d'un phénomène psycho-social dont l'extension et le déterminisme complexe doivent être soulignés. La fugue de l'enfant et de l'adolescent n'est le plus souvent qu'une réaction vive non à un incident, mais à des conditions de vie permanentes du milieu familial, conditions qui sont elles-mêmes insérées dans le cadre des événements historiques (recrudescence très marquée des fugues et du vagabondage pendant les bouleversements nationaux ou internationaux) et des conditions matérielles et psychologiques de la société. Avec une grande clarté, l'auteur décrit les caractères que prend le vagabondage dans les cas de retard intellectuel, chez les enfants hyperémotifs, instables, imaginatifs, paranoiaques, pervers. Le rôle de la dissociation familiale paraît être, dans des proportions très significatives, un facteur immédiatement déterminant (on peut regretter que l'analyse de ce concept ne soit pas poussée plus avant).

Les derniers chapitres traitent des grandes étapes de la législation française concernant la délinquance infantile, l'organisation actuelle des établissements de prévention et de rééducation, les possibilités d'intervention dans le cadre familial pour les cas légers. Les conclusions qui se dégagent de cet ensemble conduisent à penser que le rôle des déficiences biologiques dans la délinquance juvénile est étroitement associé à celui des

particularités du milieu. Plus celles-là sont profondes, plus l'individu est vulnérable vis-à-vis de celles-ci. La rééducation ne peut consister qu'à créer autour de lui un système de rapports sociaux différents, offrant des occasions renouvelées au déploiement d'une autre activité.

Robert FRANCÈS

Karl JASPERS : **La foi philosophique.** Traduction d'Hélène NAEF et Jeanne HERSCH. 247 p. Paris, Plon, 1953. **Raison et déraison de notre temps.** Traduction d'Hélène NAEF avec la collaboration de M. L. SOLMS. 80 p. Desclée de Brouwer, 1953.

Ici, six conférences radiophoniques, là, trois, de style mondain, définissent la philosophie comme « foi » liée dans une certaine mesure aux sciences, mais pourtant indépendante et pour tout dire les dépassant infiniment. Et surtout ne soyons pas assez ridicules pour tomber dans le piège de la « vérité objective ». Un épais brouillard enveloppe les notions vagues auxquelles Jaspers nous a habitués. Mais notre « philosophe » retrouve sa hargne coutumière aussitôt qu'il est question d'esprit scientifique et de pensée matérialiste.

Dans *Raison et Déraison de notre temps* (p. 28) il tient Bacon et Descartes « pour responsables en quelque mesure du malentendu de la science », ce malentendu étant « la volonté de dominer la nature » ; p. 10 à 19 du même opuscule, le marxisme est assimilé à un fatalisme primaire, etc., etc. Il est vrai que p. 51, pour situer sans doute son univers philosophique, Jaspers, entre une citation de Kant et une de Platon, digresse avec émotion sur *le Zéro et l'Infini* de Kœstler.

Marc SORIANO

René JOUGLET : **le Désordre.** Roman, 238 pages. Paris, les Editeurs français réunis, 1952.

Nous sommes en 1949. Le professeur Antoine Vilfort, sociologue réputé, ancien ministre du Front Populaire, homme qui a toujours vécu dans le ciel des idées, découvre brutalement le désordre intime qui règne dans sa famille. Son second fils, Jean-Pierre, peintre sans clientèle et sans talent, est surpris en train de voler la caisse d'un hôtel. Le professeur, qui a des relations, va enrayer les poursuites. Mais pourquoi ce garçon a-t-il volé ? Coïncidence étrange, Ruth, la femme de son fils aîné François, vient de disparaître. Ce François est un brillant ingénieur, aussi bien installé en apparence dans la vie que son frère est faible et inadapté. Il bâtit ou prospecte, dans le monde, partout où il y a de grandes entreprises à créer. Au cours d'une brève halte à Paris, il s'est marié, et est reparti en abandonnant moralement sa femme. Pour l'instant il cherche de l'uranium au Chili, et, rappelé d'urgence par son père, nous le voyons faire le voyage en avion, où ce séducteur fait connaissance d'une belle voyageuse, Paule du Montois, nièce d'un puissant capitaliste. Cette rencontre va devenir une liaison.

Les mystères s'éclaircissent. Jean-Pierre a volé pour payer la clinique de Neuilly où Ruth s'est réfugiée mourante. Il était devenu son amant, et elle a tenté de se faire avorter.

Voilà donc François pris entre une maîtresse qu'il n'aime pas mais qui le retient, et une femme en danger de mort, qu'il n'aime pas non plus, mais qu'avec rage il découvre infidèle. Pour aider sa femme dans sa lutte contre la mort, il lui fait des serments d'amour et des promesses de bonheur, mais en même temps il la trompe avec Paule. Celle-ci, qui se sent mal à l'aise dans ce drame, rompt brusquement et s'en va à Londres, puis revient, parce qu'elle s'est prise au jeu et ne peut plus se passer de son amant.

Finalement, tandis que le professeur est révoqué pour ses idées progressistes, Ruth meurt. Jean-Pierre se suicide après avoir maudit son père qui l'a élevé dans la solitude et n'a pas pris le temps de s'occuper de ses enfants. François rejette à son tour sur son père la responsabilité du drame, et il repart pour le Chili après

avoir enterré sa femme. Rompt-il avec Paule ? Il fait de belles promesses, mais on sait bien qu'elles ne seront pas tenues.

Tout cela, c'est le désordre, et voici l'ordre :

Le professeur a une fille, Louise, mariée avec un ouvrier, Garin. Pendant le séjour de François à Paris, l'usine ferme : elle fabriquait des pièces de moteur, les moteurs arrivent d'Amérique. Les ouvriers mis à pied se défendent. Ils sont expulsés par les C.R.S. et une dizaine sont arrêtés, dont Garin. Le professeur réussit à faire relâcher son gendre, et François découvre un monde nouveau dans le milieu où vit sa sœur. Dans la lutte pour le travail, contre la misère, des hommes connaissent la vraie fraternité de combat, l'optimisme, l'équilibre moral. François est entraîné par son beau-frère dans un meeting pour la Paix au Vel d'Hiv. Il y apprend qu'il existe d'autres jeunes gens que ceux de Saint-Germain des Prés, des jeunes gens qui luttent pour acquérir un métier, pour fonder une famille, pour défendre la Paix.

Ainsi de ce roman se dégage l'opposition de deux mondes, qu'aucun romancier honnête ne peut se dispenser de distinguer dans notre époque. René Jouglet, qui est déjà l'auteur de nombreux romans, mais dont l'œuvre maîtresse est *les Paysans*, écrit une langue alerte, à la fois pure et savoureuse. On peut aussi recommander la lecture de son dernier livre aux lecteurs dégoûtés des romans où il ne se passe rien. René Jouglet aime un rythme rapide. L'étude psychologique précise se développe à travers une action qui entraîne ses personnages à travers Paris, un Paris bien réel. On y voit un homme des deux cents familles ébaucher des plans pour la survie du capitalisme, un artiste décavé gagner sa vie à jouer de l'accordéon dans les bars de Saint-Germain des Prés, un chauffeur de taxi confier à son client les plaintes de sa bourgeoise concernant l'augmentation des prix du marché. Un livre qui fait réfléchir sans fatiguer, un livre aimable.

J.-L. LECERCLE

René JOUGLET : **l'Or et le Pain.** Paris, les Editeurs français réunis, 1953. 315 p.

Dans *l'Or et le Pain*, nous retrouvons les personnages que *le Désordre* nous avait rendus familiers ; ils sont en proie aux difficultés que l'année 1952 n'a fait qu'aggraver dans notre pays. René Jouglet présente en fait un moment de l'histoire économique et politique. Mais il a eu l'art de faire des « circonstances » le quotidien de ses héros au lieu de leur réserver le rôle de toile de fond. La documentation sert la peinture de la vie. Effectivement, *Fanfan la Tulipe* à l'écran, l'évolution de « l'expérience » Pinay tissaient la réalité de nos jours aussi bien qu'un après-midi de repassage ou une visite chez un ami malade. Les personnages y gagnent une présence humaine qui engendre la sympathie, condition première de l'intérêt que le lecteur peut apporter à un roman. Antoine Vilfort et Benoit-Rivier, en particulier, deviennent, page après page, plus proches, comme des amis dont chaque jour révèle un aspect nouveau qui nous les rend plus chers.

Rien de traditionnel, aucun poncif dans le sentiment qui unit Benoit-Rivier à Rose. Faut-il l'appeler de l'amour ? Poser la question, c'est en faire apparaître la vanité. Ce qui est authentique n'a plus besoin d'être qualifié. Sur un plan qualitatif tout différent, nous participons aux angoisses amoureuses de Blaque-Censier, enchaîné par sa passion pour la petite danseuse trop verte et trop indifférente.

Est-ce par excès de compréhension pour ses héros que René Jouglet les représente, qu'ils soient patrons ou ouvriers, comme des victimes d'un déterminisme économique un peu mécanique ? Il dénonce sans doute la subordination du patronat français au capitalisme américain ; il propose comme solution aux problèmes sociaux — dans l'immédiat tout au moins — l'extension des échanges commerciaux Est-Ouest. Autrement dit, le roman plaide, par son déroulement même, pour l'indépendance nationale et la coexistence pacifique. Mais l'aspect un

peu fataliste donné au sort des patrons comme des ouvriers risquerait de nous conduire, si nous n'y prenions garde, à plaindre le gros patronat français artisan du chômage, au lieu de le condamner. L'autre victime, celle qui perd son pain, la classe ouvrière, manque à notre avis de tonus. Elle n'apparaît pas comme le moteur de l'histoire, en France en tout cas.

Pleins de soleil, au contraire, sont les chapitres où s'épanouit la renaissance de la Chine populaire, brassant des chantiers gigantesques. Nous ne saurions trop approuver René Jouglet de ne pas s'être limité à la peinture des convulsions d'un monde qui croule, peinture plus facile au fond car plus proche de nous, et d'avoir ouvert une fenêtre sur le monde qui se fait, et qui façonne une humanité rénovée. François de Vilfort qui travaille sur place au grand élan constructeur de la République populaire chinoise, s'y transforme lui-même et s' « humanise ». Il avoue à sa maîtresse :

> Maintenant, je me rends compte que j'existais sur une lancée qui n'est plus tout à fait naturelle. C'est que j'ai dû beaucoup changer et n'allez pas vous y tromper si même je m'exprime maladroitement. Vous n'êtes point différente. C'est moi qui le suis devenu... A faire ce qu'à présent je fais, à exister depuis déjà longtemps sur un plan que ne rejoint plus le vôtre, à travailler simplement avec et pour des hommes, j'ai dû déplacer l'axe de ma nature ancienne, qui n'était pas ma vraie nature, je le sais sans erreur possible. Je le sais parce que je suis arrivé à cet équilibre qui doit approcher du bonheur.

Ce livre qui émeut et fait réfléchir est écrit dans un style dense et ferme, qui donne à certains dialogues l'éclair d'un duel à l'épée. En écrivant cet ouvrage riche et solide, dont le réalisme plaide pour la coexistence pacifique et pour l'indépendance nationale, René Jouglet apporte brillamment la contribution du romancier à deux grandes causes chères au peuple de France.

Madeleine Brunelle

Pierre Gamarra : **les Mains des hommes.** Nouvelles inédites. Les Amis du Livre progressiste. Genève, Editions « Connaître », 1953.

Il faut d'abord signaler la magnifique activité des Amis du Livre progressiste, qui nous présentent, sur du beau papier, dans une typographie élégante, absolument correcte et très lisible, et sous des reliures de qualité, de grandes œuvres des littératures française et étrangères, auxquelles se joignent aujourd'hui des œuvres inédites de nos écrivains. Nous sommes, hélas ! trop habitués à des éditions bâclées et illisibles, semées de coquilles grossières et si mal brochées que dès la première lecture elles s'en vont en morceaux ! Un pareil souci de présentation nous surprend bien agréablement.

Il doit sans doute nous rendre difficiles sur le choix des œuvres. Mais *les Mains des hommes* n'ont rien à craindre de cette sévérité : les neuf nouvelles inédites réunies sous ce titre par Pierre Gamarra sont dignes de retenir notre attention et capables de nous émouvoir, de nous faire réfléchir et rêver.

Elles sont toutes situées au pays de Gamarra, dans la campagne de Gascogne et sur les pentes des Pyrénées. Elles ne mettent en scène que des paysans. Elles évoquent deux sortes de drames : les drames permanents de la lutte de l'homme contre les forces de la nature, des pénibles et quotidiennes conquêtes du travail agricole, et les drames périodiques dûs à la folie des hommes, à la guerre d'Espagne, aux deux guerres mondiales. Et ce qui se dégage de ces courtes nouvelles, c'est, par delà la tristesse et les larmes, la confiance dans « les mains des hommes » — et dans l'esprit et le cœur des hommes — pour améliorer toujours la condition humaine et prévenir toutes les catastrophes, celles qui viennent de la nature comme celles qui viennent de leur propre aveuglement et des crimes de leurs dirigeants.

Drames des campagnes pyrénéennes : Pierre Gamarra apporte, pour les évoquer, la chaleur lucide de sa sympathie, une

compréhension directe de l'âme paysanne et une connaissance complète et sûre des sites, des saisons, des cultures. Il lui arrive parfois de joindre à ces qualités émérites un désir de « poétiser » la réalité qui risque de le faire tomber dans des sortes de féeries artificielles et de mythes confus (ainsi les deux nouvelles qui se rapportent à la guerre d'Espagne, *la Belle aux yeux de solitude* et *Pilar*). La première nouvelle, qui donne son titre à l'ouvrage, évoque de façon émouvante le double malheur d'un vieux paysan solitaire qui a perdu son fils à la guerre et dont la maison est menacée par une avalanche ; et lorsque le travail commun des habitants du village voisin sauve sa maison de l'inondation, le vieil Isidore se prend à penser, comme le lui disait Pierrou le facteur, que l'effort commun de tous les hommes peut aussi sauver de la guerre la vie des fils. Un beau thème, en vérité, que j'aurais aimé pour ma part voir traiter de façon plus directe et claire, avec plus de sobriété et de simplicité.

Cette sobriété et cette simplicité donnent au contraire toute leur valeur à la seconde nouvelle : *Que la lumière soit !* Un barrage qui va permettre d'apporter à une population misérable les bienfaits de l'électricité, en créant un nouveau village sur les bonnes terres de la vallée, mais qui engloutira sous les eaux l'ancien village et ses terres arides. Et la tragédie de la vieille paysanne qui ne peut se résoudre à voir disparaître la maison de ses parents et le cimetière où ils reposent, et qui meurt seule dans la campagne, le jour où le bassin se remplit et où, pour la première fois, s'allument aux fenêtres du village nouveau « les étoiles des maisons » :

> Elle était morte sans avoir vu la lumière et sans avoir compris (p. 55).

Il faudrait citer encore bien d'autres pages. Je signalerai en particulier *le Fléau*, l'histoire d'un vieux paysan qui, pendant la guerre, surprend deux S.S. qui s'amusent à tordre le cou à une de ses poules ; il les assomme avec le vieux fléau qui servait à ses ancêtres à battre le blé. Cette histoire, elle est mise dans la bouche d'un paysan qui a recueilli le fléau comme une relique et évoque l'histoire du père Bernard en versant à boire à son hôte. Dans ces quinze pages, Gamarra garde le ton direct, intime et simple de la conversation, en s'abstenant cette fois soigneusement de toute fioriture : si le « langage parlé » a droit à une place importante dans l'œuvre des écrivains d'aujourd'hui, je crois bien que Gamarra nous donne ici un exemple excellent de ce qu'on peut en attendre.

Et je veux dire en terminant la saveur de son style lorsqu'il décrit les paysans et les travaux des champs, évoquant pour nous non seulement les formes et les couleurs, mais aussi les odeurs et les goûts :

> C'était ce temps de septembre comme il fait chez nous, avec une grande douceur d'air et dans l'air comme l'odeur des fruits mûris et des feuilles rousses. Les souffles apportent le parfum des pêches lourdes, des poires vernies de soleil et des lointaines vignes dans la campagne où des grappes bleues dorment dans des feuilles déjà rouges. C'est le temps des fruits de la terre avant le repos de la neige. La lumière elle aussi, on dirait qu'elle est plus mûre et plus savoureuse, qu'elle ressemble à une coulée de fruits (p. 185).

René MAUBLANC

LOU SIN : **La véritable histoire de Ah Q,** roman. Traduction de Paul JAMATI. Préface de Claude ROY. Postface de FENG SOUEH FENG. Paris, Editeurs français réunis, 1953.

Le lecteur français n'a que trop rarement l'occasion de lire des œuvres de la littérature chinoise. Ce petit livre peut être un bon début. Il est d'un très grand écrivain, que l'on a appelé le « Gorki chinois » et cette nouvelle est en tout point remarquable, par le contenu et par le style.

Mort en 1936, Lou Sin a vécu à l'époque des premiers grands bouleversements révolutionnaires de son pays et il a su les refléter dans ses ouvrages. Sa vie, comme ses écrits, n'a été qu'un progrès continu du réalisme critique à un réalisme social de plus en plus conscient. *La véri-*

table histoire de Ah Q marque justement une étape caractéristique dans cette évolution.

Par cette nouvelle, d'un très riche contenu de pensée et d'une extrême sobriété de forme, Lou Sin nous laisse entrevoir, au travers de la description du milieu dans lequel agit son personnage principal, un aspect de la grande misère chinoise de l'époque (nous sommes vers 1911 et la dynastie impériale des Mandchous vit ses dernières heures), surtout la misère à la campagne. Le héros Ah Q, au nom d'ailleurs incertain, ne possède que ses bras pour vivre. Sans famille, sans foyer (il passe les nuits dans le temple du Dieu Tutélaire), il est ainsi totalement « libre ». Il se loue à la journée, parfois même à l'heure, au gré des besoins des propriétaires du village. Il mange aussi quand il le peut, comme des dizaines de millions de ses semblables dans l'immense Chine de son temps.

Avec une vérité stupéfiante, l'auteur s'identifie à son personnage. La nouvelle atteint ainsi une grande profondeur psychologique. Quelles sont les idées de cet homme simple, dépourvu de tout et dont la dignité, le respect de soi sont foulés aux pieds, bafoués à chaque instant ? Un compte rendu ne permet pas de répondre à la question. C'est dans la lecture de la nouvelle que le lecteur ira chercher la réponse. Il verra comment l'écrivain chinois a su suivre pas à pas les pensées et les sentiments d'un personnage choisi volontairement parmi les plus frustes qui soient. Et comme la psychologie en apparence la plus simple renferme donc de complexité !

C'est en rendant cette psychologie claire, en la poursuivant dans ses méandres, que Lou Sin parvient jusqu'au mal profond qui rongeait la conscience chinoise de l'époque. Aucun homme en effet ne peut vivre dans les humiliations, dans un incessant abaissement de soi-même, sans s'en fournir en quelque sorte, à défaut d'une explication valable, une consolation illusoire. Il y va de son amour-propre, du respect qu'il se porte, de sa dignité d'être humain, de tout ce dont il a besoin pour continuer à vivre, pour ne pas sombrer dans la honte et le désespoir.

Ainsi, après chacun des avatars en quoi son existence abonde, Ah Q se trouve une raison de demeurer supérieur à ceux qui l'ont plongé dans l'amertume. Il s'invente à soi-même des « victoires morales ». De toutes ses défaites, et elles sont nombreuses et pénibles, il s'imagine émerger en vainqueur. Lou Sin analyse admirablement cette façon de se duper soi-même, de s'illusionner sur son propre état et, par le seul développement artistique et réaliste de la nouvelle, il en montre non seulement la vanité, mais aussi le danger : l'illusoire « victoire morale » empêche la victime d'aller à la source profonde de son abaissement, de le comprendre et partant d'y porter remède.

Mao Tsé-toung a écrit que l'un des devoirs du mouvement révolutionnaire chinois était d'en finir avec l'Ah Q.-isme ; le nom du héros de Lou Sin a fini par désigner (tant le personnage a de relief et de vérité) ce mal profond dans une société où le servage avait laissé des traces durables. Mal social qui paralysait les masses innombrables de la paysannerie pauvre et les maintenait dans l'apathie ; mal national qui faisait que la nation chinoise, celle que dominaient les féodaux et les mandarins, s'est longtemps complue dans une prétendue supériorité morale sans efficacité, tandis que les conquérants capitalistes étrangers s'installaient dans ses ports et contrôlaient son économie.

Lou Sin, dans un style d'une beauté classique (que Paul Jamati, malgré les difficultés d'une traduction faite à partir de l'anglais, a su rendre avec beaucoup de bonheur), anime cet extraordinaire Ah Q. Sans tendresse pour lui, il nous le rend pourtant non seulement pitoyable, mais sympathique. Cette tragédie individuelle d'un homme presque perpétuellement dans les fers, Lou Sin la conte avec art et il n'est guère de pages où la lecture ne nous force au sourire, tant l'humour involontaire des situations est rendu avec des touches presque insensibles,

toute de finesse. Cependant Ah Q n'est jamais ridicule. N'est-il pas la première victime de l'Ah Q.-isme ?

En fermant ce livre qui lui a tant appris, tant apporté, le lecteur bouleversé se prend à penser que Ah Q n'est sans doute pas un type seulement chinois, que l'Ah Q.-isme pourrait se retrouver sous d'autres formes dans d'autres pays et que, dans le nôtre même, à l'heure où certains prônent les abdications nationales, la duperie des « victoires morales » consolatrices et illusoires pourrait bien servir à dorer la pilule de plus en plus amère que l'on voudrait faire avaler à notre peuple.

Mais cela est une autre histoire, tout aussi véritable, mais qui n'est plus celle de Ah Q.

Joseph Ducroux

Hans Ruesch : **Igloos dans la nuit,** roman traduit de l'américain par Denise Van Moppès. Paris, Albin Michel, 1953. 314 pages.

C'est un reportage romancé sur la vie des Esquimaux polaires. J'avoue avoir ouvert ce livre avec un préjugé défavorable. On connaît trop ce pittoresque facile obtenu aux dépens des peuples « primitifs » et qui est la ressource favorite de toute une littérature raciste et colonialiste. D'autre part, Hans Ruesch, nous dit-on, a approché des Esquimaux en Finlande, mais n'a pas vécu au pôle ; il n'a pu observer directement ces Esquimaux polaires qui vivent éparpillés par familles sur la banquise, en été chassant l'ours blanc, le phoque et les animaux à fourrure, en hiver dormant comme des marmottes dans leurs huttes de glace, les igloos.

Je ne garantis donc pas que la description soit exacte. Ce serait au-dessus de ma compétence. L'auteur n'a-t-il pas vu les Esquimaux à travers la théorie du bon sauvage ? N'a-t-il pas chargé un peu les couleurs pour étonner, en décrivant leur résistance à la faim, à la fatigue, leur goinfrerie, leur saleté, l'extrême liberté de leurs mœurs sexuelles, l'enfer naturel qui les entoure ?

Qu'un ethnologue en décide. Pour moi, j'ai lu ce livre avec plaisir. D'abord parce qu'un monde étrange y est décrit de façon extrêmement vivante, mais aussi parce qu'il fait réfléchir sur des problèmes essentiels.

Qu'est-ce que la religion de ce peuple primitif ? L'auteur décrit les multiples interdits qui pèsent sur lui, d'une façon qui m'a paru très vraisemblable. Tous s'expliquent aisément. Il s'agit dans l'ensemble d'une technique destinée à épargner à l'Esquimau la famine, la maladie, etc... Mais déjà les plus malins exploitent la crédulité des autres. Le sorcier est un vieillard qui, pour éviter d'être exposé nu sur la banquise (traitement infligé aux vieillards devenus inutiles), a mis de son côté le monde des esprits et reçoit en leur nom les plus beaux cadeaux.

Si loin qu'ils soient de la civilisation, les Esquimaux dépendent de l'économie marchande. Ils échangent des peaux contre du thé et de l'amadou que des marchands, Esquimaux eux-mêmes, leur apportent en traîneaux jusqu'au pôle magnétique. La rouerie des marchands l'emporte sur la naïveté des chasseurs, qui, déjà, sont exploités.

La plus grande partie du roman relate les premiers contacts de l'Esquimau Ernenek avec les civilisés. Ceux-ci, à la recherche de l'uranium et des bases aériennes, remontent vers le Nord. Ernenek, poussé par la curiosité, va vers le Sud. Les résultats de la rencontre sont désastreux. Des missionnaires imposent brutalement aux primitifs des croyances et des règles morales qu'ils ne peuvent comprendre. Ce peuple doux et pacifique ignorait la guerre, et dans les dernières pages on voit tout un village s'entretuer à coups de fusil, païens contre chrétiens, fanatisés les uns par le missionnaire, les autres par le sorcier.

L'Esquimau Papik, fils d'Ernenek, ne trouve d'autre solution que de partir le plus loin possible pour le Nord, dans le

grand désert blanc où les missionnaires n'osent encore se risquer.

Comment ne pas évoquer à ce propos le beau livre de Djanssi Kimonko[1] sur les Oudegués, petit peuple de chasseurs et de pêcheurs du Nord-Sibérien, qui, avant 1917, était à peu près au même niveau de civilisation que les Esquimaux ? La différence, c'est que Kimonko est lui-même un Oudegué qui, grâce à la révolution, a pu aller dans une Université et s'est transformé en quelques années, de chasseur primitif, en intellectuel de haute valeur, capable de raconter pour l'histoire les miracles de la métamorphose de son peuple. La différence, c'est aussi que les Oudegués, au contact des bolchéviks, n'éprouvent pas le besoin de fuir au plus profond de la taïga, et, malgré la résistance de leurs sorciers, adoptent avec joie les usages nouveaux. Deux modes de relations entre des peuples de niveaux différents ! Deux mondes !

J.-L. Lecercle

Come All Ye Bold Miners. Ballads and Songs of the Coal-Fields, compiled by A. L. Lloyd. Lawrence and Wishart Ltd, London, 1952.

Voici un livre qui réjouira aussi bien l'angliciste que le folkloriste et l'historien du mouvement ouvrier. En 1951, A. L. Lloyd, avec l'aide des organisations syndicales de mineurs, organisa une enquête-concours en vue de recueillir les chants et « ballades » populaires de la corporation. C'est cette riche moisson qui se trouve rassemblée dans ce passionnant recueil. Certaines de ces « ballades » sont très anciennes et remontent au delà du XVIIIe siècle ; la plus récente est de 1934 ; la plupart datent de la première moitié du XIXe siècle. Elles proviennent en majeure partie du bassin houiller du nord et surtout de la région de Newcastle. On est assez surpris de l'apport presque inexistant du Pays de Galles : il semblerait que les mineurs de cette région, si connus pour leur goût musical, aient préféré à l'expression directe de leurs élans le refuge ou l'évasion du chant choral méthodiste. Ces compositions populaires, qu'elles soient anonymes ou l'œuvre d'artistes issus du peuple (pas toujours, d'ailleurs, de la corporation minière), sont débordantes de sève, et leur forme gauche, rugueuse, dialectale leur confère une beauté virile parfaitement expressive de l'ardente rudesse du contenu. Ce sont des récits et des chants du travail, des loisirs, de l'amour, des désastres de la mine, de l'exploitation des enfants, de la misère des vieux ; ce sont aussi des scènes parfois burlesques de la vie des corons, mais ce sont surtout des chants de revendication et de lutte : les thèmes réformistes et révolutionnaires alternent ou se mêlent. mais ce qui domine, c'est une fière honnêteté, la haine de l'exploiteur, de sa police et de ses jaunes, l'opiniâtreté dans le combat, un sens unitaire de classe, et surtout la foi dans l'avenir et un débordant amour de la vie.

L'introduction, trop courte à notre gré, est du plus grand intérêt, et l'on aurait aimé que l'auteur, à partir des « ballades » qu'il nous présente, nous instruisît davantage encore sur l'existence de ces mineurs anglais, dont l'industrie remonte au XVe siècle, qui durent à la Réforme d'échapper à la domination féodale de l'Eglise pour passer sous la coupe de la bourgeoisie tout en demeurant en servage jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, qui faisaient, il y a à peine plus d'un siècle, 17 heures de travail pour 14 pence par jour et qui surent, à la suite de longues luttes syndicales, se placer à l'avant-garde de la classe ouvrière britannique. Cette utile introduction nous restitue l'arrière-plan historique et social de ce recueil émouvant.

Nous souhaiterions vivement qu'un effort analogue fût tenté dans notre pays si riche de traditions ouvrières. L'exemple que nous proposent nos amis d'Angleterre nous assure que le résultat récompenserait généreusement l'effort.

Paul Meier

1. Djanssi Kimonko : *Sur les bords de la Soukpaï*. Paris, Editeurs français réunis.